

هكزامن الأول

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 12964

4,50 F

Fondation Hubert-Pierre-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 3 OCTOBRE 1986

Airbus à l'heure de la maturité

Les esprits chagrins auront beau jeu de relativiser l'importance de la vente spectaculaire de cent Airbus A-320 à la compagnie américaine Northwest. Ce que l'on sait des termes du contrat laisse apparaître un minimum de contraintes pour la compagnie aérienne, qui s'engage seulement sur dix appareils et qui achètera les autres si cela lui chante. D'autre part, un A-320 coûte 33 millions de dollars et pèse à peu près le quart d'un Boeing 747, dont le prix est de 120 millions de dollars et que le constructeur américain vend actuellement comme des petits pains.

Ajoutons à ces réserves que la commande de Northwest n'entraîne pas à Airbus d'enregistrer en 1986 la plus faible production d'avions de ces dernières années, avec une trentaine d'appareils. Le consortium européen reste impérativement fixé sur la cadence de production de 6,5 A-320 par mois, et les départs en préfabrication ne sont pas sur le point de cesser dans les usines de l'Aérospatiale, de British Aerospace, de l'allemand MBB et de l'espagnol CASA.

Ces considérations dispensent les dirigeants d'Airbus de lancer de bruyantes cocoricoes, d'autant plus qu'ils souhaitent faire preuve du même flegme que leurs concurrents américains, habitués, désormais, à vendre des avions à la centaine et en milliards de dollars.

Le contrat de Northwest n'en constitue pas moins un succès significatif, d'autant plus qu'il marque l'entrée d'Airbus dans l'ère de la maturité. Il a été acquis alors que la dégringolade du dollar aurait pu désavantager l'avionneur européen. Rappelons qu'au moment du contrat avec Panam, en 1984, la monnaie américaine cotait 9,20 F et qu'elle avoisine aujourd'hui les 6,70 F.

Ce contrat a été passé avec l'une des compagnies les plus prospères des États-Unis et non plus avec l'une des plus mal en point, comme Panam. Il signifie aussi que les contre-attaques de Boeing ne sont pas irrésistibles : le constructeur de Seattle a développé un discours technique mi-politique dans lequel il promet un avion à hélices rapides, le 757, plus performant que le A-320, et il dénonce les subventions publiques reçues par Airbus. Northwest est la quatrième compagnie américaine à ne pas attendre ces arguments.

La période confirmée du « petit » Airbus A-320 devrait aider au lancement de ses frères, le bi-réacteur gros-porteur A-330 et le quadri-réacteur intercontinental A-340, qui attendent les 2,5 milliards de dollars nécessaires à leur développement. Elle aidera peut-être les compagnies et le gouvernement britannique à comprendre qu'il y a quelque incohérence à posséder 20 % du capital d'Airbus Industrie, à n'exploiter aucun de ces appareils sur les lignes aériennes de Sa Majesté et à n'avoir commandé que sept exemplaires de cet A-320 qui séduit les Américains.

Pour la France, en tout cas, la montée en puissance de la gamme Airbus placera l'aéronautique au premier rang de ses pourvoyeurs en devises et bouleversera les données de son commerce extérieur à partir de 1988, les avions représentant d'ores et déjà un tiers du montant des grands contrats civils.

(Lire nos informations page 35.)

Coups de feu à New-Delhi M. Rajiv Gandhi a échappé à un attentat

M. Rajiv Gandhi a échappé, jeudi matin 2 octobre, à un attentat, lors d'une cérémonie officielle à New-Delhi. Un homme — qui pourrait être un déséquilibré, selon la police — a tiré plusieurs coups de feu en direction du premier ministre indien. Deux personnes ont été légèrement blessées. L'auteur des coups de feu, qui n'est pas sikh, a été arrêté. M. Gandhi est apparu, souriant, quelques heures plus tard, à la télévision.

NEW-DELHI
de notre correspondant

« Tout va bien », a déclaré, ce jeudi 2 octobre, M. Rajiv Gandhi, quatre heures après avoir échappé, de justesse, à un attentat. Le chef du gouvernement, qui n'a pas été blessé, s'apprêtait à quitter le mémorial du Mahatma Gandhi, à la mémoire duquel il venait de rendre hommage, quand un homme, embusqué dans un buisson à une centaine de mètres, ouvrit le feu dans sa direction avec un revolver. Il était environ 8 heures du matin. Entre trois et cinq balles avaient été tirées quand les gardes de sécurité du premier ministre ont répliqué par une dizaine de coups de feu, sans apparentement toucher le tireur. Celui-ci a aussitôt levé les mains avant d'être désarmé, puis arrêté.

Selon l'agence de presse United News of India (UNI), deux personnes, dont un député du Rajasthan, auraient été légèrement blessées au cours des tirs. Comme il est normal en pareille circonstance, l'alerte générale a été immédiatement déclenchée à New-Delhi, et le chef du gouvernement, rentré à sa résidence privée sans une égratignure, a convoqué une réunion d'urgence des divers responsables de la sécurité nationale.

L'information de UNI, selon laquelle la police recherche également un complice qui aurait pu s'échapper, n'a été ni confirmée ni infirmée officiellement.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 6.)

La visite du directeur de la DST à Damas

Terrorisme: Paris multiplie les contacts avec la Syrie

Paris multiplie les contacts avec la Syrie. M. Bernard Gérard, directeur de la surveillance du territoire (DST), s'est rendu à Damas le vendredi 26 septembre. Ce sont les Syriens qui auraient eux-mêmes proposé cette rencontre, lors du voyage effectué le mardi précédent par M. Aurillac. A Vittel, M. Chirac a affirmé que la France n'accepterait « aucun compromis avec les terroristes » et que rien ne permettait d'accuser la Syrie de quoi que ce soit.

Après l'annonce du voyage de M. Aurillac — que le gouvernement aurait voulu garder confidentiel — et de la mission de bons offices à Paris de Mgr Hilarion Capucci — un proche du président syrien, — cette information confirme le souci du gouvernement français de sauvegarder les apparences dans ses relations avec Damas. Le voyage de M. Gérard était une manifestation de sa bonne volonté, alors même que ces allées et venues confirment paradoxalement sa conviction d'un rôle — direct ou indirect — de la Syrie dans la récente vague d'attentats.

Le choix du chef de la DST a plusieurs explications. Actuellement maître d'œuvre du renseignement français au Liban — plutôt que la DGSE, — ce service

joue déjà un rôle important, sous la direction du prédécesseur de M. Gérard, M. Yves Bonnet, dans la libération de M. Gilles Sidney Peyroles, enlevé en mars 1985 à Tripoli par les proches de Georges Ibrahim Abdallah, le chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) détenu en France.

Ce sont aussi des policiers de la DST qui, les 21 et 22 septembre, quelques jours avant le voyage de M. Gérard à Damas, interrogèrent dans leurs locaux parisiens Georges Ibrahim Abdallah, hors de la présence de ses avocats, puisqu'il était placé en garde à vue dans le cadre des enquêtes sur les attentats.

(Lire page 40 l'article d'EDWY PLENEL.)

M. Mitterrand refuse le découpage électoral

Le chef de l'Etat a fait savoir, jeudi 2 octobre, en tout début d'après-midi, qu'il ne signerait pas les deux textes adoptés par le conseil des ministres du 24 septembre.

Un Ecossois à la tête de Schlumberger

M. Euan Baird remplace M. Michel Vailland.

PAGE 35

Le conflit du Sahara

Le Polisario assure multiplier les opérations contre le « mur ».

PAGE 5

Le sommaire complet se trouve page 40

Le troisième voyage du pape en France

Jean-Paul II hors les murs

Jean-Paul II visite Lyon, Paris, le Mans, Toulon, Arles et Annecy du 4 au 7 octobre. Ce troisième voyage en France — après Paris en 1980 et Lourdes en 1983 — précède de quelques jours le huitième anniversaire d'un pontificat marqué par de nombreux périples à l'étranger, et au « recentrage » de l'Eglise catholique.

ROME
de notre envoyé spécial

« Questo papa è un enigma... » Huit années après l'élection surprise de Karol Wojtyla, des vaticanistes distingués en perdent encore leur latin. Le premier pape slave de l'Eglise catholique semble prendre un malin plaisir à cultiver le paradoxe.

Polonais? Jusqu'au bout des ongles. Mais parfaitement cosmopolite, toujours plongé dans une grammaire étrangère, voyageur insatiable et prêt à sauter dans le premier avion pour Cuba, la Chine, l'URSS ou le Liban, rares pays où il n'a pu encore se rendre.

Moderne? Assurément. Dix minutes après son élection, il avait déjà enterré le « nous » de majesté. C'est un homme qui n'a pas peur du contact avec les autres, discute pied à pied avec des journalistes et s'est fait construire, comme chacun sait, une piscine à Castelgandolfo.

Mais, dans plus d'un domaine, c'est un pape « rétro », invoquant la Madone à tout propos et tenant, sur la sexualité par exemple, un langage d'une autre époque.

Centralisateur? Il attire à lui tous les projecteurs; on l'accuse d'avoir « papabité » l'Eglise. Dieu sait pourtant s'il se désintéresse de l'administration centrale et se décharge allégrement de

sûre d'elle-même. Fini le temps des interrogations douloureuses de Paul VI, qui semblait porter le monde sur ses épaules. Karol Wojtyla, lui, solide montagnard, portait plutôt l'Eglise au dos, comme un sac tyrolien, selon le mot d'un cardinal. Une Eglise de certitudes, sans fantaisies doctrinales. Une Eglise plus disciplinée, sans confusion de rôles entre clercs et laïcs.



tout ce qui ne lui apparaît pas essentiel.

Il ne faut pas pousser trop loin ce petit jeu du paradoxe. Car Jean-Paul II sait très bien où il va, ne s'appuyant sur deux idées-forces.

La première est que l'Eglise doit être — et apparaître — plus

dominateur. En politique, s'entend. Car, en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, le premier ministre connaît de manière dangereusement les proclamations de fermeté et leur contraire. Pourtant (le paradoxe n'est qu'apparent) M. Chirac a rarement pu enregist-

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 32.)

La rentrée parlementaire

M. Chirac, vent arrière

M. Chirac a engagé, le mercredi 1^{er} octobre, à Vittel la majorité à le suivre sur la voie de l'union en vue du second tour de l'élection présidentielle.

par Jean-Marie Colombani

La victoire en 1988. Celle de la droite, et la sienne, bien sûr. Ainsi parle Jacques Chirac, en chef de son propre camp, sûr de lui et

trier à son profit un bilan politique à ce point « globalement positif ».

Sondages, élections, état de la majorité, équipe gouvernementale : sur tous ces fronts-là, c'est le beau fixe. L'opinion n'est pas loin, en effet, de plébisciter un premier ministre qui fait un bond inédit de douze points au baromètre mensuel de confiance SOFRES-FIGARO Magazine, tandis que les simulations électorales BVA-Paris-Match le donnent à égalité de chances avec M. Mitterrand en cas de confrontation présidentielle, après un premier tour largement favorable à la droite.

Cette majorité vient d'ailleurs de vivre un beau dimanche électoral : un Sénat désormais bipolaire, et qui s'éloigne chaque jour davantage des possibles dérives centristes; et, surtout, un scrutin prometteur dans la Haute-Garonne. Fait significatif : au RPR comme à l'UDF, à dix-neuf mois de l'échéance présidentielle, on parle déjà du second tour de scrutin. Et, pour ce second tour, tous ont en fait les yeux fixés sur un homme : M. Le Pen. De ce point de vue, le recul du Front national dans la Haute-Garonne est, pour M. Chirac, la plus belle promesse qui soit. Car il montre qu'une partie non négligeable de l'électorat de l'extrême droite adhère à la politique de la majorité.

(Lire la suite page 8.)

Le Monde

DES LIVRES

- Le sombre univers de John Mc Gahern.
- La chute du Prince : la fin de la biographie de de Gaulle par Jean Lacouture.
- La chronique de Nicole Zand : le temps des Foires.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « l'Étudiant étranger », de Philippe Labro.

(Pages 23 à 29)



Ce que je crois

PAUL
MILLIEZ
CE QUE
JE CROIS

Une certaine
idée de la foi,
une certaine
idée de la France,
une certaine
idée de la médecine.

GRASSET

Débats

L'Etat de quel droit ?

Il n'est pas d'exemple qu'une puissance forte se laisse indéfiniment aggraver par des plus faibles au-delà d'une certaine limite.

par MAURICE DUVERGER

MORALE ET POLITIQUE

Pour gouverner, il faut souvent savoir composer. Alfred Grosser admet cette sagesse mais il regrette qu'elle n'ait pas été prolongée par une morale. Et en temps de guerre ? Comme le terrorisme en est une forme, selon Maurice Duverger il faut bannir les faiblesses et ne pas confondre l'Etat de droit avec une attitude munichoise.

La double conversion

Le cynisme l'emporte en politique quand il s'agit de répondre à la question « au nom de quoi ? »

par ALFRED GROSSER

L'an va pas autrement ailleurs. Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont dit que leur victoire n'était pas seulement politique, mais morale. Helmut Kohl s'est glorifié de transformer le retour des chrétiens-démocrates au pouvoir en tournant intellectuel, moral, spirituel.

En France, l'alternance de 1981 a été présentée comme l'arrivée de la lumière après la nuit, comme un triomphe de la solidarité sur l'égoïsme, de la justice sur l'inégalité. Et voici qu'en 1986 la liberté est rendue à l'individu grâce à la défaite de la contrainte collectiviste. Le libéralisme triomphant transforme l'homme-objet en sujet autonome.

En fait, les vainqueurs de 1981 et de 1986 n'ont guère converti leurs concitoyens aux valeurs dont ils se réclamaient avant la victoire. Ils se sont plutôt convertis aux valeurs qu'ils avaient combattues, si bien que la virulence des affrontements verbaux est le plus souvent destinée à cacher l'embarras dans lequel on se trouve pour définir l'antagonisme moral supposé fonder la lutte politique.

Après avoir dénoncé l'immoralité de l'économie de marché, les socialistes, François Mitterrand en tête, ont pris le chemin de la modération social-démocrate. La conversion des ultra-libéraux a été plus rapide encore que celle du PS. Par conviction ou pour ne pas perdre massivement des suffrages, on a gardé la notion de justice sociale, alors qu'en bonne logique on aurait dû démanteler le système de protection et de redistribution qu'incarne la « Sécurité ».

Les deux conversions en sens inverse ne doivent pas cacher une conversion commune, amorcée dès le lendemain de la guerre et arrivée à son terme au moment où son aboutissement est fortement mis en cause ailleurs, notamment en Allemagne. Le progrès technique comme facteur de progrès social et d'épanouissement humain : pour se rendre compte de la portée de cette sorte de morale positive de la technologie, si répandue chez nous malgré les dénonciations d'ue Jacques Ellul, il faut assister à la

montée, chez nos voisins allemands, mais aussi en Scandinavie, d'un vif rejet du développement technique, au nom de la préservation de la nature, de la prévention des catastrophes et surtout de la liberté de l'homme asservi par l'ordinateur. Certes, chez nous aussi, les remèdes « naturels » salvateurs sont vantés face aux affreux produits de la chimie, mais, à gauche comme à droite, chez les libéraux comme chez les socialistes, on fait assaut d'enthousiasme pour préconiser une « modernisation » destinée, par-delà son utilité économique, à apporter des ressources libératrices nouvelles à tout un chacun.

Quelles solidarités privilégier ?

Il reste évidemment des blocages. Des deux côtés, on ne sait trop comment concilier la valeur de modernisation qui exige un espace industriel sans cesse élargi avec la valeur de l'ancrage national des entreprises. L'incertitude est même grandissante : naguère, la droite laissait Hoechst prendre le contrôle de Roussel-Uclaf au nom du développement de l'entreprise française ; puis la gauche évitait de nationaliser un élément d'une multinationale étrangère, se contentant assez bizarrement de nationaliser les françaises ; maintenant, on voudrait reprivatiser Saint-Gobain sans que Bayer ou BASF ou toute autre entreprise étrangère, fût-elle européenne, participe au rachat.

C'est qu'on se trouve confronté à un problème qui, malgré, les apparences, est bel et bien d'ordre moral. Quelles solidarités privilégier ? Comment définir les « nous » et les « ils » qui doivent fonder les choix politiques ? Vers le dehors, la référence nationale ne donne pas nécessairement une réponse nette, qu'il s'agisse de la Communauté européenne ou des liens avec l'Afrique.

NOTRE démocratie serait menacée si la répression du terrorisme au respectait pas l'Etat de droit. Mais de quel droit s'agit-il ? Telle est la question fondamentale quand on prend conscience que le terro-

risme international est une forme de guerre. Il relève ainsi du droit de la guerre, non du droit de la paix : à cela près que leur frontière n'est pas rigoureuse dans ces batailles de l'ombre qui trouvent de-ci de-là le temps de paix, sans le détruire.

L'essentiel du droit de la guerre ne porte pas sur la répression des actes qu'il interdit, mais sur la réglementation de la violence inhérente aux hostilités. Dire que le terrorisme international est une forme de guerre signifie qu'on veut appliquer à ceux qui s'y livrent une violence équivalente à la leur, mais limitée par le respect de la personne humaine, même s'ils n'en tiennent pas compte de leur côté. Comme celui de la guerre classique, le droit de la guerre de l'ombre repose sur une réciprocité des armes et des risques, excluant seulement — mais absolument — des procédés tels que la torture des prisonniers ou le massacre des non-combattants.

Il implique le recours à des organisations militaires de même type que les groupes clandestins qu'il s'agit de repérer et de détruire.

Donner une leçon

La mise sur pied d'un tel instrument de combat, formé par des services secrets d'un type nouveau, sera longue et difficile, d'autant qu'elle exige une coopération étroite entre les pays concernés. Plus que d'un espace judiciaire européen, l'Occident a besoin d'un OTAN antiterroriste. Le droit de la guerre de l'ombre se précipite au fur et à mesure qu'elle développera les moyens de combattre ainsi sur leur terrain les ennemis proliférant en marge des Etats qui explosent ou s'effondrent : par exemple à travers la diaspora des Palestiniens sans patrie,

l'anarchie des Libanais dont la nation se désagrège, le fanatisme des chiites engendré par la théocratie de Khomeiny.

La bataille de première ligne reste inséparable de la lutte contre ceux qui fournissent la logistique des attentats ou passent commande à leurs auteurs. On pénètre ainsi sur le terrain de la guerre classique, dont les règles aussi devront être adaptées au terrorisme. Tôt ou tard, par exemple, la complicité d'un Etat dans une action terroriste contre un autre Etat sera considérée comme une agression contre ce dernier, justifiant de sa part un recours à la force. Evidemment, les démocraties s'en tiendront le plus souvent à la menace, qui renforcera leur poids dans la négociation, car elles ne peuvent pas facilement prendre le risque de massacres des innocents dans des opérations analogues du raid américain sur la Libye, le 15 avril dernier.

Mais certaines situations permettraient des interventions militaires sans danger grave pour les non-combattants. L'exemple du terrorisme chiite le montre. A travers une fable de politique-fiction, imaginons que les Egyp-

tiens et la France abandonnent leur attitude munichoise dans l'affaire du Liban national enlevés à Beyrouth, et qu'ils adressent conjointement un ultimatum à Téhéran en même temps qu'ils feraient pénétrer une puissante flotte de guerre dans le golfe Persique : le gouvernement iranien étant averti que ses côtes seraient soumises à un blocus naval si les otages des deux pays au Liban n'étaient libérés dans les huit jours, ou si l'un d'entre eux était exécuté d'ici là. L'URSS protesterait, mais ne pourrait pas aller au-delà. L'Iran devrait s'incliner pour ne pas être asphyxié en face de son adversaire irakien.

Il suffirait qu'une telle leçon soit donnée une fois pour que le souvenir en persiste longtemps. On peut douter qu'elle le soit prochainement. Mais il est encore probable que l'Occident maintienne toujours envers les petits Etats l'attitude de faiblesse où il s'est enfoncé pendant des décennies. Une seule chose est sûre : à travers l'histoire, il n'y a pas d'exemple qu'un Etat fort se laisse indéfiniment aggraver par des plus faibles au-delà d'une certaine limite, dont on se rapproche de plus en plus.

COURRIER DES LECTEURS

Accords européens

A la suite de l'article « Cohabiter dans l'entreprise » (Le Monde du 28 août), où Pierre Drouin citait un accord de « participation » à travers les frontières, M. Gagnaire, secrétaire général de la Fédération générale agro-alimentaire (FGA), nous rappelle qu'un accord du même type a été signé au début de juillet 1986 entre BSN et l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA).

Cet accord nécessitera que BSN explique sa stratégie internationale et entende les avis et les propositions des syndicats au niveau européen. BSN pour l'Europe, c'est 35000 à 40000 salariés dans des unités de production en France, Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Autriche.

Administration

et téléphone « vert »

Depuis le 1^{er} octobre, l'unité de taxe téléphonique, à l'intérieur d'une même circonscription, ne sera plus valable que pour six minutes, au lieu de vingt, actuellement. Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'on pénalise les bavards. Cependant, lorsque la communication téléphonique est destinée à vous mettre en contact avec une administration publique ou même privée, il est bien rare que vous puissiez obtenir immédiatement les renseignements désirés. Ne pourrions-nous pas mettre les administrations au téléphone « vert », c'est-à-dire gratuit pour les usagers, comme c'est déjà le cas pour certaines entreprises privées, en quête de clientèle ?

MARCEL P. SOLAY,
administrateur civil honoraire
(Paris).

« UN BOUILLON DE CULTURE » de Bruno Lussato et Gérard Messadié

L'accessoire et l'essentiel

NOUS avions applaudi à la croisée de Bruno Lussato pour les petits ordinateurs contre les gros (1), gages d'une décentralisation du pouvoir informatique. Son nouveau livre pousse beaucoup plus loin la réflexion : quelle sous-façon fera-t-on dans ces petites marmites ? A quelles conditions seront-elles un atout pour la civilisation ? Et du coup, notre auteur s'engage en compagnie de Gérard Messadié dans un discours brillant et même parfois schématisé mais fondamentalement sur la culture. L'essentiel de sa thèse se ramène à ceci : les technologies nouvelles ne feront progresser l'humanité que si la culture s'aplanit sans contrainte. Mais gare aux faux-semblants !

Le livre commence donc par essayer de débarrasser le terrain culturel où l'on se perd aisément. Il est indéniable que l'on y trouve aussi bien la cathédrale électrique que les Concerts brandebourgeois, les blues-jeans que la Comédie humaine. Une distinction capitale paraît nécessaire entre ce que l'on peut appeler la culture ethnologique, d'essence collective, et la culture critique à composante individuelle et souvent révolutionnaire, se situant à l'étage au-dessus et qui produit les œuvres universelles et durables.

Pourquoi assiste-t-on à la déstructuration de l'Occident ? Parce qu'il existe une forme de terrorisme intellectuel qui veut que la culture de masse soit, sinon supérieure, au moins égale à l'autre. Sur les revues de la massification, de la centralisation, de la bureaucratie, d'une télévision rétrograde, de l'effondrement esthétique, nos auteurs mènent noblement campagne sur des chemins assez connus.

La partie qui sera la moins discutée de leur travail concerne les rapports des technologies nouvelles et de la culture. C'est là qu'il faut vraiment distinguer l'accessoire de l'essentiel. Ce ne sont pas les tubes, les câbles, les ordinateurs qui sont importants, mais ce qu'on met dedans. De même, le système nerveux central aura beaucoup plus de « productivité » chez un homme cultivé, ce qui conduit à privilégier l'enseignement de ce qu'on appelle les humanités. Sans doute les mathématiques et l'informatique ne doivent pas être délaissées, mais le forcing d'aujourd'hui est inquiétant.

D'autant plus que si l'on en revient au domaine professionnel de Bruno Lussato, qui est celui de l'informatique, la culture est un très bon contre-poids contre la sacralisation des « données » par le traitement de l'ordinateur, et la soi-disant consécration des chiffres qui finissent par brouiller la vision de ceux qui occupent des postes à responsabilité. L'ordinateur est incapable de formuler par lui-même des hypothèses, il ne pourra donc jamais égaler les capacités d'un cerveau humain.

Bravo ! Ce sont là choses bonnes à lire, à l'heure où dans la frénésie des découvertes, des futurologues imaginent que les technologies de pointe prépareront la venue de « l'homme nouveau ».

PIERRE DROUIN.

(1) *Le Dfi Informatique* — Fayard 1981 — Editions Robert Laffont, 264 pages, 89 F.

Sur le thème du développement des technologies de l'informatique et de ses conséquences dans les entreprises et la vie courante, on lira l'excellent numéro spécial de la revue *Projet* (septembre-octobre 1986), 208 pages, 65 F.

Jacques Leclercq

L'ERE NUCLEAIRE

400 pages
395 F

«Tchernobyl, tout comme Three Mile Island, aura mis en évidence la profondeur du fossé qui sépare encore le monde des "initiés" (experts, scientifiques, ingénieurs...) de celui du public».

MARCEL BOITEUX

Préparé de longue date, le livre de Jacques Leclercq arrive à son heure pour répondre à nos questions, à nos espoirs, à nos peurs aussi.

Que de chemin parcouru depuis la première transmutation de l'atome par Lord Rutherford en 1909, jusqu'à nos réacteurs d'aujourd'hui, nos surrégénérateurs de demain. Jacques Leclercq nous ouvre la porte des 370 centrales

HACHETTE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél: MONDPAR 69872 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81
Tél: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

André Fontaine (1944-1969)
Robert Beau-Méry (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social:
620 000 F

Principaux associés de la société:
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Robert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général:
Bernard Wouff.

Rédacteur en chef:
Daniel Vernet.

Correspondant en chef:
Claude Sala.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél: MONDPUB 206 136 F

Le Monde 705-010 est publiée tous les jours, excepté dimanche et jours fériés. Son siège social est à New York, N.Y., poste postale : 2001, 11104. Son adresse postale est à New York, N.Y., poste postale : 2001, 11104. Son adresse postale est à New York, N.Y., poste postale : 2001, 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 290 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 974 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres prospectus en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN: 0395 - 2037



مكتبة العالم

Avant la rencontre de Reykjavik

Moscou considère que les Américains ont fait marche arrière dans l'affaire des diplomates soviétiques expulsés

Le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze, qui fait actuellement une visite officielle au Canada, avant de gagner le Mexique, a déclaré, mercredi 1^{er} octobre, que M. Gorbatchev insistait sur les problèmes de contrôle des armements lors de sa rencontre avec M. Reagan, les 11 et 12 octobre à Reykjavik, mais que l'entretien pourrait aussi comporter un échange de vues sur la présence militaire soviétique en Afghanistan.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a assuré, mercredi à Washington, que M. Reagan — qui a reçu à la Mai-

son Blanche le journaliste Nicholas Daniloff — arriverait en Islande « parfaitement préparé » à la rencontre : « Nous avons travaillé avec une grande intensité, en particulier depuis les deux ou trois derniers mois, sur toutes ces questions », a-t-il dit.

A Vienne, d'autre part, les représentants des pays de l'Est participant à la préparation de la troisième conférence-bilan sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'ouvrira le 4 novembre, se sont fermement opposés à ce que les séances puissent être ouvertes à la presse, on, comme l'avaient suggéré les Occidentaux, une fois par semaine au public.

MOSCOU
de notre correspondant

Les Américains ont-ils discrètement fait marche arrière dans l'affaire des vingt-cinq diplomates soviétiques de l'ONU dont ils avaient exigé le départ pour le 1^{er} octobre ? Il semble que oui, et Moscou a entendu pas que cette rumeur reste cachée. « Aujourd'hui 1^{er} octobre, ces vingt-cinq diplomates sont à leurs postes à l'ONU à l'exception de six ou sept d'entre eux qui n'étaient pas à New-York au moment de la décision américaine », a affirmé mercredi M. Boris Piatichiev, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Selon M. Piatichiev, « cela signifie que nous avons déjà abouti à une sorte d'accord sur cette question ». Une solution définitive devrait être trouvée à Reykjavik, a-t-il ajouté.

M. Piatichiev a répété que la décision américaine de réduire les

effectifs de la représentation soviétique auprès de l'ONU était « illégale » et « provocatrice ». « La partie soviétique s'est abstenue de mettre à exécution les mesures de représailles qu'elle avait préparées : celles-ci sont massives », a-t-il affirmé.

« Une direction prometteuse »

Ces propos contredisent les informations venues des Etats-Unis selon lesquelles vingt-et-un des vingt-cinq diplomates concernés seraient déjà rentrés à Moscou. Selon M. Piatichiev, seulement « six ou sept » d'entre eux sont actuellement « en vacances » en URSS. Le porte-parole soviétique a d'autre part révélé que Moscou avait proposé Reykjavik ou Londres pour cette rencontre « intermédiaire » avant le véritable sommet aux Etats-Unis, et que Washington avait refusé Londres. « La direction soviétique souhaite une rencontre dans une atmo-

sphère de travail, sans tapage, et dans un cercle restreint », a-t-il déclaré.

M. Piatichiev estime que les négociations sur les armes à moyenne portée en Europe « prennent une direction prometteuse ». Il a cependant esquissé une question sur l'avenir des forces nucléaires françaises et britanniques. Interrogé sur le maintien ou non de l'exigence de « non-modernisation » de ces dernières contenue dans le plan de désarmement exposé le 15 janvier par M. Gorbatchev, il a répondu la position soviétique déjà connue, selon laquelle celles-ci ne doivent plus être prises en compte dans les négociations avec les Américains. La confusion à ce sujet est entretenue — volontairement ou non — depuis plusieurs semaines par les Soviétiques.

Le porte-parole a enfin affirmé que les cas de Nicholas Daniloff et Gerasim Zakharov étaient « réglés ». Ces documents incriminant selon lui le journaliste américain ne seront donc pas publiés. Quant à Gerasim Zakharov, « il se repose ». Le fonctionnaire soviétique de l'ONU accusé d'espionnage aux Etats-Unis est arrivé mercredi à l'aéroport de Cheremétievo à Moscou, mais a pris la petite porte pour éviter les correspondants occidentaux.

M. Piatichiev n'a pas fait allusion au nouvel essai nucléaire américain de mardi. Tous relèvent seulement qu'il s'agit du vingt et unième depuis l'entrée en vigueur du moratoire soviétique le 6 août 1985, et affirme que la poursuite du programme de tir dans le Nevada « suscite l'indignation dans le monde entier ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

A l'occasion d'un « forum sur le désarmement »

Les cinq puissances nucléaires se sont expliquées devant le Parlement australien

CANBERRA
de notre correspondant

Grande-Bretagne, Etats-Unis, France, URSS, Chine. On s'était encore jamais vu les cinq Etats dotés de l'arme nucléaire débattre ensemble devant un Parlement étranger de leur politique en matière de paix, de sécurité et de désarmement.

Une « première », en somme, et un bon succès pour l'Australie que ce « forum parlementaire sur le désarmement », qui s'est déroulé le 26 septembre dans une salle du Sénat, à Canberra. L'initiative de ce forum, organisé dans le cadre de l'Année internationale de la paix, revenait au Groupe parlementaire sur le désarmement, constitué en 1983 et composé d'une quarantaine de sénateurs de tous bords (travailleurs, libéraux, démocrates...).

Chacune des cinq puissances nucléaires avait envoyé une délégation présidée par l'ambassadeur en Australie des pays respectifs. M. Bernard Folini, ambassadeur de France en Australie, dirigeait la délégation française, composée notamment de MM. Gilles Caron, ambassadeur de France auprès de l'OTAN, et Gérard Chesnel, directeur adjoint du Pacifique au ministère des affaires étrangères.

Soixante-dix observateurs avaient été invités, membres, pour l'essentiel, d'organisations pacifistes. Après avoir exposé sa propre approche sur les questions de désarmement, chaque délégation était soumise aux questions des parlementaires. L'URSS, qui était illustrée en caravane, outre son ambassadeur à Canberra, M. Evgeni Samotekia, des experts en relations publiques de préférence à des diplomates, comme les autres Etats, a fait plutôt mauvais effet en niant l'intensification, ces dernières années, de sa présence dans le Pacifique, notamment avec sa base de Cam-Ranh au Vietnam.

Les Français, eux, ont noté, ce qui n'est pas pour leur déplaire, qu'aucun des quatre autres Etats présents n'a affirmé lors du forum sa hâte à ratifier officiellement les protocoles du traité de Raromonga, visant à faire du Pacifique sud une zone dénucléarisée. Tous sont restés vagues : même l'URSS, qui proclame pourtant à grands cris son soutien de principe au traité, qui fonde d'une initiative australienne. Même la Chine, dont l'Australie annonce volontiers qu'elle sera la avec son stylo dès le 1^{er} décembre, jour d'ouverture de la signature des protocoles du traité de dénucléarisation.

Un exercice utile

Au total, la délégation française a noté la « bonne tenue » des parlementaires australiens à son égard et le « bon accueil » fait à sa prestation. Malgré, bien sûr, les questions dérangeantes rituelles sur le *Rainbow Warrior* et sur Mururoa. Elle a vu dans ce forum un exercice utile, lui permettant pour une fois d'expliquer calmement et directement à des parlementaires australiens pourquoi elle s'est dotée de l'arme nucléaire. Elle a rappelé, notamment, que 270 kilomètres séparent Strasbourg de la ligne des chars soviétiques, alors que 7 000 kilomètres séparent Mururoa de la côte est de l'Australie.

Puis que jamais, Paris a réaffirmé sa ferme intention de demeurer dans la région, usant d'une métaphore audacieuse : « La France appartient à la région du Pacifique au même titre qu'Ayers-Rock appartient au centre de l'Australie. Elle semble différente et étrange de loin, mais elle est partie intégrante et inséparable du paysage ».

Ayers-Rock, le plus grand monolithe au monde, est un des hauts lieux sacrés de la culture aborigène. Et il trône, en effet, au centre de l'Australie.

SYLVIE CROSSMAN.

L'Assemblée générale des Nations unies

Les pays arabes demandent une réunion du Conseil de sécurité sur la guerre entre l'Irak et l'Irak

L'Assemblée générale des Nations unies a été le théâtre, mercredi 1^{er} octobre, d'une série de vifs échanges à propos de la situation au Proche-Orient et de la guerre entre l'Irak et l'Irak.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a, de son côté, déploré, lors du déjeuner offert aux représentants du Conseil de coopération du Golfe, que l'Union soviétique « ne fasse

pas davantage » pour empêcher la fourniture d'armes à l'Irak, notamment en faisant pression sur « les pays vis-à-vis desquels elle exerce une influence ». Il a toutefois indiqué que, au cours des différentes rencontres américano-soviétiques récentes, les représentants des deux pays étaient tombés d'accord pour estimer qu'ils avaient « un intérêt commun à voir la fin de cette guerre ».

NEW-YORK
de notre correspondant

Le Conseil de sécurité, présidé ce mois-ci par les Emirats arabes unis, se réunira vendredi 3 octobre à la demande du groupe arabe afin d'examiner le conflit irako-iranien. Un projet de résolution a été conçu lors d'une consultation entre les membres du groupe, mercredi. Il appelle à l'application de la résolution 582 adoptée en février dernier, en faveur d'un arrêt immédiat des hostilités, et demande au secrétaire général de soumettre un rapport au Conseil sur le respect — ou, à en juger d'après les déclarations iraniennes, le non-respect certain — de ces recommandations. La session risque de se transformer en un marathon oratoire, étant donné la volonté de l'ensemble des Etats arabes de prendre la parole.

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali-Akbar Velayati, a par avance refusé toute coopération avec « une organisation soumise à la logique de la force », où « un soi-disant Conseil de sécurité se moque de la communauté internationale » grâce au droit de veto dont disposent certains de ses membres. « Cette guerre approche de sa fin, et ce n'est pas maintenant que nous allons nous arrêter pour sauver celui qui implore la paix ». S'exprimant très longuement, mercredi 1^{er} octobre, devant l'Assemblée, M. Velayati a vivement attaqué les Etats-Unis, Israël, l'Afrique du Sud et le Maroc, réservant un traitement plus discret à l'Union soviétique, qu'il a pas noté, et apportant un franc soutien à la Libye.

Coincidence : le ministre iranien a prononcé ces déclarations sans porter politique à propos de la situation intérieure du Liban, oubliant totalement les problèmes de la FINUL, alors que son collègue

syrien, M. Farouk Al-Shara, a lui-même ignoré le conflit irako-iranien dans son discours prononcé le même jour. M. Al-Shara a concentré ses attaques sur Israël et son allié, les Etats-Unis, rendus conjointement responsables de tous les maux dont souffre la région. A la différence de M. Velayati, qui refuse toute idée de conférence internationale sur le Proche-Orient, le ministre syrien a exprimé le soutien de son pays à cette proposition, dont le promoteur principal est l'Union soviétique, tout en critiquant les Nations unies pour leur inefficacité face aux conflits du monde.

Le problème du terrorisme

Le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher Masri, s'est montré nettement plus positif à l'égard de l'ONU, qui « devrait recevoir des moyens adéquats afin de jouer son rôle au Proche-Orient ». Pour M. Masri, la conférence internationale serait un cadre approprié pour garantir la sécurité de tous, y compris d'Israël, et les droits « historiques et légitimes » du peuple palestinien. En ce qui concerne le conflit irako-iranien, le ministre jordanien en a rejeté la responsabilité sur Téhéran et son attitude « intransigente et rigide ».

Les trois ministres ont, bien sûr, abordé le problème du terrorisme, mais c'est l'intervention du ministre syrien que l'Assemblée générale attendait avec le plus grand intérêt. Après avoir assuré qu'« Israël est la source principale, la racine même du terrorisme », M. Al-Shara a estimé que « la machinerie de la propagande sioniste et impérialiste tente actuellement de détourner l'opinion mondiale d'une manière inconnue jusqu'ici, induisant une campagne raciste qui confond les Arabes et le terrorisme ». « Il faut que l'ONU trace une ligne claire

entre le terrorisme et la résistance », a-t-il ajouté.

Quant aux échanges occidentaux au Liban, le ministre syrien a assuré que son pays « a rendu et rend encore des services humanitaires afin de sauver les vies d'Américains, de Français et d'autres enlevés au Liban (...) Si nous n'avons pas été en mesure de sauver toutes les personnes enlevées, c'est en raison de la complexité de la situation dans ce pays », a affirmé M. Al-Shara.

D'autre part, le représentant permanent de la France, M. Claude de Kémoullaria, a usé, une nouvelle fois, de son droit de réponse après le discours du ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden. Les essais nucléaires français dans le Pacifique n'étant plus un sujet « porteur », M. Hayden a confirmé, sans nuance, que le nouveau sujet de discord franco-australien est le sort de la Nouvelle-Calédonie : « L'Australie souhaite voir la Nouvelle-Calédonie rejoindre la communauté des pays indépendants du Pacifique Sud aussi rapidement que le permet le réalisme, doté d'un système multiracial qui reconnaît les droits du peuple indigène canaque et des autres habitants ayant un passé véritable dans l'île, et qui, en même temps, garantit le soutien et la sympathie de la France. Aussi l'Australie soutient-elle la proposition de réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays colonisés : elle œuvre en ce sens pendant la présente session ».

Sur un ton sec, M. de Kémoullaria a répliqué que « le territoire jouit déjà d'une large autonomie grâce aux conseils librement élus avec la participation de toutes les tendances ». Rappelant qu'un référendum était prévu dans le territoire en 1987, l'ambassadeur de France a souligné qu'il appartenait « à la population calédonienne, et à elle seule, de se prononcer en toute souveraineté et sans pression extérieure d'aucune sorte ».

CHARLES LESCAUT.

M. Chirac en visite officielle au Maroc

Bonne entente et franc-parler

M. Chirac commence, ce jeudi 2 octobre, une visite quarante-huit heures au Maroc, seul pays du Maghreb où le premier ministre ne s'est pas encore rendu en voyage officiel. C'est un séjour qui lui permet, à nouveau, de manifester une présence très active en politique étrangère, et particulièrement dans une région avec laquelle Paris entretient des liens privilégiés ; ce n'est évidemment pas un hasard si, pour ses premiers déplacements à l'étranger, le premier ministre a choisi la Côte-d'Ivoire, puis la Tunisie (24 mai), l'Algérie (13 et 14 septembre) et, aujourd'hui, le Maroc. Cette visite va « compléter le tripty-

que à une conférence internationale sur le Proche-Orient, suggestion soviétique soutenue par Paris.

Des points délicats

Les relations bilatérales doivent faire l'objet de plusieurs heures d'entretiens et d'un déjeuner de travail vendredi, avec le nouveau premier ministre marocain, M. Azizeddine Laraki (le Monde du 2 octobre). Sur fond de bonne entente et de coopération culturelle et technique intense, on ne cache

VOS DÉCLARATIONS SONT SOUVENT CONTRADICTOIRES...

PARLEZ-VOUS AU MAIRE OU AU PREMIER MINISTRE ?



que maghrébin », dit-on à Paris, tout en soulignant l'« excellence » des relations franco-marocaines.

M. Chirac avait déjà séjourné à la mi-août au Maroc, à titre privé, et avait alors été reçu par le roi Hassan II. Il devait retrouver le souverain dès jeudi soir, en dîner offert en son honneur à Rabat. Hassan II, qui a son franc-parler et dit souvent haut ce que nombre de dirigeants arabes pensent tout bas, est toujours écouté attentivement. Ce sera certainement le cas sur les sujets d'actualité et d'intérêt commun aux deux pays : les relations intermaghrébines (particulièrement après la rupture du traité d'union entre le Maroc et la Libye), le terrorisme (condamné sans appel à Rabat) et le Proche-Orient.

D'une manière générale, il y a sur cette dernière question une convergence de vues entre les deux pays. La France a sauté — avec une certaine prudence, il est vrai — la rencontre d'Alger, les 22 et 23 juillet dernier, entre le souverain marocain et le premier ministre israélien, M. Shimon Peres — événement qui, selon le Quai d'Orsay, a témoigné d'« une volonté de dialogue indispensable à l'établissement de la paix ». Le roi a, d'autre part, accueilli favorablement l'idée de réunir une commission préparatoire

pas, de part et d'autre, l'existence de points délicats que les deux chefs de gouvernement ne pourront d'ailleurs aborder que dans les grandes lignes : le financement de certains achats d'armements français (Mirage 2000 en particulier), l'éventuelle contribution de la France au rétablissement de la dette publique extérieure de Rabat (elle atteint quelque 14 milliards de dollars), enfin, les très graves difficultés que l'élargissement de la CEE suscite à la fois pour l'industrie textile, la pêche et l'agriculture marocaines, durement concurrencées à l'exportation par les productions espagnoles et portugaises.

Le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandrand, qui accompagne M. Chirac, doit s'entretenir à Rabat des répercussions du renforcement de la réglementation sur les visas et sur l'immigration pour les quelque six cent mille Marocains résidents en France — ils y contribuent la troisième communauté d'immigrés, après les Portugais et les Algériens.

D'autre part, M. Chirac présidera samedi à Casablanca, en qualité de maître de Paris, la sixième assemblée générale de l'Association des maires et responsables de capitales et métropoles francophones (AIMF).

AL.Fr.

L'histoire

L'ASSASSINAT DE JULES CESAR

LA VOGUE DES CASTRATS

GUERRE D'ALGERIE : LA FIN DES TABOUS

LA ROUTE OUBLIÉE DE L'HIMALAÏA

LES SAVANTS DU MOYEN AGE



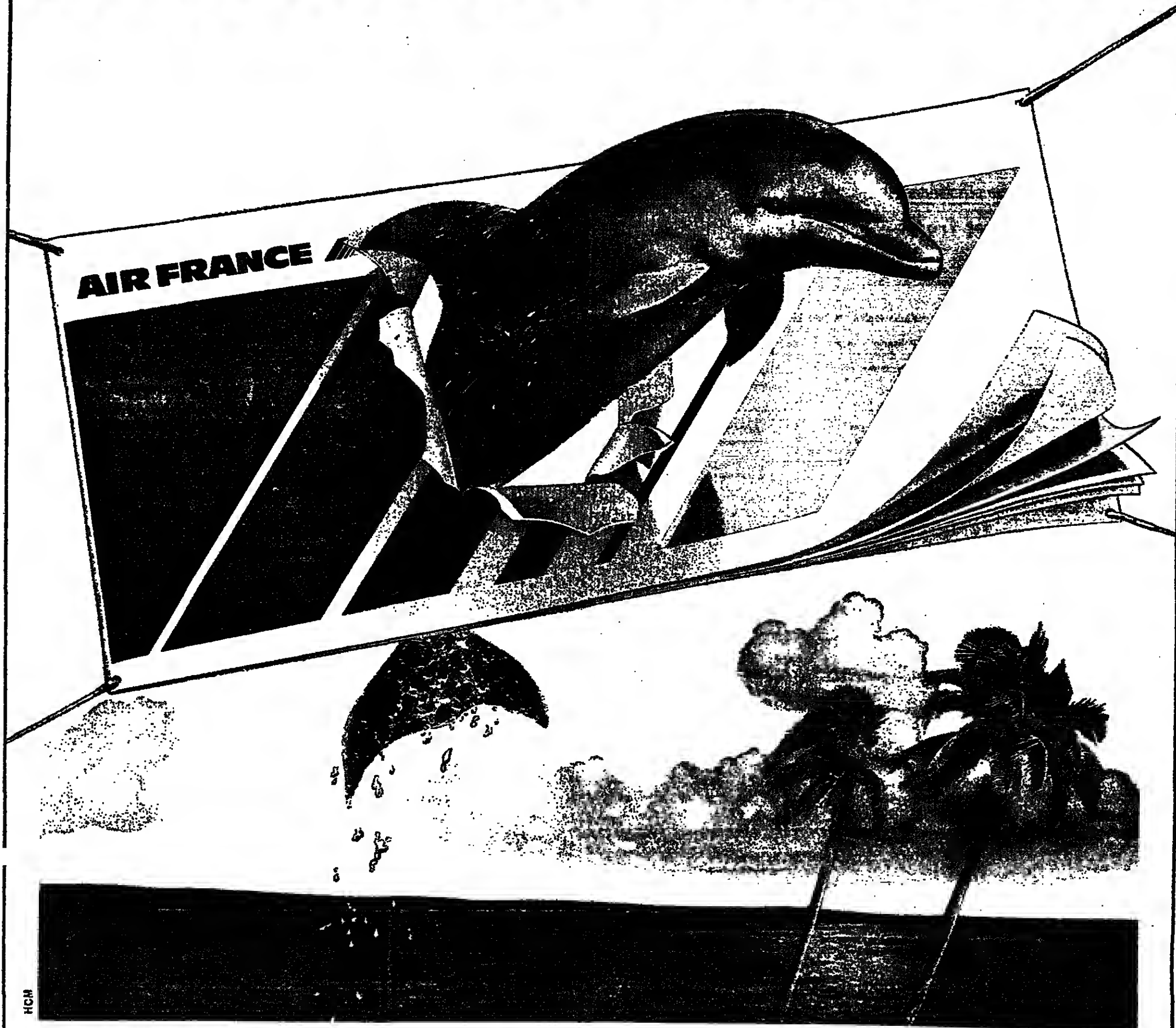
N° 93 — 25 F revue mensuelle en vente partout

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT
Un an : 219 F au lieu de 287 F*

Étranger : un an 269 F
Je souscris un abonnement d'un an (11 n° dont 2 n° spéciaux)
à L'histoire au prix de 219 F TTC

Nom : Adresse : Code postal :
Je règle par ☐ chèque ☐ mandat à l'ordre de L'histoire
57, rue de Seine — 75280 Paris Cedex 06.
Abonnement Belgique : Soumillion, 28, avenue Massenet — 1190 Bruxelles
Prix de vente au numéro

VERS L'OUEST, DU NOUVEAU: MIAMI NOUS VOICI!



Air France, compagnie n° 1 vers les U.S.A. continue son effort d'expansion et d'innovation vers l'Ouest. Après San Francisco le 28 septembre, Miami devient le 26 octobre la 8^e escale d'Air France aux États-Unis desservie en vol direct. Deux vols par semaine relieront Paris à Miami en Boeing 747.

Air France vous offre aussi de nouvelles possibilités de voyage. Par exemple : une semaine au Beach Harbour Hotel au prix de 4.790 F ; offre spéciale Jet Am. Fruits d'un long effort de négociation pour offrir à ses passagers de nouvelles ouvertures sur le continent américain, Miami, ainsi que San Francisco, sont les

preuves de la volonté d'Air France d'aller toujours plus loin pour mieux satisfaire ses passagers.

Conditions particulières de vente et de transport. Prix susceptible de modification sans préavis.

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA

هكذا من العمل

حکومتی اہل

Le Monde • Vendredi 3 octobre 1986 5

Afrique

TOGO : l'intervention militaire française

Les parachutistes pourraient être retirés dans les prochains jours

LOMÉ
de notre envoyé spécial

Le retrait du détachement de parachutistes français envoyé au Togo le 25 septembre pourrait commencer dès la fin de cette semaine. Ces hommes n'ayant pas eu à intervenir, certains Français établis à Lomé ont fait observer que la population pouvait finalement douter de leur présence réelle. Aussi, des mesures ont été prises pour montrer les bannières rouges le jeudi 2 octobre.

Quelques camions devaient venir les chercher dans la cité de la Foire internationale où ils sont cantonnés pour les transporter jusqu'au marché de la capitale. La hiérarchie a prévu que les hommes seraient autorisés à se promener par petits groupes, en uniforme mais sans armes, dans Lomé, pour faire du tourisme et des achats. Cependant, jusqu'à leur départ, ils n'auront pas quartier libre à proprement parler, ne serait-ce qu'en raison du couvre-feu repoussé maintenant à 22 heures.

Mardi, les paras avaient fait une première sortie en camion pour se rendre au camp de Tokoin où sont exposées les armes prises aux assaillants la semaine dernière. Ils sont entrés en chantant dans le caserne togolaise, résidence de nuit du général Byadama. Cette visite interrompait une longue attente partagée seulement entre les gardes et les corvées de la vie de caserne, dans un cadre habituel.

Si la troupe n'a pas été surmenée, ses chefs ne sont pas restés inactifs. Le lieutenant-colonel Chabrier a eu

de nombreux contacts avec l'état-major togolais où il dispose d'un bureau. Mercredi matin, il a fait une visite d'inspection à la base aérienne togolaise du nord du pays où sont stationnés les quatre Jaguar français envoyés en même temps que les paras.

C'était la première fois qu'une unité de la force d'intervention française se transportait à l'étranger seulement en quelques heures. De source militaire française, on insiste sur un point : « En aucun cas, les paras et les aviateurs ne pouvaient être mêlés à des opérations de maintien de l'ordre. Ils ne seraient intervenus que pour repousser un assaillant étranger. Les Jaguar auraient dû stopper, par exemple, l'avance d'une colonne blindée. Le détachement français était et restera jusqu'à son prochain départ sous les ordres directs de Paris. »

Le contingent zairois, en revanche, s'est mis, purement et simplement, à la disposition du gouvernement togolais. Finalement, après l'arrivée des nouveaux renforts en début de semaine, ce contingent compte quelque deux cents hommes équipés de matériel lourd. Ils appartiennent à la 31^e brigade parachutiste encadrée par des officiers français au Zaïre. Aucun de ceux-ci n'a accompagné l'unité envoyée au Togo. En revanche, un « officier de liaison » français est attendu incessamment pour accomplir différentes missions pendant le séjour de ce contingent zairois, qui pourrait se prolonger jusqu'en novembre.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le conflit du Sahara occidental

Le Polisario assure multiplier les opérations contre le « mur »

ALGER
de notre correspondant

Le rythme des attaques lancées par l'Armée de libération populaire sahraïe (ALPS) contre le mur de défense et les forces armées royales marocaines semble actuellement s'intensifier. En moins d'une semaine, quatre communiqués diffusés par le ministère sahraï de l'information font état d'autant d'opérations.

La première aurait été déclenchée au nord d'Agdelt-Achampa, dans la région d'Angal, contre cinq objectifs. Selon le Polisario, dix-sept officiers et soldats marocains ont été tués et trente autres blessés, alors qu'un sous-officier et un homme du rang ont été capturés.

Au cours de la deuxième, menée contre un point d'appui des troupes avancées à Boughimat, au nord de Zag, deux soldats marocains auraient trouvé la mort. Dix autres auraient été tués lors de la troisième opération, qui visait une concentration de troupes marocaines à Oued-Chadma, près de Farcia. Le dernier communiqué, publié mercredi 1^{er} octobre, fait état, lui aussi, de dix morts et de plusieurs blessés dans les rangs marocains après un raid de l'ALPS dirigé contre deux bases et un poste de surveillance derrière le mur dans la région de Oued-El-Hawil.

En marge
de l'ONU

Après l'achèvement du mur de défense, qui s'étend jusqu'à Dakhla, les Sahraouis ont été contraints d'adapter leur stratégie à une dure réalité. Le territoire qu'ils revendiquent est à l'abri d'une longue muraille de sable de 2 300 kilomètres, placée sous la surveillance de cent mille soldats ; la moitié de l'armée marocaine. Finies les batailles spectaculaires, comme celle de l'Ouarziz, en mai 1980. Les soldats de l'ALPS pratiquent ce que leurs dirigeants appellent une guerre d'usure où chaque opération de harcèlement est suivie de la publication de communiqués riches en victimes marocaines et en butin.

La décision de porter la guerre derrière le mur a été prise après le sixième congrès du Polisario, au début novembre 1985. Les Sahraouis disent ainsi maintenir les Marocains en état d'alerte générale et les obliger à colmater les brèches en faisant davantage d'hommes sur le mur. Ils en veulent pour preuve les « sonnettes » que l'armée marocaine

aurait été obligée de placer entre les postes distants seulement de 5 kilomètres, confiés à la représentation du Polisario à Alger, où l'on affirme sans détour : « Le mur n'est plus un édifice protecteur permettant de vivre en toute quiétude. »

En tout cas, s'il est vrai que l'ALPS harcèle les positions marocaines par des pilonnages de routine, il est également avéré que le Front Polisario revendique des opérations de plus grande envergure, en fonction d'événements importants pour lui sur le plan international. La quarante et unième session de l'ONU est en cours. C'est l'occasion de rappeler à la communauté internationale que le conflit du Sahara occidental dure maintenant depuis plus de dix ans. Dans un communiqué publié à la veille du voyage de M. Chirac au Maroc, le Polisario lui demande d'« œuvrer dans le sens de la paix ».

Les responsables sahraouis voient dans la rencontre Hassan II-Pérez du 21 juillet, la preuve que le Maroc entend « satisfaire le président Reagan » et s'attire ainsi les largesses américaines, qui lui permettraient de poursuivre la guerre. « En tournant le dos au plan de paix et aux résolutions de l'ONU et de l'OUA »,

« Le roi rend un immense service à Israël, souligne le représentant du Front Polisario à Alger, car, « en étant le deuxième chef d'Etat arabe à rencontrer officiellement le ministre israélien, il contribue à banaliser les relations israélo-arabes. Nul doute que ce service sera récompensé », poursuit M. El Jett, qui voit dans cette « manœuvre » le moyen pour Rabat d'obtenir l'aide financière nécessaire à la construction d'un sixième mur. Celui-ci partirait, dit-il, de Guelma-Zemmour vers le sud et serait parallèle à la frontière mauritanienne.

FREDERIC FRITSCHER.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : bras de fer avec le Sénat américain

Pretoria menace Washington de représailles si des sanctions sont votées

Le gouvernement sud-africain a officiellement fait savoir, dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 octobre, qu'il suspendrait ses importations de blé américain au cas où le Sénat américain voterait l'annulation du veto opposé par le président Reagan à des sanctions contre la République sud-africaine. Dans un communiqué, le ministre sud-africain des affaires étrangères a également indiqué que, dans cette hypothèse, Pretoria interdirait le transit par son territoire du blé américain destiné aux Etats limitrophes de l'Afrique du Sud.

La Chambre des représentants s'est déjà prononcée, lundi, contre le veto de M. Reagan et le Sénat devait voter à son tour, ce jeudi, la majorité requise étant des deux tiers. Au cas où les sénateurs décideraient l'annulation du veto présidentiel, ce vote constituerait un échec majeur de politique étrangère pour le président Reagan.

Les Sud-Africains ont donc, à la veille de ce vote, décidé d'exercer des pressions assez inhabituelles : le chef de leur diplomatie, M. « Pik » Botha, a même téléphoné à deux élus d'Etats américains producteurs de céréales, les sénateurs Edward Zorinsky (démocrate, Nebraska) et Richard Lugar (républicain, Indiana, président de la commission des affaires étrangères).

Ce dernier, ferme partisan des sanctions, a qualifié de « méprisables » la méthode de M. Botha, qu'il a comparée à « du chantage et de l'intimidation ». Il a souligné que l'Afrique du Sud avait, ces derniers temps, accusé ses achats de céréales américaines après avoir été frappée par des sanctions décidées par l'Australie et le Canada. « On tente de nous corrompre parce que d'autres ont eu le courage moral de faire ce qu'ils devaient faire. Je pense que nous les Américains, nous, nous les fermiers, condamnons cette tentative de corruption et d'intimidation », a ajouté M. Lugar.

Pretoria joue, en effet, sur le fait que les difficultés des agriculteurs américains sont aggravées par la baisse des exportations américaines de céréales. Les Sud-Africains font également valoir que plus des deux tiers du commerce extérieur des Etats africains de la « ligne de front » (Zimbabwe, Angola, Zambie, Botswana, Tanzanie et Mozambique) transitent par leur territoire, notamment en raison de l'insécurité entretenue dans deux Etats d'Afrique australe (Angola et Mozambique) par des insurrections appuyées par l'Afrique du Sud.

« Si les agriculteurs sud-africains ne peuvent plus vendre leurs pro-

duits sur le marché américain, le gouvernement sud-africain n'aura pas d'autre choix que d'interdire l'achat de céréales américaines », a déclaré M. « Pik » Botha. L'économie sud-africaine souffrirait ainsi sérieusement de ces mesures de rétorsion, mais sûrement moins que celles des Etats limitrophes : à l'exception du Zimbabwe, tous sont importateurs de denrées alimentaires.

Succès de la grève des mineurs

Pour ces Etats, les sanctions contre le régime de l'apartheid demeurent une arme à double tranchant, tant ils sont dépendants de l'Afrique du Sud pour leurs communications. C'est vrai, en particulier, des Etats enclavés (Botswana, Zambie, Zimbabwe et Malawi), dont le seul lien avec des ports de l'Atlantique sud et de l'océan Indien demeure le Tazara, un chemin de fer construit par les Chinois et qui relie la « ceinture de cuivre » zambienne au port tanzanien de Dar-Es-Salaam. Mais, depuis des années, cette ligne connaît de sérieuses difficultés d'entretien et d'exploitation.

Le gouvernement sud-africain fait face à une nouvelle menace, entre-temps, sur le plan intérieur, quelque trois cent mille mineurs noirs ayant, mercredi, observé une grève d'une journée, organisée par le NUM (syndicat national des mineurs) à la mémoire des cent soixante-dix-sept mineurs tués, le 16 septembre, dans l'incendie de la mine d'or de Kinross. C'est, apparemment, la plus importante démonstration de force du NUM, qui a lui-même qualifié le succès de la grève d'événement « sans précédent dans l'histoire sud-africaine ».

J.-C. P.

● Djibouti rétablit ses relations diplomatiques avec l'Egypte. — Djibouti a annoncé cette décision le mardi 30 septembre. Les relations avaient été rompues en 1979 à la suite de l'accord de paix israélo-égyptien. Les rapports avaient été officiellement renoués en octobre 1983. M. Moumin Bahdon Farah, ministre djiboutien des affaires étrangères et de la coopération, a déclaré que le rétablissement des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs « renforcerait la recherche de l'unité arabe » et a ajouté que, « en dépit du boycottage, le plupart des pays arabes entretiennent des rapports sous toutes les formes avec l'Egypte ». — (AFP.)

Danièle Sallenave



La vie fantôme

roman

« Vous lirez *La vie fantôme* avec votre cœur et votre intelligence. Les deux seront parfaitement satisfaits. Un grand livre dont on a envie de dire sans attendre qu'il est et sera au sens noble du terme, un classique. »

MICHELLE GAZIER/TÉLÉRAMA

« *La vie fantôme* ou l'adultère en province, quelque part entre Proust et Flaubert.

Un roman impressionnant de maîtrise. »

CLAUDE SERVAN-SCHREIBER/MARIE-FRANCE

« D'une écriture volontairement dépouillée, avec une terrible acuité, Danièle Sallenave analyse, décortique, fouille jusqu'au plus profond les sentiments de ses personnages... »

Prix Renaudot en 1980, Danièle Sallenave se confirme ici comme un grand écrivain. »

FEMME ACTUELLE

« *La vie fantôme* est le grand roman de notre médiocrité. »

JOSYANE SAVIGNEAU/LE MONDE

« A partir d'une banale histoire d'adultère, Danièle Sallenave a écrit un chef-d'œuvre. »

PRIMA

« Economie, drôle, caustique, d'une stupéfiante efficacité. »

CATHERINE LÉPONT/SUD OUEST DIMANCHE

« La réussite de ce roman est là précisément : dans la traduction parfaite d'une histoire sans histoire, dans la description exacte d'une passion paresseuse. »

JÉRÔME GARCIN/L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

« Danièle Sallenave nous captive avec le récit minutieux d'un adultère. Pourquoi, comment ? Secret d'écrivain, parole de femme ! »

PIERRETTE ROSSET/ELLE

« *La vie fantôme* est d'abord un somptueux opéra de la hantise. »

JEAN-LOUIS EZINE/LE NOUVEL OBSERVATEUR

292 pages - 85 F.

P.O.L

SCIENCE & VIE

SVM

OCTOBRE 86

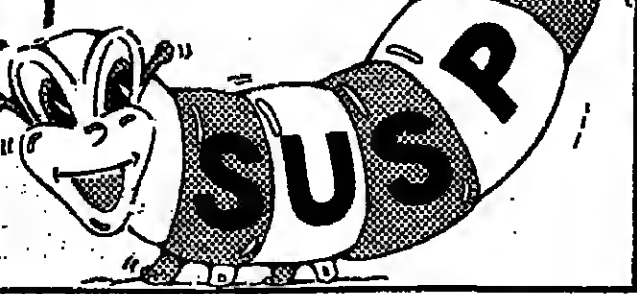
MICROCORICO !
LE MEILLEUR TRAITEMENT
DE TEXTE DU MONDE EST
FRANÇAIS
C'est WRITER PLUS, au banc
d'essai dans SVM.

UN SEUL BILLET
POUR LA SEMAINE.
DU SUSPENSE
TOUS LES JOURS.

La tranche du « Suspense », c'est une fois par mois la chance de devenir millionnaire 7 jours de suite et de gagner le dernier jour un gros lot de 6 000 000 Francs et ceci avec un seul billet. Prix : 92 Francs pour un billet entier. 10 Francs pour un dixième. Tirage du 6 au 12 octobre.

EN VENTE
JUSQU'AU
6 OCTOBRE

loterie nationale



Proche-Orient

LIBAN : la libération du journaliste français Jean-Marc Sroussi

Evasion « rocambolesque » ou opération d'Amal ?

Beyrouth (AFP, AP). — Jean-Marc Sroussi, le journaliste français disparu dimanche 28 septembre à Beyrouth-Ouest, qualifié de « rocambolesque » l'évasion qui lui a permis de réapparaître mercredi après-midi 1^{er} octobre à Beyrouth-Est.

M. Sroussi a fait le récit de son aventure à la télévision des Forces libanaises (FLB), pour laquelle il travaille. Il assure avoir cassé un mur à l'aide d'un perçage trouvé dans la pièce de 10 mètres carrés où il est resté enfermé pendant sa détention. Il a pu sortir par cette issue qu'il a pratiquée en vingt-cinq minutes durant un orage, mercredi en début d'après-midi. Il a ensuite marché une centaine de mètres, puis a pris un taxi qui l'a conduit à l'ancienne ambassade de France de la rue Clemenceau, à Beyrouth-Est.

Le journaliste est resté très évasif sur son lieu de détention, se bornant à indiquer qu'il se trouvait dans la banlieue chite, au sud de Beyrouth, non loin du point de passage de Kafat où il a été enlevé dimanche, dans la soirée. Il a dit avoir pris un taxi sur « une grande rue commerçante », qui pourrait être la route de

Mreijé. Il a également indiqué que des « traces de passage » étaient encore visibles dans la pièce où il était détenu, sans pouvoir affirmer que d'autres prisonniers « français ou américains » y avaient séjourné.

Il a donné peu de détails sur ses ravisseurs et leur affiliation politique. Il a simplement indiqué qu'une des deux personnes qui étaient montées dans sa voiture le jour de son enlèvement était un milicien du mouvement chite Amal.

Antérieurement, il avait indiqué, à l'occasion d'un très court échange avec les journalistes français, avoir été interrogé immédiatement par le premier conseiller de l'ambassade, M. Gilles Dumière, qu'il était « sûr à 90 % » que ses ravisseurs étaient membres du Hezbollah (Parti de Dieu, chite pro-iranien).

La milice chite Amal a, pour sa part, publié, mercredi, un communiqué selon lequel ses services de sécurité ont découvert l'endroit où les ravisseurs avaient détenu Sroussi et son assistant syrien, Fouad Salman. Amal ajoute que ses forces ont lancé l'assaut et « libéré Salman ». Les ravisseurs ont ensuite laissé partir le

cameraman français, détenu dans une autre pièce, poursuit le communiqué.

● Les affrontements entre chrétiens à Beyrouth-Ouest. — M. Elie Hobeika promet de « rétablir » l'ancien chef pro-syrien de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) a déclaré dans une conférence de presse tenue à Zahlé, localité chrétienne de la plaine de la Bekaa sous contrôle syrien : « Je rétablirai jusqu'à ce que je puisse faire tomber les barrières artificielles entre les Libanais et faire aboutir leurs aspirations. » Il a ajouté : « Mon opération a démontré l'inefficacité de l'autocensure, et que les lignes de démarcation ne protègent aucune région et ne peuvent remettre en cause l'unité du pays. Mon but est de renverser la direction actuelle des FL qui, par son fanatisme, a provoqué l'apparition des courants intégristes (musulmans), a-t-il déclaré. D'autre part, six cadavres criblés de balles ont été découverts mercredi dans les zones chrétiennes du quartier d'Achrafieh et dans la banlieue nord de Beyrouth. Selon les médias du secteur à majorité musulmane de Beyrouth, il s'agit de règlements de comptes entre chefs de gang et fractions rivales des Forces libanaises. — (AFP).

L'annulation du colloque franco-arabe de Marseille

Les ambassadeurs arabes sont irrités par les « procédés cavaliers » de Paris

Une semaine après avoir décidé d'annuler la visite qu'ils devaient faire à la Foire internationale de Marseille, les ambassadeurs arabes en France ont décidé de renoncer à tenir un colloque franco-arabe dans cette même ville.

Ce « colloque sur la mer » devait regrouper près de cent cinquante experts français et arabes en novembre à Marseille. Il a été décidé de le tenir dans un pays arabe à une date qui n'a pas été fixée, afin de manifester la mauvaise humeur des pays arabes face à la « passivité » des autorités françaises devant la montée des sentiments anti-arabes en France depuis la flambée terroriste du début du mois de septembre.

Se faisant le porte-parole du corps diplomatique arabe, M. Hamadi Essid, chef de la mission de la Ligue arabe à Paris, avait déploré, le 25 septembre, dans un communiqué remis à la presse, « la campagne de désinformation et de manipulation de l'opinion publique sensibilisée par les événements douloureux que connaît la France », à la suite des attentats à Paris et au Liban. Il avait fait part des inquiétudes que les ambassadeurs arabes éprouvent « face aux sentiments anti-arabes qui se développent d'une manière alarmante à tous les niveaux en France ».

D'une manière générale, un se plaint dans les milieux diplomatiques arabes de l'attitude « quelque peu cavalier » observée par les autorités françaises à l'égard des ambassadeurs. « Tout se passe comme si les autorités avaient honte de leurs amitiés arabes et ne voulaient pas donner l'occasion à leurs représentants en France de se désolidariser avec un éclat solennel du terrorisme », a déclaré à l'AFP un diplomate arabe de haut rang.

C'est ainsi que, selon ces diplomates, le conseil des ambassadeurs a demandé audience depuis trois semaines à M. Jacques Chirac pour l'assurer de sa « solidarité » et « réprover publiquement et solennellement le terrorisme », sans que Matignon ait donné suite à cette requête.

La mise à l'écart des représentants des pays arabes concerne, selon ces mêmes sources, les pays du Golfe qui entretiennent d'importants rapports avec la France. Matignon, indique-t-on, n'avait toujours pas répondu mercredi à une autre demande d'audience présentée il y a trois semaines par le comité des six ambassadeurs chargés des développements diplomatiques de la guerre irano-irakienne.

M. Chirac a bien rencontré en tête à tête pendant une quinzaine de

minutes l'ambassadeur d'Irak en France, M. Mohamed Al Mouschahid, la semaine dernière à l'occasion de la réception de la fête nationale saoudienne, mais c'était, relèvent les observateurs, à l'avant-veille du retour en France des deux opposants irakiens expulsés vers Bagdad en février dernier.

Le conseil des ambassadeurs arabes devrait se réunir à la fin de cette semaine, à l'occasion du voyage au Maroc de M. Chirac, pour envisager quelles formes donner à leur mécontentement, indigéon-tion dans les milieux diplomatiques arabes.

A Beyrouth, M. Christian Graeff, ambassadeur de France, a admis, mercredi, qu'il y a eu des « malentendus » à l'égard des Libanais vivant en France, à la suite de la vague d'attentats qui a eu lieu à Paris.

A l'issue d'un entretien avec le président Amine Gemayel, M. Graeff a affirmé : « Les Libanais, je l'espère, sont chez eux en France. Je sais qu'il y a quelques appréhensions. Il y a eu (...) de façon quasi certaine quelques malentendus, voire quelques « bavures », comme il en existe lorsque des extrémistes, sur le plan administratif, interprètent et vont plus loin que les instructions données. »

ISRAËL

L'affaire Shirman
Le « niet » qui tueJÉRUSALEM
de notre correspondant

Mikhaël Shirman, trente et un ans, est un biologiste israélien immigré d'Union soviétique en 1980. Depuis un an, il souffre d'une leucémie. Pour tenter de le sauver, il s'est vu prescrire une greffe de la moelle épinière. Pour avoir une chance raisonnable de réussite, le prélèvement doit être pratiqué sur sa sœur, Inessa Florov, laquelle, hélas ! pour Mikhaël, vit à Moscou. Le sort du malade dépend donc de l'octroi d'un visa de sortie.

Pendant des mois, la famille et les amis de Mikhaël ont remué ciel et terre pour permettre à Inessa de quitter l'URSS, fût-ce brièvement. En vain. Dans un premier temps, l'intéressée essuya un refus pur et simple ; après une intervention de plusieurs personnalités américaines auprès de M. Gorbatchev, Inessa fut autorisée à émigrer en Israël, à la condition que son mari, Victor Florov, résidât en URSS. Quel dilemme pour le couple : ou bien il voue Mikhaël à une mort certaine, ou bien il prend le risque d'une séparation peut-être définitive.

Pour protester contre cet impossible choix, le beau-frère de Mikhaël observe une grève de la faim à Moscou depuis une semaine. Mais, pour le malade, le temps presse. La rémission dont il a bénéficié est finie. Son cancer s'aggrave rapidement et bientôt, disent ses amis, Mikhaël ne sera plus opérable. Pour M. Youri Stern, porte-parole à Jérusalem du Centre d'information sur le judaïsme soviétique, « le « niet » de Moscou équivaut à un meurtre délibéré ».

J.-P. L.

Asie

PHILIPPINES

L'arrestation d'un chef
présupposé du PC

L'armée en état d'alerte

Arrêtés lundi à Manille, M. Rodolfo Salas, accusé d'être le chef de la NAP (Nouvelle Armée populaire, aile armée du PC clandestin), son épouse et son garde du corps ont été formellement inculpés, jeudi 2 octobre, de rébellion. Ce motif d'inculpation interdit toute libération sous caution.

M. Salas, à la suite de ces arrestations, saluées comme un « succès » par M. Aquino, les forces armées ont été placées en état d'alerte pour parer à toute éventualité, mais « ne feront rien, à moins d'un acte manifeste des rebelles », a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Todorico Benigno.

Selon ce dernier, le chef de l'Etat philippin a précisé que son gouvernement gardait « la porte ouverte à un cessez-le-feu ». Il reste que l'arrestation et l'inculpation de M. Salas dont le tête avait été mise à prix 250 000 pesos (12,50 dollars) — sont présentées comme un obstacle majeur à un accord sur une trêve par les négociateurs communistes. — (AFP, Reuters.)

CAMBODGE

Angkor de nouveau ouvert
aux touristes

Bangkok (AFP). — Les touristes vont bientôt pouvoir à nouveau visiter les temples d'Angkor au Cambodge grâce à un accord conclu entre les autorités cambodgiennes et vietnamiennes et des agences de voyages thaïlandaises et australiennes. Diethelm Travel, une agence de Bangkok, qui, depuis cinq ans, organise des voyages dans la région de Ho-Chi-Minh-Ville au Vietnam (l'ancienne Saigon), va ajouter à son itinéraire des visites de Phnom-Penh et des célèbres ruines d'Angkor, dans le nord-ouest du Cambodge, a indiqué M. Chelandon Ussarn, un représentant de l'agence. L'agence a obtenu, a-t-il précisé, le droit exclusif d'organiser une série de treize voyages au cours d'une période initiale de trois mois à partir de décembre.

La visite des temples était devenue pratiquement impossi-

ble depuis 1970 en raison de la guerre. L'annonce a été faite alors que, selon la radio des Khmers rouges, des combats se déroulaient depuis une semaine dans la région. La résistance cambodgienne au régime soutenu par le Vietnam a affirmé avoir tué dix soldats vietnamiens et blessés sept autres au cours d'un accrochage aux environs d'Angkor, le 20 septembre.

Les réservations pour le premier voyage, d'une durée de huit jours, devraient être complètes d'ici la fin du mois, a indiqué le responsable de l'agence. Il a précisé que, aux termes de l'accord conclu avec les autorités vietnamiennes et cambodgiennes, les journalistes et les ressortissants de la Chine, des Etats-Unis, de Taiwan, d'Israël, de Corée du Sud et d'Afrique du Sud ne seraient pas admis.

INDE

M. Rajiv Gandhi
a échappé à un attentat

(Suite de la première page.)

Selon les premiers éléments d'enquête fournis par un haut fonctionnaire de la police, M. Rajendra Mohan — le chef suprême des forces de l'ordre est en voyage à l'étranger, — le président de la République, M. Zail Singh, venu lui aussi rendre hommage à la mémoire du « Père de la nation », dont c'était, ce jeudi, le cent dix-septième anniversaire, venait juste de quitter l'endroit quand le tireur s'est débauché.

Le premier ministre était accompagné de son épouse, M^{me} Sonia Gandhi, et de plusieurs ministres, dont M. Bata Singh, un Sikh, responsable de l'intérieur. L'assassin était vêtu d'un uniforme militaire vert olive et d'un béret rouge. Un photographe de presse se serait vu confisquer son appareil après avoir pris un cliché du suspect. On ignore donc encore s'il s'agit d'un membre des services officiels de sécurité ou, comme ne l'exclut pas la police, d'un « malfaiteur ». Agé d'environ vingt-cinq ans, rasé de près et sans tache, l'homme n'a pas, selon les témoins, l'apparence d'un Sikh.

Éviter
toute réaction violente

S'exprimant sans doute sur ordre des plus hautes instances, M. Rajendra Mohan a indiqué que, selon l'interrogatoire préliminaire, il n'y avait « aucun lien entre le tireur et les terroristes du Front de libération ». Cette rapide précision, officielle et formelle, qui devra être confirmée par l'enquête confiée au Central Bureau of Investigation (CBI, le FBI indien), a clairement pour objet de prévenir toute réaction violente de la majorité hindoue contre la minorité sikh. Après l'assassinat d'Indira Gandhi par ses gardes du corps sikhs, il y a eu exactement deux ans (le 31 octobre 1984), au moins cinq mille sikhs, dont la moitié à New-Delhi, avaient été massacrés par des foules hindoues en folie plus ou moins manipulées.

En fin de matinée cependant, la foule, traditionnellement nombreuse le 2 octobre de chaque année — fête nationale chônée en Inde — dans les jardins du Raj-Gandhi, où se trouve la plate-forme de pierre élevée sur le lieu de l'incinération du corps de Mahatma Gandhi — lui-même assassiné par un extrémiste hindou en 1948, — la foule, donc, allait et venait autour de stands dressés pour le souvenir, sans manifester de nervosité particulière. De fait, nombre de spectateurs ignoraient ce qui s'était passé sur les lieux quelques heures plus tôt.

PATRICE CLAUDE.

La « Pravda » fait état
d'une « perceptible
amélioration »
des relations
sino-soviétiques

La Pravda a salué, mercredi 1^{er} octobre, à l'occasion de la fête nationale chinoise, « l'actuelle et perceptible amélioration des relations sino-soviétiques », tout en notant que la coopération entre Moscou et Pékin « est loin d'avoir atteint ses limites ». « L'actuelle et perceptible amélioration des relations sino-soviétiques permet de poser de bonnes fondations pour leur futur développement dans tous les domaines. Aussi bien à Moscou qu'à Pékin, on croit qu'il y a des réserves — somme toute considérables — pouvant être utilisées à cette fin », a souligné le quotidien du Parti communiste soviétique.

D'autre part, la Chine et l'URSS ont discuté de l'ouverture de six nouveaux consulats au cours de la visite du premier vice-premier ministre soviétique Nikolai Talyzin, le mois dernier, dont plusieurs dans des zones stratégiques des deux pays, a-t-on appris, ce jeudi, de source diplomatique. Les deux parties ont ainsi envisagé l'ouverture de consulats soviétiques en Chine à Shenyang (Nord-Est), Canton (Sud) et à Urumqi (Nord-Ouest) et de consulats chinois en URSS à Kiev (Ouest), Alma-Ata et Khabarovsk (Asie centrale et Extrême-Orient soviétique), a-t-on ajouté de même source. Pékin et Moscou ont déjà tombé d'accord en mai 1986 pour la réouverture de consulats à Shanghai (Est) et à Leningrad (Ouest). Ces deux consulats sont les premiers rouverts depuis la rupture entre les deux pays au début des années 60. — (AFP).

● IRAN : M. Ali Khamenei élu premier ministre du Toudéh. — Le parti populaire iranien Toudéh (communiste) a tenu, selon la Pravda de Moscou, une conférence nationale — à une date et en un lieu non précisée — qui a élu M. Ali Khamenei, premier secrétaire du parti. M. Khamenei assurait l'intérim à la tête du Toudéh depuis l'arrestation de son premier secrétaire, Nouredine Kianouri, en 1983. — (AFP).

Chambre de Commerce
Franco-Arabe

Cours d'Arabe

Inscription immédiate

2 niveaux

80 heures : 4.000 F.

Pour tous renseignements :

45.53.20.12

— Publicité —

MÉDECINE-PHARMACIE

Nécessité
d'une classe
préparatoire

Ne perdez pas de temps à tenter de réussir le concours. Un bac D ou C faible ne suffit plus. Avec le CEPES, du 15 oct. au 15 jan., renforcement des bases scientifiques et large anticipation sur le programme de première année. Professeurs de fac. Succès importants depuis 20 ans. 57, rue Ch.-Lafitte, (92) Neuilly, 47.45.09.19 et 47.22.94.94.

Bernard Clesca
Il regardait la mer

Ce livre raconte une mort, un départ, en quatre mouvements comme on pourrait l'écrire d'un thème musical qui vous obsède.

Gérard de Cortanze,

Le Quotidien de Paris

Ce livre tient de Mort à Venise et des Kinder-Totenlieder.

Corinne Desportes,

Le Magazine Littéraire

Romantisme et classicisme imprègnent cette ode à un être cher et disparu.

Catherine Fouillet,

La Vie Française

Son livre a la beauté d'un chant désespéré.

Monique Verdussen,

La Libre Belgique

Un texte très émouvant, sorte de long poème incantatoire.

N.H.,

Le Figaro

Après cette lecture, la mer doit prendre une autre couleur.

Antoine Spire

Le Matin

Des mots forts qui restent, comme le sel signe sa trace sur une épaule.

Léon Mazzella,

SO Dimanche

Une sensibilité à chaque phrase, une sorte de déchirement, une crispation qui installent l'auteur dans la famille rare des écrivains.

Pierre Lamy,

La Charente Libre

Régine Deforges

éditeur

مكتبة النهر

هكنا من الامم

Europe

GRÈCE : le scrutin municipal du 12 octobre

Les désarrois de l'électorat

ATHÈNES
de notre correspondant

Le premier tour des élections municipales doit avoir lieu en Grèce le 12 octobre et la campagne électorale étonne par son calme. Les affiches et les panneaux ont fleuri, quelques haut-parleurs diffusent le message des partis, quelques réunions se tiennent dans les quartiers, mais le cœur n'y est pas.

C'est peut-être que l'enjeu n'apparaît pas encore clairement aux électeurs. Après une année d'austérité économique, de revirements en matière de politique intérieure et étrangère, de remous au sein des partis, et en premier lieu de celui qui gouverne, on pouvait s'attendre que ces élections municipales soient politisées à l'extrême. Surtout lorsque le principal parti de l'opposition conservatrice, la Nouvelle Démocratie, a annoncé qu'il soutiendrait les candidatures de quatre de ses députés aux maires de quatre villes importantes, à savoir Athènes, la Pirée, Salonique et Volos. Les néo-démocrates semblaient vouloir faire de ces élections un test. Si les candidats soutenus par le Parti socialiste (Pasok) étaient battus, des élections législatives anticipées devraient suivre, disait-on à droite.

Mais très vite, et sous la pression des candidats eux-mêmes, on a corrigé le tir. Ceux-ci ne demandent aux électeurs de se prononcer que sur leurs programmes municipaux et leur capacité de les réaliser, au besoin en coopérant avec le gouvernement, selon les affirmations du candidat à Athènes, M. Evert, député et ancien ministre de l'Économie.

De côté de l'opposition de gauche, c'est la même évolution. Le Parti communiste orthodoxe avait initialement annoncé son intention de constituer des listes de « large coopération » avec les autres forces

de gauche, y compris les dissidents du Pasok, afin de « donner une gifle » au parti de M. Papandréou et si possible de lui ravir une ou plusieurs des grandes mairies qu'il dirige. Cette invitation a été entendue par plusieurs groupes et personnalités, mais non pas par le PC « de l'intérieur » qui en était le principal destinataire. Ce petit parti non dogmatique refuse de s'engager dans une « polarisation » systématique en s'alliant partout avec le PC orthodoxe (pro-soviétique). Il présente des candidatures autonomes dans quatorze villes, y compris Athènes et la Pirée, et participe ailleurs à des listes communes soit avec les communistes orthodoxes, soit avec les socialistes.

Un pouvoir limité

Position contradictoire mais qui a contribué à modérer les ambitions du PC orthodoxe. On n'y parle plus de « gifle » pas même de « leçon » à donner au Pasok. C'est tout juste un « message » que l'on veut faire passer au gouvernement grâce aux listes d'union. Cela facilite la vie de ceux qui les dirigent et qui sont presque partout, non pas des membres du PC, mais des dissidents, anciens ou très récents, du Pasok.

Dans la capitale, c'est un préfet de la région athénienne ayant quitté ses fonctions il y a à peine quelques mois, que le PC a mis à la tête de sa liste. Il ne cesse de déclarer qu'il est « fier » de son œuvre passée et qu'il garde foi dans le « changement » auquel le Pasok a renoncé. Une lutte radicale contre le Pasok serait pour lui délicate. Alors que s'engager dans une politique « municipale » ne pose de problème à personne. D'autant moins que les municipalités n'ont en Grèce qu'un pouvoir tout à fait limité : à titre d'exemple, le budget total des municipalités est

de l'ordre de 5 milliards de francs, soit quatre-vingt-quatre fois moins qu'en France.

Quant au Pasok. Il clame que ces élections ne sont pas un enjeu de politique nationale.

Un certain désarroi de l'électorat paraît donc assez justifié. Les principales questions sont de savoir si les candidats conservateurs qui se présentent sans alliés verront croître leur influence au premier tour, et si le report des voix de la gauche se fera ou non au profit du Pasok au second tour, le 19 octobre. Il sera aussi intéressant de comparer les scores des listes de collaboration entre les deux PC et ceux des listes autonomes du PC intérieur. La stratégie du nouveau parti, qui devrait être lancée au printemps prochain à la place du PC intérieur, en dépendra largement.

THÉODORE MARANGOS.

● L'interdiction d'une réunion de parlementaires d'extrême droite — M. Jean-Marie Le Pen a annoncé qu'il porterait plainte devant la Cour de justice européenne après l'interdiction par les autorités grecques d'une réunion de parlementaires d'extrême droite qui devait se tenir le mercredi 1^{er} octobre à Salonique. Le porte-parole du gouvernement grec a déclaré que cette réunion présentait un danger pour l'ordre public alors que le pays est en période pré-électorale : les autorités craignent des manifestations violentes de l'extrême gauche.

Au cours d'une réunion privée avec six députés d'extrême droite au bureau athénien du Parlement européen, M. Le Pen a qualifié l'interdiction d'illégal. Selon le chef du Front national, M. Papandréou est en train de monter « une campagne de terreur » pour essayer de chasser l'extrême droite de Grèce. M. Le Pen a également qualifié d'inhumain l'emprisonnement des membres de la justice militaire qui a été renversée en 1974. Il a appelé à leur libération. — (Reuters.)

GRANDE-BRETAGNE : le congrès de Blackpool

Le Parti travailliste se prononce pour l'abandon de l'énergie nucléaire... au vingt et unième siècle

BLACKPOOL
de notre envoyé spécial

Décidément, tout au long de ce quatre-vingt-cinquième congrès annuel du Parti travailliste, le principal sujet de débat aura été le nucléaire, à usage militaire ou civil. Ou s'attendait, ce jeudi 2 octobre, que, lors d'une séance consacrée à la défense, l'assemblée confirme le « non » du Labour à la « bombe ». Mercredi, les députés ont dit non aussi à l'atome, source d'énergie pour l'industrie. Mais là le refus est moins net. Une large majorité s'est prononcée pour l'arrêt des centrales nucléaires, mais à très long terme.

Paradoxalement, l'abandon de la force de dissuasion semble moins faire problème au sein du parti. Pourtant, tous les observateurs s'accordent à souligner que ce choix risque d'être jugé par trop irréaliste et de coûter aux travaillistes une victoire autrement forte probable. L'écrasante défaite du Labour en 1983 était déjà due à la même raison.

Une campagne antimilitariste dans le domaine civil est certainement beaucoup mieux admise dans l'opinion publique britannique. Non seulement l'effet Tchernobyl joue ici comme ailleurs, mais encore une série d'incidents graves survenus auparavant dans des installations nucléaires en Grande-Bretagne ont causé un profond émoi, renforcé actuellement par de vives protestations contre la prospection de quatre sites pour le stockage en sous-sol de déchets radioactifs. Cependant, c'est sur ce sujet que l'on a assisté au débat le plus animé de ce congrès.

Condamné à de plus en plus de discrétion depuis l'échec de la grève qu'il avait déclenchée dans les houillères et depuis l'offensive menée contre l'extrême gauche par M. Neil Kinnock, leader du Labour, M. Arthur Scargill, président du Syndicat des mineurs, a fait, à cette occasion, un come back remarqué. Il a en effet présenté une motion réclamant la fermeture « en cinq ans » de toutes les centrales nucléaires. Alors que, en dehors de la salle du congrès, des représentants des cent quarante mille employés de l'indus-

trie nucléaire manifestaient bruyamment pour la défense de leur emploi, plusieurs dirigeants d'autres syndicats ont dénoncé une exigence aussi radicale et « hâtive ». De plus, le texte de M. Scargill est en désaccord avec la résolution adoptée en mars dernier par le congrès de la centrale syndicale unique, le Trades Union Congress (TUC), qui avait préféré se donner le temps de la réflexion.

C'est l'une des raisons pour lesquelles M. Kinnock et le comité central avaient d'abord envisagé de s'opposer à la motion de M. Scargill. Considérant ultérieurement que celle-ci avait de grandes chances d'être acceptée, ils ont finalement préféré recourir à une tactique d'appareil compromis, qui s'est révélée habile et payante. Ils ont recommandé l'adoption du texte,

mais en y apportant, au grand dam de M. Scargill, des « réserves » de taille...

Selon l'amendement du comité central, la fermeture des usines nucléaires devient une affaire de « décennies » et la construction en cours d'un nouveau centre de retraitement ne devrait pas être arrêtée par un gouvernement travailliste. La motion Scargill a donc été adoptée, mais elle n'a pas recueilli les deux tiers des voix qui en auraient fait un élément de la politique « officielle » du parti. C'est-à-dire que M. Kinnock, s'il devient premier ministre, conservera une importante marge de manœuvre. « On en reparlera au début du siècle prochain », remarquait avec ironie l'un des partisans du maintien de l'industrie nucléaire.

FRANCIS CORNU.

JACQUES DEROGY ET JEAN-MARIE PONTAUT

Enquête sur trois secrets d'Etat

- La cellule élyséenne
- L'affaire Greenpeace
- Le piège du Liban

Collection "Notre époque"

ROBERT LAFFONT

URSS

Le comité central dénonce les « obstacles aux changements »

Moscou (AFP). — Les changements dans la société soviétique préconisés par M. Mikhaïl Gorbatchev depuis son accession au pouvoir il y a un an et demi se heurtent à de fortes résistances. Le comité central du PC soviétique dans une résolution publiée, mercredi 1^{er} octobre, en première page de la Pravda.

Le document dresse un bilan de la tournée effectuée à la mi-septembre par le secrétaire général du PCUS dans les régions de Krasnodar et Stavropol (sud-ouest de la Russie), où M. Gorbatchev avait évoqué avec insistance les lenteurs de la refonte des structures économiques et sociales du pays.

Cette restructuration « pêche par un manque de dynamisme », constate le comité central. « Bien que la société dans son ensemble soit favorable aux changements, ce processus s'effectue avec complexité, de façon contradictoire et inégale. Il se heurte à des obstacles sociaux, psychologiques et d'organisation et à l'opposition de ceux qui, sous par des intérêts égoïstes, s'efforcent de préserver des structures dépassées ainsi que leurs propres privilèges », souligne le texte.

Le comité central explique ces difficultés par des « déformations bureaucratiques dans l'appareil de gestion », l'« indisciplinerie » et l'« irresponsabilité » de ses membres.

Face à cet état de choses, le comité central du PCUS préconise une plus grande « transparence » des activités du parti et de l'Etat et le développement de l'initiative des masses », de la critique et de l'autocritique.

Dans ses derniers discours, M. Mikhaïl Gorbatchev avait déclaré que, pour évincer ceux qui s'opposent à sa politique, il comptait sur l'appui de larges couches de la population.

A l'adresse de « ceux qui se tiennent encore à l'écart », il avait ainsi lancé, le 18 septembre à Krasnodar : « Je suis persuadé que, si vous m'apportez votre soutien, nous réussissons ». Critiquant les éléments rétrogrades et le « conservatisme » de l'appareil gouvernemental, il avait dit : « Les travailleurs veulent tout et donneront à chacun ce qu'il mérite,

que ce soit maintenant ou un peu plus tard... »

M. Gorbatchev a aussi évoqué les résistances au changement en prenant la parole, mercredi 1^{er} octobre, devant les chefs des départements de sciences sociales de l'enseignement supérieur soviétique. « Les idées, les mentalités et le comportement sont en train de s'affronter de manière aiguë, pas toujours ouvertement mais avec insistance, dans le cadre de la transformation de la vie, de sa rénovation, a estimé le secrétaire général du PCUS. Le vieux,

l'obsole, ne se rendent pas sans résistance et tentent souvent de s'adapter à la nouveauté. Dans la lutte pour la nouveauté, la pratique doit être aidée par la théorie... »

Pour sa part, M. Ligatchev, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, chargé de l'idéologie, a évoqué les difficultés auxquelles se heurte le travail de « refonte » dans les domaines de l'économie, de la politique, de l'éducation. « Le vieux appareil qui prend actuellement la société soviétique est révolutionnaire par essence », a-t-il dit. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Haïti

Le Conseil national de gouvernement est de plus en plus contesté

Port-au-Prince (AFP). — Le mécontentement populaire s'accroît en Haïti contre le Conseil national de gouvernement (CNG), dont la désignation a été réclamée ces derniers jours par une vingtaine de partis appuyés dans la rue par plusieurs centaines de manifestants.

Au moment où, selon l'un des principaux leaders du pays, M. Leslie Manigat, « la faim atteint une dimension de tragédie » et où la population se demande comment elle va pouvoir faire face aux frais de la rentrée scolaire, prévue pour lundi prochain, le CNG est accusé d'« immobilisme » et d'« indifférence à l'égard des revendications populaires ».

La contestation est particulièrement forte dans les parties de tendance social-démocrate ou démocrate-chrétienne, qui exigent le remplacement immédiat du CNG par un gouvernement provisoire révolutionnaire formé de civils et de militaires. La désignation par le CNG d'un « conseil consultatif » chargé de canaliser les revendications populaires et d'assister le gouvernement a accru le mécontentement de ces partis, qui reprochent au CNG de les tenir à l'écart de toutes les décisions. Les quarante-cinq membres de ce conseil, dont quinze ont été discrètement nommés et trente autres choisis au sein des divers commu-

nautés, mais sans consultation, ont prêté serment mardi 30 septembre devant le commissaire du gouvernement. Des élections pour l'Assemblée constituante sont prévues le 19 octobre. Quarante et un membres doivent être élus et vingt désignés par les autorités. La nouvelle Constitution doit être adoptée au janvier 1987 et ratifiée par référendum le mois suivant.

Italie

Les débris du DC-9 tombé en mer en 1980 seront repêchés

Rome. — L'Italie va récupérer les débris du DC-9 italien tombé en mer avec quatre-vingt-un passagers après une explosion en juin 1980, non loin des côtes siciliennes, pour tenter de déterminer les véritables causes de la catastrophe, a annoncé, mardi 30 septembre, la sous-secrétairerie d'Etat à la présidence du conseil, M. Giuliano Amato.

Un pont lumineux avait traversé, sur les écorces radars, la route de l'avion, assurant le signe Bologna-Palermo. La commission d'enquête penche pour l'hypothèse d'un missile. La récupération des restes de la carcasse devrait permettre de savoir notamment en quel point l'explosion a touché l'appareil et de retrouver peut-être d'autres traces de l'explosion utilisée. L'opération devrait coûter environ 10 milliards de lires (7 millions de dollars). — (AFP.)

avec Ofranc Merlin à la réservation sur la Côte d'Azur

Residence Super Croisette

POSSIBILITE DE CREDIT TOTAL appartement-loggia

UNE RESIDENCE DE GRAND STANDING FACE AUX ILES, SUR UNE DES PLUS BELLES PLAGES DE SABLE FIN DE LA COTE D'AZUR ! AVEC ACCES DIRECT A LA PLAGE

299000F

VENEZ VITE VOUS RENSEIGNER DANS NOS BUREAUX OUVERTS TOUTS LES JOURS MEME LE SAMEDI 9h-19h

MERLIN A PARIS 31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS 1142.77.11.13

MERLIN A VINCENNES 4, AV DE PARIS 94300 VINCENNES 1143.74.12.24

BON A RETOURNER A MERLIN 4, av. de Paris 94300 VINCENNES sans engagement de ma part, envoyez-moi votre documentation gratuite sur vos programmes

NOM..... ADRESSE.....

TEL..... TEL.BUR.....

LE MONDE 02/10/86 AZUR

Politique

Les journées parlementaires du RPR

Les remèdes du docteur Chirac

VITTEL
de notre envoyé spécial

Tous les députés et les sénateurs RPR et UDF antonnent, debout, une vibrante Marseillaise à l'invitation de M. Jacques Chirac : le spectacle avait quelque chose d'indéfini et même d'un peu insolite, mercredi 1^{er} octobre, dans la grande salle du Palais des congrès de Vittel. Il est vrai qu'il était absent de cette cérémonie de communion politique quelques-uns de ceux dont le nom pouvait rappeler certains souvenirs moins ocreux : Barre, Giscard, de Gaulle. Tous les députés, en revanche, semblaient, eux, avoir bien « jeté la racine de la rivière », du moins si l'on en jugeait par leurs voix mêlées et leurs applaudissements communs.

MM. Jean Lecanuet, Pierre Pflimlin, Jacques Berrot, Edgar Faure, se tenaient un coude à-coude sans rancune avec les Dabry, Couve de Murville, Chaban-Delmas, Messmer et autres pourfendeurs du « régime des partis » et des « comités Théodule », mais ils étaient noyés dans la masse des plus jeunes des deux bords. M. Chirac, en tout cas, s'est cette solennelle occasion pour tirer le meilleur profit de la situation, six mois après la victoire électorale de la droite et après sa nomination à la tête du gouvernement.

Il a habilement utilisé l'occasion offerte à la fois par les résultats des élections sénatoriales et de la législative de Haute-Garonne pour souligner que la différence de ce qui s'était passé dans le semestre qui avait suivi la victoire de la gau-

che en 1981, la conjoncture politique n'était pas défavorable à la nouvelle majorité.

Enfin, il a su avec promptitude réagir aux interrogations de l'UDF, qui, la veille à Nancy, avait fait écho de ses troubles. Le premier ministre s'est en conséquence comporté devant cet aréopage électoral comme le véritable et unique chef de la majorité et comme un évident présidentiable. Du moins l'a-t-il proclamé en fait, sans le dire expressément. Mais sa détermination et sa confiance étaient bien celles d'un homme qui ne doute pas d'être le chef naturel de la coalition. Aura-t-il convaincu ? Il n'a en tout cas négligé aucun argument pour cela.

Aux députés qui contestaient le bien-fondé du découpage de certaines circonscriptions, il a promis que chaque sortant serait le candidat unique de la majorité dans la circonscription de son choix. Comment, après une telle promesse, ne pas voter un projet de loi si le président de la République refuse de signer les ordonnances concernant ce découpage ? Ces perspectives d'investiture garantie ne sont-elles pas aussi une discrète invite faite à d'autres — et notamment à des élus du Front national — à rallier l'alle salvatrice de la majorité ?

Pour l'élection présidentielle de 1988, le problème, à entendre M. Chirac, serait déjà réglé : les deux candidats de la majorité au premier tour concluront un code de bonne conduite pour le second tour. Qui donc oserait remettre en cause la « solidarité » de la majorité et la « sœur d'union » au candi-

dat qui assurera la victoire ? M. Lecanuet lui-même, ravi, n'espérait pas que M. Chirac s'engagerait si loin et si franchement, bien qu'il se fût assurant de ce sujet auparavant. Les dissidents, les rétrogrades, les timides et même les silencieux sont par avance dénoncés comme des fauteurs d'échec.

Aux ministres en exercice, chefs de formation ou de tendance au sein de l'UDF, M. Chirac a fait l'honneur d'une citation personnelle à l'ordre de l'union sur le front des troupes majoritaires. Lequel oserait désormais se montrer un tant soit peu indiscipliné à l'égard du père du régiment ?

Union, combat, mobilisation

Parlant de la cohabitation par préséance, M. Chirac a mis l'accent sur l'ampleur de l'action que conduirait le gouvernement pour mieux faire apparaître que la coexistence ne l'empêche pas de réaliser son programme. S'il a affirmé qu'aujourd'hui encore le président de la République poursuit comme ses prédécesseurs la politique définie par de Gaulle à l'égard du Proche-Orient, il n'a jamais cité le nom de M. Mitterrand, et il a broché un noir tableau de la gestion socialiste entre 1981 et 1986. Quel meilleur argument pour appeler de nouveau à l'union, à la mobilisation, au combat ceux dont la victoire du 1^{er} octobre n'est pas encore assurée de pérennité ?

M. Chirac a ainsi voulu répondre à toutes les questions que se

possent plus ou moins ouvertement les élus de l'UDF, alors qu'il RPR les états d'âme avaient, apparemment, été rangés au vestiaire.

Le premier ministre a aussi voulu pousser ce jeu de la vérité jusqu'au domaine du territoire et de la diplomatie proche-orientale. Il n'a donc pas édulcoré les questions portant sur la séjourné de Mgr Capucci à Paris, sur le voyage de M. Aurillac à Damas, sur la responsabilité des FARL dans les attentats. Toutefois, en cette matière délicate où le non-dit a souvent plus de poids que les affirmations, M. Chirac s'est réfugié dans l'ambiguïté. Il a compensé son refus de dénonciation des Etats complices par la fermeté des menaces brandies. Dans ce domaine, la résolution et la gravité du ton n'ont pas pu suppléer à l'absence de décision et ont donc laissé ses auditeurs sur leur faim.

Mais tous convenaient qu'en cette matière la tâche du gouvernement était bien rude, qu'il ne pouvait pas tout étaler sur la place publique et qu'il serait malséant d'entraver ses efforts par des querelles politiciennes. La cure de Vittel sera-t-elle, mais ses effets apparents, spectaculaires, dans l'immédiat. Le remède prescrit par le docteur Chirac à ses patients de la majorité sera-t-il durable ? Il ne fait guère de doute que des « remontrances » du type de ceux qu'il a utilisés le 1^{er} octobre devront de nouveau leur être prescrites pour que la confiance se maintienne.

ANDRÉ PASSERON.

Vent arrière

(Suite de la première page.)

Que ce recul se confirme et on sera fait de l'hypothèse principale du second tour, celle qui fait peser sur M. Chirac un électoral Le Pen « interclassiste », comme disent les spécialistes, gage d'un mauvais report des voix pour le candidat de la droite.

De ce point de vue, M. Le Pen a raté le coche : le terrorisme lui donnait l'occasion d'atteindre à la respectabilité qu'il recherchait en se fondant dans le consensus national. Testé par la radicalisation, il a fait le contraire.

M. Chirac, lui, ne manque jamais une occasion de saisir son avantage et de capitaliser à son profit les faiblesses de ses adversaires comme celles de ses partenaires. Il prononce le bon discours au bon moment, engage un pacte majoritaire au moment où l'UDF fléchit et où l'union nationale interdit aux autres chefs de file possibles de la droite de faire entendre leur différence.

Confiance de l'opinion, bonnes perspectives électorales, majorité frisée : M. Chirac a un autre atout dans sa manche, en la personne de M. Edouard Balladur. Ce dernier, incontestablement, tient la maison gouvernementale. Grâce à lui, M. Chirac peut donner le sentiment qu'il est épaulé par quelqu'un capable, aux yeux de l'opinion, de faire pièce à M. Raymond Barre. Cet homme hier si discret fait d'ailleurs une entrée brillante au hiérarchie des personnalités de la majorité : il se place, avec 28 %, au sixième rang de celles-ci (1). Pendant que M. Chirac joue au président, M. Balladur est premier ministre : cet alliage-là ne mériterait-il pas, comme le dit M. Chirac, de « poursuivre l'œuvre accomplie » ?

Il y a un peu moins d'un an, les deux hommes avaient bâti une stratégie risquée, reposant sur un double pari : 1) la cohabitation peut fonctionner pour peu que l'on s'accorde avec le président sur une autre lecture de la Constitution ; 2) l'avance prise par M. Barre peut être effacée par les avantages de la victoire législative et du pouvoir. Cette stratégie imposait à M. Chirac d'accepter le poste le plus exposé, celui de premier ministre (2).

Aujourd'hui, l'action de M. Chirac n'est pas seule responsable d'une situation devenue exceptionnellement favorable. Le président et... la chance y sont aussi pour quelque chose.

Le président a donné le signal de l'union nationale : « en matière de lutte contre le terrorisme, nous marchons la main dans la main », avait-il dit, le 15 septembre, au premier ministre, — et le climat de cohésion qui s'est instauré facilite la tâche de M. Chirac. Ce dernier a d'ailleurs remplacé, pour quelques jours, dans l'esprit des Français le président (qui, lui, représentait la France en

Indonésie). Grâce à son allocution télévisée (le 18 septembre), il a créé ce phénomène d'identification avec le pays grâce auquel il est aujourd'hui si haut dans les sondages.

Dans le même temps, le comportement de M. Mitterrand, guidé par un principe — « le gouvernement gouverne », — conduit (provisoirement) à ce prodigieux paradoxe que le PS — qui reste, qu'il le veuille ou non, le parti du président — se trouve davantage déstabilisé que la droite.

En outre, dans le contexte actuel, M. Barre est coincé : il lui faut attendre en silence que les faits lui donnent raison. Et il lui faudra bientôt faire face à des mécanismes de solidarité partisane, mis au point, à l'intérieur de la majorité, par et pour M. Chirac.

La chance de M. Chirac réside, bien sûr, dans l'effondrement de l'UDF. Celle-ci est plus que jamais une somme de rivalités personnelles qui, tous, facilitent le processus de vassalisation engagé dès le 16 mars avec le concours de M. Létard.

Si bien que, à la limite, la question pourrait être de savoir si l'UDF sera capable de désigner (et de soutenir) « son » candidat à l'élection présidentielle. Elle est surtout de savoir si le premier ministre s'a pas intérêt aujourd'hui, à précipiter l'échéance, en clair à mettre fin à la cohabitation. Pourquoi attendre, en effet, de s'écarter à nouveau (une fois le climat d'union dissipé, les « conditions d'existence » des Français, comme dit M. Jospin, reviendront au premier plan de leurs préoccupations) ?

Mais on voit mal comment M. Chirac pourrait donner une réponse positive à cette seconde question. Car la formidable pression de l'opinion, qui ne veut pas entendre parler de crise politique, est toujours là. M. Chirac lui-même y perdrait sans doute le bénéfice d'une longue patience, celle qui lui permet de ne plus faire figure d'agitateur. Enfin le président reste maître du calendrier.

Or, comme toujours, le temps reste l'atout-maître de M. Mitterrand. Et le tempérament de M. Chirac, son principal handicap. Ce tempérament qui le pousse à promettre tout et son contraire, quand il ne joue pas chaque jour à quille ou double. Témoin le jeu ambigu qu'il entretient avec la Syrie. « Son problème », disait Georges Pompidou, « sera de finir ». En fait, la présence à ses côtés de M. Balladur, et au-dessus de lui, de M. Mitterrand l'oblige à faire comme s'il avait fini. Mais a-t-il vraiment changé ?

(1) Selon le baromètre SOFRES-Figaro-Magazine.

(2) Jacques Chirac : 1986-1988. Comment écarta Raymond Barre puis François Mitterrand ? (Le Monde du 14 novembre).

M. Colin (CDS) contre M. Létard

M. Jean Colin (UDF-CDS) qui a été réélu le dimanche 28 septembre sénateur de l'Essonne à la tête d'une liste d'union de la majorité officielle investie par le RPR et l'UDF, a adressé mardi une « lettre ouverte » à M. François Létard.

Dans ce département, outre la liste de M. Colin, étaient en lice, à droite, celle de M. Pierre Coccadi Pavard, sénateur sortant UDF qui s'a pas retrouvé son mandat, celle de M. Jean Simonin (RPR), président du conseil général, élu, et, qui bien que son investiture par le RPR n'a pas été l'objet de sanction de la part des instances de son parti, et celle d'un autre RPR non investi M. Alain Jossé, sur laquelle figurait M. Gérard Nevers (UDF-PR), cible des critiques de M. Colin.

Dans cette lettre ouverte, M. Colin écrit notamment à M. Létard : « Vous avez aidé, dans des conditions scandaleuses, M. Nevers qui, se recommandant constamment de vous avec une liste dissidente, m'a couvert d'injures à quelques jours du scrutin. Le démenti que je vous ai instantanément demandé, je l'attends encore.

« Treize voix nous ont manqué dimanche pour arracher leur deuxième siège aux socialistes : ces treize voix, c'est votre silence complice qui nous les a fait perdre (...).

« Vous opposez l'union bénéfique dans le Var au désordre funeste en région parisienne. Vous parlez de trahison. Pour l'Essonne, je tiens à proclamer que le premier des trahisseurs, ce fut vous. »

POINT DE VUE

Et si les députés faisaient la loi ?

par Alain Lamassoure
député UDF
des Pyrénées-Atlantiques

LES adversaires de la cohabitation redoutent un affaiblissement de la fonction présidentielle. L'expérience vécue depuis le 16 mars conduit plutôt à se demander si, pour le moment, notre système politique ne pêche pas surtout par l'effacement du rôle du Parlement.

Au cours de la session de printemps, l'Assemblée nationale a adopté vingt-six textes de loi. Une seule — la loi sur la presse — était d'origine parlementaire. Cinq projets ont été repoussés sans vote en application de l'article 49-3 de la Constitution : pour la loi d'habilitation sur la réforme électorale, le coupé des textes sur lesquels se penchent trop de juristes et trop peu de législateurs. Elle affecte le zèle des députés à l'application des lois qui, parfois, n'ont été ni conçues, ni discutées, ni même votées par eux. Elle contribue enfin à l'anti-parlementarisme de l'opinion qui compare le trop-plein des élus dans les baraquets locaux et les vides persistants dans les travées parlementaires.

Les remèdes ne passent pas forcément par de vastes réformes. La transmission télévisée de tous les grands débats ferait plus, pour l'assise parlementaire, que toutes les modifications du règlement. Fort de l'expérience de six mois de cohabitation, le gouvernement pourrait proposer à l'opposition un modus vivendi dans lequel il renoncera à utiliser les procédures coercitives des articles 38, 44 et 49 en contrepartie d'un renoncement parallèle aux méthodes d'obstruction. Enfin, les députés eux-mêmes s'honoreraient en appliquant le règlement qui interdit la délégation de votes, au moins pour le vote d'ensemble d'un projet, sinon pour les articles eux-mêmes.

En attendant une véritable réhabilitation de la fonction législative, à laquelle il faudra procéder en 1988 lorsque l'on pourra tirer tous les enseignements de la cohabitation, voilà quelques bonnes résolutions à prendre un jour de rentrée des classes parlementaires.

Ainsi, déjà encadrée par les dispositions très contraignantes de la Constitution de 1958, l'Assemblée plénière aujourd'hui des conditions politiques de la cohabitation : une majorité parlementaire étroite, un gouvernement pressé par le calendrier électoral, une opposition décidée à utiliser toutes les ressources de la procédure. Si bien que le Parlement n'exerce plus un vrai pouvoir de décision : il tend à devenir un organe de conseil, rendant un avis politique après l'avis technique du conseil économique, l'avis juridique du Conseil d'Etat, éventuellement l'avis d'avis d'une commission des sages et avant la décision finale du Conseil constitutionnel, qui, par son dynamisme jurisprudentiel, participe désormais au pouvoir législatif.

Les députés qui ne renoncent pas complètement à jouer leur rôle de législateurs ne sont guère encouragés par la manière dont les médias rendent compte de cette part de leur activité. La presse nationale concentre son intérêt au pire sur les petites

phrases et au mieux sur les gros amendements ; et, en règle générale, les médias régionaux ne s'intéressent qu'aux activités locales de l'élu. Ce qui permet aux parlementaires chevronnés d'enseigner aux benjamins que leurs chances d'être réélus sont inversement proportionnelles au travail fait au Palais-Bourbon.

Cette évolution ne saurait se poursuivre sans conséquence grave pour le bon fonctionnement de notre démocratie. Elle compromet la qualité des textes sur lesquels se penchent trop de juristes et trop peu de législateurs. Elle affecte le zèle des députés à l'application des lois qui, parfois, n'ont été ni conçues, ni discutées, ni même votées par eux. Elle contribue enfin à l'anti-parlementarisme de l'opinion qui compare le trop-plein des élus dans les baraquets locaux et les vides persistants dans les travées parlementaires.

Les remèdes ne passent pas forcément par de vastes réformes. La transmission télévisée de tous les grands débats ferait plus, pour l'assise parlementaire, que toutes les modifications du règlement. Fort de l'expérience de six mois de cohabitation, le gouvernement pourrait proposer à l'opposition un modus vivendi dans lequel il renoncera à utiliser les procédures coercitives des articles 38, 44 et 49 en contrepartie d'un renoncement parallèle aux méthodes d'obstruction. Enfin, les députés eux-mêmes s'honoreraient en appliquant le règlement qui interdit la délégation de votes, au moins pour le vote d'ensemble d'un projet, sinon pour les articles eux-mêmes.

En attendant une véritable réhabilitation de la fonction législative, à laquelle il faudra procéder en 1988 lorsque l'on pourra tirer tous les enseignements de la cohabitation, voilà quelques bonnes résolutions à prendre un jour de rentrée des classes parlementaires.

MIEUX S'EXPRIMER MIEUX COMMUNIQUER

Un programme nouveau : Réflexion et techniques d'expression, pour surmonter l'obstacle de la communication et acquiescer en quelques mois des techniques de réflexion constructive, l'aptitude à l'expression écrite et orale. Un enseignement à distance personnalisé pour développer les ressources individuelles (organisation de la pensée, lecture rapide, mémoire, écriture), l'aisance et la confiance en soi, dans toutes les situations de la vie.

Doc. gratuite à l'IEP-Dépt
TECHNIQUES D'EXPRESSION,
Service ME 1039, 35, rue Collange,
92303 Paris-Levallois. Tél. :
(1) 42-70-73-63 (Org. privé).

M. Chirac : l'union fait la force

M. Chirac, dans son discours de Vittel, a tout d'abord déclaré : « Le gouvernement défend sa légitimité de sa majorité et d'elle seule. L'action du gouvernement est uniquement fonction de la solidarité de sa majorité tout entière. C'est parce que nous resterons unis que nous gagnerons. La solidarité de la majorité s'exprimera le moment venu aux élections législatives de la façon la plus claire. » La première ministre a assuré alors les députés sortants « qui pourraient avoir le sentiment que le nouveau découpage les désavantagerait », qu'ils « auront à l'évidence une priorité absolue pour être candidats uniques de la majorité dans les circonscriptions de leur choix ».

Il a déclaré : « Notre majorité se porte bien et a plutôt tendance à se renforcer. C'est un phénomène nouveau. En 1986, nous avons trouvé une France agoufflée dans ses égoïsmes et dans des contraintes de

toutes natures, de plus assistée, repliée sous l'aile tutélaire de son gouvernement engagé dans une sorte de processus de désobéissance. Nous avons redonné du souffle au pays. » M. Chirac a évoqué l'élection présidentielle en disant : « La majorité, fibre de ce qu'elle aura accompli pendant deux ans, soutiendra deux candidats au premier tour. Et son soutien unanime, spontané et sans réserve assurera au deuxième tour, l'en plus sûr, l'élection d'un candidat qui poursuivra l'œuvre engagée. » Il a affirmé : « L'union fait la force. »

Dressant le bilan de l'action de son gouvernement puis ses objectifs, il a indiqué : « Il faut obtenir plus de solidarité entre les Français. La priorité n'est pas d'améliorer la situation de ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, mais de ceux qui cherchent un emploi. Si chacun veut préserver l'essentiel il faut être raisonnable sur l'accessoire. »

NON AU TERRORISME ! NON AU RACISME !

A la suite de l'appel « NON au terrorisme ! NON au racisme ! », publié à l'initiative du MRAP (le Monde, 1^{er} octobre 1986), des erreurs d'impression ont rendu difficile la lecture de la liste des premiers signataires.

Nous rappelons ici un certain nombre d'entre eux

T. Monod, B. Zehruss, membres de l'Institut ; E. Manac'h, ambassadeur de France ; A. Barbra, T. Bekri, J. Berque, C. Buischi, J. Cheillou, M. Cornevin, B. Genetot, A.-M. Goguel, J. Hémoux, A. Jacquard, J.-P. Kahane, P. Krausz, J.-P. Liègeois, G. Lyon-Caen, P. Milliez, M. Rodinson, G. Soulier, J. Suret-Canale, J. Tailleux, M. Tailleux, J. Thobie, S. Tomkiewicz, P. Tort, P. Vidal-Naquet, M. Robert, universitaires et chercheurs ; Mgr Harbulot, évêque ; B. Barry, C. Delorme, R. Maznod, J. Pihan, prêtres ; A. Micaletti, pasteur ; M. Aka, H. Alleg, J. Benoit, H. Ben Yaiche, C. Bourdet, R. Deforges, B. Langlois, A. Luran, M. Leiris, C. Lédia, D. Nogues, V. Pozner, écrivains et journalistes ; E. Hirt, M. Lonsdale, M. Piccoli, M. Sologna, acteurs ; J. Ferret, C. Magny, C. Sauvage, Y. Simon, F. Solleville, chanteurs ; Abidine-Dino, F. Bellamine, J. Dumesnil, E. Pignon-Ernest, G. Titus-Carmel, artistes-peintres ; P. Chemetov, architecte ; J.-Y. Veillard, conservateur de musée ; A. Quilis, rugbyman ; P. Paraf, G. Pau-Langevin, C. Palant, F. Grémy, A. Lévy, dirigeants du MRAP ; A. Véronèse, M. Vuillat, syndicalistes ; SENPAP-FEN (Ile-de-France) ; C. Goidet, sénateur ; S. de Bollerdière, T. Bealache, chargés de mission ; A. Assouline, ancien combattant franco-musulman ; Z. Bentabed (Connaître l'Islam) ; S. Messaoudi, (Radio Beur) ; R. Moustard, dirigeant sportif ; R. Pantiqila, (AFTU) ; R. Strat, (Centre islamique) ; H. Zebentoute, (le Vie nouvelle, JOC-JOCF) ; G. Diamantine, (AOP).

Pour obtenir le texte de l'appel, s'y associer, contribuer financièrement à sa diffusion, prière de s'adresser au MRAP, 89, rue Oberkampf, 75043 PARIS CEDEX 11

مكتبة الأمل

مكتبة الامم المتحدة

... Le Monde • Vendredi 3 octobre 1986 9



OCTOBRE 86

Politique

Les journées parlementaires du PS

M. Joxe se pose en chef de guerre

MACON
de notre envoyé spécial

Offensif, M. Pierre Joxe l'est par nature. Il n'est donc pas étonnant que le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ait tenu à donner le ton à ses collègues, le mercredi 1^{er} octobre à Mâcon, à la veille de la rentrée parlementaire, au moment où, justement, les dirigeants du PS affirment en chœur la nécessité de contre-attaquer tous azimuts sur le terrain électoral conquis par la nouvelle majorité, sans se laisser paralyser par les effets pervers de la « cohabitation ».

Décidé à passer personnellement à l'action, M. Joxe a aussitôt indiqué qu'il déposerait, dès ce jeudi devant le Conseil d'Etat, un recours contre la décision prise par le gouvernement de transférer au secteur privé 11 % du capital de la société nationale ELF-Aquitaine, dans d'acceptables conditions de sous-évaluation financière (Le Monde du 23 septembre). Il demandera le « sursis à exécution » de cette opération de privatisation.

M. Joxe estime qu'en la circonstance le gouvernement viole la règle fixée par le Conseil constitutionnel selon laquelle la vente au privé des actions des sociétés nationales doit intervenir à des prix conformes à leur valeur réelle. « A l'irrégularité juridique s'ajoute une tentative de spoliation de la communauté nationale », a souligné l'ancien ministre de l'Industrie.

Mais c'est surtout à l'occasion de la discussion du projet de budget pour 1987 que les parlementaires socialistes veulent se distinguer, « forts de l'expérience et de la compétence accumulées » de 1981 à 1986. « Nous n'allons pas nous

contenter de ferrailler contre un gouvernement inefficace, a précisé M. Joxe; nous allons chercher à le remplacer, en proposant aux Français de reconnaître [avec nous] et encore mieux ».

D'accord avec cet objectif, M. Laurent Fabius a, lui aussi, invité les députés socialistes à « préparer méthodiquement le retour au pouvoir », en insistant en évidence, dans leurs contre-propositions, « la différence entre la gauche et la droite ».

Quatre groupes de travail ont déjà préparé les amendements que les socialistes défendent. Au nom de la « justice fiscale », les députés du PS proposent notamment de réduire de 5 % (au lieu de 3 %) l'impôt sur le revenu pour tous les contribuables, « car le système mis en place par le gouvernement est fait de telle sorte que les prélèvements sur les revenus moyens vont s'accroître ». Ils préconiseront de réduire la taxe d'habitation de 50 % pour les neuf millions de foyers qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu. Ils demanderont la suppression du plafonnement établi sur la demi-part supplémentaire pour les femmes seules, « parce que les mesures annoncées pour la famille ne doivent pas se faire au détriment d'autres familles ». Bien entendu, ils réclameront également le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes.

Au nom de l'« efficacité économique », les députés du PS proposent aussi l'abaissement à 40 % (au lieu de 45 %) de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis et son relèvement à 50 % pour les bénéfices distribués. De même, ils demanderont la suppression des avantages prévus pour les donations

partages, car « tout avantage supplémentaire ne se justifie pas ».

« Nous devons nous affirmer, nous les socialistes, comme ceux qui défendent le mieux les classes moyennes », a souligné M. Fabius. L'ancien premier ministre a suggéré, au passage, que le PS écrive à tous les contribuables pour leur présenter ses contre-propositions.

En outre, les parlementaires socialistes entendent faire un sort particulier au programme gouvernemental de lutte contre le chômage. Conscient de l'impact produit en ce domaine par le travail personnel de M. Séguin, plusieurs d'entre eux ont souhaité « opposer les réalités aux paroles du ministre des affaires sociales et de l'emploi », qualité de « formidable mystificateur ». Ils s'emploieront à prouver, en particulier, que le budget de M. Séguin traduit « un abandon de la politique de solidarité ».

Dans tous les domaines, ils essaieront d'ailleurs de convaincre l'opinion publique que « le gouvernement de M. Chirac souhaite instaurer une société à deux vitesses qui tourne le dos à l'objectif de justice sociale, qui constitue une priorité pour les socialistes ».

« Parler au nom de la France »

M. Joxe, toutefois, ne veut pas que les députés socialistes se bornent à ce travail de riposte constructive. Désireux, visiblement, de faire de son groupe l'avant-garde de la contre-offensive du parti contre la majorité, l'ancien ministre de l'Intérieur pose des jalons à plus long terme. Il estime, par exemple, que les socialistes auraient intérêt à analyser collectivement le bilan de leur

propre gestion passée. Il propose ainsi que les membres du comité directeur et du groupe parlementaire tiennent une ou plusieurs séances communes de réflexion, destinées « à examiner, dit-il, notre pratique du pouvoir d'Etat au cours de la précédente législature, ce qui nous aidera à préparer pour l'avenir notre pratique au gouvernement, au Parlement et dans le parti ».

Il insiste également pour que le PS consacre plus de temps aux affaires internationales. Chaque réunion du groupe comprendra désormais un échange de vues sur la politique étrangère. Une fois par mois, une réunion exceptionnelle permettra de traiter « des enjeux intérieurs et internationaux de la politique étrangère de la France ». « Quand on est candidat au gouvernement de la France, a expliqué M. Joxe, on doit se préparer à parler en son nom ».

Enfin, le président du groupe socialiste s'est dit d'accord avec M. Jospin, qui avait souligné, la veille, la nécessité de « projeter le parti sur le terrain dans les mois qui viennent », afin de préparer sans délai la reconquête dans les communes, les départements et les régions. M. Joxe a demandé aux députés socialistes de harceler la majorité sur le terrain de la décentralisation, en se faisant les champions du développement de la démocratie locale, dans la perspective des échéances des municipales de 1989, des cantonales de 1992, 1991 et des régionales de 1993. « Six ans, c'est court pour préparer des victoires, car six ans c'est long pour digérer les défaites », s'est exclamé le président du groupe socialiste, qui s'est ainsi posé en chef de guerre du PS.

ALAIN ROLLAT.

Selon un sondage

Le président de la République et le premier ministre distancent leurs rivaux

En cas d'élection présidentielle anticipée, MM. François Mitterrand et Jacques Chirac se présentent comme les meilleurs candidats, dans leur camp respectif, en distanciant de plus en plus leurs rivaux. Selon le sondage réalisé par BVA et publié dans Paris-Match le 2 octobre (1), le président de la République est le meilleur candidat de gauche, aux yeux de 41 % de ses électeurs, tandis que 25 % lui préfèrent M. Michel Rocard. Le premier ministre, pour sa part, reçoit l'aval de 43 % de ses sympathisants. M. Barre ne comptant que 26 % de partisans.

En ce qui concerne les hypothèses de deuxième tour de ce scrutin, les candidats de droite représentent l'avantage sur ceux de gauche par rapport au mois de juillet dernier. M. Laurent Fabius est donc passé de 44 % à 38 % (au lieu de 49 % en juillet) et 47 % face à M. Chirac (47 % en juillet). M. Michel Rocard, s'il continue à battre le premier ministre avec 51 % des voix, perd, en revanche, face à M. Barre, en ne recueillant que 49,5 % (le rapport était inversé en juillet). Enfin, si M. Mitterrand l'emporte toujours face au député du Rhône, avec 51 % des suffrages, il est tenu en échec

par le maire de Paris (50/50), alors qu'il en était vainqueur en juillet avec 52 % des voix.

Ao baromètre des cotes de confiance, le premier ministre (47 % d'avis favorables) gagne 4 points, et rejoint ainsi le peloton de tête, qui, avec 49 % de bonnes opinions, est composé de MM. Rocard (-1), Barre (+1) et Mitterrand (+1).

Selon le dernier baromètre SOFRES (fig. 1), 61 % des personnes interrogées font confiance au chef de l'Etat, qui gagne ainsi 6 points par rapport au mois de septembre, tandis que 34 % (40 % en juillet), lui refusent. Mais c'est M. Chirac qui enregistre le gain le plus important, puisque avec 58 % d'opinions favorables, il obtient 12 points de mieux que le mois dernier, alors qu'il ne recueillait que 38 % d'avis négatifs (au lieu de 48 %). Seule entrée notable dans ce baromètre, celle de M. Edouard Balladur qui recueille 22 % d'avis favorables.

(1) Sondage effectué du 15 au 20 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 979 personnes.

(2) Sondage réalisé du 19 au 24 septembre, auprès d'un échantillon de mille personnes.

Journée d'étude des élus du PCF

Les « réserves » de M. Lajoinie

A l'issue de la journée d'étude des parlementaires communistes organisée le mercredi 1^{er} octobre à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie a affirmé la volonté du PCF d'« aider au rassemblement pour imposer d'autres choix politiques ». « Il ne faut pas se contenter de répéter les vieilles recettes », a dit le président du groupe communiste du Palais Bourbon.

Interrogé sur l'analyse que font les parlementaires communistes — députés, sénateurs, représentants à

l'Assemblée européenne — du scrutin législatif du 28 septembre en Haute-Garonne, M. Lajoinie a constaté que « les quartiers populaires continuent de s'abstenir massivement », en attribuant « à la déception de la période 1981-1986 » dont ces abstentionnistes font porter, selon M. Lajoinie, « une part de responsabilité » au PCF. Néanmoins, il a souligné qu'« il y a des réserves pour le PCF, car ces gens-là n'ont pas voté pour un autre parti ».

Chassez le débat...

MACON
de notre envoyé spécial

Un débat, une fois qu'il est lancé, cela peut devenir de l'eau vive. Il vous file entre les doigts, vous échappe, devient impossible à cavalier, à normaliser. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, en a fait l'expérience lors des journées parlementaires de Mâcon. A peine avait-il indiqué, le mardi 30 septembre, que le débat sur le rôle du parti trouverait sa place au prochain comité directeur que MM. Mauroy et Popereau, le lendemain, ressortaient cet éternel petit lapin de leur chapeau, avec plus d'aplomb que jamais.

Pas question, ni pour l'ancien premier ministre ni pour le numéro deux du PS, d'avoir l'air timide, ou gêné, de celui qui vient parler d'argent dans une fête de famille. Toulouse ou pas Toulouse, élection partielle à demi gagnée ou pas, tous deux enfoncent le clou avec une parfaite bonne conscience. « Nous devons, a dit M. Mauroy, aller au bout de notre débat », et L'air du temps est à un certain débat, renchérit M. Popereau, et ce débat, il faut le mener ».

Le maire de Lille et celui de Mezius font de parfaits duettistes : tous deux renouent des militants qui « n'attendent qu'un mot pour passer à l'offensive » (M. Mauroy) ou qui « veulent en découvrir » (M. Popereau). Ils passent, tous deux, que des « réserves » existent à gauche, qu'il faut « braver », car « elles ont encore moins donné cette fois » que le 16 mars.

Aller maintenant aux élections reviendrait à les perdre, leur diront-ils. Sans doute, mais si les socialistes ne se préoccupent pas de « faire évoluer le rapport de forces » (M. Popereau), pourquoi ne le font-ils pas ? C'est pourquoi, pour le numéro deux du PS, les socialistes ne doivent pas « se laisser enfermer dans une analyse institutionnelle », mais au contraire aller de l'avant. « Quand les militants sont prêts, lance M. Mauroy, le devoir, c'est de passer progressivement à l'offensive. » Cela suppose, dit-il, une « réévaluation » du PS sur des « bases militantes ». Ou bien, si le PS n'est pas capable de rassembler toute la gauche, il faut alors que « le PC reste à un niveau suffisant » pour que la gauche ne perde pas les élections. « Tant que je suis, tonne le maire de Lille, qu'on peut faire une assimilation entre la politique de Philippe Séguin et celle de Michel Delabarre, nous n'aurons pas fait notre travail ».

Quant au numéro deux du PS, il est ravi de voir M. Olivier Stiniger, pour le reprendre à son compte, le « théorème de Popereau », qui dit à peu près ceci : « Toute gauche qui veut arriver à elle le centre doit d'abord être

forte et se rassembler elle-même. » Ce n'est pas M. Mauroy qui dirait le contraire. Il faut d'abord « occuper toute la place de l'opposition », c'est-à-dire toute la gauche, « les réserves au centre », ajoute, pensant, l'ancien premier ministre, les socialistes, y parviendront toujours, quand il sera temps...

Une concurrence traditionnelle

M. Popereau se paye même le luxe de reprendre de volée le premier secrétaire du PS, qui incrimine volontiers, depuis le début de cette affaire, des « oppositions » personnelles. Quand on fait de la politique, lui répond en substance son numéro deux, il est vain de vouloir dissocier une argumentation de fond du positionnement personnel qui l'accompagne. M. Stiniger, lui-même, qui se coupe à merveille dans sa nouvelle peau, tente déjà une synthèse, en affirmant que les socialistes doivent à la fois « rassembler » et « débiter » un projet.


Au-delà de la polémique, ces journées parlementaires auront montré le visage tout neuf de députés socialistes modérés 80 après six mois d'opposition. Si l'on débat plus de projet et d'idéologie que de costume, si les travaux, selon plusieurs participants, s'apparentent plus à une session du comité directeur qu'à des journées parlementaires à l'ancienne, c'est bien parce que le groupe, après cinq ans de pouvoir, a changé.

Fier de faire défiler des troupes impeccables, M. Pierre Joxe détaille à l'envi le nombre d'anciens ministres qui composent le groupe, souligne les compétences sectorielles, forme, pour ses troupes, de vaines paroles.

En dévotion son ambition que les socialistes en arrivent à reconnaître « la politique internationale comme une dimension majeure de leur action politique », en réaffirmant, par la même, une identité française. M. Joxe joue une petite musique qui a chatoyé agréablement les oreilles des amis de M. Chevènement. Mais le président du groupe socialiste, s'il parvient à concrétiser ses projets, participe à sa manière, et peut-être sans l'avoir cherché, au débat sur les insuffisances du parti : dans la traditionnelle concurrence entre le parti et le groupe, c'est le second qui, depuis les élections du 16 mars, l'emporte d'une bonne longueur. Précisément à cause du potentiel intellectuel qu'il capitalise et que le parti, en dépit de la relance du groupe des experts, ne parvient pas à égaler. En renforçant ce potentiel, M. Joxe ne rend-il pas encore plus évident ce déséquilibre ?

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

Alice Miller



L'enfant sous terre

L'ignorance de l'adulte et son prix

Enfants humiliés, enfants maltraités, enfants ignorés, dans la vérité de leurs sentiments et de leurs besoins, par des adultes qui, trop souvent, ne s'en rendent même pas compte : notre société, en dépit des apparences, ne respecte pas les enfants.

Aubier

Mes infos ?
C'est une question de seconde

L'actualité sur Minitel.
Les flashes minute par minute.
Les dossiers du jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE



LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

PRIX EXCEPTIONNELS

AUX TROIS QUARTIERS

DU 29 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE DANS TOUS LES RAYONS

17, Bd de la Madeleine, Paris, tél. 42.60.39.30.

سكانة الحظ

صكنا من الامل

ROVER PRÉSENTE LA ROVER 800

La Rover 800 est bien née. Son allure parle pour elle. Sa réserve de puissance, elle ne la dévoilera qu'à son conducteur : quand il la lui demandera. Qu'il s'agisse du quatre cylindres au tempérament nerveux, ou du six cylindres, souple et puissant, la Rover 800 emmène toujours son pilote dans le même domaine réservé : celui du plaisir de conduire.

En avant-première, découvrez ci-contre les principales caractéristiques des 4 versions de la gamme Rover 800.

	820i	820Si	825i Sterling	825i Sterling Option Pack
MOTEUR - TRANSMISSION				
4 cylindres, transversal, 2 litres, 16 soupapes, 2 ACT, injection, 103 kW CEE, 140 ch à 6000 t/mn, 9 CV (boîte mécanique)	□	□		
6 cylindres en V, transversal, 2,5 litres, 4 soupapes par cyl., 2 ACT, injection, 127 kW CEE, 173 ch à 6000 t/mn, 12 CV (boîte mécanique)			□	□
Allumage électronique programmé	□	□	□	□
Traction avant, boîte mécanique 5 vitesses	□	□	□	□
Traction avant, boîte automatique 4 vitesses avec verrouillage		○	○	●
SUSPENSION - FREINAGE - DIRECTION - JANTES				
4 roues indépendantes, barre anti-roulis avant et arrière	□	□	□	□
Amortisseurs arrière à correction d'assiette			□	□
4 freins à disque, auto-ventilés à l'avant	□	□	□	□
Freinage ABS			○	□
Direction assistée	□	□		
Direction assistée progressive			□	□
Jantes en alliage		□	□	□
EQUIPEMENTS				
Air conditionné		○		□
Volant réglable en hauteur	□	□	□	□
Siège conducteur réglable en hauteur avec réglage lombaire	□	□	□	□
Sièges arrière individuels et inclinables			□	□
Assise des sièges en cuir "Connolly"			□	□
Ronce de noyer sur le tableau de bord	□	□	□	□
Ronce de noyer sur les portières			□	□
Volant cuir			□	□
Ordinateur de bord avec "check-control"			□	□
Rétroviseurs extérieurs électriques	□	□	□	□
Appuis-tête arrière réglables		□	□	□
Toit ouvrant et inclinable en verre avec store		□		
Toit ouvrant et inclinable électrique en verre avec store			□	□
Serrures haute sécurité	□	□	□	□
Condammation centrale électrique des portes	□	□	□	□
Condammation centrale électrique des portes avec commande à distance par infra-rouge		□	□	□
Lève-vitres électriques à l'avant	□			
Lève-vitres électriques à l'avant et à l'arrière		□	□	□
Pré-équipement radio	4 H.P.	6 H.P.	6 H.P.	6 H.P.
Vitres teintées bronze	□	□	□	□
DIMENSIONS: Longueur 4,69 m, largeur 1,94 m				
PERFORMANCES (Boîte mécanique)				
Vitesse maximum (sur circuit) km/h	203	203	214	214
de 0 à 100 km/h en secondes	9,4	9,4	8,3	8,3
1000 m départ arrêté en secondes	31,0	31,0	29,8	29,8
Consommation en litres aux 100 km (normes UTAC): à 90 km/h	6,6	6,6	7,1	7,1
à 120 km/h	8,2	8,2	8,8	8,8
en cycle urbain	10,5	10,5	12,6	12,6
PRIX au 30.9.86 - Milleime 87.	111 000 F	129 900 F	159 900 F	191 500 F

□ Équipement de série. ○ Équipement en option. ● Équipement disponible sans supplément de prix.

Présentation officielle de la
Rover 800 au Salon de l'Automobile
de Paris du 2 au 12 octobre 1986.



Modèle présenté: Rover 825i Sterling Option Pack.

AUSTIN ROVER

LE SAVOIR VIVRE



Austin Rover pour le Centre Financement Universel Austin Rover

australio

Politique

En Nouvelle-Calédonie

Les dirigeants du FLNKS s'efforcent de modérer les réactions de leurs militants

NOUMÉA
de notre correspondant

Les consignes de grève lancées par le FLNKS, afin de protester contre le non-lieu rendu dans l'affaire de la fusillade de Hienghène, ont été observées dans le calme, le jeudi 2 octobre, sur l'ensemble du territoire. Les sièges des trois régions (Centre, Nord, des Loyautés) et des municipalités ont fermé leurs portes, tandis que divers mouvements de débrayage étaient enregistrés dans l'enseignement privé et dans une mine de nickel à Nakety (commune de Canala).

La journée a toutefois été marquée par un incident sur l'aéroport de Wapaham, à Lifou, où une quinzaine de militants « en état d'ivresse », selon la gendarmerie, ont lancé des projectiles sur une patrouille de gendarmes; huit des manifestants ont été interpellés. A compter de vendredi, l'Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE), un syndicat membre du FLNKS, envisage, pour sa part, d'entreprendre une « riposte graduée ». Cette organisation, qui revendique trois mille adhérents, est particulièrement bien implantée dans les secteurs de la santé, les transports aériens et l'administration.

● La réaction du FLNKS en France. — Le comité représentant le FLNKS en métropole et l'Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak ont diffusé, mercredi 1^{er} octobre, une déclaration commune indiquant notamment, à propos du non-lieu prononcé en faveur des auteurs de l'embuscade de décembre 1984 à Hienghène : « Cette scandaleuse décision ne vise qu'à conforter l'opinion anti-indépendantiste dans l'idée qu'en Nouvelle-Calédonie la force prime le droit. Dans un territoire français, en principe régi par l'Etat de droit, il est donc permis d'assassiner les Kanaks sans avoir à craindre de poursuites judiciaires. Qui peut imaginer que les problèmes calédoniens puissent être raisonnablement réglés de cette façon. Au-delà de cette question il vient d'être porté atteinte à l'idée même de justice. »

Pour l'heure, la réaction du FLNKS peut donc être globalement jugée modérée, compte tenu de l'émotion suscitée en milieu mélanésien par la mise en liberté provisoire des auteurs de la fusillade de Hienghène, au cours de laquelle dix militants FLNKS, dont deux frères de M. Jean-Marie Tjibaou, furent abattus en décembre 1984. La direction de mouvement indépendantiste s'est employée toute la journée de mercredi à dissuader de nombreux « comités de lutte » d'engager des actions durs dans certaines régions de bruyère. De source FLNKS, on indique qu'un regain de tensions sur l'île ne pourrait que contrarier les démarches actuellement menées par M. Tjibaou auprès de l'Assemblée générale de l'ONU, mais que, pour autant, « il ne faut pas laisser passer ce genre de scandale ». De nouvelles décisions pourraient être prises dès le retour à Nouméa du président du FLNKS, la semaine prochaine.

Deux propriétés occupées

En marge des réactions à l'ordonnance de non-lieu, la situation reste cependant tendue dans les secteurs du Pouébo et de Ponérihouen, où des conflits fonciers opposent des tribus canaques à des éleveurs européens. A Pouébo, sur la côte ouest, une soixantaine de Mélanésiens de la tribu d'Oundjo occupent depuis une semaine une propriété appartenant au territoire, mais revendiquée par eux, afin de s'opposer à la décision du Haut Commissariat d'y réinstaller un éleveur, M. Gérard Orcau. Dans la région de Ponérihouen, sur la côte est, la tribu de Mouto occupe également la propriété de M. Bouteiller, un éleveur résidant aujourd'hui à l'extérieur de la commune, mais qui avait autorisé un ami à la gérer en son absence. Dans les deux cas, la justice est saisie afin d'ordonner l'expulsion des « occupants illégaux ». Face à ces occupations de terres, on notait, jeudi, un début de mobilisation dans le camp anti-indépendantiste : le Comité d'action patriotique (extrême droite) a déclaré, en effet, disposé à « prêter main forte » aux occupants en butte aux revendications des Canaques.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Président du Congrès juif européen

M. Klein souhaite développer les rapports avec la communauté soviétique.

M. Thé Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a donné une conférence de presse, le mercredi 1^{er} octobre, à l'occasion de son accession à la présidence du Congrès juif européen (CJE). M. Klein a rappelé que la création du CJE avait été l'aboutissement de trois années de négociations entre le CRIF et le Congrès juif mondial (CJM). Pour que la communauté juive française, représentée par le CRIF, ne soit plus absente du CJM, celui-ci a admis la création d'une structure européenne qui lui est affiliée, mais reste autonome.

L'accord, conclu en janvier dernier lors de l'Assemblée plénière du CJM à Jérusalem, prévoyait que la présidence du nouvel organisme reviendrait à la communauté française en octobre, après avoir été exercée, dans une phase de transition, par la communauté britannique. Avec le CJE, dont il est membre sans s'intégrer pour autant au CJM, le CRIF peut s'engager davantage dans une action internationale.

M. Klein a rappelé qu'une des particularités du CJM — c'est-à-dire, à présent, de son organisation européenne — est de réunir des représentants de l'Ouest et de l'Est, à l'exception de l'Union soviétique. L'un des objectifs du nouveau président est, d'ailleurs, de parvenir à ce que les juifs soviétiques soient représentés au CJE, ce qui pose, entre autres problèmes, celui de l'absence d'une organisation communautaire dans ce pays.

Le CJE doit aussi, selon M. Klein, établir des relations

● Juifs d'extrême droite. — M. Jean-Charles Bloch, océanographe en retraite, et Robert Macmurgier, conseiller régional (Front national) de Paris, ont annoncé, le mercredi 1^{er} octobre, la création du Comité national des Français juifs, mouvement d'extrême droite qui entend lutter contre le communisme et contre l'islam.

avec les communautés des pays maghrébins, et donc avec ces pays eux-mêmes. Le rôle joué par les juifs marocains dans les pourparlers qui avaient abouti à la rencontre d'Irène et M. Shimon Pérès et le roi Hassan II montre, a dit le président du CRIF et du CJE, les « possibilités d'ouverture » qui peuvent exister dans cette région.

Au sujet du terrorisme, d'autre part, M. Klein s'est déclaré « choqué » par les propos du représentant de la France à l'ONU, demandant le retrait des forces israéliennes du sud du Liban mais omettant d'identifier et de condamner les auteurs des attentats contre les soldats français de la FINUL.

La chambre d'accusation de Pau donne un avis favorable à l'extradition d'un réfugié basque espagnol

BAYONNE
de notre correspondant

Debout, les poignets ramenés dans le dos par des maigres, l'homme Berceciartas a écouté sans broncher M. Hébert, président de la chambre d'accusation de Pau, donner lecture de l'avis favorable à son extradition vers l'Espagne (le Monde du 2 octobre). Jusqu'à présent la France n'a jamais extradé d'étranger en possession du statut de réfugié politique, dont bénéficie Thomas Berceciartas (1).

Ce statut avait été largement accordé aux citoyens espagnols jusqu'en 1977. M. Giscard d'Estaing, président de la République, avait alors décidé de le leur retirer, « en raison de la démocratisation de l'Espagne ». Depuis, le Conseil d'Etat a rétabli dans leurs droits une vingtaine de réfu-

giés basques, dont Berceciartas, après qu'ils eurent apporté la preuve qu'ils avaient été l'objet d'attentats ou de menaces de mort de la part de nationalistes basques. Et les nationalistes basques n'ont cessé de réclamer depuis, au cours de multiples manifestations, le rétablissement de ce statut, qui, pensaient-ils, excluait la possibilité d'extradition.

Pour les juges paillais, la Convention de Genève sur le droit d'asile, qui prescrit « qu'aucun des Etats contractants n'expulsera ou ne refusera un réfugié politique » n'interdit pas l'extradition. En fait, le texte précise « de quelque manière que ce soit », ce qui, selon l'Association France, terre d'asile, englobe toutes les procédures possibles.

Le caractère politique des crimes reprochés doit aussi être pris en compte. Or, pour M. Jacques Vergès, avocat de Berceciartas, les crimes dont on accuse son client et que l'ETA revendique, sont poursuivis par les autorités espagnoles comme des « atteintes à la sécurité de l'Etat »; ils sont donc politiques. Etant donné qu'il s'agit du meurtre d'un policier, la chambre d'accusation a rejeté l'argument politique.

Enfin, sur le risque évoqué par la défense, d'une aggravation des peines qui pourraient être prononcées contre le prévenu, en raison de son appartenance à un groupe indépendantiste, la cour de Pau a évoqué les trois relaxes ordonnées par le tribunal de Madrid dans les quatre affaires d'extradition considérées par la France il y a deux ans.

Restait un dernier argument soulevé il y a une semaine par M. Vergès et qui avait entraîné le report à huitaine de l'arrêt de la chambre. Ayant apporté la preuve, confirmée par le ministère public, que Berceciartas était en 1979, à Valence (Alpes-de-Haute-Provence), sous la garde de gendarmes, alors qu'on l'accusait d'un meurtre en Navarre à la même époque, l'avocat demandait qu'on n'accroît pas plus de crédit aux autres dossiers. Si les éléments recueillis à propos de ce meurtre « laissent planer un doute sur la sincérité des autres accusations portées, lui a répondu la chambre, il ne saurait cependant aller à l'encontre des quatre autres affaires ».

En dehors de quelques journalistes, de l'épouse et des parents de Berceciartas, la salle d'audience était vide. Indifférence qui contraste avec les mobilisations contre les extraditions de l'été 1984. Banaïssation? Non. En fait, Berceciartas avait pris, depuis quelque temps, ses distances avec ses camarades. Il avait épousé une Basque française il y a deux ans, terminé des études techniques et avait sollicité la citoyenneté française au début de cette année. Pour ses anciens compagnons de combat, c'est un déserteur. Mais pour Madrid, il reste un terroriste.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

(1) Il appartient, désormais, au premier ministre de signer (ou non) le décret qui rendrait l'extradition exécutoire.

Communication

M. Ussey nouveau président de la BBC

Un profil « thatcherien »

LONDRES
de notre correspondant

La British Broadcasting Corporation (BBC) a un nouveau président : M. Marmaduke Ussey, soixante-trois ans, administrateur d'entreprise depuis 1949 et ancien directeur général du Times. Remplacant M. Stewart Young, décédé en août dernier, il entrera en fonction le mois prochain.

Comme tout ce qui touche à la BBC, institution nationale d'audience internationale, très jalouse de sa mission de service public, de son prestige et aussi de sa tradition d'autonomie (bien que son président et son directeur général soient nommés par le gouvernement), cette nomination revêt, en Grande-Bretagne, une importance particulière. D'autant que, depuis un an, certains programmes de télévision font l'objet de vives controverses et que le fonctionnement de la maison vient d'être quelque peu remis en cause par une commission d'enquête gouvernementale (rapport Peacock). Personne n'ignore que M^{me} Thatcher nourrit depuis longtemps une grande méfiance à l'égard de cette entreprise d'Etat, véritable bastion échappant à ses conceptions.

Une rumeur persistante laisse entendre que la dame de fer aurait préféré nommer à ce poste un homme « de plus grand poids » qui puisse influencer la direction. Elle pensait, dit-on, à Lord King, actuellement président de British Airways, forte personnalité qui, au prix de nombreux licenciements, a assuré un spectaculaire redressement de la compagnie aérienne avant sa privatisation. Mais, d'autant que M^{me} Thatcher n'aurait pas compris à M^{me} Thatcher qu'il convenait, surtout en période pré-

électorale, de ne pas donner l'impression de vouloir peser sur les orientations de la BBC et risquer de chasser la majorité de l'opinion publique.

Toutefois, M. Ussey a un profil très « thatcherien », notamment une réputation de fermeté à l'égard des syndicats qui lui vient de l'époque où, directeur du Times, il avait pris (en 1978) la décision de suspendre les activités de l'entreprise — pendant un an — à la suite d'un conflit l'opposant au personnel technique sur la modernisation. Ce n'est pas un hasard si M^{me} Thatcher a placé un « gestionnaire » à la tête de la BBC, même si le président a essentiellement un rôle d'arbitrage et de surveillance, tandis que les décisions principales appartiennent au directeur général. Le premier ministre a été déçu par le report de l'extradition Peacock (le Monde des 14-15 septembre) qui, selon elle, ne va pas assez loin — en tout cas pas jusqu'à recommander l'introduction de la publicité sur les chaînes de la BBC. M^{me} Thatcher souhaite, en effet, que la BBC devienne plus autonome financièrement et se soumette davantage aux « lois du marché ». M. Ussey serait favorable à ce genre d'idées qui réduisent la plupart des employés de la société.

Mais il y a aussi le problème du contenu des émissions. L'an dernier, le personnel de la BBC s'était mis en grève parce que le gouvernement avait par tenté de censurer un reportage sur l'Irlande du Nord. Récemment, une dramatique sur la première guerre mondiale a provoqué le colère de certains conservateurs. Et, récemment, c'est un programme sur le conflit des Malouines qui est contesté par des membres du personnel parce que, selon eux, il éprouve trop le point de vue de M^{me} Thatcher.

Un porte-parole du Parti travailliste a déclaré que la désignation de M. Ussey était une « provocation » et le Labour, en cas de victoire aux prochaines élections, essaiera d'obtenir le remplacement du nouveau président.

FRANCIS CORNU.

« La Voix du Nord » prend le contrôle de « Nord-Littoral »

Le quotidien Lille la Voix du Nord a pris une participation majoritaire dans le capital (500 000 F) de la société éditrice du quotidien Nord-Littoral (Calais), ont annoncé mercredi 1^{er} octobre les directions des deux journaux. Le quotidien calaisien avait déposé son bilan le 5 novembre 1985, mais avait été autorisé par le tribunal de commerce de Calais à poursuivre son exploitation après nomination d'un syndic (le Monde du 17 janvier).

Selon le directeur de Nord-Littoral, M. Jean-Jacques Baratte, la Voix du Nord détient désormais 70 % du capital de la nouvelle société, 30 % revenant à plusieurs actionnaires. M. Baratte n'a pas indiqué s'il demeurerait à la tête du quotidien calaisien, fondé en 1944 par son père, M. Jean Baratte, et dont il détenait la majorité des parts.

Le quotidien régional de Lille indique, après que son plan de relance a été agréé par le tribunal de commerce de Calais, que « la nouvelle entité assurera de façon indépendante l'édition de Nord-Littoral (7500 exemplaires quotidiens) et sauvegardera la totalité des emplois », soit quarante-neuf salariés, dont sept journalistes. Les ventes de Nord-Littoral avaient progressé ces dix dernières années de près de 10 000 exemplaires. Le président-directeur général de la Voix du Nord, M. René Doozot, devient le gérant de la nouvelle SARL.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres à l'Élysée le mercredi 1^{er} octobre. A l'issue du conseil, le communiqué suivant a été diffusé :

● DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONCENTRATIONS DANS L'AUDIOVISUEL ET LA PRESSE

Le ministre de la culture et de la communication a présenté au conseil des ministres un projet de loi complétant la loi du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Afin de répondre aux objections que le Conseil constitutionnel a formulées dans ses décisions du 25 juillet et du 18 septembre 1986, le projet institue un dispositif aussi complet que possible de limitation

des concentrations dans les domaines de l'audiovisuel et de la presse. (Le Monde du 2 octobre).

La loi interdira à toute personne de se trouver en position ponctuellement dominante sur plus de deux des quatre grands médias que sont la télévision, la radio, le câble et la presse, aussi bien au niveau national qu'au niveau régional et local.

En ce qui concerne la presse, est interdit le cumul des titres de quotidiens d'information politique et générale au-delà d'un seuil de diffusion fixé à 30 % de la diffusion nationale.

● AMÉNAGEMENT DES COTEAUX DE GASCOGNE

Sur proposition du ministre de l'Agriculture, le conseil des ministres a adopté un décret portant extension de la concession octroyée par décret du 14 avril 1960 à la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne pour l'exécution de travaux d'hydraulique.

Ce décret a pour objet d'inscrire dans le périmètre de la concession deux communes situées dans le département du Gers, afin de permettre la construction par la compagnie de barrage-réservoir de Lunx sur la Gimone. Cet ouvrage, inscrit dans le contrat de plan passé entre la région Midi-Pyrénées et l'Etat, complètera les ressources locales en eau et permettra l'irrigation de 10 000 hectares.

● FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET BANQUE MONDIALE

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a rendu compte au conseil des ministres du déroulement des négociations qui se sont tenues à Washington en préface à l'Assemblée annuelle de Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Les perspectives de l'économie mondiale pour 1987 ont été jugées favorables dans leur ensemble, avec le maintien dans les pays industrialisés du taux de croissance de 1986 et une inflation faible estimée à 2,5 %. Toutefois, la persistance de déséquilibres des balances des paiements et d'un taux de chômage important apparaît préoccupant.

Aucune décision immédiate n'a été prise pour agir de manière concertée sur les taux d'intérêt ou sur les taux de change. Il a toutefois été convenu que les grands pays industrialisés se tiendraient prêts à agir de concert si la nécessité s'en faisait sentir, du fait en particulier d'un ralentissement de la croissance. En outre, la communauté d'analyse des pays européens et la solidarité qui s'étaient exprimées lors de la dernière réunion informelle des ministres des finances des Douze demeurent et constituent un des aspects positifs de la conjoncture actuelle.

A été retenu la proposition française d'étudier les conditions dans lesquelles le franchissement de certains seuils par des indicateurs significatifs (taux de change, balance des paiements, taux d'intérêt) pourrait déclencher de manière automatique des procédures de consultation.

S'agissant de la dette, les participants se sont accordés, comme la France le demandait, pour ne pas réduire les limites d'accès des pays en développement au Fonds monétaire international. Enfin, la décision de procéder à une nouvelle reconstitution des ressources de l'Agence internationale du développement à hauteur de 11,5 milliards de dollars a été reportée à la fin de l'année.

● ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Le ministre de l'intérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur les résultats des élections sénatoriales qui se sont déroulées le dimanche 28 septembre.

● ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

MM. Bonnefous et Wibaux sont nommés conseillers diplomatiques du gouvernement

Le conseil des ministres du mercredi 1^{er} octobre, MM. Marc Bonnefous et Fernand Wibaux, ont été nommés conseillers diplomatiques du gouvernement. Ils remplacent dans cette fonction — qui ne comporte pas d'attributions précises et qui est dévolue pour un an, éventuellement renouvelable — MM. Luc de La Barre de Nanteuil, récemment nommé ambassadeur à Londres, et Claude Arnaud.

Ancien directeur d'Afrique du Nord-Moyen-Orient du Quai d'Orsay, M. Bonnefous avait été nommé, cet été, secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères, poste qu'il conservera. M. Wibaux a notamment été ambassadeur à Beyrouth et haut commissaire en Nouvelle-Calédonie. L'un et l'autre sont donc des spécialistes du Proche-Orient.

Le Quai d'Orsay a par ailleurs annoncé, mercredi, que M. Jean Gory, ambassadeur de France à Wellington (le Monde du 16-17 mars), était désormais accrédité aussi auprès du gouvernement des Samoa occidentales.

NOUVELLE PRÉSENTATION

Le Monde 1986

PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

Au sommaire du numéro d'octobre

- L'Bo de Péquès
- Tous les timbres sur les victoires et les cobras
- Les Goncourt et les lauréats du prix Goncourt

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

مكتبة المجلد

هكذا من المدهل

(Publicité)

... Le Monde • Vendredi 3 octobre 1986 13

FORUM DE L'INVESTISSEMENT

SALON OUVERT AU PUBLIC

AFP-FINANCES L'ACTUALITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN DIRECT SUR MINTEL

À CHAQUE INSTANT, L'INFORMATION ÉCONOMIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE À PORTÉE DE VOTRE MAIN.

■ Une information financière exhaustive et diversifiée de 8 à 23 heures, chaque jour (vie des sociétés françaises et étrangères; marché français des capitaux; bourse, changes, taux d'intérêt, métaux précieux, en direct des 16 places financières qui comptent).

■ Une sélection des faits marquants de la vie économique quotidienne.

■ Un système d'alerte qui annonce les grands événements de la journée, en direct de l'AFP.

D'UN ACCÈS SIMPLE, RAPIDE ET EFFICACE, AFP FINANCES EST DIFFUSÉ PAR LE CENTRE SERVEUR DUPLEX, DIDOT BOTTIN.

Contacts:
AFP Philippe Donzel 42 33 44 66 p 4254
DIDOT BOTTIN 45 78 61 66 p 257

AFP, LA VOLONTÉ D'INFORMER



LE SALON DE L'ÉPARGNE ouvre ses portes le 4 octobre au Palais des Congrès de Paris (porte Maillot). Pendant 3 jours, ce Salon attend 50 000 visiteurs. Ces investisseurs auront à leur disposition 150 stands où leur seront prodigués des conseils gratuits par des experts en investissement.

Ils auront également toute une palette de jeux et d'animations sur l'épargne (voir ci-après). Les débats seront animés par le Groupe AGEFI-LA VIE FRANÇAISE, LA TRIBUNE DE L'ÉCONOMIE, qui assure le patronage de cette manifestation. Le développement considérable de ce Salon, créé en 1980 par la Sté WIN, prouve la maturité grandissante du public en matière d'investissement. Le Salon de l'Épargne, faisant partie de la liste officielle des Salons autorisés, bénéficie d'un comité de parrainage, sous la présidence de Monsieur Edouard BALLADUR, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation.

DES STANDS ET DES ANIMATIONS
Sont prévus pour répondre aux questions et prodiguer des conseils financiers et fiscaux. Notons par exemple le BILAN RETRAITE sur ordinateur proposé par la CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE, la consultation gratuite sur LES SUCCESSIONS proposée par le CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT, L'EXPERTISE DES PIÈCES D'OR par le CRÉDIT DE LA BOURSE.

Enfin pour ceux qui veulent tenter leur chance: le loto de l'Investissement. (Fonds communs, pièce d'or et placements divers à gagner!).



FORUM DE L'INVESTISSEMENT

Sous le patronage du

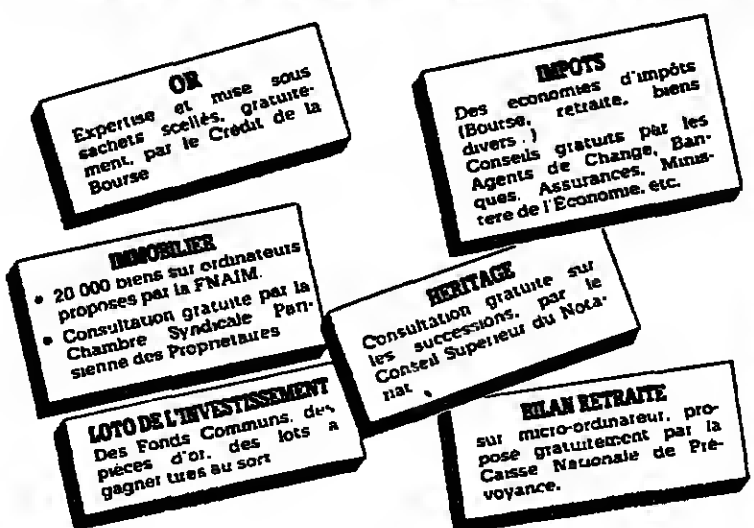
GRUPE AGEFI

LA VIE FRANÇAISE - LA TRIBUNE

SALON de L'ÉPARGNE

150 STANDS : Banques, Agents de Change, Assurances, La Poste, Or, Immobilier, SCPI, Multipropriété, Conseillers Financiers, Forêts, Matières Premières, Franchises, Journaux Financiers, Caisses d'Épargne, etc.

conseils gratuits par les plus grands
— spécialistes de l'investissement —



9 GRANDS DEBATS PUBLICS :

- Samedi 4 octobre, 10 h 00 à 12 h 00
LA BOURSE EN 1987
Inauguration officielle, samedi 4 octobre à 12 h 00 par M. Edouard BALLADUR, Ministre d'État, Ministre de l'Économie des Finances et de la Privatisation.
- Samedi 4 octobre, 14 h 00 à 15 h 30
FAUT-IL INVESTIR DANS LES VALEURS INTERNATIONALES ?
- Samedi 4 octobre, 16 h 30 à 18 h 00
LES PERSPECTIVES DES PLACEMENTS COLLECTIFS (FICAV, FICAVI, etc.).
- Dimanche 5 octobre, 10 h 00 à 12 h 00
COMPLÉTER VOTRE ÉPARGNE RETRAITE : LES COMPAGNIES D'ASSURANCE VOUS AIDENT-ELLES VRAIMENT ?
- Dimanche 5 octobre, 14 h 00 à 15 h 30
RÉVISER LA GESTION DE VOTRE PATRIMOINE
- Dimanche 5 octobre, 16 h 30 à 18 h 00
L'OR, LE DOLLAR ET LES TAUX D'INTÉRÊT EN 1987
- Lundi 6 octobre, 10 h 00 à 12 h 00
LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE ET LA DÉVELOPPEMENT
Avec l'intervention de M. Pierre MEYERANDRE, Ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports.
- Lundi 6 octobre, 14 h 00 à 15 h 30
LA NOUVELLE FISCALITÉ DE L'ÉPARGNE
Avec l'intervention de M. Alain JUPPÉ, Ministre Délégué auprès du Ministre d'État, chargé du Budget.
- Lundi 6 octobre, 16 h 30 à 18 h 00
LA PÉREQUISITION FINANCIÈRE DE LA FRANCE DANS LE MONDE

LES Flash DU FORUM

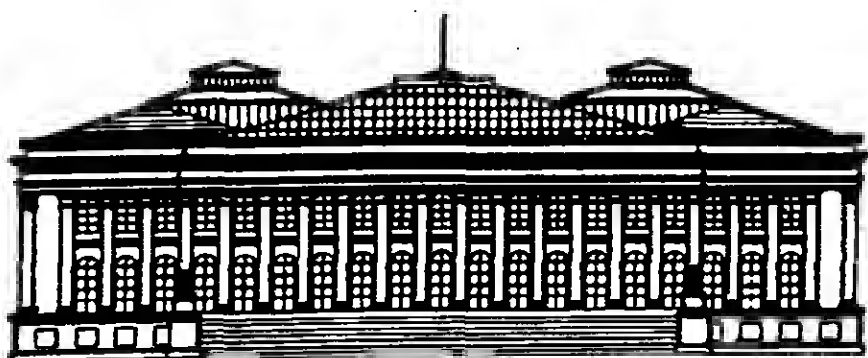
- Samedi 4 octobre 1986
11 h 00 : Donations et successions : les notaires vous conseillent
14 h 30 : Comment investir et placer sans risques ?
17 h 00 : Comment négocier avec votre banque ?
- Dimanche 5 octobre 1986
11 h 00 : Les crédits immobiliers
14 h 30 : Quelles valeurs pour votre portefeuille-titres en 1987 ?
17 h 00 : Douze bonnes idées pour votre argent en 1987
- Lundi 6 octobre 1986
10 h 30 : Dix façons de compléter votre retraite
14 h 30 : La gestion internationale de votre patrimoine
17 h 00 : Les nouvelles données de l'immobilier

Création et organisation
Sté WIN Tél. 45 96 64 50
46, rue St-Anne - 75002 PARIS

CLOTURE OFFICIELLE
Lundi 6 octobre à 17 h 45
par M. Edouard BALLADUR
Ministre d'État, Ministre de l'Économie,
des Finances et de la Privatisation

PALAIS des CONGRÈS
de PARIS Porte MAILLOT
(4e Niveau) 10 h à 19 h Entrée 40 F

J.F.A. Buisson et Cie



AGENTS DE CHANGE

UN CONSEIL

- pour « optimiser » vos placements ?
- pour bénéficier des avantages de la fiscalité boursière ?
- pour souscrire aux Fonds communs de placement ?
- pour résoudre vos problèmes de trésorerie ?

Envoyez ce coupon à J.F.A. BUISSON, agents de change

- 92, rue de Richelieu 75002 PARIS - Tél. : (1) 42.96.15.13
- 54, rue Paradis 13006 MARSEILLE - Tél. : 91.33.22.28
- 57, rue Saint-Jean 54000 NANCY - Tél. : 83.35.03.02
- 17, bd Tauler 67000 STRASBOURG - Tél. : 88.36.40.54

NOM (en capitales) _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____
Tél. _____

P
A
R
I
S

4, 5, 6

OCTOBRE

DANSE

Le Ballet du Bolchoï au Palais des Congrès

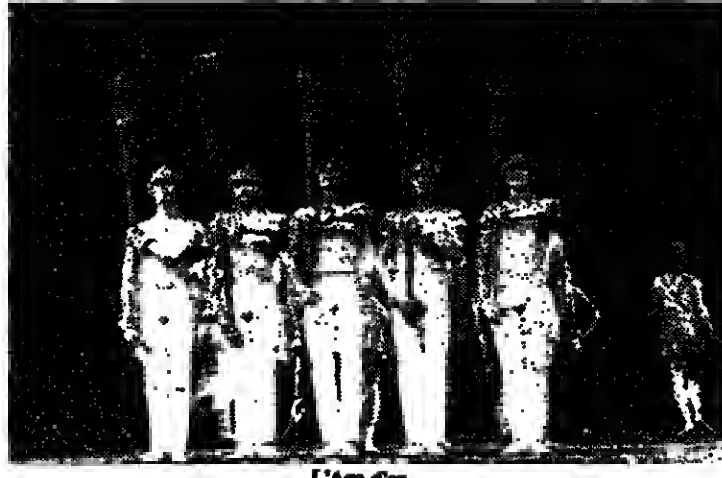
Un spectacle splendide et gelé

Parti à la conquête de l'Occident dans les années 50, le Ballet du Bolchoï n'a pas évolué d'un pouce en trente ans. Mais c'est toujours une splendide machine à danser.

Le Ballet du Bolchoï, c'est d'abord le directeur de la danse, le tout-puissant et diplomatique Youri Grigorovitch, qui règne sur la production depuis 1964. C'est aussi une pléiade de superbes danseurs (cent cinquante artistes, dont quarante solistes), entraînés par deux femmes exceptionnelles : Galina Oulanova et Marina Semionova.

Après dix ans d'absence, la compagnie est revenue à Paris avec un programme de répertoire et une production récente, *L'Age d'or*, dans une nouvelle version de Grigorovitch. A l'origine, une partition composée en 1930 par le jeune Chostakovitch sur un livret de Valmonen et Jakobson. Il s'agit d'un ballet « moderne » traitant un sujet actuel. Mais déjà le mouvement de libération artistique qui avait saisi la peinture, la musique et la danse avant la révolution entrainait en conflit avec les règles et l'idéal du socialisme.

L'Age d'or, qui est une glorification de la jeunesse soviétique face aux courants décadents, annonce le grand gel, le repli hors du temps. Grigorovitch a décidé de reprendre ce ballet oublié. Il a remanié le livret, modifié la partition par l'adjonction de fragments de Chostakovitch — plus lyriques — adaptés aux besoins de l'action. Au Palais



L'Age d'or

des Congrès, le spectacle s'ouvre sur un décor abstrait en caméléon de Simon Virsaladze composé de triangles mobiles rappelant les tableaux constructivistes. Passé le premier effet de surprise — le défilé des sportifs bannières au vent, — on entre dans les ailes d'une action très morale. Le couple candide et lumineux (Boris et Rita) est opposé au chef de bande Jachka et à sa complice Ljouska. Opposition aussi entre la plage où se réunissent les gentils pêcheurs et le sombre repaire de Jachka, le restaurant *L'Age d'or* voué aux danses décadentes, tango, charleston, fox-trot. L'utilisation de *Tea for two* par Chostakovitch reste un morceau de bravoure et ménage un très beau lever de rideau.

L'intrigue du ballet, assez voisine de celle de *l'Opéra de quat'sous* (humour en moins), n'est pas d'un intérêt palpitant. Mais Grigorovitch

a réussi à créer un climat grâce à un découpage très cinématographique. L'action, assez lente à démarrer, s'accroît à partir du deuxième et surtout du troisième acte, avec des séquences brèves en fondu-éclairé, des parcours en diagonale qui se court-circuitent, des poursuites folles dans des éclairages contrastés, des panoramiques, des gros plans, comme dans les films muets ; même

le jeu outré des bandits entre dans ce style expressionniste.

La faiblesse vient du vocabulaire chorégraphique. La gestuelle utilisée par Grigorovitch, figée dans la tradition, est en inadéquation avec un sujet qui n'a rien d'épique ou de grandiose. Ses danses rétro sont bien en deçà de tout ce qu'avait pu proposer les ballets de Diaghilev voici cinquante ans. Elles sont à la trahison d'une musique alerte et sautillante. Les protagonistes ne peuvent exprimer des comportements simples, actuels, que par l'emphase ou la danse de caractère.

Le jeune couple Boris et Rita est voué aux grands « adages » classiques qui permettent à Natalia Besmernova de planer comme un fétu de paille dans les portées acrobatiques prodiguées par le solide Irek Mouskassidov. Tania Golkova, qui a mis, assure le rôle de Ljouska avec ce qu'il faut de nostalgie dans l'œil. L'emploi le plus intéressant est celui de Jachka. Alexei Lazarev l'assume avec vivacité et l'arrache de l'imagerie.

MARCELLE MICHEL.

Palais des Congrès : *L'Age d'or*, 3, 4, 5, 23, 24, 25, 26 octobre ; *Raymond*, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15 octobre ; *Giselle* - *Mozart* et *Saïer*, 16, 17, 18, 19, 21, 22 octobre.

Douglas Dunn à Beaubourg

Un chorégraphe ludique

Toujours aussi vif argent, Douglas Dunn revient dans une grande débauche de trusques et s'accroche au fil d'une musique d'Alvin Lucier aussi aride qu'un fil de fer barbelé.

Douglas Dunn, une des têtes chercheuses de la « post modern dance », ne risque pas de se complaire dans un académisme figé. Pourtant on avait presque réévalué dans les années 80 à identifier son style, un baroque flamboyant très agréable à l'œil.

Sa nouvelle création, *Dances for men, women, and moving door*, déconcerte. Il s'agit d'une suite de solos, duos, ensembles, dont les entrées, exécutées par une porte spéciale, perturbent la vague sonore émise par quatre hauts parleurs. Douglas Dunn a imaginé une tribu urbaine fébrile et chahuteuse où les groupes, les sexes, s'opposent dans des jeux de mains, des gags un peu puérils, des parades amoureuses, agrémentés d'un marathon vesti-

mentaire dont le goût est laissé à l'appréciation de chacun (costumes de David Ireland).

Le chorégraphe comme toujours se montre inventif et imprévisible dans la direction et l'enchaînement des mouvements. Imprévisible aussi sa gestuelle qui mêle des figures de danse, de sport et de petits attrache-ments façon Gallotta. L'ensemble, pour reprendre sa propre définition, « est à la fois formaliste et expressionniste ». Il y a aussi Douglas Dunn qui bouge comme personne et se paye un numéro de danseur (on danseuse) facile assez saignant.

On retrouve — sous l'humour typiquement américain — l'élève de Cunningham. Pourtant, au bout d'une heure, une certaine fatigue naît de cette activité vibrante et l'environnement sonore d'Alvin Lucier n'arrange rien.

M. M.

Centre Georges Pompidou, 20 h 30, jusqu'au 5 octobre. A Gennevilliers, les 28, 29 et 31 octobre. Représentation de *Furberies*, spectacle créé au Festival de Lille en 1984 par Douglas Dunn et Elsa Wollaston sur une musique de Steve Lacy.

ARTS

L'authenticité de deux Rembrandt est contestée au Metropolitan Museum de New-York

Deux toiles de Rembrandt, *Portrait d'un homme* et *Portrait d'une femme*, accrochées sur les cimaises du Metropolitan Museum de New-York ne sont plus considérées comme des œuvres du peintre. « Il ne s'agit pas de faux », a souligné Philippe de Montebello, le directeur du Met, « mais d'œuvres d'atelier. Rembrandt était sans doute près du chevalet quand les peintures ont été faites ». Aussi les tableaux continueront-ils d'être exposés.

Le Metropolitan Museum a pris la décision de faire cette annonce lundi dernier après la remise d'un rapport d'experts faisant remarquer que certains éléments stylistiques des tableaux trahissent ceux du peintre, et en particulier que la façon dont sont peints les yeux « trahit une préférence pour un effet de couleurs qui semble presque de la coquetterie » et qu'« une telle préférence ne se retrouve pas dans les portraits de Rembrandt de 1632 ».

Les experts estiment à quatre cents le nombre des œuvres de Rembrandt. Une révision nettement en baisse par rapport aux années 20, où l'on pensait qu'il en existait plus de sept cents.

THÉÂTRE

« La Comédie sans titre », d'Italo Svevo

La mise au rancart des « vieux jeunes »

Dans son théâtre mouchoir de poche de la vieille rue Volta, Jacques Maclair reprend la pièce d'Italo Svevo : la Comédie sans titre, qu'avait créée en France Robert Gironès en 1976, à Lyon, dans une traduction de Ginette Hery.

La vie du théâtre, à Paris, est tout de même aberrante. A grand randon de têtes, de radios, d'interviews dans nos journaux, sont présentées cette rentrée, avec des vedettes à l'affiche, nombre de pièces même pas médiocres, attristantes de faiblesse, et cela dans de beaux grands théâtres. Et une pièce superbe, émouvante, drôle, un sommet du théâtre, comme cette *Comédie sans titre* de Svevo, est montée pour trois semaines devant six rangs de chaises, dans un quartier mort le soir, par un vieil ouvrier impénitent de la scène, qui a le feu sacré, mais qui ne dispose pas de l'argent, de l'espace, de l'équipement technique, qu'exigerait ce chef-d'œuvre. C'est à pleurer de rage.

Tout se tient

Mais tout se tient, d'ailleurs, dans cette aventure. Il n'est pas une jeunesse, Maclair, et Italo Svevo n'en était pas une non plus lorsqu'il écrivait cette pièce, presque en même temps que son roman *la Conscience de Zeno*.

Soit dit en passant, le titre *la Comédie sans titre* n'est pas de Svevo. Il avait planqué dans un tiroir cette pièce, sa treizième pièce, qui se fut ni jointe ni imprimée de son vivant, tout comme les douze autres. Quand plus tard elle fut imprimée, l'éditeur l'appela *la Comédie sans titre*, ce qui lui donne un caractère un peu intellectuel, un peu tordu, disons assez « pirandellien », qui n'est pas juste du tout.

En fait, il n'avait que soixante-deux ans, à ce moment-là, Svevo, mais il « faisait » plus, et quand il fit le tour des revues, des journaux, des maisons d'édition, pour essayer de faire parler de *la Conscience de Zeno*, le roman, il se fit éjecter, on ne le connaissait pas, on ne savait pas qu'il avait écrit, trente ans auparavant, deux autres romans, *Une vie* et *Sénilité*. Et un vieux bonhomme qui apporte un manuscrit, personne n'en veut, s'il n'est pas célèbre (regardez les chroniques des livres, des « premiers » romans, ces semaines-ci, c'est tous des jeunes, des plus ou moins jeunes).

Justement. Le propos de la pièce, *la Comédie sans titre* — pardonnez-moi de mêler tout le temps le roman à la pièce, mais ils datent des mêmes jours, — oui, le propos de cette pièce, c'est la cruauté des gens envers les vieux bonhommes, cette façon de les ficher au rancart, à partir d'un certain âge, même s'ils ne sont aucunement diminués, s'ils sont des « vieux jeunes », comme dit Svevo, cette façon de les éjecter de leur travail, et même de leur vie de tous les jours, à la maison.

Alors le vieux Giovanni, dans *la Comédie sans titre*, se laisse persuader par son neveu, un jeune interne en médecine, de tenter une opération de « rajeunissement ». Une histoire d'hommes. Et il va devenir plus fringant, en apparence, mais dans son for intérieur il va éprouver que c'est plus sinistre encore (il l'avait prévu, à vrai dire).

Les idées fixes, les thèmes obsessionnels de toute l'œuvre de Svevo sont là, bien présents, dans cette « pièce en trois actes et trois rêves » : le sentiment d'échec de tout un chacun, dans sa vie. Dès qu'un personnage de Svevo fait son « examen de conscience », il doit convenir qu'il a plus ou moins raté son métier, qu'il n'a pas fait le bonheur de sa femme parce qu'il aurait mieux fait d'épouser une autre, et ainsi de suite.

Comique de l'horreur

Il y a pas mal de suicides dans les écrits de Svevo, mais pas chez tout le monde, parce que dans ces moments-là, de retour sur soi, il y a quand même des sortes de secours, par exemple les souvenirs d'enfance, ou des espoirs idiots de faire autre chose. Mais à l'âge de notre Giovanni et à l'âge de Svevo quand il écrit cette pièce, lorsqu'on est humilié et blessé du matin au soir par les plus jeunes, c'est fichu : les souvenirs d'enfance et les rêves d'un futur se confondent dans une sorte de chagrin, presque de dégoût.

La pièce est magnifique, et en même temps elle fait rire beaucoup, car Svevo, surtout dans son théâtre, a un sens très personnel du « comique de l'horreur », un comique abrupt, très violent. Et puis qu'il s'agit, dans *la Comédie sans titre*, de cogner à bras raccourcis sur les vieux, allons-y, disons que la présentation de cette pièce par Jacques Maclair n'est pas le rêve.

Attention, comment ne pas l'aimer, Maclair, lui qui avec rien continue de monter de vraies grandes pièces très belles, avec beaucoup de droiture, de pénétration, de talent et d'enthousiasme. Mais il n'a un défaut : il se laisse presque chaque fois emporter par sa passion, et chez lui, dans son théâtre minuscule, à peine plus grand qu'une chambre à coucher, devant des spectateurs qui sont à cinquante centimètres, ou à peine plus, il fait « surjouer » ses acteurs, il les fait hurler, et lui-même suit le mouvement. Et c'est beaucoup trop de gestes et de bruits dans si peu d'espace, et les pièces en souffrent.

Il y a un acteur, André Thoront, qui jouait déjà chez Maclair dans *la Mécanique*, qui n'obéit pas à cet excès démonstratif : il joue très finement, d'une voix tempérée, il a une grande richesse subtile d'imagination, il est très bien dans le rôle de l'épouse du vieux Giovanni (qu'elle avait d'ailleurs créé à Lyon chez Gironès). Il faudrait que les autres acteurs s'alignent sur le jeu mesuré de ces deux-là, y compris le maître

des lieux, Maclair lui-même (mais Jean-Damien Barbin, qui joue le jeune médecin, soyons juste, reste très calme).

Voilà. Ajoutons qu'il faut lire les livres de Svevo, publiés chez Gallimard surtout, et au Seuil. C'est immense, c'est passionnant. Et merci à Jacques Maclair. Oui, merci sans réserves : il est l'honneur de son métier, il monte sans arrêt du vrai grand théâtre, de tout son cœur, et c'est bouleversant de le voir jouer, tout illuminé par l'amour de son art. Tous comptes faits, allez voir *la Comédie sans titre* : vous rirez beaucoup, vous ne vous ennuierez pas une seconde, et puis c'est une question d'honneur, de savoir-vivre : il faut rendre hommage à Svevo et à Maclair, à ce qui est beau et propre.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre du Marais, 20 h 30.

Le spectacle « Elvire-Jouvet 40 », avec Philippe Cevenot, se joue à l'Athénée depuis le 1^{er} octobre à 20 h 30 et non à partir du 10 octobre à 21 heures comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 2 octobre.

en octobre
18 h 30
chanson,
musique populaire
vendredi 10 samedi 11
mardi 14
JEAN-CLAUDE
VANNIER
et 16 MUSICIENS
mardi 15 vendredi 17
samedi 18
MAURANE
mardi 21 mercredi 22
jeudi 23
STEPHAN
EICHER
vendredi 24
PATRICIA LAI
samedi 25
dimanche 26 à 20 h 30
OUSMANE SACKO
YAKARE DIABATE
PRIX UNIQUE 48 F
LOC 2, PLACE DU CHATELET
42 74 22 77

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
THEATRE
BOUFFES DU NORD
JUSQU'AU 12 OCTOBRE
LE DISCOURS
AUX ANIMAUX
DE VALERE NOVARINA
PAR ANDRÉ MARCON
STUDIO THEATRE DE VITRY
JUSQU'AU 25 OCTOBRE
LA MÉTAPHYSIQUE
D'UN VEAU
A DEUX TÊTES
DE STANISLAW I. WITKIEWICZ
MISE EN SCÈNE ALAIN OLLIVIER
THEATRE PARIS VILLETTE
8-30 OCTOBRE
ELLE EST LA
DE NATHALIE SARRAUTE
MISE EN SCÈNE MICHEL DUMOULIN
DANSE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
JUSQU'AU 5 OCTOBRE
DOUGLAS DUNN
DANCE COMPANY
MC93 BOBIGNY
6-11 OCTOBRE
KAROLE ARMITAGE
EXPOSITION
CHAPELLE DE LA SALPETRIERE
JUSQU'AU 9 NOVEMBRE
TOUS LES JOURS DE 13 H A 19 H SAUF MARDI
CHRISTIAN BOLTANSKI
LEÇONS DE TENEBRES
LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
THEATRES 47.03.37.91
FESTIVAL D'AUTOMNE 42.96.12.27
FNAC MONTPARNASSE 45.44.21.36

SUR VOTRE AGENDA
ouverture 1^{er} octobre
ELVIRE JOUVET 40
conception et mise en scène
BRIGITTE JAKES
MADAME DE SADE
MISHIMA
mise en scène S. LOUCACHEVSKY
DÉSIR
EUGÈNE O'NEILL
mise en scène CLAUDIA MORIN
HEDDA GABLER
HENRIK IBSEN
mise en scène ALAIN FRANÇON
PROMETHEUS
ESCHYLE
mise en scène MEHMET ULUSOY
JE T'EMBRASSE,
POUR LA VIE
14-18 Lettres à des soldats morts
mise en scène J.-L. MARTINELLI
APPELEZ
47 42 67 27

Culture

MUSIQUE

L'orchestre symphonique du Bolchoï à Pleyel

Alexandre Lazarev et Stanislas Bounine

L'orchestre symphonique du Bolchoï a donné un concert salle Pleyel dirigé par un chef impressionnant bien que peu connu en France : Alexandre Lazarev.

On répète à l'envi que les symphonies de Tchaïkovski sont usées à force d'être ressassées. Il y a longtemps cependant qu'elles ne figurent plus qu'exceptionnellement au programme des concerts symphoniques. On voit encore passer parfois la quatrième plus « brillante » que les autres, presque jamais « Pathétique » parce qu'elle finit pianissimo et que les chefs d'orchestre s'aiment pas cela (1). L'orchestre symphonique du Bolchoï, qui donnait un concert à la salle Pleyel, avait annoncé jusqu'au dernier moment la 5^e symphonie de Chostakovitch ; dès les premières mesures, il s'est révélé que celle de Tchaïkovski lui avait été substituée.

Les raisons de ce changement s'ont pas été dévoilées, mais nul ne saurait se plaindre d'entendre à l'improviste un chef d'œuvre aussi irrésistible de lyrisme et d'orchestration, surtout par de tels interprètes. Dans cette partition où tous les instruments sont sollicités tour à tour, en soliste ou par groupes, il est aisé d'apprécier les qualités individuelles des chefs de pupitre — clarinette, cor, flûte et basson particulièrement — le velouté des cordes et la rondeur des cuivres, selon l'expression consacrée, mais aussi les qualités collectives : l'irréprochable ensemble du quatuor et l'équilibre qui règne entre les pupitres, dans les tutti où les timbres se mêlent en valeur les uns les autres, chacun apportant son exacte contribution.

Science et sensibilité

Il est vrai que le compositeur a réglé ses choses avec une rare subtilité. Qui plus est, cette science de l'orchestration est au service d'une sensibilité mieux adaptée qu'on ne l'a dit à la forme symphonique nourrie par les conflits des lignes et des timbres. C'est à cela sans doute que pensait Schoenberg lorsqu'il, disait, en 1947, qu'on le prenne « pour une espèce de Tchaïkovski, au tant soit peu meilleur ».

Mais un orchestre excellent et une grande partition ont encore besoin d'un chef inspiré pour se faire valoir mutuellement. On ne connaît guère Alexandre Lazarev ; il ne doit pas avoir quarante ans et dirige régulièrement au Bolchoï. Il semble que l'opéra soit un domaine de prédilection car sa précision, jointe à un tempérament chaleureux, produisent un résultat impressionnant.

Cela convient idéalement pour une œuvre comme celle-ci aussi bien que pour le Concerto en mi mineur de Chopin donné en première partie.

Le soliste en était Stanislas Bounine, qui remporta le concours Marguerite-Long en 1983 et le concours Chopin en 1985. Tour à tour brillant et extrêmement manié, son jeu allie la douceur du toucher de l'école russe à un éclat plus occidental. Dans la première valse de l'Opus 69, donnée en bis, il a laissé libre cours à une fantaisie pleine d'imprévu et de charme, mais il a dit le concerto comme un conte aux mille péripéties tendres et héroïques. C'est sans doute ainsi que Chopin l'entendait.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Lorin Maazel dirigera la Descente Symphonie, plus rarement entendue encore, avec l'Orchestre national de France, le 21 février 1987.

CINÉMA

La reprise de « Sur les quais », d'Elia Kazan

L'ambiguïté de la délation

Trente-deux ans après sa sortie, où il fut largement couronné de huit Oscars, ce reste-t-il d'actualité, de vivant, du fameux Sur les quais, d'Elia Kazan ?

L'histoire de Terry, jeune homme déchu qui travaille sur les docks de New-York et ne veut pas qu'on l'appelle « tocador », est toujours juste, même si le contexte a changé. La fratrie de Terry est l'avocat du méchant Johnny, qui tient le racket des docks et route en limousine, en fumant de gros cigares. Un jour, Terry est compromis dans le meurtre déguisé d'un dockeur récalcitrant. La sœur du mort, la blonde Edie, lui demande de l'aider à découvrir la vérité et c'est l'engrenage qui se met en marche. Comme le veut la loi du milieu, des victoires éphémères, c'est perdre Edie. Parler à la police, c'est garder Edie, aller dans le sens de la vraie justice, mais risquer sa vie et celle de son frère. Heureusement, un prêtre courageux et hagare va révéler la conscience de Terry.

Certes, on se passerait volontiers de la musique de Leonard Bernstein, outrageusement dégoûtante, et le prêtre passe un peu lourd à l'écran (Karl Mal-

ROCK

Les Woodentops à l'Elysée-Montmartre

Du neuf avec du vieux

Un groupe anglais né en même temps que les Sex Pistols mais qui a su durer.

Les Woodentops sont à peu près la meilleure chose qui soit arrivée au rock depuis deux ans, époque de leur formation. Un groupe anglais flamboyant, fulgurant sur scène, inventif en studio et furieusement déterminé. Tout juste sortis de l'adolescence, ils sont cinq dont un élément féminin aux claviers, un batteur dingy qui joue debout et un leader, Rolo McGinty, qui chante et qui tient la guitare acoustique. Une graine de star, celui-là, avec une belle petite frimousse et des idées bien faites, une voix (pleine de morgue et de vigueur) qu'on s'oublie pas et un jeu de jambes au diapason.

Un concert des Woodentops est un choc. De ceux, on l'imagine, que

provoquaient les Rolling Stones à leurs débuts. Une poussée d'adrénaline permanente, un court-circuit électrique et cinglant, un tourbillon sensuel, une fraîcheur de ton et d'attitude. Petits tous les cinq (ils ne dépassent pas 1,70 m), ils sont nerveux et ramassés, tout à leur musique : des mélodies pop, simples et fructueuses, qu'ils pervertissent dans la forme avec une batterie psychotique et un traitement particulier des guitares acoustiques. « Nous n'utilisons pas l'électronique », dit Rolo McGinty, mais nous essayons d'en retrouver les pulsions et les sonorités spécifiques avec les instruments acoustiques. D'ailleurs, n'importe qui peut jouer nos morceaux avec une guitare acoustique, c'est l'élément essentiel et les structures sont simples.

Leurs premières secousses sont militantes 1977, avec la déconverte des Sex Pistols. Pas une influence mais un décalé. On les a beaucoup comparés au Velvet Underground et à Suicide, ils préfèrent les Doors : « Surtout pour la place qu'ils occupent et cette façon différente et risquée qu'ils avaient d'appréhender une musique classique, accessible et dansante. Ce n'était pas la musique mais ce qu'elle transportait qui était inédit et nouveau. Notre ambition est d'arriver à ça. Sauf que je n'ai aucun désir de mourir comme Jim Morrison dans la drogue et l'alcool. Nous ne sommes pas de ces groupes qui érigent les ponts du rock en mode de vie. Si l'un de nous succombait sa chambre d'hôtel en tournée, plus personne dans le groupe ne lui adresserait la parole. La présence d'une fille est d'ailleurs plus importante que pour rien au monde nous ne voudrions la chasser ».

C'est la « faim », disent-ils, qui les a fait décoller, la faim d'apprendre, de découvrir, de voyager ensemble et de communiquer. Ils se veulent un groupe enthousiaste et optimiste, sain de corps et d'esprit, porté par la spontanéité et l'énergie. « Au début, nos chansons étaient chargées : expérimentation était une obsession. A présent, en plus, nous jouons ». Leur musique, ils la définissent comme un point de rencontre entre rockabilly et high tech, « et nous possédons d'une extrême à l'autre ».

Le premier album est une aubaine d'astuces et d'audace, de chansons attachantes et de sons entêtants. Il a pour titre Glani (le précédent était en réalité la compilation des 45 tours) : « Choisir le mot « Glani » comme indicatif d'un premier album, c'est une manière de pied-de-nez pour dire que, chez les Woodentops, c'est la musique qui est grande. Les petits s'attaquent à gros, mais il faut prendre ça avec humour, ce n'est pas un disque pré-sentieux ». En tout cas, les Woodentops ont du charisme, ils font du neuf avec du vieux. Et pour une fois, c'est franchement réussi.

ALAIN WAIS.

* Ce jeudi 2 octobre à 20 heures à l'Elysée-Montmartre ; le 3 à Rennes.
* Glani : Virgin, 70446.

MODE

Le 52^e Salon du prêt-à-porter

En attendant demain

Crise et peur des bombes, le Salon du prêt-à-porter qui a fermé ses portes le 1^{er} octobre a reçu moins de visiteurs que les précédents, mais les commandes sont nombreuses. Les industriels suivront-ils ?

Le Salon du prêt-à-porter, c'est une sorte d'avant-première aux défilés printemps-été 1987 des créateurs (qui vont avoir lieu de 15 au 22 octobre). Mais ce n'est ni la même organisation ni la même fonction. Il s'agit moins de faire passer son image qui va être reconnue par la presse et l'ensemble des professionnels que de vendre des produits. C'est-à-dire d'exposer des modèles que les dizaines de milliers de boutiques de mode pourront vendre à leurs clients. Des produits portables, abordables et néanmoins séduisants. Ils sont plus de mille, stylistes et fabricants, à avoir loué des stands pour 1 800 francs le mètre carré.

Quelques-uns ont disposé en petit podium pour des défilés miniatures. Le groupe des Halles s'en offre de vrais, mais rien n'est installé pour, et on ne peut pas voir grand-chose. A côté, un domaine de jeunes stylistes se sont

réunis sous le parrainage Woolmark et ont aménagé un salon dans le Salon. Manière de partager les frais annexes et surtout de se situer dans un créneau haut de gamme. Car on trouve de tout au Salon, depuis le tout-venant jusqu'au luxe, du sport à la palette venue tout droit d'Asie du Sud-Est.

Le nombre d'exposants est impressionnant. On a le sentiment d'un formidable émiettement peu favorable à l'organisation fonctionnelle d'une industrie. Se regrouper, c'est seulement une manière de faire face, pour un temps, à des problèmes matériels. Chacun garde son autonomie de fonctionnement et, bien entendu, d'inspiration.

L'art de l'inconstance

Mais, finalement, la mode, c'est moins « être à la mode » que trouver comment se définir individuellement, de la manière la plus exacte, sans se figer, comment annoncer extérieurement un état d'esprit en perpétuel changement. Les industriels se méfient de cette instabilité naturelle, et les créateurs s'en plaignent. Mais si la mode est un métier d'art, elle a besoin des prolongements d'une industrie qui, elle, a bien besoin d'apprendre que la mode, c'est l'art de l'inconstance.

COLETTE GODARD.

Safari porte de Versailles

Shirts de breusse, sahariennes, robes-chamiers kaki, belge ou orange passé. Du 27 septembre au 1^{er} octobre, un vent africain a soufflé. On allait porte de Versailles. On s'est retrouvé dans un safari. Hélas, la chasse à l'antilope et aux papillons a, semble-t-il, été boudée par beaucoup d'aventuriers du costume : 37 270 visiteurs, soit une diminution globale de 19,58 %. Les étrangers, découverts par la peur du « Bombing Paris », ont annulé leur voyage : - 30 % d'Italiens, - 41 % de Britanniques, - 45 % de Scandinaves, - 52 % d'Américains.

Seuls les Japonais ont héroïquement triomphé de leur angoisse : leur fréquentation a augmenté de 15 %.

Sur le terrain, on a pu observer beaucoup d'hôtesses abouffées ruminant leur annui à l'ombre d'un portant. Les marabouts en jogging allaient acheter des glaces ou s'adonnaient à la sieste, émerveillés par les caravanes campagnardes, les jupes flûtes à la Suzanne Lenglen et les nageurs en lycra athlétique. L'ambiance était tantôt celle d'un grand magasin aux heures creuses, tantôt celle d'un dancing dévasté.

Spectacle cruel que cette grande fille blonde de chez Karling arborant un puit paillard argent pour trois spectateurs. Au niveau 2, Jeanine Zehoun, alias Poupette (créatrice de robes de mariée), imaginait déjà une solution : « Je vais prendre la route

pour aller présenter ma collection aux provinciaux. Je compte même offrir des billets d'avion à mes plus gros clients étrangers... »

Il reste que la désaffection du public n'a pas traumatisé tout le monde. Au contraire, Pierre Lapselin, PDG de Carole Laura (la « mode color », parla d'un salon record : 98 000 robes vendues, soit l'équivalent du chiffre qu'il réalise en un an à l'exportation : « Les gros détaillants sont venus. D'habitude, on compte beaucoup de touristes. »

Même discours du côté des créateurs des Hennes. « Cette année, les visiteurs, moins nombreux, étaient plus professionnels, plus motivés », remarquait chez Etienne Brunel, où le « féminin habillé » (robes bustiers bouillonnées de taffetas synthétiques) a convaincu « les boutiques les plus pointues, lassées par le dépouillement des Japonais ». Chez Peter Kae, on asblait presque le champagne : ses robes-chamiers à pinnacles toniques lui ont valu une quinzaine de nouveaux contrats avec des boutiques du Koweït, de Belgique, et même de Tahiti.

Néanmoins, ce salon ? Les plus fiers disent qu'ils n'ont rien senti parce que, pendant qu'ils paraissent, leurs représentants et leurs filiales ne chômaient pas. « Et puis Milan, c'est pour bientôt... »

LAURENCE BENAÏM.

5 et 6 NOVEMBRE 1986 à 20 H 45
450 EXECUTANTS A BERCEY

REQUIEM de VERDI

ORCHESTRE NATIONAL DU CAPITOLE DE TOULOUSE
ORCHESTRE COLONNE

LES CHŒURS DU SINGVEREIN DE VIENNE
LE CHŒUR PHILHARMONIQUE DE PRAGUE

Direction musicale : Michel PLASSON
Coordination chorale : José AQUINO

Elisabeth CONNEL (Soprano)
Fiorenza COSSOTO (Mezzo)

William JONES (Ténor)
Luigi RONI (Basse)

LOCATIONS SUR PLACE : au POPB, FNAC et TOUTES AGENCES
LOCATIONS PAR TELEPHONE : 43 46 12 21 de 11 h à 18 h
sauf dimanche
RENSEIGNEMENTS : 43 42 06 06

PALAISS OMNISPORTS
PARIS BERCEY

Vient de paraître

PLANTU

196 pages,
plus de
300 dessins
publiés dans
Le Monde

EN VENTE
CHEZ TOUS
LES MARCHANDS
DE JOURNAUX
45 F



OU PAR CORRESPONDANCE

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____
NOMBRE EXEMPLAIRES _____ X 49 F (hors d'expédition incl.)
Commande à faire parvenir avec votre règlement à LE MONDE, Service des Ventes au numéro
7, rue des Halles, 75277 Paris Cedex 01

Radio

[illegible]

ch

هكذا من الله

[illegible]

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 2 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 Feuilletton : Tous les fleuves vont à la mer. D'après le roman de Belva Plain, réal. Fielder Cook. Avec Lesley Ann Warren, A. Assante, I. McShane...
21 h 45 Magazine : Informations.
Émission d'Alain Delevoy, Roger Pic, Maurice Albert, Jacques Decourty et Bernard Laine.
Au sommaire : sous les palmiers, de la poudre (dans la maternité du plus grand hôpital de Miami, un enfant sur cinq naît en état de manque de cocaïne) ; sous les meubles (le marché du meuble ancien) ; FINUL : les « casques bleus » s'entrent au Liban.
23 h 15 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

Du 22 septembre au 18 octobre 86

DANS VOTRE BHV

TOUTES LES SOLUTIONS CREDIT SUR ELECTROMENAGER TV - HI-FI

AVEC LA CARTE BHV pour vos achats de plus de 2000 F.

spécial acceptation des devis

BHV

20 h 35 Cinéma : Signé Caroline chérie ■ Film français de Richard Pothier (1950), d'après le roman de Céol Saint-Laurent, avec Martine Carol, Jacques Deschamps, Pierre Cressoy, Jacques Clancy, Marie Dén, Raymond Souplex.
Une jeune artiste aime un homme qu'elle n'a pu épouser. Prise dans la tourmente révolutionnaire, elle connaît des aventures dramatiques et folles.
22 h 50 Le magazine.
Préparé par Jean-Louis Sépéro.
Spécial drogue : différents reportages (sur la drogue dans un lycée, les produits, la toxicomanie en prison, les modes de « service » des toxicomanes, etc.) illustrent un grand débat sur la drogue, auquel participeront deux médecins thérapeutes, deux psychiatres et M^{me} Monique Pottier, ancienne secrétaire d'Etat.

après du ministre de la justice jusqu'en 1978. M. Alain Chandon, garde des sceaux ; M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, et M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale ont pourvu au refus de participer au débat. M^{me} Groussier, juge d'instruction, représentera le ministère de la justice. Des parents et des jeunes toxicomanes y témoignent et les téléspectateurs pourront dialoguer avec les invités du plateau.
0 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Alice ou la dernière fugue ■■ Film français de Claude Chabrol (1976), avec S. Kriest, C. Vautel, J. Carnot, A. Dussolier, F. Ledoux.
22 h 10 Journal.
23 h 35 Série : Témoins.
23 h 30 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 35, Cinéma : Deux ■ Film de Marion Hanel ; 21 h 55, Flash d'information ; 22 h 5, Cinéma : Bras de fer ■ Film de Gérard Vergez ; 23 h 20, Cinéma : L'Amour en deux ■ Film d'Edouard Molinaro... ; 1 h 28, Série : Explains à la mode.

LA « 5 »

20 h 30, Série : Thriller ; 21 h 50, Série : Les Grands ; 22 h 40, Série : Arabesque ; 23 h 30, Série : Thriller ; 0 h 50, Série : Les Grands ; 1 h 40, Série : Arabesque.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 (rediff.) ; 23 h, Profil 6 ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'oublié-Silence, de Jean-Marie Lachet, avec François Marthour, Nadia Barenin, Nathalie Esther.
21 h 30 Semaines thématiques : Roulez les mécaniques. Machine ou pas machine ? Pièce de rechange pour orgue mécanique, de Martial Solal, avec Pierre Chantal, à l'orgue Odeon 56 touches.
22 h 50 Nuits magiques. La nuit et le moment.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Théâtre Antique d'Orange le 2 août) : Macbeth, opéra en quatre actes de Verdi, livret de Francesco Maria Piave, d'après Shakespeare, par l'Orchestre national de France.
23 h Les séries de France-Musique.

Vendredi 3 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

19 h 40 Cocorococoboy...
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Variétés : Grand public.
Émission de Patrick Sabatier.
21 h 30 Espoirs (de Prix Nobel) : Philippe Laine (l'Étudiant étranger) ; Jean Lacouture (De Gaulle - T. III : le Souverain) ; Patrick Meney (Même les tueurs ont une mère).
22 h 40 Journal.
23 h 50 Ciné-club : Saint François, méconnu de Dieu ■■ Film italien de Roberto Rossellini (1950), interprété par des moines franciscains (v.a.).
Ours épiques de la légende de François d'Assise empruntés au recueil des « Fables », traduit en dialecte toscan après sa mort. En une suite de fabliaux, avec une caméra en liberté, Rossellini a capté l'esprit de la pensée franciscaine, des actes de Jk. Le film, admirable, n'a pas été présenté à la télévision depuis vingt ans et n'est pas ressorti en salle.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

19 h 40 Le nouveau théâtre de Bourard.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Deux fics à Mille.
21 h 25 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Sur le thème « Les livres du mois », sont invités : Régine Deforges et Geneviève Doran (le Livre du point de vue) ; Kjetil Espersen (le Prix Nobel) ; Philippe Laine (l'Étudiant étranger) ; Jean Lacouture (De Gaulle - T. III : le Souverain) ; Patrick Meney (Même les tueurs ont une mère).
22 h 40 Journal.
23 h 50 Ciné-club : Saint François, méconnu de Dieu ■■ Film italien de Roberto Rossellini (1950), interprété par des moines franciscains (v.a.).
Ours épiques de la légende de François d'Assise empruntés au recueil des « Fables », traduit en dialecte toscan après sa mort. En une suite de fabliaux, avec une caméra en liberté, Rossellini a capté l'esprit de la pensée franciscaine, des actes de Jk. Le film, admirable, n'a pas été présenté à la télévision depuis vingt ans et n'est pas ressorti en salle.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 4 Les jeux à Condom.
20 h 35 Série : Le petit docteur.
D'après l'œuvre de Georges Simenon. La piste de l'homme rose.
21 h 25 Magazine : Taxi.
De Philippe Aumont et Maurice Dugowson.
Troisième volet de l'enquête sur l'Égypte : la mystérieuse révélation, de Michel Naudy ; Zorro : Jean-Ernest Heller.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

22 h 30 Journal.
22 h 50 Décibels.
23 h 35 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

15 h 30, Cinéma : Les Chasseurs rouges ■■ Film de Michael Powell ; 17 h 40, Série : Flash Gordon à la conquête de l'espace ; 18 h 5, Documentaire : Les 15, Jan ; Les affluents sont les affluents ; 18 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Zénaïd ; 20 h 5, Senguer ; 20 h 30, Les Trépassés ; 21 h, Cinéma : Roman de meurtre ■■ Film de Denys de La Patellière ; 22 h 55, Flash d'information ; 23 h 5, Cinéma : Roman de meurtre ■■ Film de Michel Gérard ; 0 h 20, Cinéma : La Cité ■■ Film de Tinto Brass ; 1 h 18, Cinéma : Bras de fer ■■ Film de Gérard Vergez.

LA « 5 »

16 h 45, Série : Jaurès ; 17 h 35, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h 25, Série : K 2000 ; 19 h 15, Série : Happy days ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Thriller ; 21 h 50, Série : Kojak ; 22 h 40, Série : Arabesque.

TV 6

16 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6, invité : Na Shoo ; 19 h, NRJ 6, invité : Rose Laurens ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Henri Matisse à Matisse Hadham, par Pierre Desroches.
21 h 30 Musique : Black and Blue. La musique des steppes.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné de Stuttgart) : Symphonie n° 3, de David ; Introduction et allegro appassionato en sol majeur, pour piano et orchestre, op. 92, de Schumann ; Totentanz, poème symphonique de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart.
22 h 20 Les séries de France-Musique. Les pêcheurs de perles ; Le Donm, Tristane symphonie avec chœurs, de Gligliand ; Dames concertantes, de Stravinski ; Deuxième concert pour piano et orchestre, de Bartok ; à 0 h 30, Mel-Melodrame.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4326

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Devait certainement connaître le problème des cellules, s'y étant attaché toute sa vie. Alternative. — II. Reste isolée malgré son attachement à la Société. Ombres sèches. — III. Garniture de bas de colonne. Patrie d'un Germain courtois. — IV. Clou semé sur la route. — V. Préposition. Façon de parler pour bien s'entendre ou s'investir. — VI. Vivante lumière des ténébreux. Démonstratif. — VII. Interjection. Se montre orfèvre en la matière. — VIII. Honore on dégrade, selon l'accent. Possessif. — IX. Note. Va de fil en aiguille. — X. Grande, dans une bande à John Ford. Certain n'a pas bonne mine au fond. — XI. Distributeur de jets. Lie.

VERTICALEMENT

1. Travail de Romain. — 2. Sujet d'amères expressions. Un tel travail ne peut être liché, mais broché. — 3. Il est volontaire pour tout. Dans un certain sens, est l'objet d'adoration. — 4. Elle est collée avant même l'examen. — 5. Les tomates ne lui paraissent jamais mûres. — 6. Préposition. Certaines furent millionnaires dans le temps. Une des conditions sine qua non de la réussite. — 7. Spécialité du Doubs. Distributeur d'essence en gros. — 8. Son initiale révèle sa forme. Ouvrage précieux. — 9. Hors service. Pratique par exemple une élévation sur un sol trop bas.

Solution du problème n° 4325

Horizontalement

I. Paraphr. — II. Ruiné. N.N. — III. Et. Frieur. — IV. Cécité. Se. — V. Olive. Lit. — VI. Nô. Cui. — VII. Epêlé. Bea. — VIII. La. Fris. — IX. C. F. — X. Litte. So. — XI. Et. Ta. Ne.

Verticalement

1. Précoce. Cte. — 2. Autel. Plait. — 3. Ri. Cladast. — 4. Antid. — 5. Perte. Effet. — 6. Le. Ré. — 7. Une. Lubie. — 8. Imusité. On. — 9. Réticente.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 2 octobre 1986 :

DES DÉCRETS

● N° 86-1073 du 30 septembre 1986 relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées.

● N° 86-1076 du 24 septembre 1986 portant publication du protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, fait à Londres le 2 novembre 1973.

● SANTÉ : la semaine du cœur.

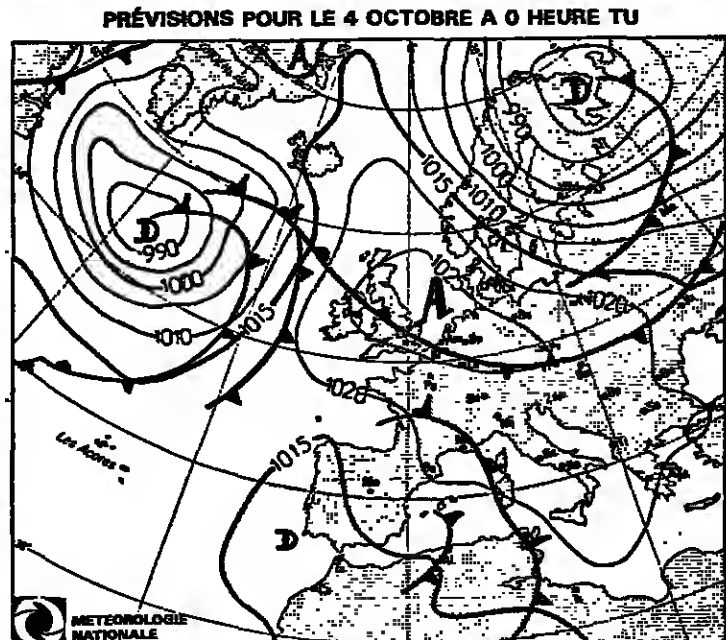
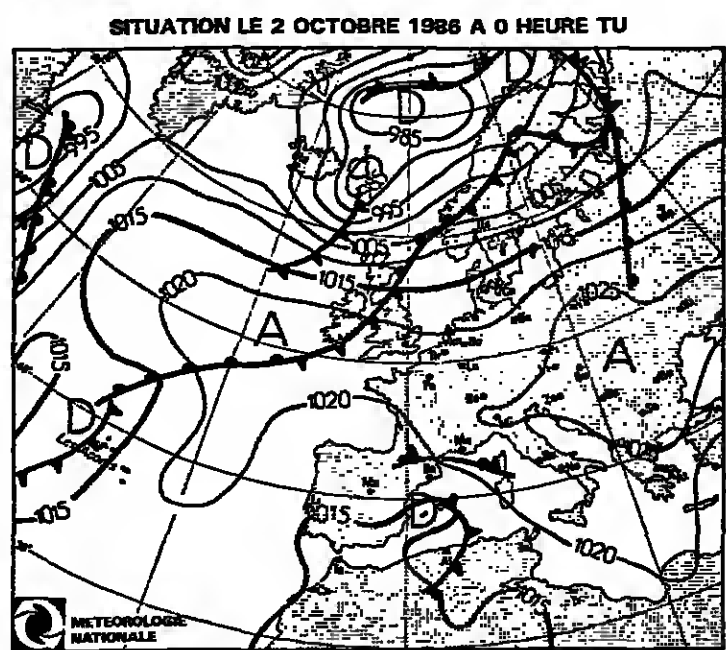
Les maladies cardiovasculaires sont responsables chaque année de 37 % des décès (contre 23 % pour le cancer, 9 % pour les accidents et 31 % pour les autres causes). Toutes les vingt minutes environ, un Français meurt subitement d'une crise cardiaque. Ces chiffres impressionnants sont communiqués par la Fédération française de cardiologie qui organise du 6 au 12 octobre une campagne de prévention et d'information : « Ligne de cœur, ligne de vie ». Tous les jours de 11 heures à 19 heures, des cardiologues animeront des débats et répondront aux questions du public à la station de métro Mirosmesnil. Une carte du cœur sera proposée au prix de 25 F. Les recettes seront consacrées à la prévention et à la recherche.

★ Renseignements : Fédération française de cardiologie, 50, rue du Rocher, 75008 Paris. Tél. : 45-22-52-51.

● SOLIDARITÉ : Journée des aveugles.

Les diverses associations qui s'occupent des non-voyants ont besoin d'un soutien financier pour continuer à mener à bien leurs diverses actions. Une Journée nationale des aveugles est organisée le 5 octobre au profit des associations agréées. On peut aussi envoyer ses dons au Comité d'entraide des associations d'aveugles, 103, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42-25-18-76. — CCP 8044-03 G Paris.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable de temps en France entre le jeudi 2 octobre à 0 heure et le vendredi 3 octobre à 24 heures.

Tandis que l'anticyclone se renforce sur le nord de la France, le minimum situé à 00 heures sur l'est de l'Espagne s'éloigne vers le sud du Portugal, où il se maintiendra vendredi.

Les remontées d'air chaud et instable qu'il dirige sur sa face orientale vont progressivement s'atténuer, dominant sur nos régions méditerranéennes des ondées de moins en moins fréquentes.

Vendredi : les régions situées au nord de la Loire et à l'est du Rhône connaîtront une belle journée d'automne. Après dissipation des brumes et brouillards matinaux parfois denses, s'établira un temps chaud et largement ensoleillé.

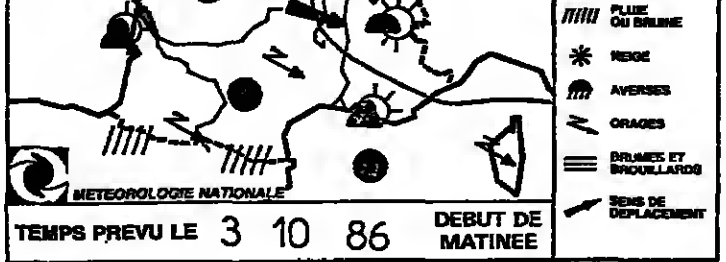
De Centre au Limousin et au Massif Central, des nuages élevés parfois très abondants voileront le soleil.

Quant aux régions méridionales, elles subiront encore un temps instable et très nuageux : des ondées localement orageuses se déclencheront en effet des Pyrénées au sud du Massif Central et au golfe du Lion. Elles deviendront plus rares et plus faibles au cours de journée.

Un vent faible à modéré de secteur est à sud-est soufflera sur l'ensemble du pays.

Les températures minimales avoisineront 9 à 12 degrés sur la moitié nord du pays, 12 à 15 degrés sur la moitié sud, localement 17 degrés dans le Midi.

Les températures maximales atteindront une baisse de 1 à 2 degrés, avec 18 à 22 degrés sur la moitié nord et 22 à 26 degrés sur la moitié sud de la France.



TEMPS PREVU LE 3 10 86 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé le 2-10-1986 à 6 heures TU	
Valeurs extrêmes relevées entre le 1-10-1986 à 6 h TU et le 2-10-1986 à 6 h TU					
FRANCE					
ALGER	20	16	N	24	16
BARCELONE	24	16	N	24	16
BELGRADE	26	15	S	29	17
BOMBAY	26	12	S	25	14
BREST	22	10	N	24	10
CAEN	24	10	N	25	11
CHYPRE	19	12	S	7	5
CLERMONT-FERRAND	26	8	S	27	13
COLOGNE	22	7	N	31	18
GRANDE-BRETAGNE	24	9	N	15	9
HAÏPHONG	22	10	N	27	19
LYON	26	15	S	23	9
MADRID	22	9	N	23	9
MARSEILLE	29	17	P	26	14
NANCY	21	8	S	21	8
NANTES	25	13	S	33	25
NICE	27	17	N	33	25
PARIS-MONTMARTRE	24	13	N	20	8
PARIS-MONTREUIL	25	12	N	27	23
PERDREHAN	21	17	P	18	13
RENNES	24	11	S	20	12
ST-ETIENNE	24	9	S	26	18
STRASBOURG	21	7	N	16	12
TOULOUSE	25	13	S	24	16
TOURNAI	26	13	S	24	13
TRIPOLI	26	23	S	29	17
VIENNE	25	14	S	25	14
WARSZAWA	26	17	N	24	10
YOKOHAMA	22	16	S	7	5
BARCELONE	28	24	C	27	13
BANGKOK	23	17	C	31	18
BEIJING	20	5	S	15	9
BERLIN	22	8	S	27	19
BOMBAY	21	12	N	23	9
BRAZILIA	20	19	C	23	9
BUENOS AIRES	15	7	B	26	14
CAIRO	31	22	A	32	25
DELHI	31	22	S	32	25
DIENBIA	33	25	S	18	11
GENEVE	20	8	B	22	18
HONGKONG	27	23	S	24	20
ISTANBUL	18	13	S	23	9
JERUSALEM	20	12	P	24	14
LISBONNE	26	18	S	23	9
LONDRES	16	12	N	20	8

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L'HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE MÉRITAIT UNE RÉÉDITION. C'EST DÉSORMAIS CHOSE FAITE

MICHEL RAGON

Critique et histoire d'art, romanesque et réalisme, nous proposons la nouvelle édition, remaniée et actualisée, de l'Histoire de l'Architecture, une somme remarquable et attendue.

— Tome 1 : IDÉOLOGIES ET PIONNIERS 1800-1910. 352 pages 1985.

— Tome 2 : PRATIQUES ET MÉTHODES 1911-1985. 472 pages 1986.

— Tome 3 : PROSPECTIVE ET FUTUROLOGIE 1986-2015. 240 pages 1986.

Les 3 volumes sont cotés : 675 F.

casterman

Médecine

Le professeur Bernard Serron est nommé à la tête du Comité français d'éducation pour la santé

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, a nommé, jeudi 2 octobre, le professeur Bernard Serron, directeur général du Comité français d'éducation pour la santé.

Le poste qu'occupait précédemment le docteur Jean-Marie Cohen-Solal (le Monde du 13 septembre) n'aura donc pas été laissé vacant très longtemps. A ce médecin généraliste, membre du Parti socialiste, succède donc un médecin cancérologue de quarante-huit ans, membre du RPR depuis 1981, conseiller municipal de Montpellier, conseiller général de l'Hérault et conseiller régional de la région Languedoc-Roussillon.

Le professeur Bernard Serron est chef d'un service de cancérologie et a dirigé un laboratoire (INSERM, CNRS) de recherche en pharmacologie anticancéreuse. C'est un familier des problèmes d'éducation sanitaire et, tout particulièrement, de prévention. Preuve en est l'association Vin et Santé dont il s'occupe, une véritable gérance dans cette région viticole. De même, son projet de création d'un centre de prévention et d'information en matière de cancer, qui devrait voir le jour à Montpellier au début de l'été 1987. Entièrement financé par le conseil général — à majorité socialiste — de l'Hérault, ce centre aura pour vocation première la recherche en épidémiologie et en prévention des cancers, ainsi que l'éducation sanitaire par le biais de l'information du grand public.

Mais le choix de M^{me} Barzach a également une signification politique. Le professeur Serron est un

proche non seulement de l'actuel ministre chargé de la santé mais également de M. Alain Juppé et de M. Jacques Tonbon, Chiracien convaincu, il affirme d'ores et déjà viser la mairie de Montpellier, actuellement occupée par le socialiste Georges Frêche. Il reproche à celui-ci de n'avoir pas tenu sa promesse électorale de faire construire une nouvelle faculté de médecine et deux hôpitaux, un pour la mère et l'enfant, l'autre consacré à la médecine cardio-pulmonaire.

Voilà donc lancée la campagne pour des élections municipales de 1989 à Montpellier.

F. N.

● **Progression des maladies sexuellement transmissibles, aux Etats-Unis.** — Selon une étude publiée par la compagnie d'assurances Metropolitan Life, les maladies vénériennes sont de plus en plus répandues aux Etats-Unis. Ainsi, en 1984, 880 000 cas de gonorrhées ont été enregistrés, un chiffre d'ailleurs probablement très sous-estimé. Cette même année, 90 000 cas de syphilis avaient été recensés, le nombre de personnes atteintes de syphilis congénitale ayant augmenté de 16 % entre 1980 et 1984. Chaque année, entre 200 000 et 500 000 nouveaux cas d'hépatites sont diagnostiqués, de même que trois à quatre millions d'infections à chlamydiae. Ces chiffres contredisent de précédentes estimations selon lesquelles la peur du SIDA avait provoqué aux Etats-Unis une diminution sensible de la fréquence des maladies sexuellement transmissibles.

Le Carnet du Monde

Décès

— C'est avec une très grande tristesse que le président, les membres du comité de patronage et du conseil d'administration du Centre d'information civique,

font part de la mort de

Raymond LABELLE-ROJOUX, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université, vice-président et co-fondateur du C.I.C. 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

— M. et M^{me} Gérard Souham, M. et M^{me} Philip Souham, M^{me} Dayle Haddon,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Gleim SOUHAM,

dans sa trente-cinquième année. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 29 septembre 1986.

Une messe sera célébrée le mardi 7 octobre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 1, rue de l'Ammonition, à Paris-16, et simultanément à la Holy Trinity Church, 3514 O Street (at 36th Street), Washington, DC 20007 (USA).

— M. Serge Zebrowski, M. et M^{me} Michel Zebrowski et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Zebrowski et leurs enfants, Le docteur Anne Zebrowski, M. et M^{me} Yan Zebrowski, leurs enfants et petits-enfants,

font part du décès de

Marguerite ZEBROWSKI, née Schmitz, ancien médecin des dispensaires, visitante des hôpitaux. Avec l'accompagnement des siens, elle s'est éteinte dans la paix du Seigneur.

Une cérémonie éponymique a lieu le jeudi 2 octobre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Talence.

Ceux qui le désirent peuvent envoyer des dons à l'ACAT, 252, rue Saint-Jacques, à Paris-5, ou aux Petits Frères des pauvres, 33, avenue Parmentier, à Paris-11.

24, résidence Ciel-de-Mai, Rue du Général-Bordas, 33400 Talence. 24, rue Montmartr, 33800 Bordeaux. 14, boulevard Alsace-Lorraine, 64000 Pau. Puy-Saint-André, 05100 Briançon. 16, avenue du 159-RLA, 05100 Briançon. 05240 La Salle-des-Alpes.

Remerciements

— Josette Ancher et Lucie Laurente, née Bouché, remercient bien sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine lors du décès de leur mère et de leur cousin Paul.

— Eux par les nombreux témoignages de compassion reçus depuis le jeudi 25 septembre 1986, date du décès de

Alex de LA BARDONNIE, née Armandelle d'Allestreux,

Guy de La Bardonnie, Ses enfants, Mathilde, Jean, Julie, Pierre, Luc, Et ses huit petits-enfants,

remercient tous ceux qui s'associent à leur peine.

Alex avait cinquante-neuf ans et venait de passer un bel été dans sa maison.

« Heureux les doux »

Priez et plantez des arbres pour elle.

Saint-Aubin-de-Cadelech, 24500 Eymet.

Anniversaires

— Le 3 octobre 1983

Pierre BERTIN (X 55)

nous quitte.

Il est demandé une pensée amicale à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, et demeurent fidèles à son souvenir.

Le 3 octobre 1983

Bernard BRIQUET

choisissait de se donner la mort.

— Pour le dixième anniversaire du décès de

M. Pierre Louis LAJUGIE de LA RENAUDIE,

que son souvenir soit souvent évoqué par ceux qui l'ont aimé.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée à la chapelle de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, à Paris-7, le mercredi 8 octobre, à 18 heures, à l'intention du capitaine de vaisseau

Charles de GUITAUT, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre des TOE,

rappelé à Dieu et enlevé subitement à l'affection des siens, le 2 septembre 1986.

Communications diverses

— Danielle Salomon-Chatelet présente au octobre ses peintures récentes. Restaurant café-théâtre Au bon fin, 6, rue Thébaud, à Paris-1^{er}.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université Paris-I, vendredi 3 octobre, à 10 h 45, salle 308, M^{me} Isabelle Seguy : « Les pratiques funéraires en Grèce centrale et en Thessalie au bas Moyen Âge ».

— Université Paris-IV, mardi 7 octobre, à 14 h 30, salle 405, M^{me} Marie-Christine Aubry : « Les visages de Djibouti à travers les récits de voyage ».

— Université Paris-V, mercredi 8 octobre, à 14 heures, salle 224, M. André Guichon Lemoine : « L'évolution de l'orientation professionnelle en France et les objectifs et pratiques sous-jacents : analyse à partir des congrès de l'Association des conseillers d'orientation de France (ACOF) ».

— Université Paris-XII, mercredi 8 octobre, à 14 heures, salle G 100, faculté de droit de Saint-Maur, M. Bruno Rajulu : « Les grands travaux d'urbanisme et le régime de la construction dans la Rome antique ».

— Université Paris-X Nanterre, lundi 20 octobre, à 16 heures, salle 614, M. Guye Daffre : « Le problème de la valeur internationale dans l'échange inégal : essai de définition de la logique de mise en valeur du capital financier international ».

— Université Paris-III, mardi 21 octobre, à 14 heures, salle 100, M. Guye Daffre : « Le problème de la valeur internationale dans l'échange inégal : essai de définition de la logique de mise en valeur du capital financier international ».

CARNET DU MONDE

Tarif H.T.

Toutes rubriques 60 F

Abonnés 50 F

Communications diverses 65 F

Renseignements 42-47-95-03

Pompes Funébres

Marbrerie

CAHEN & C^o

43-20-74-52

VENTE A VERSAILLES

SUCCESSION H. ET A DIVERS

CÉRAMIQUES - BRONZES - ARGENTERIE

SIÈGES ET MEUBLES DU XVIII^e et des ÉPOQUES

LOUIS XV et XVI

NOMBREUX MEUBLES DU XIX^e SIÈCLE

LUSTRES-TAPIS

LE DIMANCHE 5 OCTOBRE 1985 à 14 h

A VERSAILLES 5, RUE RAMEAU

M^{re} Georges BLACHE - Commissaire-priseur. Tél. : (1) 39-50-55-06

Expo : vendredi 3 et samedi 4 octobre de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h

Les amis

de M. Bertrand Poirot-Delpech

désireux de participer à la

déclaration ouverte pour lui offrir

l'épave qui lui sera remise à

l'occasion de sa réception à

l'Académie française sont

préparés à adresser aux :

Éditions GALLIMARD

5, rue Sébastien-Bottin

75007 PARIS

Les versements peuvent être faits

par chèque bancaire à l'ordre des

éditions Gallimard avec indication

de leur affectation.

STERN

GRANVILLE

depuis 1840

CARTES DE VISITE,

INVITATIONS

la distinction

d'une gravure traditionnelle

nouveaux départements "Société"

pour cartes et papiers à lettres

de belle qualité

Atelier : 47, Passage des Passerelles

PARIS 2^e Tél. 42.36.94.48-45.08.86.45

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indication particulière, « expo le matin de la vente ».

SAMEDI 4 OCTOBRE

S. 6. - 15 h. Tapis - M^{re} BOISGIRARD.
S. 8. - 200 bouzils - M^{re} LIBERT, CASTOR.
S. 9. - Vins - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M^{re} MARATIER, experts.

LUNDI 6 OCTOBRE

S. 1. - Tableaux, objets d'art, meubles et bibliothèques. 1930, bronzes 19^e siècle - M^{re} GROS, DELETTREZ.
S. 2. - 16 h. Tapis d'Orient et du Caucase - M^{re} CORNETTE de SAINT-CYR.
S. 4. - Antiques livres - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Roudiloup, expert.
S. 5. - Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaud et Stetten, experts.
S. 7. - Sé. m. C. Renault et L.B. tableaux modernes - M^{re} WAPLER.
S. 11. - Timbres, tableaux, argenterie, bons meubles, bibliothèque - M^{re} LANGLADE.
S. 14. - Bibliothèques, meubles - M^{re} DEURBERGUE.

MARDI 7 OCTOBRE

S. 8. - Belle collection - M^{re} CHAYETTE, CALMELS.
S. 12. - Timbres - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 8 OCTOBRE

S. 1. - Estampes, tableaux anciens meubles et objet d'art - M^{re} DELORME, M^{re} Rousseau et MM. Kantor et Lacoste, experts.
S. 2. - Livres - M^{re} LIBERT, CASTOR.
S. 3. - Bijoux - M^{re} BOISGIRARD.
S. 5. - Tableaux anciens et modernes, poupées, meubles anciens - M^{re} de CAGNY.
S. 6. - Louis Latapie 1891-1972 (peintures) - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pasqui et de Louvencourt, experts.
S. 7. - Objets d'art et bel aménagement des 18^e et 19^e siècle - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillie et Levy-Lacaze, experts.
S. 9. - Succ. de M^{re} L. tableaux, porcelaines, meubles 19^e siècle - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 10. - Objets d'art et d'aménagement - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 11. - Poupées,inge dentelle, fourrures - M^{re} MILLON.
S. 14. - Timbres, livres, mobilier d'époque et de style - M^{re} BOSCHER, M. Figeon, expert - Tél. : 45-48-86-16.

JEUDI 9 OCTOBRE

S. 9. - 19 h. tapis - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

VENDREDI 10 OCTOBRE

S. 1. - Affiches anciennes de collection - M^{re} TILORIER, LIBERT, CASTOR, MILLON, JUTHEAU, SARGET, M^{re} Florence Camard, expert.
S. 3. - Bibliothèques, tableaux modernes, meubles - M^{re} BOISGIRARD.
S. 4. - Tableaux, bons meubles, objets mobiliers - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5-6. - Haute époque - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Coquepot, expert.
S. 10. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 11. - Bons mobiliers style et rustique faïences Monnier, Delft, etc.
S. 14. - Ateliers Sarrail et 100 dessins de Hans Bellmer - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, 2, rue d'Amboise (75002), 42-60-81-87.
DE CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rossini (75009), 47-70-38-89.
CORNETTE de SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.
DELETTREZ, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-91-19.
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-50.
GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-83-04.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (enclenchement RHENANS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-61-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
SARGET, 8, rue Drouot (75009), 47-70-85-36.
TILORIER, 32, avenue Paul-Doormer (75116), 45-03-38-24.
WAPLER, 16, place des Vosges (75004), 42-78-37-10.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/03/86)

Le numéro **4005119** gagne
4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

0005119	5005119	gagnent
1005119	6005119	50 000,00 F
2005119	7005119	
3005119		

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnant
410519	401519	400019	400509	400510	
420519	402519	400119	400529	400511	
430519	403519	400219	400539	400512	
440519	404519	400319	400549	400513	
450519	405519	400419	400559	400514	15 000,00 F
460519	406519	400519	400569	400515	
470519	407519	400619	400579	400516	
480519	408519	400719	400589	400517	
490519	409519	400819	400599	400518	

Tous les billets se terminant par

05119	5 000,00 F
5119	1 000,00 F
119	200,00 F
19	100,00 F

TALOTAC TRAHIE DU MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1986

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERS

TERMS	FINALES ET NUMÉROS	SIGNES ZODIACQUES	SOMMES GAGNÉES	TERMS	FINALES ET NUMÉROS	SIGNES ZODIACQUES	SOMMES GAGNÉES
1	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625	7	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625
2	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625	8	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625
3	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625	9	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625
4	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625	0	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625
5	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625				
6	0 371 27 361	lion scorpion sagittaire capricorne versaire	10 000 5 000 2 500 1 250 625				

TOUTS LES BILLETTS NE BENEFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :

VIERGE VERSEAU LION

GAGNENT 100,00 F

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAC

TRANCHE DU MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1986

TRANCHE DU MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1986

TRANCHE DU MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1986

ÉCONOMIE ET TERRITOIRE

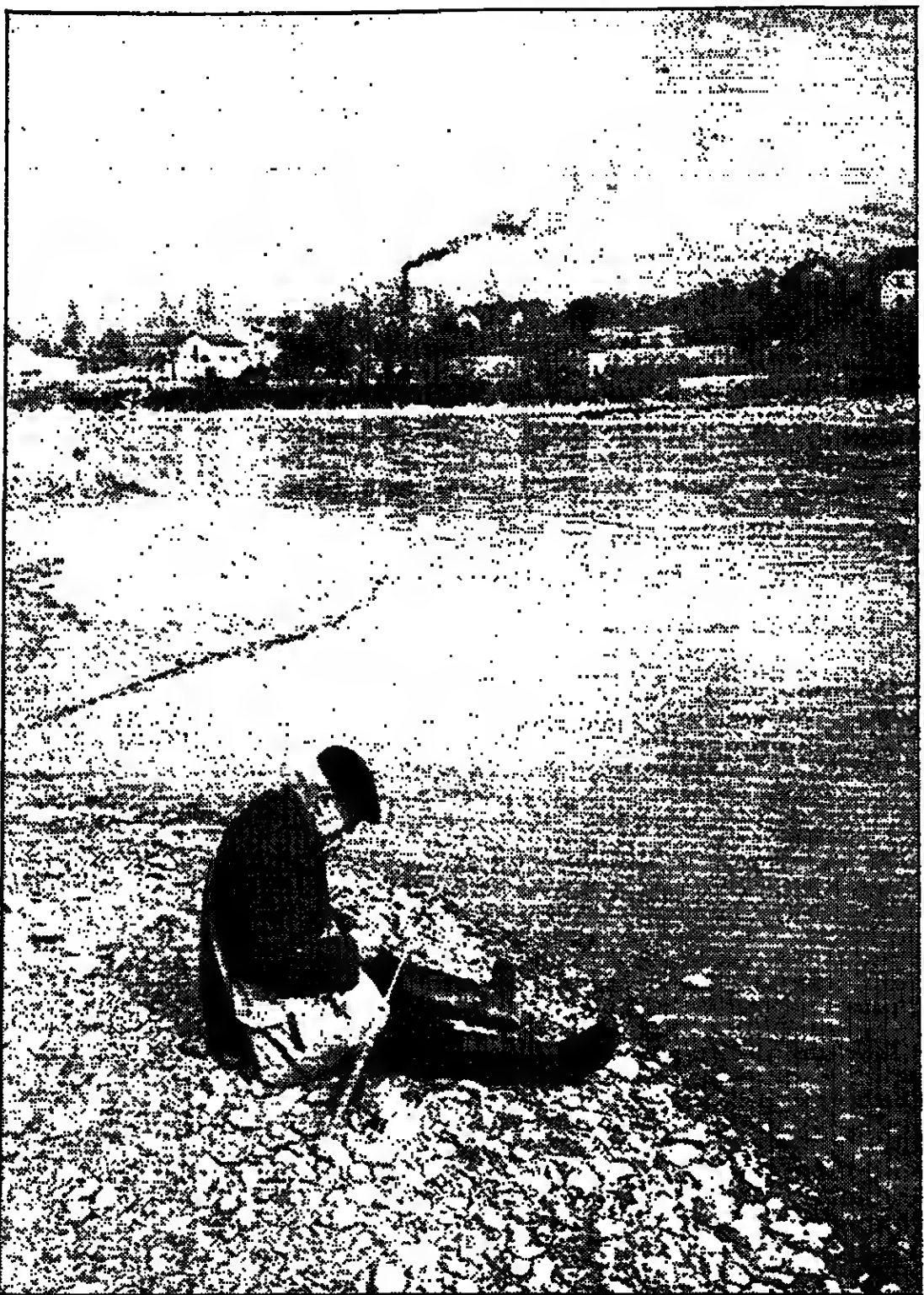
La crise, la concurrence accrue et plus « libérale », mais aussi, pour la France, la nouvelle redistribution des pouvoirs locaux résultant des lois de décentralisation conduisent aujourd'hui les élus, les entrepreneurs, les financiers, les universitaires à s'interroger sur ce que les économistes appellent « les nouvelles dynamiques locales ».

Le développement.

C'est à leur intention que la Caisse des dépôts et consignations — banquier principal des collectivités locales — organise les 8 et 9 octobre prochains, à la Maison de l'UNESCO à Paris, un colloque sur ce thème.

Ces débats, auxquels participeront des responsables politiques, des spécialistes de l'aménagement, des élus locaux et des chefs d'entreprise, s'appuieront sur des témoignages et des enquêtes comme ce « palmarès des belles provinciales », qui est publié dans les pages suivantes.

En introduction, les points de vue des représentants du patronat et des maires.



LES ENTREPRISES ET LEUR RÉGION

Le sens d'une rencontre

AMÉNAGEMENT du territoire et métropolisation d'équilibre, développement local et technopoles... Le vocabulaire change; l'objectif demeure: il est économique. Aujourd'hui comme en 1980, il s'agit de mieux localiser les activités, d'attirer les entreprises, d'éviter ailleurs qu'elles ne meurent.

Pour autant, le problème ne se pose plus dans les mêmes termes. Les politiques d'aménagement, les procédures et les incitations qui ont longtemps soutenu la croissance et organisé sa répartition dans l'espace sont inadéquates pour réguler les crises locales d'aujourd'hui, et surtout pour créer la dynamique d'un nouveau développement. Car une nouvelle donne s'est mise en place: les entreprises, comme les économies régionales ou locales, s'internationalisent; services et réseaux prennent un rôle décisif, et poussent volontiers à la « délocalisation » de l'activité; le succès d'un pôle d'activités se joue moins sur l'implantation d'une usine que sur la fertilisation du tissu local ou en termes de potentiel scientifique et de formation, d'équipements culturels et de cadre de vie.

Dans le même temps, la décision est moins souvent pérenne; les pouvoirs décentralisés y ont une part accrue. Les collectivités tiennent en effet de la loi des responsabilités élargies dans l'économie locale. Par ailleurs, beaucoup de questions se posent désormais sur place: on voit naître, à quelques kilomètres de distance, des zones en déshérence et des sites en expansion.

Mais ces pouvoirs locaux, même élargis par l'Etat, ne s'en sortent pas s'ils s'appuient pas à travailler avec d'autres: les entreprises, la recherche et les banques, comme les acteurs du cadre de vie ou des loisirs, de l'enseignement, de la culture ou des médias.

Sur ce registre plus complexe, certains, en France, sont partis du bon pied. Il y a eu des scénarios gagnants, comme on en trouve ailleurs en Europe, au Japon, aux Etats-Unis.

ROBERT LION, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(Lire la suite page 22.)

LE CNPF :

Question d'environnement

L'ENVIRONNEMENT des entreprises change. Les régions ne sont plus seulement des « circonscriptions d'action économique » voulues par les pouvoirs publics en 1955. Elles sont devenues des collectivités territoriales à compétence d'attribution et à vocation essentiellement économique.

Les entreprises, créatrices de richesses et par conséquent d'emplois, sont, en tant qu'acteurs économiques, attentives à l'évolution des régions, sans a priori dogmatique ou partisan.

Leur souci est d'approcher l'insertion régionale sous l'angle exclusif de son apport à la compétitivité des entreprises. Et, en effet, il ne saurait y avoir d'entreprises compétitives dans un environnement régional qui ne le serait pas.

Pour le CNPF, le moment est venu de se déterminer sur l'environnement régional des entreprises et d'esquisser une stratégie économique d'ensemble respectueuse de la spécificité de chaque région, mais suffisamment coordonnée pour être en cohérence avec celle conduite au plan national.

L'efficacité économique voulue par l'Etat et les chefs d'entreprise commande la cohérence. Il ne peut pas y avoir moins d'Etat au niveau national tandis qu'on observerait davantage d'interventions au niveau local. Pour éviter ce risque, trois principes doivent être respectés, visant à « moins d'Etat... partout ».

Premier principe, l'intervention des régions doit rester subsidiaire comme doit rester subsidiaire l'intervention de l'Etat. Cette subsidiarité est, d'ailleurs, contenue dans le droit de la décentralisation. L'intervention économique est une faculté que les collectivités territoriales peuvent refuser.

Deuxième principe, l'Etat doit garder son rôle de garant de l'unité du droit. Les entreprises prennent acte de la modification de leur environnement immédiat créée par la réforme de la décentralisation et de la modification des procédures et des pouvoirs de décision qu'elle entraîne. Les débats sur la justification de l'existence de

conseils régionaux et le risque de les voir s'ériger en « petits parlements » n'entrent pas directement dans le champ de leur préoccupation.

Toutefois, et d'un point de vue strictement économique, les entreprises sont attachées au rôle de l'Etat, comme garant de l'unité du droit. Cette unité du droit, condition de l'égalité civile, trouve son application dans la vie des entreprises soumises à la concurrence. La concurrence, l'économie de marché, ne se conçoit que dans un Etat de droit et non dans des « états de droits ». Elles ne s'accommoderaient pas d'une France juridiquement morcelée, engendrant entre ses régions des distorsions de concurrence.

Dans cette perspective, les entreprises s'attachent à ce que l'Etat joue tout son rôle et, notamment, son rôle d'arbitre entre les différentes personnes publiques qui peuvent intervenir dans le domaine économique.

Troisième principe, la clarification du rôle des différentes personnes publiques au plan régional est indispensable.

Le droit de la décentralisation a défini ou tenté de définir la vocation des différentes collectivités territoriales. Ainsi, et schématiquement, la région a une mission économique, le département une mission sociale et la commune la responsabilité de la vie quotidienne. Cette répartition « fonctionnelle » des responsabilités a pour objet de pallier l'absence de hiérarchie entre les communes, les départements et les régions et tient compte de l'histoire déjà longue des communes et des départements.

La fin des aides ?

Les entreprises n'ont pas d'objection à cette répartition des tâches et savent que les différentes personnes publiques sont contraintes à une coopération inévitable. Encore faut-il que cette coopération ne soit pas le prétexte à l'irresponsabilité, au formalisme et, en dernier lieu, à un abandon de l'Etat comme gardien de la règle de droit.

Le respect de ces principes de cohérence est capital pour l'avenir des régions elles-mêmes. Si celles-ci veulent rester efficaces

au plan économique, et c'est là leur seule chance d'exister, elles doivent s'attacher au strict respect de leur vocation en contribuant à mettre en point un environnement favorable à la compétitivité des entreprises.

Cela dit, la définition du projet économique régional des entreprises devrait reposer sur trois idées-forces.

La première tient à la priorité que les entreprises accordent à leur environnement plutôt qu'à une action économique directe de la région.

Les aides directes impulsées et distribuées par les régions sont souvent coûteuses, parfois inutiles, et, en tout état de cause, il est impossible d'en mesurer les effets. Une réflexion sur la suppression pure et simple de ces aides directes, sans produits de substitution (bonification d'intérêts, garantie d'emprunts), doit être conduite. Elle le sera. C'est là l'apprentissage dans le concret d'une politique libérale engageant une baisse des prélèvements obligatoires.

La deuxième idée-force consistera à considérer que, si la région est devenue une institution (collectivité territoriale), elle est avant tout un « espace économique », intermédiaire entre les départements et les communes, d'une part, et le territoire national, d'autre part.

Enfin, la troisième idée-force qui guidera la mise en œuvre d'un projet économique régional est celle d'une coopération entre les élus régionaux et les chefs d'entreprise, entre les chefs d'entreprise et la fonction publique territoriale.

Talleyrand recommandait à ses collaborateurs d'« avoir du futur dans l'esprit ». La région est à faire en pensant à l'avenir. Elle sera une œuvre de longue haleine sans doute, mais c'est maintenant, dans ce moment d'incertitude, que s'esquisse son profil. A ceux qui ont les responsabilités économiques de s'employer à ce qu'elle devienne sans technocratie une valeur ajoutée pour la nation.

MICHEL MAURY-LARIBIERE, Vice-président du CNPF, président de la commission d'action territoriale.

LES MAIRES :

Question de confiance

«TOUTE entreprise plongée dans un corps contraignant subit un frein allant de haut en bas, proportionnel au poids des contraintes instituées.

Ce théorème d'Archimède revu et corrigé schématise les relations entre l'entreprise et son environnement. Pour les chefs d'entreprise, ce n'est pas véritablement une découverte. Pour les élus — du moins certains d'entre eux — ça l'est ou l'a été récemment.

Rien d'étonnant. Depuis toujours, les relations entre la collectivité publique et l'entreprise ont été mal posées, mal cernées, mal vécues. Chef d'entreprise et élu — moi-même, je suis à même de témoigner.

Au début était l'ignorance. Ou la défiance répondant à l'insouciance. L'élu traitait souvent l'entreprise comme sa vache à lait; le chef d'entreprise considérait la collectivité publique comme une cité interdite où il ne pouvait que perdre son temps et son âme. C'était la coexistence-chiens de falcène.

Vinrent les chocs pétroliers, la crise économique.

Les élus, animés de bonnes intentions, cherchèrent alors à jouer les conseillers, les pères Noël ou les pompiers. De mois en mois, on complétait la panoplie: subventions, participations, primes, avances, garanties d'emprunts... La peur des dépôts de bilan et de leurs cortèges de licenciements, alliée parfois à la volonté de se donner, publiquement, bonne conscience, poussait bon nombre de responsables publics à interférer de plus en plus dans la gestion des entreprises privées. Certains commirent même l'erreur dramatique de maintenir artificiellement en vie, sous assistance respiratoire, des entreprises en état de coma dépassé, comme si, dans un monde marqué par l'ampleur et la rapidité des mutations économiques, l'arbitrage de la collectivité publique pouvait neutraliser la sanction du marché.

Le fait de l'avoir cru favorable — une raison parmi tant d'autres! — l'arrivée au pouvoir des socialistes. Pendant cinq ans, avec incohérence d'abord, avec

prudence ensuite, ceux-ci cherchèrent à codifier et à systématiser les aides et l'interventionnisme public. Ils ne pouvaient que renforcer le mélange des genres: des collectivités qui se prennent pour des entrepreneurs — dont elles se méfient — et des entreprises qui se bureaucratisent sous le poids de l'administration — qu'elles redoutent. Cette situation engendre, inévitablement, l'inefficacité et l'asphyxie du tissu industriel, en même temps que l'épuisement de la collectivité. C'est la confusion-insouciance.

Aujourd'hui, l'on prend conscience du rôle fondamental des PME-PMI pour la santé du pays. Certains socialistes l'admettent, enfin!

Le problème est simple: si l'on veut gagner la bataille économique, il faut arriver à la coopération-confiance. Cela veut dire la distinction raisonnable et rigoureuse et respectée des missions entre l'Etat, les collectivités locales et les entreprises. Ce n'est, en tout cas, pas en conviant, au nom d'une décentralisation dévoyée, les régions, les départements, les communes à l'interventionnisme direct, que l'on aboutira à ce résultat. C'est tout autant comme chef d'entreprise que comme président de région que je l'affirme.

La voie à engager, c'est celle du partage des responsabilités et des libertés. A chacun sa place selon sa propre vocation. A l'Etat d'assurer la maîtrise des grands équilibres — budgétaire, monétaire, commercial. Aux collectivités locales — à la région, notamment — de faciliter le travail des entreprises, grâce à la mise en place d'équipements publics qui permettent de créer le bon environnement économique (transports, routes, urbanisation...), et grâce à la mise à disposition de services (formation professionnelle, services communs ou conseils en matière de technologies nouvelles, d'exportation, en liaison avec les organismes professionnels et consulaires).

MICHEL GRAUD, président de l'Association des maires de France.

(Lire la suite page 22.)

Palmarès Caisse des dépôts et consignations - Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie

"LES BELLES PROVINCIALES"

des entreprises performantes contribuent
au développement local

Organisé conjointement par la Caisse des dépôts et l'Assemblée Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie (APCCI), ce Palmarès met en avant, sans établir de classement, des entreprises petites ou moyennes qui contribuent de façon exemplaire au développement local ou régional.

Quatre critères ont été utilisés pour apprécier cette contribution :

- C - Croissance de l'entreprise et son influence sur l'environnement local.
- E - Effort de création ou de maintien de l'emploi.
- F - Politique de formation qualifiante.
- I - Politique de recherche et d'innovation.

Dans chacune des 22 régions métropolitaines et les DOM-TOM, des jurys composés d'une dizaine de personnalités régionales ont été constitués pour sélectionner, sur ces bases, plus de 800 entreprises.

Ces jurys ont réuni, selon les régions, des représentants des Chambres de Commerce et d'Industrie, des services économiques des Régions, de la Banque de France, de l'ANVAR, du CEPME, des banques, des Sociétés de développement régional, des Directions régionales de l'Industrie et de la recherche, des Commissariats à l'industrialisation, des Comités d'expansion, des Directions régionales de l'INSEE...

La préparation et la synthèse de leurs travaux ont été assurées par une vingtaine de Junior-Entreprises d'Ecoles supérieures de Commerce et d'Universités.

ALSACE

F - TRW Jody Inc. (67)
Fabrication de soupapes pour moteurs
F - Superflex S.A. (68)
Machines à l'acier
F - Endres et Huser S.A. (68)
Vente en gros d'appareils de précision
F - Palfy France (67)
Caoutchouc synthétique
F - Tesson et Fils S.A. (68)
Charcuterie industrielle
F - Casagrande (68)
Produits pharmaceutiques
F - Cuivre et Allages S.A. (68)
Transformation des métaux non ferreux
F - Alsacienne de gestion et d'informatique (68)
Services en informatique
F - Hager Electro S.A. (67)
Appareillage électrique
F - Sadamec (67)
Appareils de levage
C - Les Vergers d'Alsace REA (67)
Jus de fruits
C - Siedler (67)
Charcuterie
C - Traneau (68)
Transports, déménagements
C - Rospice (67)
Plats cuisinés
C - Ciel (67)
Ingénierie en cybérnetique industrielle
C - Millec (68)
Transformation de mousses cellulaires
C - Bazzanella S.A. (67)
Equipements de sécurité
C - Manufacture de confection (68)
Habillage
I - Société Tognon (67)
Machines pour l'industrie alimentaire
I - Scaffo (68)
Fabrication de fils métalliques
I - Somex S.A. (68)
Machines spéciales d'usinage
I - Stren S.A. (68)
Conteneurs, conditionnement
I - Fauson S.A. (68)
Matériel de sécurité
I - Automobiles Dangel S.A. (68)
Construction automobile
I - Ténax S.A. (68)
Matériel électronique et informatique
I - Emile Pfalzgraf EPB (67)
Machines-outils
I - Télématique Vidéo France (67)
Matériel informatique
E - Manufacture d'impression sur étoffes (68)
Impression sur tissu
E - Lohr S.A. (67)
Véhicules industriels
E - Paul Hartmann S.A. (67)
Pansements
E - Centrale de Charcuterie Alsacienne (62)
Charcuterie
E - L'Association de Restauration (67)
Restauration pour collectivités
E - Gelson (67)
Produits pharmaceutiques
I - Baumer et Fils (67)
Constructions métalliques

AQUITAINE

I - Barland (64)
Mécanique générale
C-E-I - Biotex (64)
Produits pharmaceutiques
C - Buffière S.A. (33)
Habillage
F - Carrière et Robin S.A. (47)
Fermures de bâtiments
I - Chris (33)
Services à l'industrie du bois
E - Cram Entreprise (33)
Électronique, électricité
F - Compteur du Sud-Ouest (33)
Commerce de gros de matériel électrique
F - Copilux (67)
Commerce de gros de produits agricoles
F - Ede-Cebu (33)
Produits pharmaceutiques
F - Examec Morel (34)
Travail des métaux, robotique
C-E - Grégoire (24)
Menuiserie
C-F - GT Location (33)
Location de véhicules

I - 125 (33)
Caméras et traitements d'images
E - Imbert S.A. (47)
Chaussures
C-E - Inoxyform (64)
Machines à inox
C-E - Es Robert Labeyrie (40)
Conserveries de poissons
C - Laboratoires UPSA (47)
Spécialités pharmaceutiques
C-E-F - Lacta Systems (33)
Matériel de découpe à laser
F - Legrand Pyrénées (64)
Appareils électriques d'installation
C - Marie Brizard France (33)
Boussins et aléas
C - Marine Spécialités (24)
Patisserie industrielle surgelée
I - Naulous (64)
Signalisation routière
C - Papeteries Soreau et Fils (33)
Fabrication de papiers et cartons
E-F - Plasteau S.A. (33)
Articles de pêche
I - Power Compact (33)
Composants électroniques
C - Els Sélimous (40)
Pisciculture
E-F - Saotter (33)
Matériel électronique dentaire
E - SIRA (33)
Ingénierie industrielle
I - START (64)
Services informatiques
I - Tekel Altronik (33)
Matériels électriques et électroniques

AUVERGNE

F - Fravil-Socopa (33)
Viandes
C - Dapta-Mallajoud (63)
Découpage
C-E - Courtois Bois Gervais (43)
Fabrication de cercueils
I - Nergo (43)
Matériel de manutention
C-E - AMTS (63)
Travail des métaux
C-E-F - Seica (15)
Conditionnement de cosmétiques
C-E-I - Société Générale de Chimie Française S.A. (63)
Produits d'entretien
C - Dorel S.A. (63)
Coutellerie
C-F - Mairat S.A. (63)
Transformation de matières plastiques
I - Entreprise Maistre (15)
Canalisations
F - NCHO (63)
Fabrication de chaux et ciments
C-E-F - Scierie de la Dore (63)
Scierie
I - Biophys Médical (63)
Appareils d'ophtalmologie
I - Petits Prototypes de Précision-3P (43)
Mécanique de précision
C - Barber et Cie (43)
Transformation de matières plastiques
I - Thémis-Centre (63)
Traitement des métaux
E - Ubi-Sidé (15)
Véhicules industriels
C - Deville et Cie (43)
Mécanique générale
C-E - Els Desours Père et Fils (43)
Habillage
I - Brea S.A. (63)
Fonderie de métaux non ferreux
C-E-I - Wicher et Cie (61)
Acoustique

BOURGOGNE

F - Automatismes du Centre Est (21)
Automatismes industriels
E - GMT (21)
Meubles
I - Matelux (58)
Matériel de travaux publics
E - Frenet Plastique Distribution (71)
Commerce de jouets
E - Neuvies S.A. (71)
Habillage
C-E - Soudre S.A. (89)
Fromagerie

CENTRE

C - Cabrit (45)
Découpage, emboutissage
C - Poutin-Morin (45)
Pièces pour cycles
C - Avelin Electriques et Métallurgiques du Loire (45)
Découpage, emboutissage

CORSE

C-F-I - ALD Laboratory (20)
Consoles d'enregistrement
E - Clabini Guillaume S.A. (20)
Travaux publics et bâtiments
C-E-I - Cane Composites Aéronautiques (20)

F - Eri Automation Bourgogne (71)
Ingénierie assistée par ordinateur
C - Rode (71)
Appareils ménagers
I - Promusag (89)
Valorisation de déchets industriels
F - Solal Vert (Ets Baudry) (89)
Matériaux de construction
F - Capelier Carroumages (89)
Carroumages
C-I - Lioenne S.A. (36)
Emballages
E - Holmer Electronique (21)
Électronique musicale
F - Cléme Bourgogne (21)
Emballages
E - Fournier S.A. (21)
Spécialités pharmaceutiques
E - Imprimerie Filbert (21)
Imprimerie
F - Ecofer Technologie (71)
Machines-outils, forage à froid
E - Epiloy (21)
Farine conditionnée, purification fine
I - Microtype (21)
Services à l'imprimerie
C-I - Axyel (21)
Transports
E - Bayet Pharma (39)
Spécialités pharmaceutiques
C - Machines Bertrand (58)
Machines pour l'industrie alimentaire
F - Bolest Grands Vins (21)
Négociant-éleveur en vins
C-E-F - Bouzard Frères (71)
Habillage
E - Cavel (71)
Armement
C-E-F - Carreaux S.A. (21)
Matériel d'emballage
I - Charbon S.A. (89)
Chaudières
C-F - Claveux S.A. (71)
Bonneterie
I - Conserves Morvandelles (71)
Conserveries
E - DPF Borne (89)
Commerce de gros industriel
E - SOCLA (71)
Robetterie industrielle
C - SIV International (58)
Matériel de forage
C - Dura S.A. (71)
Moulage par injection
I - Protex (21)
Prothèses, orthopédie
I - Ricat S.A. (21)
Bouchons plastiques
C - Imprimerie Roussel Étiquettes (21)
Imprimerie

BRETAGNE

I - Photographe de l'Ouest (35)
Photographie
C - Coudennelle (35)
Habillage, bonneterie
E - Els Fure (29)
Conserveries de poissons
I - Samore S.A. (56)
Matériel de manutention
C-I - Bigard et Cie (29)
Viandes
I - Els Maillex (35)
Machines agricoles
C-E-I - Société Lann (29)
Plats cuisinés
C - Laiterie Nouvelle de l'Argenson - LNA (29)
Laiterie
I - Centrale Laitière Malouine (35)
Laiterie
C-E-I - Sotef (35)
Surveillance électronique
C-I - Delta Dore Electronique (35)
Matériel électronique
C-I - Samson P.C. (29)
Pièces fûtes et en tranches
C - Sotef (35)
Transformation de matières plastiques
C-E-F-I - Goussier (35)
Produits à base d'algues marines
C-F-I - Els Sully Barel S.A. (35)
Semoir-distributeur d'engrais
C-I - Conservie Jean Hénaff (29)
Conserveries à base de viande - plats cuisinés
C-E-I - Hema Développement (29)
Desserts pour produits semi-solides
I - Bollere Technologies (29)
Papiers spéciaux - films métalliques
C-I - Armor Equipement Scientifique (35)
Matériel pour l'industrie chimique
I - Valon (56)
Transportation du sang, héparine
C - Brit Air (29)
Transports aériens
C-E-I - Sté des Arômes de Bretagne (29)
Production d'arômes naturels
C-E - Noël Frères (35)
Chaussures
C-E-I - Société d'Etudes et de Réalisations de Protections Electroniques (56)
Equipements de protection électronique
C-E - Société Française de Ciments et Bétons - SFCB (71)
Bonneterie
I - Labbe S.A. (22)
Carrosserie industrielle
C-E-I - Somp S.A. (35)
Micro-électronique
C-I - Imprimerie Raymond (35)
Imprimerie et édition
C - Els Stativas (23)
Charcuterie industrielle
C-I - Ouest Standard Têchmique (35)
Télématique
C-E - Houdebine (56)
Surgeles - Plats cuisinés
C-E-I - Cotard (22)
Patisserie industrielle
C - Els Sauer (22)
Brosserie, pinces

C - Bel (45)
Menuiserie industrielle
C - Larosse Emballage (45)
Emballage
C - Sotef (36)
Matériel électrique
C - Gillet-Contes (41)
Conserveries
C - Avel et Ragobert (18)
Conserveries
C - Jambin-Coleval (18)
Abatage et conditionnement de volailles
C - Lestra Sport (37)
Articles de sport
C - Els Ameline (37)
Jouets
C - Megali (18)
Matériel électrique
E - Central (36)
Fabrication de planeurs
E-F - Polier S.A. (37)
Equipements pour bandicaps
E-F - Allier S.A. (37)
Habillage
C-E-I - Sayag Electronique (45)
Matériel électronique, journaux lumineux
C - Dorel (45)
Transports
E - Velosier et Fils (45)
Meubles
E - RL8 (45)
Présentoirs publicitaires
E - AMCI (45)
Électronique industrielle
F - Imprimerie Maury (45)
Imprimerie
F - Andler 28 (28)
Bois, panneaux
F - Expanscience-Pharmaceutique (28)
Parfumerie
F - Coopérative Agricole de Basseville (28)
Commerce de gros de semences et céréales
F-I - GDM Lepetit (45)
Machines automatisées
F - Photomath (18)
Photographie
F - Gaudin Centrifuge (36)
Escousses, déconcoques
I - Els Callien (41)
Quincaillerie
C-I - Axiel (41)
Meubles métalliques
F-I - Dubuis (41)
Usinage électrochimique
I - Naudin S.A. (37)
Matériel électronique et radio-électronique
I - Clem (37)
Meubles de bureau
I - Galar (37)
Avisseurs
I - Rullier S.A. (45)
Matériel d'irrigation
I - Bellegrue Electronique (45)
Matériel électronique et radio-électronique
F - Basseville-Champagne S.A. (45)
Bâtiment
I - Sofinad (45)
Société financière

CHAMPAGNE-ARDENNE

C-E-I - Dubix de Souza (10)
Machines pour l'industrie textile
C-I - Tessera S.A. (51)
Matériel agricole
C-E-F - La Fosse Ardennaise (68)
Transformation des métaux ferreux
C-E-I - Tileron (51)
Matériel pour l'industrie agro-alimentaire
F - Papeterie de l'Est (52)
Transformation du papier
F - Vyax S.A. (68)
Conditionnement d'articles de quincaillerie
F - Secomex (68)
Produits du découpage et de l'emboutissage
F - Dore-Dore (10)
Articles chaussants de bonneterie
I - La Buvette (68)
Commerce de matériel agricole
I - Els J. Maire (52)
Matériel médico-chirurgical et prothèses
I - Vachette (10)
Quincaillerie
C-I - Perlot S.A. (51)
Conditionnements métalliques
C - Station Quincaillerie de Champagne (51)
Equipements céramiques
C-F - SIDA (10)
Impression sur tissu
I - Sté Metz-Robert-Bressolier (10)
Embouteillage
C-E-I - Technoplast (10)
Sanitaires en matière plastique
C-E-I - Avelin (68)
Appareillage orthopédique
E - Els Mark (52)
Travail des métaux
F-I - Axiel/Cables (51)
Fils et câbles
E - Marcet S.A. (51)
Papeterie, produits adhésifs
C-E-I - Tonna (51)
Électronique, câbles et fibres optiques
C-I - Fennon (30)
Habillage
C - Conserves de Gard (30)
Conserveries
I - Hyter Hydratechnologie (34)
Électronique et vidéo sous-marine
C-E-I - Royal Castel (30)
Aliments pour animaux
C - Chocolaterie Castalon (66)
Chocolaterie
E - La Bédéracienne (34)
Produits en béton, tuilerie
C-E - Desmet S.A. (11)
Habillage
C-E-I - Daniel Houard S.A. (34)
Carriage
I - Sobel (11)
Électricité pour le bâtiment
I - Jallat (30)
Chaussures de sécurité
C-E-I - Distat (34)
Produits d'hygiène
F-I - Boye (34)
Habillage
F - Berlin S.A. (34)
Mécanisme général de précision
F - Romstein-Pérez (34)
Chimiques

Matériaux composites
C-E-I - Sati Pierre (20)
Matériaux de carrière
C - SOVICAP (20)
Liqueurs et apéritifs
C-I - SAAETAM (20)
Scierie
C-I - Etablissement Paillois (20)
Charcuterie et conserves de viande
C - Sté Antonin et Natiel (20)
Travaux publics, terrassements
I - Sté Corsteyne (20)
Matériaux isolants pour bâtiment
C - Sté Electricité Industrielle Allège (20)
Électronique
C - Sté Fuelle (20)
Construction métallique
C-E-F-I - Sté Emmanuel (20)
Menuiserie Aluminium

FRANCHE-COMTÉ

C - France Elanex (25)
Produits pour l'hygiène
I - Paget et Morel (39)
Lunetterie
F-I - Collet S.A. (39)
Traitement des métaux
C - Diaper S.A. (39)
Outillage
C-I - Imprimerie Gresset (39)
Imprimerie
C - Mousset Jozeux (39)
Jouets
F - Neo Typo (25)
Imprimerie
E - Sotef (39)
Menuiserie métallique
C-E - Guillin (25)
Emballages
C - Socofim - Airm (25)
Réparations pneumatiques
E - Fromagerie Schenker (25)
Fromagerie
C-E-F - Stren (25)
Mécanisme général pour l'automobile
C-E-F - Ange Découpage (25)
Connecteurs, circuits intégrés
I - Fressard Pantheon (25)
Micro-mécanique et électronique
I - Fritie Chagnon (25)
Découpage, emboutissage
C - Jacot (25)
Équipement automobile
C-E - Model S.A. (25)
Découpage, emboutissage
C - Peugeot Japy et Cie (25)
Mécanisme automobile de précision
C-F - R. Bourgeois (25)
Découpage, emboutissage
C-I - Chavet Frères S.A. (25)
Produits pour l'hygiène
I - Plastival S.A. (25)
Profils plastiques
I - Statice S.A. (25)
Bureau d'études en mécanique de précision
F - Els Amyel (25)
Outillage
F-I - Curil S.A. (39)
Mécanisme de précision
I - Christian Duloux S.A. (39)
Ventes de lunettes solaires
C - Jurguyère (39)
Fromagerie
C-E-I - Smoby (39)
Jouets
C - Bourgeois S.A. (39)
Mousses et verres de lunettes
C - Sté d'exploitation des Els V33 (39)
Peintures et vernis
C - Sigaum Grol (39)
Supports de signalisation
C - Charlois Jozeux S.A. (39)
Jouets
F-I - Els A. Bourbons et Fils (39)
Transformation de matières plastiques
C-I - L'Amey S.A. (39)
Mousses de lunettes
E-F - Cebe International S.A. (39)
Lunettes de ski
C - Chevremont et Cie (39)
Chaussures pour lunettes
C - SIOBRA (39)
Fonderie de métaux spéciaux
C-E - CTAA (39)
Équipement automobile
C-E-I - Siquet Productions S.A. (70)
Emballages
F - Velloquiel (70)
Spécialités vétérinaires
C-E - Les Créations LTN (70)
Habillage
F - Els Millier (70)
Fromagerie

LANGUEDOC-ROUSSILLON

E - Robber-Manson (68)
Transformation de métaux précieux
E - LOR Baccalari Confiserie (64)
Biscuiterie confiserie
C-E - Alphamérie (30)
Matériel informatique
C-I - Fennon (30)
Habillage
C - Conserves de Gard (30)
Conserveries
I - Hyter Hydratechnologie (34)
Électronique et vidéo sous-marine
C-E-I - Royal Castel (30)
Aliments pour animaux
C - Chocolaterie Castalon (66)
Chocolaterie
E - La Bédéracienne (34)
Produits en béton, tuilerie
C-E - Desmet S.A. (11)
Habillage
C-E-I - Daniel Houard S.A. (34)
Carriage
I - Sobel (11)
Électricité pour le bâtiment
I - Jallat (30)
Chaussures de sécurité
C-E-I - Distat (34)
Produits d'hygiène
F-I - Boye (34)
Habillage
F - Berlin S.A. (34)
Mécanisme général de précision
F - Romstein-Pérez (34)
Chimiques

F - Michel Frères S.A. (34)
Matériel de levage
I - Cassier Frères (64)
Calibres de fruits
I - Inceca Oenologie (34)
Matériel oenologie
E - Cile Mid-Sisoly (34)
Recherche pharmaceutique
I - Valange S.A. (34)
Valorisation des déchets
I - Chavrin Blache (34)
Spécialités pharmaceutiques
C-E - Cogesex (30)
Articles chaussants de bonneterie
I - Wouters S.A. (66)
Emballages en bois

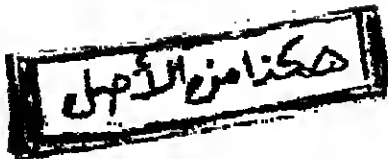
LILOUSIN

F-I - Costant S.A. (19)
Engins de travaux publics
C-I - Bize (Les Fils de Lamy) (19)
Conserveries
C-I - Valiant Père et Fils (19)
Habillage
C-E - Sotef (19)
Cosmétiques
C-I - Micellin (19)
Mécanisme général de précision
I - Bruguier S.A. (19)
Construction de maisons individuelles
C - SICAME (67)
Matériel électronique
I - Codecamp S.A. (23)
Codeurs optiques
C - Avelin maître (23)
Transformation du granit
E - DITO-SAMA (23)
Matériel de cuisines pour collectivités
C-E-F - SOCOMEC (23)
Découpage, emboutissage
F-I - Lancia Frères (67)
Carton ondulé
C-E-F-I - Els Coquet et Cie (67)
Porcelaines
C-E-I - LM Salaisons (67)
Charcuterie
I-E - Elanther (67)
Machines pour l'industrie de la céramique
C-E - Cérage (67)
Électronique, robotique
C - Joins Maillet (67)
Joints pour moteurs automobiles
C - Els Henry Broussaud (67)
Articles chaussants de bonneterie
C-I - Fabage et Cie (67)
Imprimerie
C - Papeterie de Châteaufort-la-Forêt (67)
Papeterie, cartons ondulés
I-E - Els Merville S.A. (67)
Meubles
C - MNP Porcelaines (67)
Articles cadeaux en porcelaine
C-E - Western (67)
Chaussures
I-E - Els (19)
Productique et automatisées
C-E - Sté Nouvelle des Maroquinerie de Bort (19)
Produits de Maroquinerie

LORRAINE

C-I - Atelier Mécanique Limbach-AML (57)
Equipements aéronautiques
C-E-I - SOOP Anc. Els. Monest (84)
Meubles de cuisine
C-E - Glaces Thieriot (68)
Produits surgelés
C-E - SNA Callot (54)
Chaudières
C - Hume - La Couverture Fiquet
« Dodo » (57)
Lunettes
C-E-I - La Moderne (55)
Commerce de bijoux
C-E - Chardin et Krenn (54)
Mécanisme de précision
C - Els (57)
Produits pour le bâtiment
C - Els Cable (68)
Régénération
C-F-I - Furon (57)
Quincaillerie bâtiment
C-E-F-I - Cusme S.A. (57)
Matériel électronique
F-I - Société Construction et Montage - SCM (57)
Matériel de mines et forages
C-F-I - Maréchal - Constructions mécaniques des Vignes (68)
Mécanique
C-E-I - Lorraine Lait (57)
Coopérative laitière
C-F-I - Dorep S.A. (54)
Commerce de gros électrique et électronique
E-F - Gerret S.A. (68)
Propulseurs aéronautiques
F-I - Trétières et Aïdier de Commerce (55)
Matériel de soudage
C-E-F-I - Neulammer S.A. (57)
Boulangerie et pâtisserie
C-E-I - Techniques Nouvelles de Signalisation-TNS (54)
Signalétique urbaine
C-E - Els Julien et Cie (54)
Habillage
E-F - Els Decoreval (68)
Tissage
C-E - Roto-Frank S.A. (57)
Menuiserie pour le bâtiment
C-E-F - Valant Industrie (68)
Tissage
C-E - Ennelac (88)
Matériel électrique
C-I - Hatherthal Electronique (57)
Électronique
C-I - Société Nouvelle des Etablissements Huot (53)
Robetterie industrielle
C-I - Lamer Industrie (57)
Découpage des métaux
E-I - TMA (54)
Equipements d'automatisation
C-I - Realmea (55)
Machines-outils
C-E-I - Wainack (88)
Charpentiers en bois
C-I - MEUSONIC (55)
Matériel électronique
C-I - Laboratoires Lehuang (57)
Spécialités pharmaceutiques

هكنا من الدول



(Communiqué)

Le Monde • Vendredi 3 octobre 1986 21

MIDI-PYRÉNÉES

I - Action Industrielle (31)
Informatique et électronique
F - Acoustique du Langage (31)
Acoustique et électronique
C - Epave (12)
Mobilier
F - Master Paintures (29)
Peinture
C - Michel Thierry S.A. (29)
Tissage
F - Arcemetal (31)
Matériel thermique industriel
F - Ateliers de Métrique (31)
Chaudières
I - CSM Basse (31)
Travaux souterrains, forages
I - Biondi (31)
Produits pour l'industrie pharmaceutique
I - Cayle (31)
Conservateurs microbiens d'emballage
E - CDV Electronique (31)
Électronique, micro-informatique
C-F - CES Ego (31)
Électronique, électrochimie, informatique
E - St Dié et Saut (31)
Produits diélectriques
I - Milieu-Rhône (31)
Services en informatique
C - Misa (31)
Edition
C - Guichard et Cie (31)
Bonneterie
F - Sarraumont et Cie (31)
Habillement
E - Serran Automation (31)
Automatismes industriels, signalisations électroniques
E - St Industrielle de Mécanique de Précision Aéronautique (31)
Pièces pour l'aviation et l'aéronautique
I - Spot Image (31)
Diffusion des images du satellite Spot
F - Technosol (31)
Matériel aéronautique et thermique
C-F - Verling (31)
Vérification et qualification de logiciels
C - Gers Electronique S.A. (32)
Matériel électronique
E - Systèmes Automatisés de Production - Exploitation (32)
Informatique industrielle
E - St d'Etudes et de Production d'Appareillages Industriels (32)
Mécanique générale, moulins et moules
I - Dyes (31)
Chauffage par rayonnement basse température
E - France Alfa (31)
Grès émaillés
E - Pas Europ (31)
Habillement
C-E - TSEE (31)
Connecteurs pour l'électronique
C - Els Paul Boyer (32)
Électro-acoustique, sonorisation
C-E - Bessis Poul (32)
Bouteillerie
C-F - Etablissement Ross (32)
Fermures pour le bâtiment
E - Talo (32)
Alumes, radio-téléphone

NORD PAS-DE-CALAIS

C-E-F - Broyel S.A. (39)
Équipement automobile
C - Els Jean Lemaire (39)
Matériel agricole
C - Caves Saint Arnaud (32)
Négociants de boissons
C - Vampere S.A. (39)
Bouteillerie bottelagère industrielle
C - Eurofres (39)
Fours pour boulangerie
C - EDG Industrie Solaire (39)
Capteurs solaires
C - Engist (39)
Thermofrormage et moulage plastiques
C - Trianon (39)
Chaudières
C - Graphic Color (39)
Photographie
C - Coton Fils (32)
Commerce de gros alimentaire
C - Bouteilles Serran (32)
Installations électriques
C - Chaudron Philippe (32)
Chimie
C - Société d'Etudes et d'Équipements de Forages (32)
Équipement de forage
C - Graphic Service (39)
Photographie
C-F - Micropro (39)
Micro-informatique industrielle
C-E - Noyon (32)
Destilleries, mûles, broderie
C-E - SR Industrie (32)
Planches à voile
C-E - Filature Saint-André (39)
Textile
C-E - Chateau (39)
Transformation du papier
E - Chery-Luck (39)
Semences
E - Laboratoires Sarrac (39)
Cosmétiques, huiles essentielles
E - Escart Energie (39)
Traitement des terroirs et carottes
E - Châtelier d'Arques (Dumont et Cie) (32)
Verrerie
E - Société Continentale de conserves (32)
Conserveries
E-F - SEDIN (39)
Ingenierie informatique
F - Darty-Nord-Pas-de-Calais (39)
Distribution électro-ménager
F - Crédit Général Industriel (39)
Services financiers, leasing, crédit-bail
F - SAMIRA (39)
Matériel de mines et de forage
F - Poignage Dumortier (39)
Cardage et peignage de fibres synthétiques
F - Dufour S.A. (39)
Automatismes, électronique
C-F - Lemaire (39)
Micro-informatique, électronique
I - Ego (39)
Produits chimiques
I - Velez (39)
Électronique, fibres optiques
I - Breguet (32)
Travaux publics
I - Brunet Scep (32)
Matériaux composites
I - LE-Chaie (32)
Chimie organique de synthèse
I - Optolite (39)
Optique, électronique

I - Dier (39)

Électronique, automatismes

BASSE-NORMANDIE

C-F - Syrelec S.A. (14)
Composants pour automatismes
C-F - Normet (39)
Micro-ordinateurs
C-F - Messemme et Cie S.A. (39)
Matériel pour industries
C-F - Claps S.A. (14)
Choix industriels
C-F - Papière Industrie (14)
Papeterie
C-F - Société Nouvelle d'Équipement de Calvados - SNEC (14)
Électronique, électronique
C-F - Els Calvados (31)
Vitrerie
C-E-F - Calvados (39)
Plats cuisinés
C - Transports Noyon (14)
Chargement déchargement
C-F - Oust Comptonnement (14)
Conditionnement
C - Carter (31)
Imprimerie
C-E - Calvados Inter - Els Jean Pense (14)
Mécanisme industrielle
C-F - Gavec S.A. (31)
Matériel agro-alimentaire
C-F - Ryckebour (39)
Légumes sous vide
C-F - Fleckard (31)
Aliments de volaille
C-F - Lajet (39)
Mécanisme de précision
C-F - Bessis Giret et Cie (14)
Implants et prothèses orthopédiques
C-F - Dupont d'Alger (14)
Confiserie
C-F - Lescapelle S.A. (39)
Commerce pour comestibles ligotiques
C-F - Andrieux et Chausse Machines d'Industrie (14)
Chaudières, soudure
C-F - Equipement Industriel Normand - EBN (14)
Chaudières, composants industriels
C-F - Fervencia (39)
Fabrication de Calvados
C-F - Merviel S.A. (39)
Mécanisme de cuisine
C-F - Gers S.A. (39)
Automatismes industriels
C-F - Yvonne Jean-Jacques (14)
Produits laitiers
C-F - Fautouche S.A. (14)
Produits agricoles
C - Société d'Exploitation des Els Papart - Risseu et Cie (34)
Cartonnages
C-F - St Nouvelle Languevin S.A. (39)
Bouteilles de boissons
C - Société Normande de Textile - SONATEX (39)
Tissus synthétiques

HAUTE-NORMANDIE

C-E - Els Baile et Cie (79)
Épicerie et vins en gros
F - Laboratoires Fines S.A. (79)
Spécialités pharmaceutiques
C-E - Frenon (79)
Chocolaterie confiserie
C-F - Meunier (79)
Chimie et écoles à câbles
C-E-F - Novant (79)
Bouteilles adhésives
C-E - David Fils S.A. (79)
Commerce de gros alimentaire - Poissons congelés
C-E-F - Laboratoires Goss (27)
Spécialités pharmaceutiques
C-E-F - Agence Protection et Sécurité (79)
Gardiennage et installations d'alarme
C-F - Amelin (79)
Mobilier textiles
C-E-F - La Commande Electronique (27)
Logistique, informatique
C-E - Cryo Diffusion (27)
Réservoirs cryogéniques
C-F - Database-Industries Caledonia (79)
Isolation
C-F - Distillerie de l'Abbaye de l'Épave (79)
C-E - Els Valois (27)
F - Despres Millon Roy (27)
Pompes dosantes de précision
C-E - Toullet Frères (79)
Papeterie et boulangerie industrielles
C-E - SP Métal - PTL (79)
Pompes et vannes (pompe et pharmacie)
E-F - Signes Contrôle (27)
Contrôles techniques et de salis blanches
C-E-F - SP Métal - PTL (79)
Emballage
F - Quille (79)
Bâtiment - Génie civil
C-F - Pégibères Dery (27)
Pâtisseries-cultures in vitro
C-E - Gowy S.A. (79)
Produits surgelés
E-F - Unicef Éléments (79)
Bouteillages par correspondance
E - Société Générale d'Éclairage - SOGEN (79)
Matériel de distribution d'hydrocarbures
C - Société Lilloise de Caoutchoucs (79)
Équipement automobile
F - Oust - C. Merviel S.A. (79)
Bonneterie
E - Comptonnement et Industrie - CEISA (27)
Bouteillages
F - Els Transway-Carvin (79)
Équipements pour l'industrie
I - Els Compas (27)
Séges
I - Arise (27)
Matériaux et gros de bois
F - Comand Marlin (79)
Emballage
I - Gervais Frères (79)
Mécanisme de précision
E - Weber Risseu (79)
Aliments gros et demi-gros
E-F - Elab - Xlab (27)
Tables techniques de laboratoire
C - Parfum Jacques Bogart (27)
Parfums et cosmétiques

PAYS DE LA LOIRE

I - Bismess et Lait Marins S.A. (44)
Équipement de maintenance et de lavage
I - Els Boudier et Fils (49)
Horlogerie
E - Andrieux Els Boyer (35)
Chaudières
E - SINEP S.A. (33)
Matériaux plastiques
C-F - Lemaire S.A. (44)
Signalisation électronique
C - Fosse S.A. (44)
Conditionnement
C - St Chevrem Carré S.A. (44)
Commerce de gros de bois
C - Danth S.A. (44)
Construction métallique, matériel médical
I - Lela et Fils (49)
Séges
C - Bouteilles Papière (49)
Papeterie industrielle
C-E - Laiterie de Crèpe (33)
Laiterie
C - Quo Vitis (44)
Agences
C-F - SEG Suro S.A. (35)
Cosmétiques industrielles
C-F - Société de Transports Gervais - STG (35)
Transports routiers
C-E - Els Mangin S.A. (49)
Habillement
F-F - Manufacture européenne de vêtements - MEV (35)
Habillement
C-E-F - Plastiques Industries (72)
Conditionnement de parfums
C - Moulages plastiques de l'Ouest - MPO (35)
Diapores compacts
C-E - Montessori Chausson S.A. (44)
Mobilier
C-F - Orlé S.A. (35)
Mobilier de bureau
C-F - Chausson Bessan (35)
Bouteilles de plastique
Société d'Applications Hydrauliques - SAHL (44)
Machines hydrauliques et pneumatiques
C - Dierckx S.A. (33)
Textile
I - BUC S.A. (44)
Transformations pour appareils ménagers
C - Albert S.A. - Uls (35)
Habillement
C - Entreprises Générale de Serrurerie et Bâtiement - EGGB Dorel (72)
Serrurerie, menuiserie métallique
C - Goussier (44)
Imprimerie
C - Bouteilles (49)
Matériel électronique
C - Société d'Exploitation des Els Papart - Risseu et Cie (44)
Cartonnages
E - St Nouvelle Languevin S.A. (39)
Bouteilles de boissons
C - Société Normande de Textile - SONATEX (39)
Tissus synthétiques

PICARDIE

C-E-F - Société Française d'Extraction et de Calvados - SEFC (32)
Matériaux plastiques
C-F - Laboratoire Prouze (39)
Matériel médico-chirurgical
C - Société d'Exploitation des Els El. (32)
Habillement
E-F - Ficht-Basche S.A. (39)
Serrurerie
C-E - Telerie de la Chauxie romaine - Telerie sur fil (39)
C-F - Dealer S.A. (39)
Machines pour la fabrication du béton
C-E - Europlaste S.A. (39)
Alimentation animale
C-F - Plastivac (39)
Pièces en matière plastique
C-F - Els G. Dufort (32)
Textile
I - Els Corbillion (39)
Tables de pinyon
I - L.A.C. (39)
Traitement de surfaces
C - Bouteilles S.A. (39)
Cosmétique
C-E - Vico Chaps (32)
Produits alimentaires
C-E - France Plastique S.A. (32)
Bouteilles, vannerie
C-F - Lajet Industries S.A. (39)
Mécanisme industrielle et automobile
C-F - Fosse S.A. (39)
Produits alimentaires
E - Copart S.A. (39)
Séjour
C-F - Dargant S.A. (32)
Machines à usinage robotique
C-F - Moch S.A. (32)
Matériaux composites
F-F - Favi (39)
Fonderie sous pression
C - Toul (39)
Traitement des métaux
C-F - Despres S.A. (39)
Articles de quincaillerie
C-E-F - Techno-Plaste Industrie (39)
Emballage
C-E - Landry Plastiques Nord S.A. (39)
Pièces en matière plastique
C-E-F - Laboratoire Néerlandais (32)
Emballage
C - Dierckx S.A. (32)
Bouteilles
C-E - Fosse (39)
Fils et câbles électriques
I - La Bouteille aux Joints (32)
Joints
E - Double International (32)
Réseaux
C-E - La Précision Plastique - LPP (39)
Matériaux plastiques
C - Els Quenard (39)
Machines industrielles spéciales
E - Vimples S.A. (39)
Pièces en matière plastique
E - Sogel et Merviel (39)
Emballage
C-F - Ateliers de Construction de Vaux-Audrey - ACOVA (39)
Matériel thermique
C-F - Bouteilles S.A. (32)
Produits chimiques
E - Société Laitière de la Vallée de l'Oise (32)
Laiterie
C - Merviel - St Paul Jeanne S.A. (39)
Équipement automobile
C-F - Bouteilles S.A. (39)
Robotique

POITOU-CHARENTES

C-E-F - Tellerie Bouteillerie française - TBF (39)
Tuiles et briques
C-F - Foggini - France (17)
Pièces en matière plastique
C-F - Bouteilles (39)
Outils
C-E-F - Mithel (39)
Chaudières
C-E - CEE - Schieler (39)
Emballage
C-F - Gervais Industrie (39)
Pièces en matière plastique
C-E - Gory S.A. (39)
Produits surgelés
C-F - Laboratoire pharmaceutiques de la Roche Porey (39)
Produits pharmaceutiques
C-E - Richard Lela S.A. (39)
Emballage
C-E - Bessis (16)
Équipements industriels
C-F - SCOPIC (16)
Emballage
C-E - André Hamel Néoplat - AHN (16)
Matériaux plastiques
C-F - Société Industrielle Forestière (17)
Menuiserie
C-F - Comptonnement-Technal (79)
Machines-outils
C-E-F - Réalisations d'appareils et de machines-outils (79)
Machines-outils
C-F - SEPCO (79)
Mobilier professionnel
C - CUSA (39)
Matériel médical
C-E-F - Davier-Duray (39)
Lingerie
C-E - Solpo (16)
Habillement
C-E - La Confection du Bocage (79)
Confection
C-E - Bouteilles S.A. (39)
Transformation de la viande
Société d'Applications Hydrauliques - SAHL (44)
Porcelaine industrielle
C-E-F - Fabel (39)
Équipement automobile
C-E-F - ARCO (39)
Sacs et bagagerie de luxe

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

E-F - Automatismes et Techniques Avancées - ATA (13)
Produits électroniques et robotiques
C-F - B Plus Développement (13)
Équipement industriel
C - Camerac Frères (13)
Travail des métaux
C-E-F - Despres Industrie Maritime d'Expertises - COMEX (13)
Travaux sous-marins
F - Construction Industrielle de Truymont - CIT (13)
Produits du bâtiment et du génie civil
E-F - Cybernetix (13)
Fabrications mécaniques de précision
C - Constructions Navales et Industrielles de la Méditerranée - CNIM (39)
Construction navale
E - Durand Frères (39)
Produits alimentaires
I - BGA (39)
Produits de la construction aéronautique
I - Els Angier (39)
C-E - Laboratoire Arkhém (39)
Produits pharmaceutiques
C-E - Laboratoire Lapal (13)
Produits pharmaceutiques
C-F - Laboratoire Yvonne (39)
Produits pharmaceutiques et vétérinaires
C-F - Liquéfaction de l'air (39)
Produits chimiques de base
C-F - Motors Bouteilles (13)
Équipements industriels
C-E - Nouvess (13)
Matériel électronique professionnel
C - Quincaillerie Scientifique et de Laboratoires - QSL (39)
Outils
F - Plastiques Erval (39)
Transformation de matières plastiques
F - PMA/AMA (13)
Travail des métaux
I - Prologis (13)
Intelligence artificielle
F - Sapi Plastique (13)
Transformation de matières plastiques
F - Socomat S.A. (13)
Ingenierie
E - SEREL (39)
Etudes et réalisations électrotechniques et électroniques
C-F - Serran (39)
Matériel électronique professionnel
F - Sogepre-Bouteilles Informatique (13)
Matériel informatique
E-F - St d'Exploitation Sud Optique - SEDO (13)
Optiques de précision
C-E - Techno-Plaste S.A. (13)
Matériel électronique professionnel

RHÔNE-ALPES

C - Agie - Scop (39)
Électronique
I - Assistance Industrielle Dauphinoise - A.I.D. (39)
Robotique
E - Ateliers Lyonnais d'Embossage Spécial - ALOES (39)
Ventilation industrielle
C - Allier & Cie S.A. (39)
Machines pour l'industrie du papier
I - A.P.I. Assistance Proto Industrie (39)
Bio-électronique
I - Andrieux A.S. (39)
Inspection sur site
E - Ateliers Rense de Savole - A.R.S. (73)
Cylindres imprimés
F - Arvay Outils et Machines (42)
Machines-outils
F - Bouteilles - Mithel - Witt (39)
Articles de sport
C - Bouteilles S.A. (39)
Lingerie
C - Bouteilles S.A. (39)
Tissage de fibres artificielles
C-E - Capid S.A. (39)
Services informatiques de gestion

F - Construction Electrique du Vivarais - C.E.V. (39)
Électronique
F - C.N. Industries S.A. (39)
Ingenierie en production
F - Els Courbon (42)
Automatismes industriels
I - Demmer et Cie (42)
Outils
I - Doublon Laboratoires (39)
Implants intra-oculaires
C - Eclairage Précis S.A. (39)
Instruments de mesure
F - Fesset - France (39)
Matériel adhésif pour art graphique
I - Hennesquin - Hennes (39)
Matériel électronique
C - Juge S.A. (39)
Imprimerie à jet d'encre
F - Infogramme (39)
Services informatiques
E - Inoplat S.A. (39)
Pièces en matière plastique
I - Industrie et Technologie de la Machine Intelligente - I.T.M.I. (39)
Robotique, intelligence artificielle
E - Kellam (39)
Chaudières
E - Le Clos de Moutin S.A. (39)
Imprimerie
F - Mission du Café - UFDMA (42)
Tortification
C - Rochegode S.A. (42)
Habillement
C - Meubles Grange (39)
Aménagement
E - Moulins - Fournier Frères (74)
Assemblage
E - Optel Spirel (73)
Matériel électronique
I - Pomagré S.A. (39)
Renouvellement mécanique
C - Rochegode S.A. (42)
Soie et textiles artificiels
F - Rolet S.A. (39)
Électricité, automatismes
E - Sals Dynamer S.A. (74)
Articles de sport
C - Soudry (74)
Fermures automatisées
C - Tivoli & Cie S.A. (73)
Outils
I - Vape S.A. (39)
Transformation de matières plastiques
F - Vigot et Arin S.A. (39)
Instruments d'optique
C - Wirtz & Gruffat (74)
Machines-outils
I - X Com/Options (39)
Micro-électronique audiovisuelle

ÎLE-DE-FRANCE

C-E - Alvar Electronique (39)
Appareils de radiologie et d'électronique
C-E - Bouteilles Electronique A.E.E. (78)
Etudes, réalisation circuits imprimés
E - AEM (39)
Brûleurs à gaz
C-E - Al Vision Systems (39)
Vision artificielle
C - Bouteilles S.A. (39)
Électronique
I - Cartonnages Guillemet (39)
Emballage
C - Chausson S.A. (39)
Installations mécaniques et électriques
C-F - Caisne Prédex (78)
Meubles en bois blanc
I - Delebe International (39)
Matériel électronique et radio-électronique
C-F - Delebe S.A. (39)
Construction mécanique et électronique
C-F - Despres et Huet S.A. (39)
Appareils de pesage
C-E - Digital Design (39)
Ingenierie, réalisation de l'image, robotique
C-F - Erom (39)
C-E - Esselle-Méto (78)
Commercialisation d'appareils de marquage
C-E - ERGICA (39)
Cablage électronique
C-E - Forme Industrielle S.A. (39)
Design industriel
I - Genetrix (39)
Commerce produits et matériel électronique
C-F - Hercule Production S.A. (39)
Fabrication de séchoirs à linge
C-F - Laboratoire Mayrol-Spindler (39)
Produits pharmaceutiques et cosmétiques
I - Les Condensateurs P.L. (39)
Composants et condensateurs
C-F - Machines Dufort (39)
Machines à imprimerie, sérigraphie
C-F - Mithel (39)
Résistances industrielles
C - Paris-Eco (39)
Commerce d'habillement et maroquinerie
C - Robeaud S.A. (39)
Mécanisme générale de précision
C - Racine S.A. (39)
Développement de photographies
C-E - Roubal S.A. (78)
Fronçage
C-E-F - Riser Instruments S.A. (39)
Instruments scientifiques
C-E - S 3 I (78)
Systèmes informatiques et bureautiques
F - Sogepre-Sogeprex (39)
Traitements de surface électrolytiques, chimie
C - Sogeprex (39)
Transformation de plastiques
C - Société Les Marbres du Comté France (78)
Négociants de marbres et granits
I - Société Techno 2000 (78)
Réparation, vente de systèmes à base de laser
C-E - St Arnaud parfumerie (39)
Cosmétiques et parfums
C-F - St CFP (39)
Électro-mécanisme de précision
C-F - St Ely (39)
Systèmes électroniques
I - Société Française de constructions savées SFCN (39)
Construction navale
C-F - St Grist (39)
Laminage de métaux non ferreux
C-E - St Locastyle (39)
Matériaux pour réceptions et congrès
C-E - St Saut (39)
Appareils de contrôle et de régulation
C-F - St S.M. Electronique (39)
Électronique
C-E - Syrelec (39)
Appareils électroniques
C-F - SETAM (39)
C-F - Transpore S.A. (39)
Transports, location de véhicules industriels
C - V.P. Electronique (39)
Négociants appareils électroniques et électriques
C-F - Sotid (39)

DOM-TOM

(La Réunion)
C-E - Bouteilles Bois (39)
Maison à ossature bois, préfabriqué béton
C-F - Compagnie Laitière des Mascareignes - CILAM (39)
Produits laitiers
I - Constr. de Véhicules de l'Océan Indien - SOCOVOI (39)
Véhicules industriels et de transports
C - Chamy Royal (39)
Commerce de détail de vêtements et textiles
C-E - Issuer (39)
Charpente et menuiseries métalliques
I - J. Châtel (39)
Punches et liquors matiques
C - Nouvelle Imprimerie Dyosisme - NID (39)
Imprimerie papeterie presse
C-E - Profils de la Réunion (39)
Travail de métaux pour le bâtiment
I - SOVIFAR (39)
Pâtisserie industrielle

(Martinique)
C - Trelma - Serran (39)
Produits métalliques pour le bâtiment
I - Dornay (39)
Punches et liquors
I - Protel S.A. (39)
Produits diélectriques
C - St Casale d'Industrie Chimique (77)
Fabrication d'engrais
I - Socomar (39)
Jus de fruits et flocons de bananes

(St Pierre et Miquelon)
C-E - Société Interpêche S.A. (39)
Pêche et transformation du poisson
C-E - La Miroloisienne (39)
Pêche et transformation du poisson



ASSEMBLÉE PERMANENTE
DES CHAMBRES DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

LES ENTREPRISES ET LEUR RÉGION

RENNES ATALANTE

Une banlieue pour l'innovation

ASSOCIATION de promotion de la zone d'innovation et de recherche scientifique et technique de Rennes-Cesson, Rennes Atalante a réuni à l'automne 1985, deux ans et demi après sa mise en place, elle est devenue la référence des industriels et des centres de recherche et de formation qui ont choisi de s'installer sur les 30 hectares formant, en bordure de la ville, le cœur du site de Cesson-Beaulieu où sont regroupées la moitié des activités scientifiques de l'agglomération rennaise.

Inscrit au contrat de plan État-région, le projet Rennes Atalante a bénéficié d'un financement de 10 millions de francs. La maîtrise d'ouvrage est assurée par le district urbain de l'agglomération rennaise qui a confié la coordination à l'Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise, l'aménagement à la Société d'économie mixte pour l'aménagement et l'équipement de la Bretagne, et la promotion à l'association Rennes Atalante.

La première tâche de cette dernière a été de faire connaître le projet rennaise d'«entreprenariat de haut niveau». Plaquettes, expositions, affiches, film vidéo et participation au Club international des technopoles sont allés de pair avec les contacts multipliés auprès des entreprises existantes afin de valoriser les potentiels de recherche et d'accueil du site rennaise qui, ainsi que se plaît à le souligner Edmond Hervé, maire de Rennes, «est prêt à entrer de plain pied dans le XXI^e siècle et à relever les défis».

En novembre 1985 sont officiellement présentées les 13 premières entreprises dont les projets d'implantation sur le site ont été acceptés. Le CNFT, Copernic, le Cril, Dinttel Gofland, Gravi Products, 12 S, Megat, Phar-

macia, Proxima, Caption, TITN, X Com, et SESA, représentent 207 transferts d'emplois et la création de 200 emplois nouveaux en trois ans. Un an plus tard, 120 emplois nouveaux ont effectivement été créés. A ceux-ci s'ajoutent la création de 160 emplois dans les entreprises déjà existantes sur le site (Télévision de France, Thomson Vidéo équipement, Transpac, la Société régionale de financement des caisses d'épargne) et une dizaine d'emplois dans les services divers d'accompagnement. Depuis, 15 nouveaux projets d'implantation ont été agréés (70 emplois).

La présence sur le site de centres de recherche privés ou publics comme le Centre commun d'études de télédiffusion et de télécommunication a conduit à une occupation rapide des 2 200 mètres carrés de bureaux locatifs de l'immeuble Gallium, construit par le district face au CCEIT. Une nouvelle tranche de 2 000 mètres carrés sera nécessaire pour répondre aux demandes d'implantations nouvelles.

Rennes Atalante, qui publie une lettre trimestrielle d'information, a décidé d'éditer des cahiers techniques thématiques, documents d'information-promotion présentant le potentiel formation-recherche-industrie du bassin de Rennes dans cinq secteurs d'activités. Les deux premiers cahiers, consacrés l'un aux bio-industries, l'autre à l'électronique et à l'informatique, sont disponibles. Trois autres seront publiés avant la fin de l'année et traiteront des domaines de la recherche, de l'image et de la chimie fine. Les 27 et 28 novembre 1986, Rennes Atalante accueillera un colloque organisé en collaboration avec l'INPI sur la propriété industrielle et la protection des innovations. Les 6 et 7 mai 1987, la se-

ction française du Club international des technopoles se réunira à Rennes.

Le district urbain de l'agglomération rennaise doit se prononcer à la mi-octobre sur la création d'un équipement de restauration interentreprises.

Autre dossier important dans les urgences de Rennes Atalante, la réalisation d'un système de communication entre les entreprises et les centres de recherche implantés sur le site, mais aussi vraisemblablement avec d'autres entreprises de pointe implantées en dehors de l'agglomération. Une première étude, achevée au printemps 1986, a porté sur un inventaire et une analyse des systèmes existants, et des négociations sont actuellement en cours avec la direction régionale des télécommunications en vue d'une décision devant être prise avant la fin de l'année. Le choix proposé porte sur l'utilisation du réseau câble existant à Rennes, enrichi de liaisons spécialisées en fonction des demandes, ou sur la création d'un réseau de vidéocommunication à usage professionnel spécifique.

Si le premier site de Rennes Atalante, implanté à l'est de la ville, concerne essentiellement les domaines de l'électronique, de l'informatique, de l'image et de la chimie fine, un second site est déjà envisagé en sortie ouest de Rennes pour rapprocher les chercheurs et les industriels travaillant dans l'agro-alimentaire et le génie biomédical. Des négociations portant sur des acquisitions foncières par le district sont en cours avec l'INRA et le centre hospitalier régional, et l'officialisation de la création du second site de Rennes Atalante pourrait avoir lieu le 17 novembre à l'occasion d'une journée bio-industrie organisée à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Rennes.

CHRISTIAN TUAL.

LOT-ET-GARONNE

Des prunes qui valent de l'or

UNE région de France édifie l'essentiel de son industrie — avec tout ce qui gravite autour, c'est-à-dire les services aux entreprises, la formation, la recherche, — à partir des produits de la terre, voilà qui n'est pas banal.

Sans complexe et de plein-pied dans son siècle où les hautes technologies excitent les appétits, le Lot-et-Garonne ne craint pas de dire et de montrer à ceux qui s'arrêtent dans cette «Gascogne de Cocagne» : «Nos prunes, nos tomates, nos légumes, notre maïs, valent de l'or, ici l'agro-industrie a un sens».

Quelques chiffres ? Ce département de dimension modeste (1) occupe le premier rang en France pour les haricots verts extra-fins, les fraises, les semences de betterave à sucre et évidemment les prunes, le deuxième rang pour les noisettes, le deuxième ou le troisième pour les tomates.

Proche de l'agriculture, l'industrie se structure autour d'un abondant et vivace réseau de PME, où le secteur coopératif commence à être sérieusement concurrencé par les entreprises privées.

Depuis que la décentralisation a propulsé sur le devant de la scène les communes, les départements, les régions, toutes les chambres de commerce de France ne manifestent pas un dynamisme débordant pour prendre en main le destin économique de leur circonscription ou de leur région. Celle du Lot-et-Garonne en tout cas pousse les feux. Elle cherche à associer plus étroitement le conseil général et les autres organismes consulaires à ses initiatives, mais bésiste sur l'opportunité de créer des comités ou commissions mixtes et sur les modalités pratiques à mettre en œuvre. «Nous vider profond». Le procédé permet d'éviter le blanchissement des légumes qui sont stérilisés en un minimum de temps par la vapeur. Ainsi, les produits sont

ber aux poisons de la bureaucratie et de la «réunion».

Parmi les entreprises qui tiennent le haut du pavé dans l'économie locale (sans oublier que d'autres, comme Pont-à-Mousson, à Fumel, ou l'ensemble du tissu industriel de Casteljalous, donnent des signes de faiblesse), il en est au moins trois qui illustrent que la province innove, invente, recherche, et parfois gague.

Les biscuiteries Gardell — entreprises familiales — à Astaffort, sont «le roi du biscuit à la cuiller et du bonbon». Les quatre chaînes de production — conçues dans l'entreprise elle-même — ont une capacité de trente-trois tonnes par jour. La société emploie quatre-vingt-cinq personnes, mais l'usine, presque totalement automatisée, ne fonctionne qu'avec douze personnes. Introduit il y a un an sur le second marché boursier, Gardell a vu son titre grimper de 40 %.

A Villeneuve-sur-Lot, la société Larroche, presque centenaire, a aidé à la création il y a quatre ans de la «SICA» du maïs doux, dont elle commercialise la production. En Aquitaine, il est vrai, le maïs a acquis droit de cité depuis dix ans. Mais la culture et la transformation de maïs doux (celui qui est proposé à l'alimentation des hommes et des femmes et non aux vaches et aux cochons) exigent une coordination parfaite entre l'agriculteur et l'usine. Car le maïs ne reste à son niveau optimal de maturation que pendant six heures au maximum après sa récolte. La SICA produit plus de dix-huit millions de boîtes par an et elle est en train de réaliser un important programme d'investissement et d'innovation qui a pour but de proposer aux consommateurs dès 1987 des conserves «sans vide profond». Le procédé permet d'éviter le blanchissement des légumes qui sont stérilisés en un minimum de temps par la vapeur. Ainsi, les produits sont

pesants, ce qui permet d'obtenir des aliments d'une grande qualité, supérieure à celle des surgelés. La technique qui va être présentée au Salon international de l'alimentation dans quelques jours, pour la conservation de légumes, dans les maïs (qu'il soit destiné à la consommation humaine ou animale), tout ou presque, est récupérable.

La société Agrifurane à Agen en fournit un exemple probant en extrayant tout ce qu'il est possible des rafles de maïs, c'est-à-dire des épis, une fois les grains écalés. Elle fabrique du furfural et de l'alcool furfurylique utilisés par les industriels des résines (textiles synthétiques, revêtements spéciaux pour les travaux publics, solvants pour vernis, etc.). Les déchets peuvent être récupérés et vendus aux agriculteurs sous forme d'humus. Voilà la boucle bouclée. La création d'un nouvel atelier dans les mois qui viennent va ouvrir quatre-vingts embauches.

Les labos en première ligne

Ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres, avec évidemment leurs limites. Ils trouvent appui sur des équipements de recherche de haut niveau qui, pour un département moyen, témoignent d'une vitalité réelle.

L'Institut de la filtration et des techniques séparatives (IFTS), créé sur l'initiative du conseil général, de la chambre de commerce et du district d'Agen, et l'Unité de formation et de recherche du troisième cycle concernant la chimie des procédés alimentaires (qui dépend de l'Institut national polytechnique de Toulouse) forment à leur échelle dans la banlieue d'Agen une «technopole» au service de toutes les industries agro-alimentaires dans les laboratoires desquels peuvent être analysées, étudiées, mises en valeur toutes les composantes d'un fruit (ou d'un légume) depuis le cœur de son noyau jusqu'à la moindre particule de son jus.

«Notre ambition ? Que des ingénieurs et chercheurs de haut niveau plantent ici leurs microscopes et leurs appareils de mesure et ne succombent pas nécessairement aux sirènes de Bordeaux et de Toulouse, les grandes et bouillonnantes métropoles», explique Jean-Alain Mariotti, vice-président de la Chambre de commerce.

D'autant plus que le Lot-et-Garonne ne manque ni d'atouts ni d'atours. Pour se reposer un peu de l'économie, lisons Stendhal : «Entre Agen et Marmande, c'est un paysage aussi beau que l'Italie ; le charme des cotéaux, la couleur de la terre, le costume, jusqu'au langage, évoquent les rives de Florence et de Sienne. Ce Lot-et-Garonne est la Toscane de la France».

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) 1 % de la superficie de l'Hexagone, 300 000 habitants.

Pour les créateurs alsaciens

LA préfecture de la région Alsace a lancé à Strasbourg un «concours de projets créateurs d'activités», doté de 500 000 F d'aides et ouvert aux jeunes de moins de vingt-six ans et aux demandeurs d'emploi sans condition d'âge.

Organisé en collaboration avec la direction régionale du travail et de l'emploi, ce concours a été organisé pour «inciter et encourager, au niveau régional, la création de

nouvelles activités porteuses de richesses et d'emplois». Les auteurs des projets retenus recevront soit une aide financière directe, soit une assistance en amont (études de faisabilité, de marché, stages de formation, etc.), soit encore une aide en aval (conseil et suivi).

D'autre part, le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL) accordera des prêts à taux préférentiel aux jeunes dont les projets auront été retenus.

Le sens d'une rencontre

(Suite de la page 19.)

D'autres, chez nous comme à l'étranger, sont moins bien partis ; parfois, c'est l'impasse, et des efforts colossaux n'enrayent pas la dégradation.

Il nous a semblé utile d'évaluer au grand jour certaines de ces expériences. Et de contribuer à la diffusion de quelques idées simples sur ces sujets nouveaux. En particulier à destination des collectivités locales.

Ces dernières s'appuient souvent, de longue date et sous diverses formes, sur la Caisse des dépôts, qui est leur banquier et leur conseil, comme sur ses filiales, qui sont des prestataires de services multiples. La Caisse des dépôts est aussi en relation avec les pouvoirs publics, les institutions financières, l'entreprise, de multiples acteurs de la vie économique et sociale.

Elle peut donc offrir un lieu pour la rencontre ou le lancement de réflexions sur les nouvelles conditions de l'essor économique local. Elle peut contribuer à l'établissement de relations, différentes et plus efficaces, entre les acteurs du développement local.

Tel est le propos de ce colloque. La Caisse des dépôts, qui a pris cette initiative il y a plus d'un an, est sensible à l'appui qu'ont voulu lui apporter le gouvernement, la DATAR, l'Association des maires de France, de nombreux élus et de nombreux responsables de l'aménagement et du développement économique. Elle serait heureuse que les acteurs de l'économie locale qui vont y participer puissent s'y exprimer et y trouver quelques bonnes idées, c'est-à-dire des idées qui passent utilement dans les faits.

ROBERT LION.

Question de confiance

(Suite de la page 19.)

Aux collectivités locales de privilégier la concession sur la régie ; la «démunicipalisation» renforce souvent les capacités de l'économie locale.

En revanche, à l'entreprise d'offrir l'emploi en créant les richesses qu'on ne peut songer à répartir qu'à partir du moment où elles sont générées. A elle de prendre les risques nécessaires dès lors qu'elle bénéficie de la considération et des attentions de la collectivité publique. On connaît désormais les effets pervers de la distribution sans création de

richesses : c'est la paralysie. Les entreprises le savent bien, elles qui ont dû faire face aux «charges héritées» des impôts et contraintes socialistes. Quel mauvais film que celui-là !

Bref, vouloir la coopération-confiance, c'est faire en sorte que chaque partenaire, connaissant bien son rôle, ne cherche pas à prendre le script du voisin. Se respecter pour se compléter, c'est la double partition à jouer pour assurer la prospérité et le rayonnement de la France de demain.

MICHEL GIRAUD.

PICARDIE

La fin des subventions

LA région Picardie, sur l'initiative de son président, Charles Baur (UDF-PSD) a été une des premières régions à supprimer les subventions aux entreprises pour les remplacer par un système de prêts. Le prêt en place a eu lieu en janvier de cette année.

Mais cette mesure n'est qu'une partie de la politique que mène la région en matière économique, par l'intermédiaire de l'un de ses services qui emploie une douzaine de personnes, l'Agence régionale de développement (ARD). Le but est de mettre le monde économique picard dans la meilleure situation possible pour affronter l'avenir, et l'on dit nettement que «vouloir sauver à tout prix des entreprises non viables, ce n'est pas être tourné vers le futur».

L'action économique toute seule ne veut rien dire, répètent les responsables de l'ARD à leurs interlocuteurs. C'est pourquoi, en dehors des prêts, l'accent est mis à la région sur la formation des hommes et sur les moyens de communication (routes, télématique). D'autre part, le conseil régional ne peut pas offrir sans savoir ce que valent les acteurs économiques, ou contre la volonté de ces acteurs.

Aussi faut-il un dialogue constant, une écoute et une aide à l'urgence des projets : «Quand le projet prend tournure, alors on accompagne. C'est valable aussi bien pour une PME que pour un artisan ou pour un dispositif à mettre en place avec une organisation consulaire». D'autre part, il est bien évident que le conseil régional n'a pas un budget tel qu'il peut prêter à tour de bras. Par contre, il a un rôle incitatif. On appelle cela, à l'Agence régionale de développement, «l'effet de levier». Il revient en effet à l'administration régionale d'animer, de fédérer, d'être au contact de tous les partenaires ayant un rôle à jouer dans le développement économique : établissements bancaires et financiers, organisations consulaires, comités d'expansion, organisations professionnelles, administrations locales, nationales ou même internationales.

Dans le même esprit de partenariat, la région Picardie mène

une politique de recherche et de transfert de technologies. Différents organismes ont été créés, comme le Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CIRTEC) à Valenciennes (Oise), l'Antenne régionale d'Albert (Somme) de l'Agence nationale pour le développement de la production automatisée (ADEFA), l'Agence régionale d'exportation (AREX), etc. A l'ARD, on ne s'obstine pas à vouloir entrer les dossiers dans des canaux prévus à l'avance. Ce serait le meilleur moyen d'arriver à un échec. Pour être efficace, nous confie Jean-Pierre Mader, «il faut faire de l'ingénierie financière comme les banques, imaginer les meilleurs produits et la meilleure formule pour l'entreprise, quitter à faire changer l'entreprise d'idée».

Et il cite un exemple concret : la société Tecal, à Fresnoy-Montbeuvry, dans l'Oise (traitement et revêtement de métaux) sollicite un prêt. En y regardant avec attention, on s'aperçoit que le matériel qu'elle veut acheter est «moyennement performant». On discute un peu plus avant avec le patron et on découvre alors que le projet est, en fait, très intéressant puisqu'il s'agit de la robotisation de la production. Mais le dossier envoyé à la région ne faisait état que d'une première phase. D'où l'intérêt des contacts. Dans ce cas précis, le dossier complet aurait permis à l'entreprise de bénéficier de procédures du Fonds d'industrialisation et de modernisation (FIM), de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), du prêt pilote productif de la région, etc.

Prêts à risques

Le conseil régional veut «répondre aux besoins de l'entreprise à tous les stades de sa vie, sauf s'il est trop tard». A sa création, il propose un prêt participatif. Ensuite, dans les différentes phases de son développement, il prête pour des investissements qui peuvent être de natures très diverses, y compris immatérielles, pour la force de vente notamment.

Les prêts sont en fait de trois ordres : pour la modernisation in-

dustrielle, pour la robotisation (opération pilote productif) en collaboration avec le ministère de l'Industrie, et, enfin, un prêt à long terme dit de politique industrielle mais qui est de moins en moins utilisé.

Ce qui intéresse surtout les chefs d'entreprise, c'est que, contrairement aux banques qui prennent des hypothèques, des nantissements et autres cautions, le conseil régional ne demande pas de garantie sur ses propres prêts. Il est lui-même affilié à un fonds de garantie régional.

Enfin, l'Agence régionale de développement est là pour attirer l'attention des patrons sur l'existence de deux organismes de financement qu'elle a contribué à créer et qui prêtent «à risques» : Picardie Bail et Picardie Investissement.

Un industriel a tout mis sur ses machines et «coince» sur l'immobilier : Picardie Bail se charge à 100 % de l'opération immobilière.

Une entreprise est endettée et veut renforcer ses fonds propres : Picardie Investissement arrive au secours. Une histoire édifiante peut être racontée à ce sujet : une entreprise picarde connaît un développement régulier sur les marchés français et européens. Tout à coup se présente l'opportunité de racheter une société américaine. L'entreprise a bien un peu d'argent mais pas assez, même en faisant appel à des partenaires financiers. Picardie Investissement arrive alors en sauveur et fournit les fonds nécessaires à l'achat. Cette histoire est véridique. Quand on sait tout cela, on se dit que les industriels picards ont de la chance. Encore faut-il qu'ils frappent à la bonne porte. C'est pourquoi un des premiers soucis de l'Agence régionale de développement est celui de la communication.

En ce qui concerne les entreprises extérieures à la Picardie, la politique économique de la région peut être incitative pour les faire venir en Picardie, zone verte entre Paris et Lille, carrefour de routes et de chemins de fer avec Londres, Bruxelles et les villes industrielles de la Ruhr. Il y a de la place et de la main-d'œuvre jeune.

MICHEL CURIE.

Made in Nord

LA région Nord-Pas-de-Calais entend valoriser ses productions. A l'initiative du conseil régional, certains produits «made in Nord» pourront être commercialisés sous les couleurs, bleu et rouge, d'une marque collective régionale.

Cette marque collective régionale s'applique en fait sous trois formes : «le label régional» pour les produits alimentaires régionaux ; un «certificat de qualification», garantie de qualité pour des produits non alimentaires ; une «marque approuvée», résultant d'un accord entre une entreprise et les organisations de consommateurs.

Pour l'instant, six produits bénéficient du label régional : quatre bières spéciales du Nord ; un fromage, la «mimolette du Nord», le «pain des bœufs», fabriqué avec du blé de la région.

D'autres produits sont en cours d'homologation, des fromages (Vieux Lille et le fromage de Bergues) et les Rollmops. A l'avenir, la marque collective régionale pourrait s'appliquer à des matériaux de construction typiques (tuiles, briques), ou à des services comme la vente par correspondance.

JEAN-RENÉ LORE.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde DES LIVRES



Un romancier
qui peint l'Irlande
et nous tous
comme personnes
depuis Joyce

Le sombre univers de John Mc Gahern

Il n'est pas impossible que la lecture de la Caserne, de l'Irlandais John Mc Gahern, donne à quelques âmes sensibles une irrésistible envie de sauter par la fenêtre ou d'ouvrir le gaz. C'est dire tout de suite la qualité d'un tel ouvrage et la maîtrise de son auteur. Il n'a que peu de lecteurs en France, 5 000 à 6 000, et c'est une honte, car rien de médiocre n'a paru sous son nom.

L'Obscur (1), acruel, cruel d'amour et de haine entre un fils adolescent et son père, est introuvable (en les Editions de la Sphère pourrions peut-être lui lâcher la bride ?). Le Pornographe (2) — qui racontait les débâcles d'un professeur de collège religieux obligé d'arrondir ses fins de mois en rédigeant des romans déshabillés. — Journée d'adieu (3) — où un autre professeur se voyait contraint de démissionner parce qu'il avait eu l'audace d'épouser une Américaine déjà divorcée deux fois. — ces deux romans admirables n'ont pas encore reçu en France l'accueil qu'ils méritaient. Il faut dire que Mc Gahern, né à Dublin

en 1934, professeur, lui aussi, jusqu'au scandale que déclencha l'Obscur, vit la plupart du temps dans un trou perdu sans train ni téléphone, et qu'il n'est pas homme à battre le pavé pour sa réclame.

La Caserne, que publie avec courage et persévérance Tony Carasso aux Presses de la Renaissance, est le premier livre de Mc Gahern et date de 1963. D'emblée, il annonce la couleur : noir. Si l'on prend la précaution d'absorber quelques tranquillisants et on ou deux antidépresseurs, on apprendra la courte et triste histoire d'une femme, Elizabeth. Antérieurement à Londres, maîtresse d'un médecin brillant et mélancolique, elle est revenue après la guerre dans son Irlande natale, épouser un veuf, Reagan, père de trois enfants, policier dans un petit bled au milieu de la tourbe, sous un ciel bas.

Reagan n'est pas un mauvais bonhomme mais une tête de lard, et dans la caserne où il vit avec sa famille les conversations entre

collègues volent encore plus bas que les nuées, tournent beaucoup autour du méchant commissaire Quirke, dont Reagan semble hanté jusqu'à l'obsession. Les plaisanteries ne sont pas souvent fines, les prières du soir sont longues, à genoux sur le carreau, l'argent est rare. Il pleut.

Chacun dans son gouffre

Ce ne serait déjà pas mal comme cela, mais — prenez une deuxième dose d'euphorisants — Elizabeth découvre qu'elle est atteinte d'un cancer du sein. Pis, elle s'y résout, comme au reste. Une douloureuse opération n'y changera rien ni les médicaments, et la mort ne viendra que sanctionner l'évanouissement de tout désir, du sens même de la vie, disparition ressentie de façon très aiguë par Elizabeth, mais partagée plus ou moins par tous les personnages. Les dernières pages nécessitent impérativement le secours d'un cordial, sans eau, cul sec. Rien à attendre des hommes, de la médecine, des prêtres ; on ne fait qu'errer de solitude en soli-

tude parmi les nutres, chacun dans son gouffre.

La bonne littérature est rarement gaie. Celle de John Mc Gahern est parfaitement lugubre. Bien avant les punks de Londres, il a murmuré « No future ». Mais qu'en ne s'y trompe pas : s'il faut lire John Mc Gahern, ce n'est pas pour le plaisir acide de se concocter en automne, au fond de son lit, un bon petit café, mais parce qu'il est tout simplement un des plus grands romanciers d'aujourd'hui, que son pessimisme est un chef-d'œuvre de style et de sobriété, son humeur d'encre, infatigable. Parce qu'il peint l'Irlande — et, au-delà, nous tous — comme personne depuis Joyce.

MICHEL BRAUDEAU.

★ LA CASERNE, de John Mc Gahern, traduit de l'anglais par Georges-Michel Sarotte. Presses de la Renaissance, 246 p., 120 F.

(1) Editions de la Sphère, 1980.
(2) Presses de la Renaissance, 1981.
(3) Presses de la Renaissance, 1983.

La chute du Prince

La biographie du Général par Jean Lacouture (tome III) : comment de Gaulle a gouverné avant d'être abandonné par les siens

DÉCIDÉMENT j'avais raison. Cet ouvrage de Jean Lacouture sur de Gaulle dont voici le tome III et dernier, il est bien tel que, dès sa première partie, je l'avais pressenti (1) : fondamental et de longtemps irremplaçable. Le type même de l'étude parfaite : une information sans défaut, accrue de documents inédits (textes de Flohic, de Jean Marria, de Mohamed Mahmoudi, etc), enrichie par surcroît d'entretiens avec des personnages qui ont été mêlés de près aux événements sur lesquels de Gaulle a imprimé sa marque : De Gaulle, Messmer, Tricot, Debré, entre autres. Une note nous apprend, avec regret, que, si tant de précieux témoins ont généreusement aidé l'historien dans sa patiente investigation, en revanche et quant à lui l'amiral Philippe de Gaulle n'a pas accepté de le recevoir. Punition d'une insuffisante piété du portraitiste pour son modèle ? La valeur extrême de ce moment que nous devons à Jean Lacouture tient cependant, et pour une part primordiale, à l'esprit qui dirigea sa création : à l'égalité de distance de l'hagiographie et du harcèlement éritique. L'obéissance rigoureuse à la loyauté : dire ce qui fut, comme il fut. Jamais ne s'écarter d'une ombre de malveillance.

Qu'on ne m'en veuille pas de me répéter, mais le moyen de faire autrement avec de pareils bouquins ? En compagnie de Jean Lacouture, la joie de s'instruire se double d'une délectation de dégustateur. Le bon historien n'est pas forcément un bon écrivain. Mais Lacouture nous comble : il écrit aussi bien qu'il travaille. D'abord, il écrit juste. Chacun de ses trois volumes s'intitule on ne peut mieux : *le Rebelle*, *le Politique*, et cette fois *le Souverain*.

A quel point le mot est topique, ceci, du Général à Flohic, le confirme : « J'ai rétabli la monarchie en ma faveur » (mais cette monarchie était républicaine : désavoué par le suffrage universel, le monarque abdiquera). Et ces trouvailles ! Pour le titre du chapitre consacré au putsch des généraux d'Alger : « Deux étoiles contre vingt », et pour celui où mai 1968 déroute sous nos yeux son spectacle : « Sous les pavés, l'abîme ». Brefs, mais inoubliables, tels croquis : Ortiz et son « masque d'empereur du bas Empire, nourri de Picon-grenadine » (je ne me rappelle pas que l'individu avait créé un premier « Front national ») ; Gambiez, « petit homme héroïque qui ressemble au professeur Nimbus » ; Edgar Faure, « multiple et miroitant » ; Lecaunet avec son « sourire de diacre diplômé » ; Halet Selassie « au visage d'icône brun », et Pompidou, ce « jovial hédoniste [jovial ? pas toujours] planté dans un terreau irrigué par les crédits bancaires », « conservateur satisfait », « offensif, mais qui est à l'avant-garde en peinture (abstraite) et en musique (concrète) ».

Si Lacouture admire en Olivier Guichard un « virtuose de la liote », c'est là une pratique dont il sait très bien user lui-même, à l'occasion.

HENRI GUILLEMIN.

(Lire la suite page 28.)

(1) Premier tome : *De Gaulle, le Rebelle* (Seuil). Deuxième tome : *De Gaulle, le Politique* (Seuil). Voir « Le Monde des livres » du 5 octobre 1984 et du 11 octobre 1985.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

L'Etudiant étranger, de Philippe Labro

Fou d'Amérique

L'HISTOIRE des fascinations reste à écrire. Il y a eu la folie de l'Orient, des romantiques à Lawrence et Malraux. Il y a eu les pèlerinages des années 30 et 50 au « paradis » moscovite. Il y a eu l'attirance des Américains d'avant guerre pour Montparnasse, et sa réciproque après le conflit.

Les générations venues ensuite doivent savoir ce que représentaient les Etats-Unis pour les jeunes gens des *fifties* et des *sixties*. Il y avait peu d'années que l'US Army avait écorché Hitler sous sa force, sa technique, sa richesse. Le cinéma d'outre-Atlantique déferlait, après cinq ans de censure. Le jazz revenait, « poiers » et « comics » révélaient un nouvel humour, que Vian allait attraper au vol. Et sur les pelouses rases des campus, des filles en soquettes incarnaient la possibilité d'existences aussi inépuisables que des fins d'après-midi ensolées dans un club de tennis.

L'Etudiant étranger, c'est d'abord un reportage de l'intérieur sur ce coup de foudre. Nous sommes vers 1960, c'est-à-dire à une époque où le séjour de l'autre côté de la mer ne s'improvise pas encore pour un week-end. Les vieux « Constat » à hélices mettent une quinzaine d'heures à relier les deux continents, avec escales. Le rock, la vogue californienne, le charter et le téléphone à tout va n'ont pas encore banalisé le voyage, ni supprimé l'impression d'étrangeté, d'éloignement extrême, d'abandon. Dans l'intelligentsia, s'ajoute un certain terrorisme présentant l'Amérique comme la patrie du capitalisme, alors honni, et de l'anticommunisme primaire, nourri par le mécarthysme.

Le narrateur de *L'Etudiant étranger* n'a cure de ces obstacles. Quand son lycée propose aux élèves une bourse d'un an dans une université de Virginie, il lève le

doigt avec l'enthousiasme de qui est gavé des livres, des films et des mythes américains ; avec l'ardeur des amoureux.

C'est d'ailleurs moins le pays qui va captiver ce puceau de dix-huit ans que ses jeunes filles. Le huis clos des campus et le retard personnel du narrateur expliquent cette obsession. En ce temps-là, le flirt règne, des deux côtés de l'Atlantique, avec ses aboutissements comptés et ses règles bizarres, compromis entre les interdits reçus, les caprices et les perversités de chacun. Dans les voitures, les mains baladeuses négocient des rectifications de frontières : ça, oui ; ça, non ; *come on, stop it...* Les automobiles tirent de cette pratique une importance spéciale. Elles tiennent lieu de nid d'amour. Notre boursier ébloui leur voue un culte de petit Européen habitué aux guimbardeuses et qu'étonnent ces banquetteries-lits, ces volants d'onyx, ces carrosseries aux ailerons de squelettes.

La meilleure façon de ne pas souffrir du dépaysement est de se fondre dans le moule, *smoothly*, souplement, quitte à ne pas demander d'explication sur les mots et les mœurs qui vous échappent. L'étudiant français observe strictement les rites d'apprentissage, l'honneur system, la règle des bonjours échangés, et la devise qui résume toutes les prescriptions : gagner, paraître, appartenir à un groupe.

DEUXIÈME découverte qui accompagne la première et la nuance : la belle machine sociale posée à même le gazon paradisiaque des campus a ses ratés, ses vices cachés, ses drames. Dès le début de l'année scolaire, un élève se pend aux barreaux de son lit, sans que sa fiancée y voie de quoi bousculer l'ordre... de ses bigoudis.

(Lire la suite page 26.)

CLAUDE DELARUE

Des figures, des visages, qui auraient pu appartenir au Fellini de la grande époque, habitent ce livre riche d'échos.

G.M. Clary / L'Express

Un récit vibrant d'une lumineuse tension et le sombre plaisir d'une descente, en lentes spirales.

J.N. Pancherz / Le Monde

89 F

CLAUDE DELARUE
La mosaïque
Roman

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

SEUIL

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Quinze écrivains
pour Nelson Mandela

Depuis vingt-quatre ans, Nelson Mandela est enfermé dans une prison sud-africaine. Depuis un quart de siècle aussi, en dépit de cet emprisonnement, sa figure politique et spirituelle n'a cessé de grandir. Quel qu'il advienne dans les années à venir du régime de Pretoria et de l'apartheid, la dignité de l'espèce humaine tout entière conservera le visage de Mandela.

Pour rendre hommage à ce combat non partisan pour le respect et pour la liberté, quinze écrivains, venus des horizons géographiques et culturels les plus divers, publient, sous le titre *Pour Nelson Mandela*, un recueil collectif (Gallimard). Parmi eux, Jacques Derrida, Nadine Gordimer, Susan Sontag, Edmond Jabès, Helmut Müller, Juan Goytisolo, Moustapha THIL, Kateb Yacine et Maurice Blanchot. Et Jorge Amado, dont nous publions ici en avant-première un extrait de la contribution.

Mandela au Brésil

par Jorge Amado

NOUS, Brésiliens, nous connaissons très bien Nelson Mandela. Et depuis très longtemps. Nous savons son intimité la plus secrète, le silence qui lui est imposé et ses vers d'une liberté toujours plus grande à travers le monde. En vérité, nous l'avons ici : il vit parmi nous depuis quatre siècles. On peut facilement le rencontrer dans les rues de n'importe quelle ville brésilienne, grande ou petite, on peut sans peine le reconnaître dans le visage d'un enfant au teint sombre, aux yeux de chat et aux cheveux crépus. Parce qu'il trouvait beau ce nom, imposant, son père — sainte ingénuité ! — lui a donné comme prénom le nom d'un lord de l'aristocratie anglaise, mais son nom de famille évoque une antique et fière nation africaine : mâle, mandinda, mandela.

Il est pauvre — presque tout notre peuple est très pauvre, — mais son rire est vif et vibrant, il est libre lorsqu'il court sur la plage et dans la montagne, lorsqu'il joue avec ses frères de sang aux différentes nuances de peau, tous faits du même mélange de sang noir, indien et européen, libre quand il s'engage dans l'aventure de sa propre existence. Héritier de cette condition humaine dont il est l'emblème, c'est lui qui, à partir du sol brésilien, de l'autre côté de l'Atlantique, crie pour la liberté, avec une profonde et juste conviction, pour la liberté sans restriction du poète africain, son ancêtre et son frère.

On le rencontre ici, partout, à tout instant. Dernièrement, intellectuels brésiliens et africains mêlés, nous visitâmes la Serra da Barriga, dans l'État d'Alagoas, au nord-est du Brésil. Quelques-uns de nos hôtes étaient de jeunes professeurs sénégalais, porteurs de la *négritude*, le mouvement lancé par Léopold Sédar Senghor, qui aujourd'hui a saisi le pays, et dont la ligne directrice est d'affirmer qu'un développement culturel autonome est la base de tout progrès social. Cet enseignement rend les hommes impatientes de construire une civilisation originale dans un pays libre, moyennant des contacts avec les peuples frères. Ils voulaient toucher de leurs mains la terre de la Serra da Barriga et, quand ils arrivèrent là, ils restèrent immobiles, silencieux, émus. C'est que l'Africain est arrivé au Brésil enchaîné dans des navires négriers et est resté esclave durant quatre siècles. Mais l'histoire de l'esclavage au Brésil est celle d'une lutte ininterrompue contre l'opprobre, contre la terreur imposée par le colonisateur blanc.

J'ai retrouvé à nouveau Nelson Mandela la semaine dernière, lors d'une rencontre avec des étudiants de langue et de littérature espagnoles. Le thème débattu était la haine que portent les dictatures aux poètes et à la poésie. Je rappelai aux jeunes gens de ma terre que, précisément, il y a un demi-siècle, les sicaires du dictateur Franco réveillèrent au milieu de la nuit, à l'aube de sa courte vie, le tzigane andalou Federico Garcia Lorca et, au nom de cette haine aveugle, le fusillèrent. Un étudiant déclama les vers graves et sévères d'Antonio Machado : *El crimen fue en Granada, en su Granada* ! Nous évoquâmes ensemble, les jeunes étudiants et moi, la poésie amoureuse, fraîche comme l'air de la montagne, de Miguel Hernandez, le doux gardien de chèvres qui surgit un jour à Madrid quand tombaient les premières bombes de la guerre. Miguel Hernandez joignit ses vers si puissants à ceux de Rafael Alberti, de Jorge Guillén, d'Antonio et Manuel Machado et de tant d'autres, atteignant un des sommets de la poésie de tous les temps. Il fut assassiné, lentement, dans une ignoble cellule espagnole. Mais une jeune fille brune se leva. Elle nous ramena au thème de la haine que toujours et maintenant les dictatures ont envers les poètes : elle lisait un poème de Nelson Mandela. La réunion se termina par la rédaction d'un bref télégramme à l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Brasília, un texte bref et fort comme un vers : « Vous avez peur de Nelson Mandela ! »

(Traduit du portugais par Alice Raillard)

La Pléiade
cache
des billets
d'avions
dans ses
livres.

GALLIMARD

Gagnez une semaine à Rio pour 2 personnes en participant au concours de La Pléiade organisé par Gallimard et Télérama du 1^{er} octobre au 11 novembre 1986. Ce concours doté de 300 prix est ouvert à tous. Pour jouer, allez chez votre libraire, demandez un bulletin de participation, consultez Télérama. Découvrez La Pléiade, et votre libraire vous offrira, pour un achat de 2 volumes de la collection, le somptueux agenda Pléiade 1987.

CONCOURS DE
LA PLÉIADE

Télérama

DERNIÈRES LIVRAISONS

ROMANS

● **ARRABAL** : *La Vierge rouge*. Homme de théâtre, cinéaste et peintre, Arrabal est aussi romancier. Ce roman, le premier qu'il ait écrit en français, narre la quête du mûre d'une bourgeoise vierge qui, après « la nuit de l'ensemencement » engendrera le nouveau Eve, femme parfaite et enfant prodige. (Acropole, 256 p., 95 F.)

● **JACK-ALAIN LÉGER** : *Wanderweg*. Une fantaisie du voyageur dans le crépuscule des dieux, une randonnée poétique et politique où, derrière l'air enchanté de la fable, se dissimule l'ère du nazisme. (Gallimard, 539 p., 100 F.)

● **NINA BERBEROVA** : *Le Laqueux et le Putain*. Après *L'Accompagnatrice* (1985), le second roman de Berberova publié en français. A travers l'exil, l'errance et le déshérence, le sombre portrait d'une Russe sans joie. Traduit du russe par Lydia Chelvetzer. (Actes Sud, 100 p., 49 F.)

● **VERCORS** : *Le Tigre d'Anvers*. A quatre-vingts ans passés, l'auteur du *Silence de la mer* renoue avec des thèmes qui lui sont chers. Le calvaire moral et la résurrection par l'amour d'un

héros de la Résistance déchu à ses propres yeux. (Plon, 261 p., 80 F.)

SCIENCE

● **FRANCO SELLERI** : *Le Grand Débat de la théorie quantique*. Physicien de grand renom, professeur à l'université de Bari et membre de la New York Academy of Sciences, Franco Selli retrace dans cet ouvrage l'histoire de la théorie des quanta et expose le problème fondamental qui a divisé les physiciens : « Les objets atomiques existent-ils indépendamment de toute observation humaine ? » Préface de Karl R. Popper. Traduit de l'italien par François et Philippe Guéret. (Flammarion, 215 p., 110 F.)

● **AMBOISE ROUX, STANLEY KRIPPER, GÉRALD SOLF-VIN** : *La Science et les Pouvoirs psychiques de l'homme*. Chef d'entreprise, ancien directeur de la CGE, Ambroise Roux, aidé de deux scientifiques américains, se propose dans cet ouvrage de « recenser les manifestations du paranormal à travers les âges... et tenter de faire le point sur ce qui peut être considéré aujourd'hui comme scientifiquement acquis ». (Sand, 288 p., 89 F.)

CIVILISATION

● **REGIS BOYER** : *Le monde du double*. La magie chez les anciens Scandinaves. Spécialiste des mythologies nord-européennes, Régis Boyer étudie dans ce livre les rites magiques des anciens Scandinaves, le rôle du magicien, et aborde la question des origines de ce qu'il considère comme « l'âme du paganisme scandinave ». (Berg International, 219 p., 95 F.)

● **PATRICK GRIOLET** : *Cadix et crêoles en Louisiane*. L'auteur étudie la tradition francophone qui a marqué l'histoire de la Louisiane, tradition trop souvent et trop rapidement réduite à l'exotisme et au folklore. Ces traditions ont survécu à travers les contes, les chansons et toute la littérature transmise oralement. (Payot, 387 p., 180 F.)

RELIGIONS

● **H. L. STRACK et G. STEM-BERGER** : *Introduction au Talmud et au Midrash*. Cet ouvrage est l'adaptation française du manuel consacré au Talmud et à la littérature midrashique par l'orientaliste allemand H. L. Strack au début du siècle. Maurice Ruben Hayoun a traduit la version refondue de ce

livre, publiée en Allemagne par G. Stemberger, en 1992. (Carif, 432 p., 196 F.) Dans le même domaine paraît le second volume du *Talmud de Babylone*. Cette édition est traduite et annotée par Israël Salzer. (Verdier, 393 p., 150 F.)

HISTOIRE

● **PIERRE PIERRARD** : *Histoire des curés de campagne de 1789 à nos jours*. De la Révolution française à l'actuelle crise des vocations, la figure du curé de campagne a traversé l'histoire de la France rurale et survécu aux bouleversements sociaux et spirituels. (Plon, 336 p., 100 F.)

● **LÉO PALACIO** : *1936, la méditerranée espagnole*. La guerre civile espagnole considérée comme le « répétition générale du deuxième conflit mondial ». Léo Palacio, ancien correspondant de guerre en Espagne, puis correspondant du Monde pour la région Midi-Pyrénées, analyse les implications internationales de la guerre d'Espagne, véritable terrain d'expérimentation des diverses puissances. Préface d'André Fontaine. (Privat, 490 p., 170 F.)

PHILOSOPHIE

Wittgenstein

lu sans idolâtrie

Il y a une dizaine d'années, on pouvait écrire sans trop d'erreurs que la pensée de Wittgenstein — objet de lectures et de débats passionnés chez les philosophes anglosaxons — était à peine abordée en France. Ce temps est révolu. Les traductions de ses livres et de ses notes posthumes se sont multipliées, les études ont proliféré. C'est qu'on pense de nos jours que, si on ne fait plus de doute que cette œuvre constitue l'un des points de référence majeurs du vingtième siècle. Cela ne signifie évidemment pas qu'on en saisisse aisément le sens et la portée. Au contraire.

On lira donc avec intérêt l'ouvrage que vient de lui consacrer Sir Alfred J. Ayer. Né en 1910, professeur à Oxford jusqu'en 1979, ce philosophe a personnellement connu Wittgenstein à partir de 1932. Avec admiration mais sans idolâtrie, il esquisse la biographie de cet énigmatique moine sans monastère. Il retrace surtout l'évolution de sa pensée, à l'usage de lecteurs non spécialisés, depuis le *Tractatus logico-philosophicus* (1921) jusqu'aux *Investigations* de 1945 (traduites en français sous le titre *Recherches philosophiques*, elles marquent l'apparition du « second Wittgenstein »).

Éclairant et d'un accès aisé, le livre d'Alfred J. Ayer contient aussi les éléments d'une critique qui ne manquera pas de soulever bien des objections. Le dernier chapitre, en particulier, sur l'influence de Wittgenstein et sur le jugement

des idées de Russell en 1959, fera grincer quelques dents.

ROGER-POL DROIT.

★ **WITTGENSTEIN OU LE GÉNIE FACE À LA MÉTAPHYSIQUE**, d'Alfred J. Ayer, Ed. Seuil, coll. « Philosophie », 240 p., 92 F.

Une pensée

à découvrir

Il n'est pas tout à fait inconnu. Son nom figure dans quelques dictionnaires et encyclopédies, accompagné d'une mince notice. Un institut international lui est consacré à La Haye, et une quinzaine d'ouvrages en langue allemande ont analysé son œuvre.

Pourtant, Constantin Brunner semble oublié, singulièrement en France. De ses nombreux livres, deux seulement ont été traduits : *Spinoza et Kant* (en 1932), *L'Amour* (en 1957). Ce ne sont pas les principaux. Et beaucoup de philosophes ignorent jusqu'à son nom.

C'est pourquoi le livre de Michaël Baraz est le bienvenu. Ce spécialiste de Montaigne et de Rabelais s'est trouvé transporté et transformé à la lecture de Brunner. Même si l'on ne partage pas d'emblée tant de ferveur, on lui saura gré de faire découvrir une œuvre d'une ampleur et d'un souffle peu communs.

Né en 1862 dans la région de Hambourg, mort à La Haye en 1937, (il avait fui l'Allemagne en 1933), Constantin Brunner a préféré la solitude à une carrière universitaire. Les axes de sa pensée paraissent mériter plutôt l'attention que le mépris. Une succession d'apparences et un mouvement incessant constituent selon lui l'univers comme corrélat de notre pensée, qui elle-même se

confond avec l'absolu. Adepte d'une philosophie *perennia*, il affirme l'existence d'une vérité commune aux expériences spirituelles des mystiques, des philosophes et des artistes. A l'opposé de cette conception de la totalité, très marquée par la lecture de Spinoza, Brunner considère religion, métaphysique et morale comme des points de vue réducteurs engendrés par la pensée « superstitieuse ».

Il faudrait pouvoir donner de plus amples précisions. Qu'il suffise ici d'inviter chaleureusement ceux que laisse la scolastique — médiévale ou contemporaine — à découvrir grâce à Michaël Baraz cette pensée différente. En attendant — il faut le souligner vivement — les traductions françaises de quelques textes de Constantin Brunner.

R.-P. D.

★ **LA RÉVOLUTION INÉPÉRÉE**, CONSTANTIN BRUNNER, de Michaël Baraz, Librairie José Corti, 352 p., 145 F.

RELIGIONS

Un panorama

de l'islam secret

A côté de l'islam officiel et légal, qui a vu le jour au septième siècle, s'est développé depuis le douzième siècle un islam parallèle, parfois clandestin, celui des ordres mystiques et des confréries. Cet islam des marabouts et des reliques, dans son expression populaire, et des soufis (mystiques), dans sa forme élaborée, s'est développé dans toute l'aire islamique, du Maghreb à l'Indonésie, de l'Asie centrale et de l'Europe ottomane à l'Afrique noire. Ce phénomène multiforme et partiellement secret demeure mal connu et méconnu, bien qu'il soit toujours très vivant et même en expansion.

Des spécialistes des différentes régions du monde musulman, réunis

en colloque en 1982 à l'instigation d'Alexandre Popovic et de Gilles Veinstein, nous offrent dans le présent ouvrage, malgré quelques lacunes, le premier grand panorama de cet islam secret. Leur recherche part des régions et des phases d'implantation, analyse ensuite les écrits doctrinaux, les croyances, les rituels, les règles et les pratiques des confréries et, enfin, les études contemporaines sur leur aspect politique, économique et social. Ainsi découvrons-nous, par exemple, que dans les pays communistes les confréries, bien qu'intériorisées, sont florissantes et servent parfois de relais au fondamentalisme.

PAUL BALTA.

★ **LES ORDRES MYSTIQUES DANS L'ISLAM. CHEMINEMENTS ET SITUATION ACTUELLE**, d'A. Popovic, G. Veinstein et autres, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1986.



PARUTIONS DE SEPTEMBRE 1986

William GOLDING
Les hommes de papier

Roman. Traduit de l'anglais par Marie-Lise Marliere.

Nicholas MOSLEY
L'oiseau imago

Roman. Traduit de l'anglais par Sylvie Salade.

Botho STRAUSS
Le jeune homme

Roman. Traduit de l'allemand par Claude Porcell.

Léon TOLSTOI
Lettres I : 1828-1879
Lettres II : 1880-1910

Édition établie par R.F. Christian.
Notes et commentaires traduits de l'anglais.
Lettres de Léon Tolstoï traduites du russe par Bernadette du Crest.

GALLIMARD *nrf*

مكتبة الأمل

LA VIE LITTÉRAIRE

Medicis :

premières sélections

FRANCE : Francine de Martinière ; *Arrière sur image* (Gallimard) ; François Weyergans ; *La Vie d'un bébé* (Gallimard) ; Pierre Bergounioux ; *Le Bébé farfouilleux* (Gallimard) ; Jean-Philippe Toussaint ; *Monsieur* (Mikl) ; François Bon ; *Le Crime de Buzen* (Mikl) ; Pierre Combescot ; *Les Fumées de la nuit de nuit* (Grasset) ; Raphaël Phidol ; *Gratias* (Grasset) ; Patrick Reumaux ; *Le Visiteur de Gondal* (Balland) ; France Huser ; *La Chambre ouverte* (Seuil) ; Natacha Michel ; *Impositions et sélections* (Seuil) ; Claude Brémont ; *La Grande Soeur* (Denoël).

ETRANGER : Nina Barabara ; *Le Laquis et la Putain* (Actes Sud) ; Peter Handke ; *Le Chinois de la douleur* (Gallimard) ; John Hawkes ; *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* (Seuil) ; Thomas Bernhard ; *Le Neufpied* (Gallimard) ; Giorgio Montanelli ; *Aux deux ultérieurs* (Editions W.) ; Berthe Strauss ; *Le Jeune Homme* (Gallimard).

ESSAIS : Julian Barnes ; *Le Paroquet de Flaubert* (Stock) ; Gilles Deleuze ; *Foucault* (Mikl) ; Elisabeth Roudinesco ; *Histoire de la psychanalyse en France* (Seuil) ; Jacques Tati ; *Le Film transparent* (Fammarion) ; Philippe Roger ; *Roland Barthes, romans* (Grasset) ; Pierre-Yves Petillon ; *L'Europe aux anciens parapses* (Seuil) ; Jean Lacouture ; *De Gaulle* (Seuil).

Les prix seront attribués le 24 novembre.

Paul Valéry

à Düsseldorf.

Après « Victor Hugo sur les bords du Rhin » en 1985, « Paul Valéry et ses relations avec l'Allemagne » en 1986, une nouvelle exposition à l'Institut Heinrich-Heine de Düsseldorf (1) témoigne des méandres et de l'ignorance réciproque qui, décidément, parsèment l'histoire des rapports littéraires franco-allemands. Entre 1920 et 1930, Valéry fait partie, en Allemagne, des écrivains français qui comptent. Rainer-Marie Rilke traduit lui-même certains de ses poèmes, s'entretenant auprès de son éditeur Anton Kippenberg en faveur d'une édition allemande de ses œuvres.

Quant à Valéry, qui ne parle pas l'allemand et attendra l'âge de cinquante-cinq ans pour mettre les pieds outre-Rhin, ses jugements sur ses confrères germaniques sont plutôt nuancés. Goethe, auquel l'auteur de *Mon Faust* reproche de ne pas avoir eu la tête mathématique, se voit ainsi qualifié de « roi des imprévisibles ». Nietzsche est pour lui « un chef d'orchestre dénué de sens ». Sa dernière visite chez Rilke, quelques mois avant la mort de celui-ci, nous vaut dans ses *Cahiers* une remarque déabusée sur l'incommunicabilité entre les individus et les peuples.

En 1936, au cours d'une réunion qu'il présida à Budepest du Comité permanent des lettres et des arts, l'enthousiasme suscité par l'intervention de Thomas Mann, hors de son temps de parole, pour décrire la situation de l'Allemagne nazie, ne suscita chez Valéry qu'un étonnement irrité. Une incompréhension due à l'ignorance de la langue, ou à celle de l'Allemagne elle-même ?

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

(1) Heinrich Heine Institut, Bülker Str. 14 D, 4000 Düsseldorf. Jusqu'au 5 octobre.

« Loess »

revue au regard perçant

C'est en 1981 que Jean-Pierre Roque, auteur de l'essai *L'Homme biochimique ou le désir du désir*, a créé *Loess*, dans le Sud-Ouest, la revue littéraire et artistique *Loess* (en termes géologiques : limon). Elle vient de publier son vingt-cinquième numéro, consacré au « peintre physicien » Cathol. Parallèlement *Loess* édite un cahier hors série consacré à Henri Langlois, à l'occasion du 50^e anniversaire de la Cinéma-thèque française, avec notamment des textes de Jean Rouch et Georges Franju.

Loess s'est fait connaître auprès des amateurs en publiant des tra-

ductions inédites en français de Nietzsche, Rilke et Pasternak, des inédits de Joë Bousquet et Romain Rolland et de très remarquables numéros spéciaux que les spécialistes commencent à rechercher, consacrés à Camus, à son éditeur algérois Edmond Charlot (installé maintenant à Pézenas, Hérault), au poète égyptien francophone Edmond Jabès, à François Boujeau, « ténor de l'islam » dont les romans inspirés par les milieux religieux algérois de l'année 1930 restent une description crüe d'actualité. A signaler également le n° 24 d'avril 1986, bâti autour du peintre et urbaniste algérois Jean de Maisonneuve, issu de la même école d'esprit que ses amis Camus et Jean Sénac, cet autre grand écrivain algéro-pied-noir, assassiné à Alger en 1973 : Maisonneuve vit aujourd'hui à Cuers (Var). *Loess* donne sur lui des textes de Roland Caspar (*le Monde* du 1^{er} août), François Cheng ou Roland Simonnet, cet autre « Algérien » à qui on doit le musée Picasso à l'hôtel Salé, à Paris. Jean-Pierre Roque a l'œil perçant, qui balade de la Méditerranée à la Seine.

J.-P. P.-H.

* **LOESS**, Saint-Martin-de-Corbières, 12290 Post-de-Salars (Aveyron). 4 numéros : France, 180 F ; étranger, 120 F. Le cahier spécial « Langlois » sera vendu 50 F.

13 octobre à 18 h 30 à l'occasion de la parution de son roman *Le Terroriste* (en anglais : *The Good Terrorist*) chez Albin Michel. (9, rue de Constantine, 75007 Paris.)

* **PRÉCISION :** La photographie de Fernando Pessoa que nous avons publiée dans « Le Monde des livres » du 26 septembre était tirée de Fernando Pessoa, *poète phare* (Ed. BPI-La Différence).

* **DERNIÈRE SÉLECTION** pour le prix Paul-Léautaud, qui sera attribué pour la première fois le 7 octobre prochain : la *Persepolis*, de Michèle Lefebvre ; *Des gens impossibles*, d'Eric Neuhoff (Table ronde) ; *Lettres à Baudelaire, Chandler et quelques autres*, de François Bott (Albin Michel).

EN BREF

* **LE PRIX ROBERT-CHRISTOPHE** a été attribué à M. Arnaud de Laubert pour son livre *Talos rampa, Barbey d'Aurevilly, le dandy absolu* (Olivier Orban).

* **PREMIER PRIX 1987.** — Pour le quatrième année consécutive, le Premier Prix récompensera en 1987 un roman inédit ou un recueil de nouvelles inédites.

Il s'agit d'un concours organisé par le Collège International de Philosophie sur le thème « Nouvelles technologies et mutations des savoirs » se déroulera les 24, 25 et 26 octobre dans l'espace de projection de l'IRCAM. Renseignements : Collège International de Philosophie, tél. : 46-34-37-78 ; IRCAM, tél. : 42-77-12-33.

* **Le premier Festival mondial de CONTE POPULAIRES** se déroulera à Valensole, dans les Alpes-de-Haute-Provence, du 12 au 19 octobre. Placé sous la prési-

dece d'honneur de Léopold Sédar Senghor, cette manifestation réunira plus de quarante écrivains et conteurs. Domaine d'Aronne, Saint-Martin-le-Bas, 04870 Saint-Michel-Frémont. Tél. : 92-87-66-51.

* **L'association ENTREPRENEURS** organise du 3 au 15 novembre, à Paris et en régions, la première Quinzaine de la revue. De nombreuses librairies et bibliothèques participeront aux diverses manifestations prévues dans le cadre de cette quinzaine : expositions, débats, rencontres. Pour tous renseignements, s'adresser à : Entrepreneurs, tél. 45-49-01-49.

* **DORIS LESSING** participera à une rencontre-débat au Centre culturel britannique le lundi

13 octobre à 18 h 30 à l'occasion de la parution de son roman *Le Terroriste* (en anglais : *The Good Terrorist*) chez Albin Michel. (9, rue de Constantine, 75007 Paris.)

* **PRÉCISION :** La photographie de Fernando Pessoa que nous avons publiée dans « Le Monde des livres » du 26 septembre était tirée de Fernando Pessoa, *poète phare* (Ed. BPI-La Différence).

* **DERNIÈRE SÉLECTION** pour le prix Paul-Léautaud, qui sera attribué pour la première fois le 7 octobre prochain : la *Persepolis*, de Michèle Lefebvre ; *Des gens impossibles*, d'Eric Neuhoff (Table ronde) ; *Lettres à Baudelaire, Chandler et quelques autres*, de François Bott (Albin Michel).

JEUNESSE

La bonne bouffe

« Il faut manger pour vivre et non pas vivre pour manger », pensait Herpion. Et si l'Avare avait raison ?... Non pas pour son avarice — puisque le caviar demeure la plus saine des nourritures, même s'il ne suffit pas (voyez la silhouette de Karen Blixen à la fin de sa vie lorsque les coups d'estomac constituaient, avec les luthiers, l'essentiel de son alimentation) — mais pour ses principes économiques de diététique.

Il faut que les enfants apprennent dès leur plus jeune âge les (bonnes) règles de la nutrition : se sont dit les éducateurs, les médecins et les auteurs de livres de jeunesse. La bouffe, la bonne bouffe, la petite bouffe, c'est aussi sérieux que l'hygiène des dents, ou la propreté des mains avant de passer à table. Et tout ça, si on réfléchit bien, c'est encore le domaine de la façon de se nourrir.

« Se nourrir, c'est aussi se construire. On peut se rendre très malade et abîmer sa vie en mangeant mal », écrit Catherine Dolto-Tolich dans la préface de *Bon appétit la vie*, qui vient de paraître chez Hachette dans la collection « Grain de sel », qu'elle dirige. Écrit par Claire Trémollières (dont le mari, Jean Trémollières, a été un des premiers grands médecins à se consacrer à l'étude de la nutrition), ce manuel bon enfant de diététique junior a de l'estomac : il passe en revue tout ce qu'on peut faire avec des aliments et mille hardiments d'histoire et de préhistoire (Prométhée et le vol du feu, le bassin méditerranéen, berceau de la civilisation du blé, les pays du riz, du maïs), la physiologie de la nutrition et le voyage des éléments dans le corps (bouche, estomac, intestin), les techniques de la diététique (pro-

teins, glucides et lipides, vitamines et sels minéraux), mais aussi la sociologie du repas, les rites, les bonnes manières, les fêtes, « qui sont toujours prétextes à manger ensemble ». Sous-titré *Diététique junior mode d'emploi*, l'album — dont le style ne se nourrit pas de Georges Perec — explique en langage clair et facile des choses compliquées et réunit utilement une quantité d'informations « précieuses » à l'attention des adolescents et de leurs parents.

* **BON APPÉTIT LA VIE**, de Claire Trémollières, ill. de Volker Theinhardt. Album 19,5 x 26 cm. Hachette, 120 p., 79 F (à partir de 8 ans).



Dans le même esprit, les Editions du Pelican ont publié un livre, traduit, qui vient de Grande-Bretagne et qui explique avec beaucoup de dessins en couleurs, de schémas et de tableaux comment grandir en bonne santé. Le texte, plus laconique, mais précis et drôle, est peut-être plus facilement assimilable pour de jeunes mangeurs. Un livre de fond pour apprendre en s'amusant et qui pourra être expliqué aux plus jeunes en observant les dessins.

* **APPRENDS A TE NOURRIR**, de Claire Trémollières et Dany Wolfe. Album 17,5 x 25 cm. Editions du Pelican, 48 p., 48 F (à partir de huit ans).

Chez Hachette Jeunesse, *Manger, vivre, cuisiner...* est une initiation aux procédés de transformation des aliments « transmis de bouche à oreille, de main en main, de génération en génération ». Un traité parfaitement comestible sur « le cru et le cuit » à l'usage des jeunes générations.

Tout est expliqué à l'aide de photos en couleurs très parlantes qui permettront aux affamés de tout âge de se nourrir intelligemment : salades et poissons crus, conserves par dessiccation, sauge, fumage, cuisson au feu de bois et, construction d'un four, fabrication du pain, recettes diverses... Tout est clair et intelligent. Connaissiez-vous les bienfaits de fleurs de courge ? La gelée de cynorhodon (appelée plus communément poil de gratter ou grasse-cul) ? Ou encore les épices, ces choix provençaux : farsis de figues, de raisins, de noix et d'écorces d'orange, et séchés au soleil ? Un régal.

* **MANGER, VIVRE, CUISINER**, Numéro spécial de l'équipe de *Jeunes Amées* magazine. Textes et photos de Trémollières. Album 21,5 x 30 cm. Hachette Jeunesse, 80 p., 55 F (à partir de huit ans).

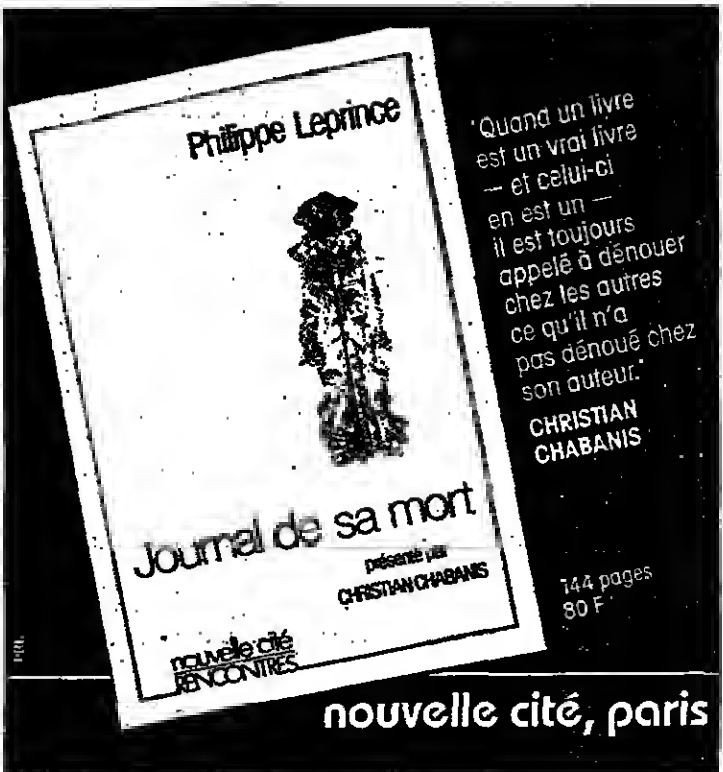
Pour garder l'eau à la bouche, le mieux est encore de cuisiner. Ginette Mathiot, qui a été inspecteur général d'enseignement ménager de l'éducation nationale et a publié plus de vingt livres de recettes, le sait bien. *Flammarion* vient de faire paraître *Le Livre de cuisine* destiné aux jeunes enfants qu'elle avait publié en 1977. Les recettes sont à la portée des petits, et la narration suit le processus avec une grande fidélité (trop, parfois) à la première personne (« Je m'occupe en premier lieu des pommes de terre. Je les lave, je les brosse puis je les mets dans la casserole, etc. »). C'est un peu long à lire, vieillit. Mais rassurant.

* **MON LIVRE DE CUISINE**, de Ginette Mathiot, ill. de Paul Durand. Album 20 x 26 cm. Flammarion, 64 p., 69 F (à partir de huit ans).

Enfin, pour les tout-petits, le Centurion reprend les aventures de Marcéau Bonapépé, la petite souris gourmande. Protéides rouges, lipides jaunes, glucides bleus, sont réunis pour la compétition, et Marcéau apprend qu'il y a des gagnants et des perdants, et qu'il faut savoir ce qu'on mange pour être en forme.

* **LE MENU OLYMPIQUE DE MARCEAU BONAPÉPÉ**, par le docteur Brigitte Boucher, ill. d'Agathe Mathien et Serge Bloch. Album souple 20 x 20 cm. Centurion Jeunesse, 32 p., 36 F (à partir de quatre ans).

N. Z.



« Quand un livre est un vrai livre — et celui-ci en est un — il est toujours appelé à dénouer ce qu'il n'a pas dénoué chez son auteur. »

CHRISTIAN CHABANIS

144 pages 80 F

nouvelle cité, paris

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE DE LA VILLE DE PARIS

Hôtel Lamignon, 24, rue Pavée (6^e)

Alain-Fournier, Jacques Rivière

Du Grand Meaulnes à la Nouvelle Revue française

28 SEPTEMBRE - 8 NOVEMBRE, L.J. (1^{er} éd. et L.J.) 12 h - 18 h

JACQUELINE MERVILLE



La ville du non

Premier roman

des femmes

1986

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Jean-Denis BREDIN



L'absence

roman

« L'absence est un de ces livres qui restent fichés dans le cœur. »

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

« Un humaniste clairvoyant, un esprit fin et droit. Lisons-le ligne à ligne, car l'espèce en est devenue rare. »

Nicole Casanova/Le Quotidien de Paris

GALLIMARD nrf

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Fou d'Amérique

(Suite de la page 23.)

Non loin des pavillons luxueux du collège s'étendent les barres de Nigger town, la ville noire. En Virginie ségrégationniste, l'honneur system veut qu'on n'y fréquente pas. L'étudiant français ignore ce préjugé. Il aurait même plutôt hérité du réflexe inverse, qui a longtemps conduit les jeunes bourgeois vers les chambres des bonnes. Un jour qu'il rend visite à un professeur absent, et qu'il fouille les placards non sans un trouble voyeurisme, il fait la connaissance d'une femme de ménage au teint d'ébène et aux yeux jaunes, April. C'est avec elle qu'il perdra son innocence tardive, sur fond d'Elvis Presley, et aussi de secret, de danger. A l'arrière d'une Buick verte empruntée, leurs rencontres auront le goût du défendu et du précaire. April le prévient : « Même si tu n'as pas le ton des Blancs américains, tôt ou tard, la honte finira par s'installer... Alors viendra une quelconque fille du Sud ! »

Au Texas, où il passe Noël, un ami remarque qu'il parle à la bonne noire « différemment ». « Vous êtes drôle ! », lui dit-on. Il refuse de recourir aux prostituées noires. Est-il amoureux d'April ? Plutôt lié à elle par les sens, et par l'opprobre qui les entoure de tous côtés. Au retour en Virginie, les séances de Buick reprennent de plus belle.

Pour faire face aux frais de sa vie mouvementée, l'étudiant s'engage comme garçon de courses dans un journal local. Cela lui donnera l'occasion d'assister à une conférence de Faulkner, et de noter... la couleur de sa cravate, l'écritain ayant confirmé ce jour-là sa réputation proverbiale de lachisme.

ENFIN survient la « fille du Sud » annoncée par April, laquelle s'efface, sans vraie tristesse parce qu'elle était sans illusions. Elle s'appelle Elizabeth. Elle est blond-roux et bostonienne. Mais la naissance conforme ne garantit pas une adaptation heureuse à l'idéal américain, plus contraignant et contondant qu'il ne s'en donne l'air. Elizabeth ne trouve que singerie à la comédie sociale que lui impose une mère sans douceur. Quelques années plus tard, elle aurait trouvé une voie de refus dans le hippysme californien ou autre grève du consensus : vers 1980, elle n'a d'autre moyen que de s'en prendre à soi, en « somatisant », comme on dit aujourd'hui. Symptôme choisi : l'anorexie vomissante. Comme quoi le rêve américain dont s'émervailait le petit bourgeois français ne va pas sans accroc ni écopée.

Les troubles de l'appétit font bon ménage, semble-t-il, avec une rare maîtrise du langage et un humour pathétique, imprévisible. Elizabeth porte un regard écaré sur la comédie américaine du bonheur telle qu'elle culmine dans le bal de printemps au collège, avec canotiers, sirup d'érable et vieilles rengaines jouées par les frères Dorsey...

Les parents d'Elizabeth ne comprennent rien à ce qu'ils appellent la « démission » de leur fille. Comment peut-on renoncer aux premières places en classe, aux règles du jeu, comment peut-on se déguiser, malgré, se couper les cheveux à la diable, lire Nietzsche ? Le narrateur lui-même veut guérir la déviance d'un si coûteux écart ; en vain, un psychiatre devant bientôt rendre le relais. Il se consola de son échec, car il s'en était retenu de sa leçon américaine : le sens des expériences accumulées (Melrose disait avec plus d'éloquence : *changes en conscience*) : il ira bûcheronner au Colorado pendant l'été, et remplira pour une deuxième année de collège.

L'ÉTUDIANT étranger a des fraîcheurs de premier roman, d'adieux à l'adolescence. Philippe Labro n'y cherche pas à jouer les écrivains jallissants et incoercibles, comme beaucoup d'auteurs cet automne. Il suit les préceptes de son professeur américain de journalisme, qui bannissait les adjectifs et adjectifs, et recommandait une certaine sécheresse.

Sauf pour les odeurs, qui ont le don de délier sa plume et d'opérer des relais dans ses souvenirs (sements de lait, de dogwood), Philippe Labro resta le reporter « à l'américaine » de cette éducation sentimentale exactement datée : débuts de beaucoup de choses, de la guerre d'Algérie, du rock, des danses déhanchées, de l'unisexe, et du doute des jeunes dorées du monde entier face aux codes qui les ont bercées.

On entre dans un livre comme dans une auto. L'Étudiant étranger ne sent pas le capoton des fracs ni le ricin des formules 1. On pénètre très précisément dans une Buick 1960, avec son flottement particulier, son cercle de klaxon, son capot vaste qui rend les roues insoupçonnables, ses rennes du moment, ses soucis du jour...

Un enfant de Descartes et de la quatre-chevaux farfallante est au volant. Il biche, le regard embué par le bonheur de découvrir, et la tristesse de déchanter. Dans le rétroviseur : déjà du passé, des bouts d'échecs, des visions de baracks et de redoubt, des hanches brillantes et des forêts sans fin. Les pneus glissent dans un chuintement liquide. Le fluid-drive adoucit les reprises. Dans la radio en bakélite, Dean Martin chante, à propos : « *Memories are made of this* ».

★ L'ÉTUDIANT ÉTRANGER, de Philippe Labro, Gallimard, 298 p., 82 F.

Pascal Quignard, un romancier qui n'a plus peur

« J'ose réinventer ma vie »

Les impostures de la mémoire

L'ECTEUR, essayiste rigoureux, violoncelliste, romancier à la conquête de son public avec le *Salon du Wurtemberg*... qui est donc Pascal Quignard ? Un homme blond au regard vif — à la fois ironique et aux aguets — qui, à trente-huit ans, est déjà un « vieux » lecteur. Membre du comité de lecture des Éditions Gallimard depuis dix ans, il « lisait pour la maison » depuis le début des années 70.

En terminant ses études de philosophie à Nanterre, il avait écrit dès 1968 un essai sur Maurice Scève, *la Parole de la Delle* (1). Intellectuel exigeant, il a, depuis lors, publié seize volumes d'essais, contes, traductions, *Petits traités* (2) : parmi eux, une traduction de l'œuvre du poète Lyceon, *Alexandra*, un essai sur Leopold von Sacher-Masoch, *l'Être du balbutiement* (3), et un sur Louis-René des Forêts, *le Veu du silence* (4).

Parallèlement, Pascal Quignard a entrepris dès 1976 une œuvre de fiction, avec un récit, *le Lecteur*, et deux romans, *Carus* (Prix des critiques 1980) et *les Tablettes de buis d'Aproponia* (1984) (5). D'un « roman un peu cérébral comme Carus » aux méditations érudites des *Tablettes de buis*, qu'il évoque aujourd'hui en critiquant « le côté un peu pingre de la forme des fragments », Pascal Quignard s'est acquis une réputation. Il est maintenant en train de gagner un public avec le *Salon du Wurtemberg*, un livre où il a voulu « s'extirper de l'empreinte forte des romans abstraits pour faire passer l'émotion ».

Un lecteur fou

Il refuse cependant qu'on fasse de lui un « intellectuel repent ». « Je ne sacrifie pas mes désirs, proteste-t-il, je veux seulement élargir le champ ». Avant je cherchais refuge dans l'érudition, l'antiquité ; on ne peut sans doute pas créer d'univers romanesque à vingt ans. Désormais, j'ai conquis quelque chose de fluide. « J'y vais », sans crainte. J'ose réinventer ce qui aurait pu être ma vie. »

Pascal Quignard a bien mis « quelque chose de sa vie » dans celle de Charles Chenogne, ce violoncelliste (comme lui) dont la famille (comme la sienne) a perpétué pendant quatre siècles une tradition d'organistes et de facteurs d'orgues dans le Wurtemberg (chez les Quignard, c'était en Alsace). Dans ce beau livre où il a presque réussi à se trouver (voir la critique de Monique Pétilon), Pascal Quignard n'a plus peur de parler de ce qui

fonde et met en cause la vie : « L'émotion, dans ce roman, est toujours en désaccord avec l'instinct, elle n'arrive jamais au moment où elle devrait. » La mémoire, elle aussi, fait défaut. Les sentiments, les tendresses, les rancœurs, reposent sur des souvenirs faux. C'est sans doute ce qui fascine le plus dans le *Salon du Wurtemberg* : le salon rose était bleu, le biscuit sur la cheminée ne représentait pas la scène dont on avait gardé l'image, le plus beau



BERNARD CLÉVE

souvenir d'une des maîtresses du narrateur était celui d'un lieu qu'ils n'avaient jamais visité ensemble.

Écrivain heureux d'être reconnu (il figure sur les listes des meilleures ventes), promis pour être à l'un des prix littéraires d'automne, Pascal Quignard reste, sans affectation, un lecteur fou : « Je lis tous les matins, j'adore découvrir des manuscrits, me mettre chaque jour à l'intérieur de quelque chose de totalement neuf. On est un peu « fantomatique », certes, mais je ne voudrais surtout pas me protéger de ça. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

- (1) Mémoire de France.
- (2) Chirages.
- (3) Tous deux au Mercure de France.
- (4) Fata Morgana.
- (5) Tous chez Gallimard.

Charles, ou Karl : ce déchirement entre deux prénoms, deux parents, entre la France et l'Allemagne, Chenogne y voit le « *nécessaire secret* » de la passion qui le porte particulièrement vers la musique baroque, si proche du langage.

Le début du roman baigne dans une extraordinaire lumière rose — celle éclairant la gibecière, dans une lourde demeure de Saint-Germain-en-Laye, Florent Seinec, ami du narrateur, un archiviste-paléographe, obsessionnel, érudit, collectionneur de complices et amateur forcené de bonbons en tout genre. A la fin de chaque semaine, sa femme, Isabelle, le rejoint avec leur petite fille.

La douceur de l'amitié, les longues conversations à voix basse, tout fait de ce lieu « le jardin de l'Eden », et de ce débat des années 60 un moment privilégié où on a « l'impression de vivre en naissant chaque jour ». Quant à

l'attrait qui pousse bientôt Isabelle et Karl à trahir ensemble Seinec, c'est comme un éblouissement. Sans cesse le narrateur, si minutieux dans la description des objets, des détails, rappelle le caractère inexplicable de l'amour.

Le jour ambigu de la confession

C'est une passion violente, et sans lendemain, et qui laisse un goût amer de culpabilité. D'autres amours, par intermittence, lui succèdent, sans arracher Chenogne à sa solitude ombreuse. Puritain mais gourmand, il se rappelle exactement le moindre mets ingurgité. Courtis mais acerbe, il égratigne dans d'impitoyables esquisses tel ou tel de ses semblables, sans d'ailleurs s'épargner lui-même, puisqu'il fustige en moraliste sur ses propres travers, sa vanité d'artiste, son égoïsme. « Il est, conclut-il, assez difficile de partager avec quelqu'un l'amour qu'il se porte. »

A travers ce même jeu ambigu de la confession, Karl dénonce la « *sentimentale et sotte étoffe* » dont il est fait, et son goût des larmes.

On pleure dans ces pages. On y meurt beaucoup : une mère, une sœur, un ami. Malgré cette légère emphase dans l'émotion, que contrebalance une certaine sècheresse, on ne peut qu'admirer dans ce livre l'étendue de son registre, l'attention extrême, scrupuleuse, portée à la langue et la subtilité de la construction romanesque que souligne un jeu constant d'échecs. Scandé par les allusions au baron de Münchhausen, « *saint patron* » du narrateur, l'ouvrage met en scène, à travers le passage des générations, l'éternelle répétition des amours et des divorces, des enfants tristes et des mères lointaines. Les objets aussi se répondent, allégoriquement, d'un « salon de musique » à l'autre.

Ce sont ces objets, ces lieux, si précisément mémorés, qui, une fois redécouverts, révèlent après coup l'imposture de la mémoire : tout est reconstruit, réinventé, ni plus ni moins vrai qu'un rêve. Seinec, qu'obsédait déjà les faux souvenirs, retrouve l'ami d'autrefois, mais quand ils se revoient, les « tu te souviens » n'amènent que malentendus et désaccords. Au terme de son anamnèse, Chenogne découvre qu'il est aussi difficile de partager un passé commun que de vivre à l'unisson un présent qui se dérobe.

MONIQUE PETILLON.

★ LE SALON DU WURTEMBERG, de Pascal Quignard, Gallimard, 368 p., 85 F.

POÉSIE

La voix rugueuse d'André Frénaud

Nul ne s'égare, ou l'énergie d'un poète de quatre-vingts ans

ANDRÉ FRÉNAUD, qui aura quatre-vingts ans en juillet prochain, appartient à la même génération que Guillevic, Jean Tardieu, Jean Follain (mort en 1971), qui sont ou furent ses amis. Son œuvre — au même titre que celles de ses aînés Ponge et Michaux, auxquelles elle ne doit rien — l'a imposé comme l'un des poètes majeurs de notre temps. De ce temps, la voix de Frénaud, sans renoncer un instant à rester elle-même, a suivi et suit encore les épreuves, les contradictions, les épuisements et les espoirs.

Dès 1943, date de publication par Pierre Seghers de son premier recueil, *les Rots magies*, la poésie d'André Frénaud rencontre un accueil plus que favorable parmi ses pairs. Ses premiers lecteurs se nomment Aragon, Eluard. Dans les vingt années qui suivent, Frénaud ne publie ses poèmes qu'en éditions séparées, à tirage limité, souvent en collaboration avec des peintres : Dubuffet, Léger, Fautrier, Utrac, Masson, Vilkin. Puis, en 1962, paraît *il n'y a pas de paradis* (qui rassemble plusieurs de ces textes). Les recueils se succèdent ensuite à un rythme plus soutenu.

Depuis la fin des années 70, l'œuvre du poète bénéficie d'une reconnaissance plus large, officielle ou amicale : un important volume d'entretiens avec Bernard Pingaud

en 1979 (1). Un colloque à Cézay en 1981 (2) ; le Grand Prix national de poésie en 1985 ; un hommage, cette année, à la Maison de la poésie. En même temps, Frénaud poursuivait son travail. Il publie *Haeres* en 1982 chez Gallimard ; *Le Monde des livres* du 10 décembre 1982, et aujourd'hui paraît *Nul ne s'égare*, chez le même éditeur.

« Je ne suis inacceptable »

Mais ce poète du non-espoir, ainsi que le qualifiait Sartre, qui a su dire la dignité de l'humain, envers et contre toute sa misère, reste pour beaucoup un inconnu.

André Frénaud est né à Montcaumon-les-Mines, entre les crassiers et les vignobles de Bourgogne. De son enfance, il gardera ce qu'il appelle lui-même « l'expérience alternée de la mine et de la vigne ». Fils de bourgeois dans le pays du prolétariat minier, il se révolte contre son milieu et restera sensible à toutes les formes d'injustice. Mais, au sein de cette révolte, Frénaud conserve pour son père une piété profonde dont témoigne l'admirable *Tombeau* qu'il lui a dédié. La figure du père est d'ailleurs centrale dans la genèse de l'œuvre poétique, com-

menée tardivement, en 1938, après la mort de celui-ci.

La dimension existentielle et tragique de cette révolte rejoint, dépasse sa dimension familiale et sociale. « Je me suis inacceptable », écrit-il au seuil de l'œuvre, avant d'épeler tous les motifs de cette détestation dans le « *murmure misérable du poème* ». La question de l'être, la quête du sens vécue dans l'angoisse éprouvée dans le « *malheur* », sont au centre des textes de Frénaud. Poète ontologique (3), « *poète-penseur* » selon Georges Limbour, Frénaud n'est cependant pas un philosophe égaré en pays poétique. Sa poésie garde toujours sa liberté par rapport à l'exercice de la pensée. Si le fait, elle la gagne même contre elle.

« J'avancerais doucement dans l'homme que je deviens », écrivait Frénaud dès son premier recueil. De

cette avancée douloureuse, accompagnée dans l'œuvre, exprimée par elle, son dernier recueil, *Nul ne s'égare*, témoigne encore. La voix rugueuse, l'ample énergie de l'inspiration, comme brisée par des sollicitations extérieures, s'y déploient dans des registres divers. « *Le temps du dépouillement des puissants / arrive / Après les transports, l'énergie dévastatrice, / une seule journée, / le roi du piteux amour / triomphera dans la bonté* ».

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ NUL NE S'ÉGARE, d'André Frénaud, Gallimard, 138 p., 98 F.

- (1) *Notre inhabituelle finale*, Gallimard, 1979.
- (2) Les actes de ce colloque ont été publiés par la revue *Sud*, n° 50-51, 1984.
- (3) André Frénaud, *Poète ontologique* est le titre d'une plaquette d'Alain Sédal, publiée par Dominique Bodea (54 p., 57 francs).

— LA VIE DU LIVRE —

INTÉRIEURS DES ÉDITIONS GALLIMARD

Stages / offres et demandes d'emploi

A l'occasion de la parution aux Éditions de Minuit du roman

LE CRIME DE RUZON

la librairie

LA TERRASSE DE GUTENBERG

9, rue Emile-Casteller

Paris (12) 43-07-42-15

vous invite à une rencontre avec

FRANÇOIS BON

le jeudi 9 octobre à partir de 18 h 30

CATALOGUE

LIVRES D'OCCASION

BOUQUINERIE

MONTBARBON

R.P. 855

83051 TOULON CEDEX

Les auteurs de

Thérèse de Lisieux

sont aux

Éditions du Cerf

Renseignements chez votre librairie.

کتابخانه مرکزی

Les larmes aussi ont une histoire

LE 16 mars 1757, Rousseau écrit à Diderot : « Je ne vous ai jamais écrit sans attendrissement, et je mouillais de mes larmes ma précédente lettre ; mais enfin la sécheresse de votre s'élève jusqu'à moi. Mes yeux sont secs et mon cœur se resserme en vous écrivant. » Diderot lui répond le lendemain même : « Oh ! Rousseau, vous devenez méchant, injuste, cruel, féroce, et j'en pleure de douleur. » Dès le lendemain, Rousseau réplique : « Homme insensible et dur ! Deux larmes versées dans mon sein auraient mieux valu que le trône du monde ; mais tu me le refuses, et tu te contentes de m'en arracher. » Ainsi s'exprime une brève lettre entre deux grands écrivains : dans le code des larmes, dans la rhétorique lacrymale.

Un siècle plus tard, la correspondance de ces deux grands esprits est passée pour du jargon de médiocrité. La source des larmes paraît s'être tarie. C'est cette rapide évolution de la sensibilité et de ses manifestations extérieures qu'explique, avec finesse et savoir, Anne Vincent-Buffault dans son *Histoire des larmes* : le premier volume d'une collection dirigée par Ariette Farge.

Le dix-huitième siècle, l'ère des Lumières, inonde d'abondance. Rousseau, bien sûr, Diderot, érudition, et Voltaire lui-même, tout en causticité et en ironie qu'il soit, font verser et versent des torrents de larmes ; ils ont le cœur au bord des yeux.

N'allez pas croire pour autant qu'ils soient sérieux ou amers, leurs larmes ne sont pas chagrins, bien au contraire : pleurer soulage, adoucit, réconforte ; les larmes partagées sont le langage d'une humanité qui communique et communie dans le même culte de la bienfaisance, de la pitié, de la solidarité, de la bonne nature qui, ayant doté femmes et hommes de glandes lacrymales, serait probablement offensée de ne les point voir servir. Les larmes participent de l'optimisme général sur l'avenir de l'homme et de sa société ; elles dissolvent les hiérarchies d'une société d'ordre.

On le voit bien quand éclate la Révolution : la larme descend dans la rue ; on a le pleur patriotique, on trempe son mouchoir en épongeant les articles de la Constitution. Anne Vincent-Buffault a un joli mot pour décrire cet état d'âme : « En fondant une société, ils fondent en larmes. »

L'éclat de l'espérance révolutionnaire, c'est aussi la fin de

l'effusion collective. Le désert du dix-neuvième siècle commence ; à la douce rhétorique de l'humide va se substituer le discours sec de la circulation monétaire — ou encore le discours doloriste de la souffrance romantique qui en est le pendant étendu.

Les pleurs des prolétaires

Les larmes cessent d'être un tendre liquide de sociabilité pour ne plus exprimer que le désespoir de l'individu solitaire, replié sur les dérangements plus ou moins douloureux d'un vain moi. Un pas de plus, et elles seront réservées aux femmes et aux enfants, êtres inférieurs, bizarres ou informes comme on sait, les hommes se réservant les qualités nécessaires à la bonne marche des affaires et à la dignité bourgeoise : maîtrise de soi, pudeur, impassibilité. Vers le milieu du siècle, on va, pour s'amuser, chez les gens aisés, voir les prolétaires et les cousinettes qui pleurent encore, les sauvages, aux représentations des théâtres populaires.

En bonne historienne, Anne Vincent-Buffault ne prend évidemment jamais parti pour une forme de sensibilité ou pour une autre. Il y aurait d'ailleurs un ridicule cer-

tain à le faire : l'histoire ne peut pas être un lieu de regret. On peut donc n'apprécier dans ce livre que l'extrême richesse des constats et des connexions qu'il établit, le joli filon de l'histoire des mentalités qu'il amène au jour : sur l'influence de la littérature dans la formation de la sensibilité collective, sur les recensements sociaux et sexuels que souligne l'histoire des larmes, sur les représentations imaginaires du bonheur et du malheur à travers lesquelles une société « voit » son existence et son avenir.

Mais, pour peu qu'on soit sensible à la tonalité des textes cités par l'auteur, il apparaît que la fin de la Révolution française — où le sang vient se mêler aux larmes — ouvre une longue période de deuil. La sensibilité se mue en nervosité et en hystérie, en pleurs et en pémotions. La beauté elle-même exige que l'on ait l'air souffrant et épuisé, tandis que la puissance et la réussite vous veulent repu mais tout aussi sinistre. Quand les larmes ne coulent plus, le monde cesse d'être gai.

PIERRE LEPAPE.

★ HISTOIRE DES LARMES, d'Anne Vincent-Buffault. Bivrage. 260 p., 69 F.

Le Who's who des assassins

Un dictionnaire où les Borgia côtoient Landru.

DANS son *Dictionnaire des assassins*, René Roouven (1) fait cohabiter nobles idéalistes, amants passionnés et sordides crapules. Mais, dans un domaine qui n'a jamais connu de crise de la vocation, l'auteur se devait d'avoir des critères de choix particulièrement sévères. Aussi n'ont accédé à ce « Who's who » que les hommes et les femmes qui, par leur talent ou leur originalité, ont marqué les imaginations et les mémoires. Par ailleurs, Roouven a exigé de ses élus qu'ils aient tué de leurs propres mains : « On ne trouvera ici ni hommes politiques ni grands

militaires, et cela vaut mieux, car Dieu sait jusqu'où de telles extrapolations pourraient nous entraîner. »

Auteur de romans policiers (2), René Roouven ne s'est pas attaché à reconstituer les biographies complètes — souvent sans grand intérêt — des quelques six cents criminels qui ont trouvé place dans son ouvrage, mais il a tenté d'éclaircir les circonstances qui les ont conduits à tuer.

On retrouve, bien entendu, quelques grandes figures du crime (les Borgia, la Brinville, Billy the Kid, Peter Kurten, dit le Van-

pire de Düsseldorf, Landru, etc.), mais on en découvre bien d'autres, injustement méconnus : Albert Aleksi et John Sealise, deux tueurs à gages de Capone, qui frottaient leurs balles avec de l'ail afin que la gangrène terminât un travail éventuellement interrompu ; Mark Eastman, qui offrait selon un tarif précis : une oreille arrachée (15 dollars), une jambe cassée (19), une balle dans la cuisse ou un coup de poignard (25), une affaire complète (100) ; Harvey Glatman, un photographe insatiable qui traitait des femmes pour pouvoir enfin saisir une expression sur leur

visage ; Henri Girard, qui, dès 1911, mit au point le crime bactériologique en utilisant les bacilles de différentes maladies et mourut en prison, peu avant son procès, « victime » d'une tuberculose foudroyante ; et, enfin, Henry Lee Lucas, qui, avec trois cent soixante meurtres avoués, dont cent quatre-vingts prouvés, détient une sorte de record. Arrêté le 11 juin 1983 pour détention d'armes à feu non déclarées, ce petit industriel du crime attend patiemment, au fond de sa cellule, que tous ses assassins aient été reconstitués et lutte contre les prétentions de son complice, Torie, qui en revendique deux cent cinquante !

Le dictionnaire de Roouven fourmille, aussi, de bons mots, vrais ou apocryphes, de condamnés à mort. Ainsi, le célèbre « N'avez-vous jamais ! » aurait été proféré, sous le Second Empire, par Jean-Charles Avilain au pied de l'échafaud ; l'anarchiste Callemain se serait contenté, lui, d'un « C'est beau, hein ! l'agonie d'un homme ». Quant à l'Allemand Johannes Bueckler, il aurait crié à une spectatrice de petite taille qui n'arrivait pas à voir le spectacle : « Un peu plus à gauche, madame, vous verrez mieux ! »

René Roouven manifeste, au fil de ses articles, un humour souvent plaisant. Néanmoins, ses jugements peu amenés sur les anarchistes du siècle dernier et sa fascination, non dissimulée, pour l'application de la peine capitale créent un certain malaise chez le lecteur. René Roouven devrait méditer cette citation de Raymond Callemain, dit Raymond la Science, qu'il nous donne à lire dans son ouvrage : « Qu'est-ce que le crime ? Un attentat contre la vie humaine perpétré dans certaines conditions. Cela veut dire que, parfois, la suppression des vies humaines est récompensée de façon honorifique, tandis que, dans d'autres cas, on voue l'individu à l'exécution universelle... »

PIERRE DRACHME.

★ DICTIONNAIRE DES ASSASSINS, de René Roouven, Denoël, 330 p., 198 F.

(1) René Roouven avait dû, pour des raisons éditoriales, amputer de moitié la première version de son dictionnaire (1974). La présente édition comprend, en outre, la bibliographie de chaque assassin et le nom du ou des comédiens qui ont interprété le rôle à l'écran.

(2) La raison du meilleur est toujours la plus forte paraît également en septembre (Denoël).

Régis Jauffret



Cet extrême amour

roman

C'est une histoire d'amour et de mort. C'est tout. Et c'est bouleversant.

ERIC NEUHOF

DENOËL

Marc-J. BLOCH



L'émotion, l'émeute

roman

A toute l'émotion du monde correspond l'émeute des sentiments.

GALLIMARD nrf

LE REGARD LITTÉRAIRE

Attention ! passion !

Quand les plus grands écrivains d'hier et d'aujourd'hui sont saisis de passion, quand ils sont pris sur le vif d'un devoir, ou d'un amour, d'autres écrivains, quand ils se le disent comme ils le pensent, sans mâcher leurs mots, avec toute l'injustice de la polémique, ou quand ils avouent, dans l'émotion de la confession, leurs coups de cœur, leurs tendresses, leurs fidélités, quand ils aiment avec excès, quand ils naissent avec ferveur, alors, dans ces instants d'intense sincérité,

Barbey guillotine Diderot, Oscar Wilde pousse au mensonge, Léon Bloy vitriole J.K. Huysmans, Julien Gracq savoure Proust au coin du feu,

et Complexe est complice.

LE REGARD LITTÉRAIRE : LE LANGAGE DE LA PASSION

EDITIONS COMPLEXE

Barbey D'Aurevilly
Julien Gracq
Léon Bloy
Oscar Wilde
Le déclin du mensonge
Proust
Sur Huysmans
Contre Diderot

Maurice Blanchot
Jean-Paul Sartre
Charles Baudelaire
Paul Valéry
Henri Michaux
Paul Eluard
Jean-Paul Sartre
Jean-Paul Sartre
Jean-Paul Sartre
Jean-Paul Sartre

La beauté est immortelle.
La beauté veut être soumise.
Apprenez à écarter vos genoux.
Quel charme noir ! Et chez Ramsay !

Robert Quatrepoint
Le génie s'écroule

Éditions Ramsay

Remontez les courammentes de la littérature.

● HISTOIRE

La chute du Prince

(Suite de la page 23.)

Tenez, à propos du même Guichard précisément, énergique ami de l'ordre : Lacouture préfère nous dire que « le souci de changer le monde ne le démangeait pas outre mesure ».

Dans le lot innombrable des épisodes dont est faite la trace des dix années passées par de Gaulle comme président-monarque, lesquels choisir pour concentrer sur eux l'attention lorsqu'on n'a devant soi que le bref espace d'un compte rendu survolant ? Que le hasard — ou presque — nous guide.

Alors, voilà de Gaulle, le 23 avril 1961 au soir, à la télévision, face au « quatuor » révolté, de Gaulle, « les poings serrés posés de part et d'autre du micro,

comme les cols des héros de western sur la table de jeu ». De Gaulle foudroyant, avec des mots qui paraissent « comme des balles », qui jaillissent comme d'un « lance-flammes ».

Voici « la nuit d'horreur et de honte » du 17 octobre 1961 qu'évoquait, en juillet dernier, Michel Winock (2), l'affreuse ratiocination à laquelle se livra une police où l'OAS était largement infiltrée; et, pire, la journée du 8 février 1962, où la même police « s'acharna avec une telle sauvagerie sur les manifestants bloqués dans un escalier du métro Châteauneuf dont les grilles étaient fermées qu'on releva neuf morts, dont trois femmes et un très jeune enfant ». Dans un cas comme dans l'autre, le ministre de l'Intérieur s'épargea toute enquête sérieuse, et de Gaulle lui-même garda le silence. Pas une syllabe pour les victimes. Serrement de cœur. Et quelle tristesse, disons-le, de voir un homme de cette taille en conversation quotidienne — invariablement chaque soir — avec un personnage aussi gênant que le nommé Foccart, muni de sa double casquette « africaine » et des services spéciaux, et traînant où qu'il aille son « halo de manipulations ».

Mis à la porte

Mais j'ai hâte d'en venir à ce que l'enquête de Jean Lacouture a de plus saisissant : la chute du Prince. Les circonstances en sont singulières, et il est bon qu'un plein jour soit porté sur elles. Il s'agit, au vrai, d'une éviction. De Gaulle a été mis à la porte par

une conjuration dont, finalement et sourdement, Pompidou avait pris la tête. Le général, réélu président de la République en décembre 1965, aurait voulu que, sous son second règne, la France connaît — ce sont ses mots mêmes — une « mutation » profonde dans l'ordre économique et social, une véritable réforme de structures dont ses « nationalisations » de 1945 n'auraient été, dans son esprit, qu'une ébauche, qu'un prélude.

Il entend organiser une « participation » concrète, effective, des travailleurs à la marche des entreprises. Il a fait une erreur, une très lourde erreur, en s'imaginant qu'il trouvera chez ce Pompidou pour lequel il a remplacé Debré un collaborateur d'un loyalisme, d'un dévouement égal, sacrificiel au besoin. Il se trompe. Il n'a pas mesuré les conséquences fatales que comportait le danger — qu'un jour, pour une fois aigüe, Lecaen lui avait signalé — d'être allé chercher son premier ministre « dans le coffre d'une banque ». Le plan du général aurait abouti, comme écrit très exactement Lacouture, à la mise en application, avec « quinze ans d'avance, des lois Auroux », et de Gaulle ne se rend pas compte de la muraille, infranchissable, que Pompidou est résolu à élever, devant lui, contre lui.

Dès le 21 mai 1968, l'abandon commence autour de l'Élysée. Ce 21 mai, à haute voix, Alain Chandon s'exprime en toute franchise : le général « doit prendre sa retraite ». Tournoux (Lacouture rend hommage à cet incomparable collecteur d'informations sûres) a relaté les propos, plus

fermes encore, fiévreux, impatients, du même Chandon, le 29 : « De Gaulle est en liquidation ! Qu'il s'en aille ! », qu'il disparaisse !

« Le pouce baissé du patronat »

Avec sa « participation », le général a dressé contre lui aussi bien « la droite conservatrice que de larges secteurs du gaullisme liés aux grands intérêts », que « l'ensemble des milieux d'affaires ». Pompidou, congédié en juillet et qui a troqué son statut de dauphin contre une posture de prétendant, dispose, pour barrer la route à un général délinquant, d'une fine équipe dont Jean Lacouture ne voit pas pourquoi il tairait les noms ; il y a là Edouard Balladur, « l'homme le moins favorable » à une réforme des structures sociales ; il y a ce nouveau venu, Jacques Chirac, dont Pompidou a tout de suite repéré le dynamisme et l'appétit. (Il le « félicitera publiquement » d'avoir soutenu jusqu'au bout, jusqu'à son conseil même du 23 novembre, cette dévaluation que, le 17 novembre, devant les Mauriac père et fils, il saluait d'avance avec gourmandise comme un « désastre personnel » pour de Gaulle.)

Quelle chance, ce référendum où le général a, certes, reculé, n'osant plus développer son plan, mais dont il n'a pas retiré l'article essentiel : à savoir que si jamais cette consultation lui était défavorable, à l'instant même il quitterait le pouvoir. Bonheur ! Un sim-



ple petit geste à faire, placer dans l'urne un bulletin « non », et le tour est joué. Quand de Gaulle apprend que Valéry Giscard d'Estaing a décidé de lui refuser sa confiance, il conclut : « C'est curieux ». Vianson-Ponté aura le mot de la situation : de Gaulle a vu de ses yeux, sous ses yeux, « le pouce baissé du patronat ». Exit de Gaulle.

Je voudrais finir sur une petite révélation que Jean Lacouture nous apporte. Saviez-vous que dans l'ultime budget que prépara le général, pour la première fois, « les dépenses militaires le cédant à celles de l'éducation nationale ; et [que], quelques mois auparavant, de Gaulle avait

fait observer à ses deux ministres, des armées (Messmer) et de l'éducation (Fouchet), qu'il estimait être sur la bonne voie quand le budget du second dépasserait celui du premier » ? Raïfichissant, non ? Bien entendu, lorsque, après avoir évincé le général, Pompidou occupa sa place, bien entendu, Pompidou, doué de son solide bon sens, mit bon ordre à cette aberration.

HENRI GUILLEMIN.

* DE GAULLE, de Jean Lacouture, tome III : le Souverain, Seuil, 870 p., 145 F.

(2) Le Monde du 19 juillet.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

OCTOBRE 86 - N° 234

Andre Malraux
l'art et l'histoire

Des analyses et des témoignages d'André Brincourt, Michel Cazenave, D.-A. Grisoni, Jean Lescure, Denis Marion, Edmund Wilson

Des dessins inédits Melraux et le Nobel
Une bio-bibliographie

Entretien : Jacques La Goff

En vente chez votre marchand de journaux : 22 F

OFFRE SPÉCIALE

- 6 numéros : 72 F
- Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :
- ☐ Antonin Artaud
 - ☐ Georges Perec
 - ☐ Spécial polar
 - ☐ L'Afrique noire d'expression française
 - ☐ Nathalie Serrault
 - ☐ Raymond Aron
 - ☐ Jean Cocteau
 - ☐ Sciences humaines : le crise
 - ☐ George Orwell
 - ☐ Blaise Cendrars
 - ☐ Diderot
 - ☐ Antonin Artaud
 - ☐ Foucault
 - ☐ Géopolitique et stratégie
 - ☐ La littérature et le mal
 - ☐ Proust, autour de la Recherche
 - ☐ Raymond Chandler
 - ☐ Fernand Braudel
 - ☐ 60 ans de surréalisme
 - ☐ Victor Hugo
 - ☐ Françoise Mauriac
 - ☐ Spécial Japon (numéro double)
 - ☐ Les enjeux de la biologie
 - ☐ Venise des écrivains
 - ☐ Michaux
 - ☐ La littérature et l'exil
 - ☐ Henry James
 - ☐ Lévi-Strauss
 - ☐ Les littératures du Nord

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris Tél. : 45-44-14-51

NATA MINOR

Lettre au voyageur

des femmes

1986

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744

Vente aux enchères à Monaco
Livres Anciens et Modernes

LUNDI 20 OCTOBRE A 10H.

Lapierre: Le Berger Chronologique, 1643.

Exposition au Sporting d'Hiver à partir du vendredi 17 octobre à 21h30.

Veuillez contacter :
Sotheby's Monaco, Sporting d'Hiver,
Place du Casino, Monte-Carlo (Monaco). Tél. : 93.30.88.80
Sotheby's Paris, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.66.40.60

Un tête-à-tête russe avec l'empereur

Les « Mémoires » de Caulaincourt, grand écuyer de Napoléon, nous transportent sur la Berezina

DES quatre Caulaincourt qui servirent les deux Bonapartes, un seul est passé à la postérité : Armand-Augustin-Louis, grand écuyer de Napoléon I^{er}, qui ajouta à la noblesse de souche de son fief le titre clinquant et sentant le neuf de duc de Vicence. Son frère Auguste fut tué à la bataille de la Moskova en 1812 et ses deux fils, Armand-Alexandre et Olivier-Joseph, furent les plats domestiques de Napoléon III. La fermeté du caractère n'est pas héréditaire.

Armand de Caulaincourt avait deux raisons de passer à l'histoire : l'une honorable, ses Mémoires : la seconde détestable, puisqu'il fut, dès l'époque des faits, accusé d'avoir trempé dans l'enlèvement et l'exécution du dernier des Condé, le duc d'Enghien (encore que son grand-père et son père lui eurent survécu, le premier jusqu'en 1818 et le deuxième jusqu'en août 1830). Le duc d'Enghien périt, comme chacun le sait, dans les fossés de Vincennes au matin du 21 mars 1804.

Horrible catastrophe

Caulaincourt se défendit jusqu'au bout de sa vie, d'une accusation dont il est clair qu'elle n'était pas fondée. Parmi d'autres, Thiers l'en lave dans son Histoire du Consulat et de l'Empire en écrivant : « Le colonel Caulaincourt devait se rendre auprès du grand-duc de Baden pour lui présenter une note contenant des explications sur (l'enlèvement) qu'on venait de commettre » (...) Il en « était profondément triste bien qu'il n'eût pour sa part qu'une lettre à porter, et qu'il fût bien loin de prévoir l'horrible catastrophe qui se préparait ». Enghien fusillé, « M. de Caulaincourt poussait des cris de désespoir en disant qu'on avait voulu le déshonorer ».

Mais, à l'exception de ce qui en est dit dans son testament (1), on ne sait rien, venant de lui, du sentiment de Caulaincourt sur cette erreur judiciaire dont les juges

n'avaient pas eu à connaître mais dont il était la victime.

En effet, les Mémoires du duc de Vicence, telles qu'elles sont aujourd'hui publiées, ne portent que sur les dernières années de l'Empire, celles des revers. Encore sont-elles largement coupées, ainsi que le montrent les (...) fréquemment insérés dans le texte édité par la Librairie académique Perrin.

Celui-ci n'en perd pas de son intérêt puisque, privilège de sa fonction autant que sympathie de l'empereur, Caulaincourt va accompagner Napoléon I^{er} durant tout le temps de la retraite de Russie après le fameux et sinistre passage de la Berezina, désastre évitable et dû, selon le mémorialiste, à « la fausse manœuvre du général Partouneaux ».

Les souffrances du soldat

Étonnant et long tête-à-tête noté avec minutie par le confident et qui montre la majesté du souverain souvent mise à mal par la rudesse du voyage. Caulaincourt écoute l'empereur, parfois s'oppose à lui, regarde souffrir la troupe. Les détails alternent avec l'histoire. Napoléon jongle avec la planète, mais « le clos-voile et le chambertin se burent à l'ordinaire ». La générosité des hommes fait pendant à leur sauvagerie : « Chacun pensait à soi et rien qu'à soi ».

De cette narration déconne une double réussite. L'autoportrait de

l'auteur, d'abord, qui s'efface toujours devant les scènes qu'il rapporte, même lorsqu'il en est l'un des acteurs. Mais on voit aussi combien, en dépit de cette réserve, Caulaincourt, sans effets, s'afflige des souffrances du soldat et s'efforce des aveuglements du chef. Contre toute raison, celui-ci continue de se voir en vainqueur du lendemain, ignorant la masse armée qui fond sur lui de toute l'Europe ; convaincu de l'enthousiasme des Français, mais en méconnaissant leur extrême lassitude.

Caulaincourt n'a pas de style et parfois s'emmêle avec la grammaire. C'est ce qui fait la valeur de son récit. A aucun moment, le génie de l'écrivain ne repousse dans l'ombre la réalité de ce qu'il a vu.

Pour citer les plus notoires, il est des pages de Saint-Simon ou de Chateaubriand, où la phrase est si puissante que l'architecture masque la façade. Rien de tel avec Caulaincourt, qui va toujours au plus bas de la syntaxe. Celle-ci n'ayant pratiquement pas de nerf laisse tout le vif de l'événement et des paroles. Quel autre éloges pour le mémorialiste ?

PHILIPPE BOUCHER.

* MÉMOIRES DE CAULAINCOURT, GRAND ÉCUYER DE NAPOLEON, présentation et choix des textes par André Castel, Librairie académique Perrin, 374 p., 140 F.

(1) « On ne ment pas à Dieu, en présence de la mort ; je jure que je n'ai jamais été pour rien dans l'arrestation du duc d'Enghien. »

MAISON DE LA POÉSIE
Association subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau (1^{er}) - M^o Halles - Tél. 42-36-27-53

Georges-Emmanuel CLANCIER

— LUNDI 6 OCTOBRE, à 20 h 30 :
ÉCRITURE DES JOURS
Avec : Pierre Seghers, Marie-Claire Banquart et Michel-Georges Bernard.
Textes dits par : Marguerite Gascion-Fouchet, Michel de Mauné et l'auteur.

— LUNDI 13 OCTOBRE, à 20 h 30 :
TERRE SECRÈTE
Avec : Guilleme, Jean Tardieu, Michel Decaudin et Daniel Leauwers.
Textes dits par : Michaël Lonsdale et l'auteur.

حکومت الامم



DENOF

D'AUTRES MONDES

Le temps des Foires : (I) Barcelone

L'ÉDITION a deux têtes en Espagne : Barcelone et Madrid. Et « Liber », le Salon international du livre qui a été créé en 1983, observe soigneusement cette particularité : il a lieu alternativement dans l'une ou l'autre ville. Cette fois, Liber 86 vient de se tenir dans la capitale catalane : plus de mille cinq cents éditeurs de vingt-huit pays réunis sur les 8 000 mètres carrés du Palais de la métallurgie, sur les terrains de l'Exposition internationale de 1929, à Montjuich, près de la Plaza de Toros, où s'entendaient les applaudissements aux novelleros.

Le hasard du calendrier faisait bien les choses, l'ouverture de Liber 86 — inaugurée par l'enfant — coïncidait avec la grande fête de Barcelone, celle de la Vierge de la Merced, le patronne de la ville, et l'on pouvait voir le premier jour — mercredi 24, jour férié chômé en Catalogne — des milliers de personnes sur la colline de Montjuich, venues non pas admirer des livres mais assister à l'arrivée de la course à pied à travers la villa (plus de 15 000 participants), puis, l'après-midi, à la corrida... Réservée les trois premiers jours aux professionnels de l'édition, la Foire paraissait, par contraste, toute calme et sereine, presque silencieuse.

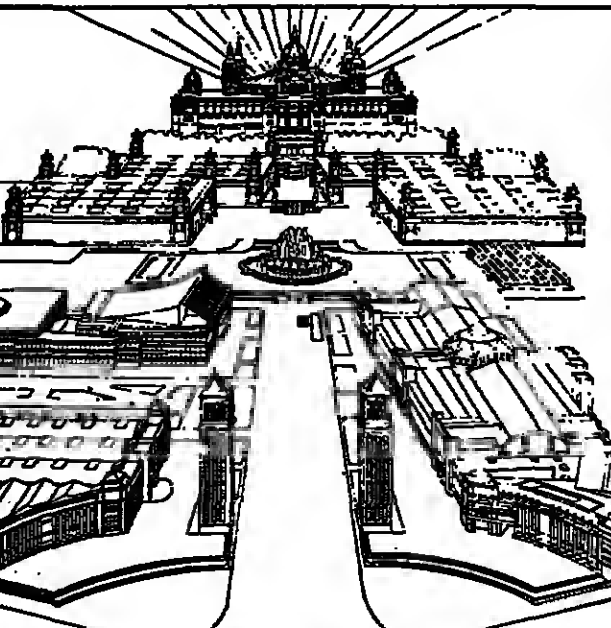
Entièrement hispanophone, « castillanophone » pourrait-on dire, mais avec l'importante enclave linguistique du catalan et celle, moins importante, du galicien et du basque, Liber attire chaque année davantage d'étrangers. On notait la présence de stands de France, d'Allemagne, de Chine, d'Italie, de Grande-Bretagne, des États-Unis, de Hollande, de Hongrie, d'Irlande, du Japon, de l'URSS ; du Portugal aussi, mais pas du Brésil.

En trois ans, Liber est devenu, pour les pays de langue espagnole, un passage obligé, la dernière étape avant la Foire de Francfort (1) : on traite là, entre Espagnols et Sud-Américains, des droits et des productions en langue espagnole. En famille, ou presque. Les éditeurs d'Amérique latine, venus de si loin, ont pris l'habitude de faire, en Espagne, une halte avant d'affronter le monstre de Francfort : le monde entier de l'édition.

TOUT change très vite dans l'édition de l'Espagne : si Barcelone, avec plus de six cents maisons de toute taille et de toute spécialisation, en castillan et en catalan, reste le plus grand centre d'impression du monde hispanique, l'importance de l'édition madrilène croît chaque année. Sortie du cocon où Franco l'avait enfermée pendant trente-six ans, l'Espagne bouge, s'ouvre au monde et crée de grands groupes — méditerranéens, — tels Alianza, Alfaguara (groupe Tintin), Anaya, bols A qui jalonnent l'allée centrale de Liber, puisent phrases au-dessus des petits. Alianza, très dynamique, qui s'étend vers le Mexique et l'Amérique du Sud et se constitue un catalogue des grandes œuvres de littérature de tous les pays, des classiques espagnols et latino-américains, une bibliothèque de culture catalane, des dictionnaires, des collections de psychologie, d'informaticque, sans oublier les livres de poche, les œuvres de Fernand Braudel (*Civilisation matérielle, économie et capitalisme, du quinzième au dix-huitième siècle*), les œuvres complètes de José Ortega y Gasset (douze volumes) et de Federico García Lorca (quatorze volumes parus).

UNE rumeur avait couru, en Espagne, selon laquelle Hachette aurait proposé de racheter Alianza, mais, chez Hachette, on dément formellement.

Cependant, les multinationales s'installent. Ce sont les « grandes manœuvres de l'édition qui commencent », selon l'article de Jorge Herralde, directeur d'Anagrama



Les terrains de l'Exposition universelle de 1929, à Barcelone. Sur la droite, le Palais de la métallurgie où s'est tenu le Salon du livre.

LA CHRONIQUE DE NICOLE ZAND

à Barcelone (dans *Diario 16* du 21 septembre). L'éditeur barcelonais se montre plutôt inquiet devant les changements qui se sont produits dans l'édition depuis quelques années : la réduction de la production littéraire dans plusieurs maisons, comme chez Argos Vergara ; la disparition d'une grande maison comme Bruguera ; le contrôle total de Plaza et Janés par Bertelsmann, le géant allemand ; le rachat de Labor per Alianza ; tandis que, selon des rumeurs, d'autres maisons de Barcelone en difficulté souhaiteraient également être rachetées.

« Le premier semestre de 1986 a été très défavorable à l'édition », écrit Herralde. Aux facteurs négatifs endémiques (faible habitude de lecture, piratage, fragilité des

marchés latino-américains, etc.) se sont ajoutés de nouveaux facteurs, comme la disparition du crédit à l'exportation et des dégrèvements fiscaux (2). » Pour réagir, il faudrait qu'augmentât l'aide à la presse, qu'on envisageât de « copier l'efficace programme français *Apostrophes* », etc. Pourtant, l'auteur de l'article croit l'époque actuelle « pleine de promesses en ce qui concerne le roman barcelonais », avec des écrivains consacrés comme Juan Marsé ou les frères Luis et Juan Goytisolo, d'autres qui ont été réédités dans les années 70 comme

Esther Tusquets (traduite chez Flammarion), Eduardo Mendoza (traduit au Seuil), Vasquez Montalban, Ana Molt, Álvaro Pombo dont Herralde a publié six titres (un roman, *Le Héros des mers* de *Marsé*, et perçu en français, chez Belfond), et des jeunes comme Ignacio Martínez de Pison (né en 1960), Jesus Ferrer (né en 1962), qui écrivent en espagnol, ou comme Quim Manzo (né en 1952), qui écrit en catalan (un de ses livres, *Olvidis, Moulins, Chertoux et Maury*, a paru chez Federop, et l'on annonce Gasoline chez Acropole-Belfond, dans la nouvelle collection catalane qui va voir prochainement le jour).

QUIM MANZO, mi-andalou mi-catalan, autodidacte qui a passé plusieurs années à New-York pour lire les écrivains qu'il aime (Coover, Barthelme, mais aussi Manganelli, Cortázar, Boris Vian), on peut le rencontrer en pleine répétition au Théâtre Victoria, auprès du metteur en scène Jérôme Savary. Il a écrit *Don Juan-Tango*, une adaptation libre — chantée et dansée —

d'après Tirso de Molina, Molière, Da Ponte et d'autres, qui va être créée, en catalan, à Hambourg avant Barcelone le 1^{er} novembre, et Lyon au Théâtre du Vieux. Le catalan est-il en train de devenir la langue de l'Europe ? « Je ne suis pas nationaliste », explique Manzo, *j'écris en catalan parce que je vis à Barcelone. C'est tout.* »

Barcelone, pourtant, continue d'affirmer sa spécificité, et il n'est pas de jour, depuis des mois, où l'on ne trouve une déclaration pour soutenir la candidature de la ville aux JO de 1992. « Et le catalan devra être langue officielle », proclament-ils. Madrid ou Paris ?... Depuis les attentats terroristes, Barcelone reprend espoir et croit à ses chances d'être, pour la première fois, ville olympique. Jusqu'au verdict, le 17 octobre, la pression va monter autour des Ramblas, de la mairie et de la Généralité.

MAIS en attendant, tous les jours, pendant toute une semaine, la Fête de la Merced continuait, avec ses parades de géants, ses concerts de chanteurs catalans et de jazz américain, ses clowns, ses feux d'artifice. Elle aurait pu empêcher de lire si l'on n'avait trouvé, sur la Paseo de Gracia, en plein air, d'immenses bibliothèques qui disputaient leur place aux terrasses des cafés. Les éditeurs, eux, leurs affaires faites, se plaignaient de la chaleur humide — plus de 30° — sans oser espérer que le soleil les attendait là-bas, en Hesse, à Francfort, où, dès mercredi 1^{er} octobre, ils se sont tous retrouvés hispaniquement confondus au Pavillon 4. Vendant et achetant des droits pour 300 millions de lecteurs... ■

(1) Sur 34 752 titres publiés en Espagne en 1985, la littérature représentait 6 369 ouvrages — dont 416 traduits du français et 1 184 de l'anglais. En hausse constante jusqu'à l'an dernier (plus de 22 % de la production en 1984), la littérature pour la jeunesse a représenté tout de même en 1985 16 % (soit 5 578 titres).

(2) Un Livre blanc destiné à lutter contre le piratage et la reproduction illégale a été présenté. On estime que, dans le domaine scientifique-technique, la vente et la reproduction clandestines représentent 60 % du chiffre d'affaires, soit une perte annuelle de 40 millions de pesetas ! De plus, on estime que les exportations de livres ont chuté de 16 % pendant le premier trimestre de 1986.

Huit femmes se livrent à leur passion sous la même couverture.



LA PASSION DES FEMMES LE NOUVEAU ROMAN DE SÉBASTIEN JAPRIOT CHEZ DENOËL 420 PAGES - 108 F

DENOËL. IL S'EN PASSE DES CHOSES SOUS NOS COUVERTURES.

Société

Une conférence internationale à Bruxelles

Prostituées sans maquillage

BRUXELLES
de notre correspondant

Une prostitution de rêve, serait-on tenté d'écrire en assistant à la deuxième conférence internationale des prostituées, qui se déroule du 1^{er} au 3 octobre à Bruxelles. Le but de cette réunion — la précédente avait eu lieu à Amsterdam en 1985 — est la décriminalisation de la prostitution, comme l'a proposé le Parlement européen dans sa résolution sur « la violence contre les femmes » adoptée en juin dernier. Cette deuxième conférence tient d'ailleurs ses assises dans les locaux bruxellois de l'Assemblée européenne, plus précisément dans les bureaux du groupe Arc-en-ciel, qui rassemble les alternatifs et les verts de tous les pays de la CEE. D'où la couleur manifestée par certains parlementaires européens, dont le député d'extrême droite belge Luc Beyer, qui estimait déplacée la tenue d'une telle réunion dans les locaux du Parlement.

Elles sont pourtant bien sages, ces 120 représentantes du plus vieux métier du monde. A tel point que beaucoup d'entre elles ne dépareraient pas dans le cadre d'un séminaire ou d'un colloque. Marga Saint-James, d'abord, présidente du Comité international pour les droits des prostituées et cofondatrice du mouvement Coyote (Call off your old tired ethics: débarrassez-vous de votre vieille morale fatiguée) aux Etats-Unis. Tout sourire, cette battante, à l'instar des adeptes des mouvements féministes des années 60, manie, un humour corrosif. Combien de prostituées y a-t-il dans le monde? lui demande-t-on. « Combien de clients pensez-vous qu'il y ait? » Pour elle, « l'Etat est le proxénète qui nous inflige des taxes sans nous donner aucun droit ». « Nous utilisons le mot pute, conclut-elle, parce qu'il est utilisé contre toutes les femmes. Nous voulons le réclamer, le diffuser et retirer ce label des mains de l'homme qui l'utilise pour diviser et intimider les femmes. »

Dans un anglais parfaitement châtié, Myriam, une Libanaise née à Chypre et qui exerce à Amsterdam — de l'avis unanime, — déclare gagner sans l'aide d'aucun « boss » 50000 florins par an (environ 150000 francs français). Elle a commencé ce métier à

seize ans, car « ça lui trotte dans la tête » et qu'en se prostituant elle « règle certains de ses problèmes avec des hommes qui eux aussi tentent de régler les leurs ». Pour Myriam, la prostitution appartient avant tout « au domaine du spirituel ». Autre vedette de la conférence : Norma Jean, qui se présente aux proches des électriciens à Los Angeles avec le slogan « Have a vice day » (ayez un jour de vice). Après avoir passé dix années dans la police, Norma Jean affirme maintenant être devenue prostituée pour... « faire enfin un métier honnête ».

Calles-ci parlent à visage découvert. Comme cette transsexuelle napolitaine ou ces prostituées mères australiennes et canadiennes, qui estiment être mis, encore davantage que leurs « consœurs », au ban de la société.

Trottoirs
dégradés

Plusieurs prostituées, de peur d'être reconnues, se présentent derrière de magnifiques masques de carnaval. Les Françaises et les Belges, elles, sont introuvables. Les Belges — leur pays est considéré comme un des plus répressifs — n'ont pas osé venir. Quant aux Françaises, elles auraient argué de la nouvelle réglementation sur les visas pour ne pas faire le voyage d'outre-Quévrain.

Griséldis Réal, une Suissesse de cinquante-sept ans, qui exerce depuis dix-huit ans, n'a pas, tout au contraire, cette appréhension. D'un ton posé, pimenté d'un léger accent genevois, elle parle de sa vie avec un calme et un humour déconcertants : « Je suis toujours en activité mais j'exerce maintenant chez moi. Pendant longtemps, je me promenait toutes les nuits sur le trottoir avec des vêtements un peu fonctionnels... » Pendant sept années, de 1973 à 1980, Griséldis a arrêté de travailler. Définitivement, croyait-elle. Pour des raisons économiques, elle a repris ses activités : « L'argent regrette-t-elle — ne circule plus comme avant, sauf pour les call-girls de luxe qui vont dans les grands hôtels et travaillent principalement lors des conférences internationales. » Griséldis, elle, se flatte d'avoir toujours travaillé dans les milieux populaires. « Les émi-

grés solitaires, privés d'affection, de relations sexuelles, de famille, eh bien, je suis là pour eux. D'accord, ce n'est pas le grand amour, mais ils trouvent malgré tout chez moi un peu de compréhension. » Cette compréhension, elle la pousse même jusqu'à tenir compte de la dépréciation du franc français par rapport au franc suisse et à offrir à ses clients venus de l'Hexagone les mêmes prix qu'en 1980. « Et puis je n'ai pas beaucoup de besoins, maintenant que mes trois enfants sont grands : de la musique classique, des livres, cela me suffit », ajoute Griséldis, qui estime que la situation du trottoir s'est considérablement dégradée ces dernières années à cause notamment de la drogue.

« Les jeunes sont plus cyniques. Nous, les vieux chats de gouttière, nous sommes devenus plus humains. Les jeunes, d'elles n'ont pas eu de foyer, arrivent souvent à la prostitution pour survivre ou par révolte, et les regards des gens — qui sont toujours comme autant de coups de couteau — provoquent de

la rage chez elles. De plus, la drogue et la dépendance qu'elle crée n'arrangent rien, c'est horrible pour avoir leur dose. Et quand je pense qu'il y a des clients qui les payent avec de la drogue! Certes, avant, il y avait bien quelques alcooliques, mais quelle différence! Initiatrice d'un centre international de documentation sur la prostitution, Griséldis Réal reconnaît qu'elle n'a « plus une minute à elle », entre son travail et son centre. « Si je voulais avoir une vie privée, si je tombais amoureuse, d'abord je n'aurais pas le temps, et puis le fait d'être prostituée ne simplifierait pas les choses avec l'homme que j'aimerais... » Mes enfants me respectent comme je suis, conclut Griséldis. J'aimerais que les prostituées ne mettent plus jamais de masques. Les clichés misérabilistes confortent une certaine morale : à sa scélératesse « elle » vit dans le péché mais, en plus, « elle » est heureuse! »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Le Syndicat des personnels de l'éducation surveillée critique la politique de M. Chalandon

Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES) craint une « liquidation pure et simple » du secteur chargé des mineurs délinquants. Le SNPES, qui est affilié à la FEN, proteste contre la suppression, prévue pour 1987, de deux cent sept postes d'éducateurs du secteur public.

Il proteste aussi contre la suspension du recrutement d'éducateurs déjà embauchés et qui, pour certains, avaient pris leurs dispositions pour rejoindre leur lieu d'affectation. Interrogé sur cette affaire, le mercredi 24 septembre, au cours d'une conférence de presse, M. Alain Chalandon a promis que l'argent nécessaire au recrutement de ces éducateurs serait prochainement déboursé.

Le SNPES proteste enfin contre l'audit de l'éducation surveillée que le garde des sceaux a commandé à M. Louis Langlais, inspecteur général de l'administration. Dans sa lettre de mission à M. Langlais, M. Chalandon met sévèrement en garde le fonctionnaire de l'éducation surveillée (le Monde date 21-22 septembre).

Dans un communiqué, le SNPES critique plus généralement le nouveau cours que le ministre de la justice entend donner à la politique éducative : « L'orientation éducative (de ce) secteur, écrit le syndicat, est fortement remise en cause par la valorisation affichée du garde des sceaux de créer des « centres fermés » (en fait des prisons déguisées) pour jeunes délinquants. De

plus, cette volonté se double d'une perspective de désengagement de l'Etat dans la prise en charge de l'enfance en danger, au bénéfice du seul secteur associatif. »

La prévention, ajoute le SNPES, les réponses spécifiques aux mineurs, seront de plus en plus à la charge des collectivités locales, qui devront assurer seules cette tâche pourtant incontournable de l'Etat : garantir l'égalité de traitement de tous les justiciables sur le territoire national. « L'Etat libéral se désengage de l'économie, conclut-il. Il se désengage aussi de la réinsertion sociale des délinquants. »

A l'appui de ses critiques, le SNPES produit un sondage réalisé au printemps dernier par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie. Ce sondage fait apparaître que 59,7 % des Français ne conçoivent l'emprisonnement des moins de seize ans que pour des actes graves (hold-up, meurtre) ; 30,5 % sont opposés à l'incarcération de ces mineurs « dans tous les cas ».

Ce sondage fait aussi apparaître que 82 % des personnes en désaccord avec l'incarcération des moins de seize ans maintiennent la même position à propos des seize-dix-huit ans.

Sur un autre point de polémique entre le SNPES et la chancellerie, ce sondage est plus marquant : 85 % des Français rejettent le placement des mineurs délinquants dans un internat ou dans un foyer et 43 % le recommandent.

Dernier témoin de l'affaire Orsoni

Henri Rossi sera extradé de Suisse vers la France

BASTIA
de notre correspondant

Henri Rossi sera extradé de Suisse vers la France. Ainsi en a décidé, mercredi 1^{er} octobre, en dernière instance, le tribunal fédéral de Genève, la cour suprême suisse.

Celui qui est considéré comme le dernier témoin de l'affaire Orsoni, ce militant nationaliste corse enlevé et probablement assassiné, et dont la disparition a été constatée le 21 juin 1983, avait été arrêté dans un hôtel de Genève le 19 janvier dernier, en possession de faux papiers. Ancien lieutenant du « parrain » marseillais René Guérin, âgé de soixante ans, il était en fuite depuis 1983 et sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré en mars 1985. Mis en cause dans l'affaire Orsoni, Henri Rossi avait préféré quitter la France pour séjourner dans divers pays et notamment aux Etats-Unis puis en Suisse.

En première instance, la justice suisse, avait accepté, en juin dernier

le principe de l'extradition tout en considérant néanmoins que l'affaire revêtait un aspect politique. Henri Rossi avait interjeté appel et son dossier avait alors été transmis au tribunal fédéral. Pour des raisons de sécurité, il exigeait, notamment, dans le cas où il serait extradé, d'être emprisonné et jugé sur le continent. Au terme du débat très serré de mercredi, les juges suisses ont finalement renoncé à assortir l'extradition de conditions particulières sur ce point.

Il faut dire que le 13 août dernier, le procureur général de Bastia a indiqué que toutes les mesures seraient prises pour assurer la protection d'Henri Rossi qui sera transféré à la maison d'arrêt d'Ajaccio pour une durée très courte. Henri Rossi, qui selon son avocat genevois, M. Jacques Barillon, a toujours cauteusement participé à l'affaire Orsoni, devrait être transféré ensuite dans une prison sur le continent.

NOEL FANTONI.

Trafic de documents à la préfecture de police

L'amie de Robert Ibrahim Abdallah

Robert Ibrahim Abdallah, accusé par la police d'être l'un des auteurs des récents attentats — notamment celui qui a été perpétré, le 12 septembre 1986, dans la cafétéria du Casino à La Défense, près de Paris — n'a pas de chance : à peine proteste-t-il de son innocence, assurant aux journalistes, lors d'une conférence de presse à Tripoli, le 17 septembre, qu'il n'a pas mis les pieds en France depuis de longues années, qu'un témoin vient le contredire et affirme qu'il était encore à Paris à la fin du mois d'août dernier.

Ce nouveau témoin, M^{lle} Annik Vigneux, s'est fait connaître dans le courant du mois de septembre auprès des policiers de la Brigade criminelle. Sa démarche n'était pas tout à fait volontaire puisque ce sont les policiers d'un autre service qui, enquêtant sur une affaire de trafic de documents falsifiés, ont voulu l'entendre comme témoin. A leur stupéfaction, la jeune femme, secrétaire d'une avocate parisienne, leur a alors appris qu'elle avait fait la connaissance de Robert Ibrahim Abdallah dans le courant du mois de décembre 1985 et qu'elle l'avait fréquenté durant plusieurs mois. La dernière rencontre, a encore précisé la jeune femme, remontait à la fin du mois d'août dernier, époque où le plus jeune frère des Abdallah, âgé de vingt ans, a disparu pour réapparaître au Liban quelques jours plus tard. C'est en voyant les photos diffusées par la presse qu'elle a appris l'identité véritable de celui qui n'était pour elle qu'un « séducteur ».

Pour les policiers, ce nouveau témoignage n'a rien apporté de décisif à l'enquête sur les derniers attentats. Tout au plus les a-t-il confortés dans leur conviction que les frères Abdallah prennent parfois quelques libertés avec la vérité lors de leurs déclarations publiques. En revanche, les révélations de la jeune femme ont permis de remonter jusqu'à un trafic de documents adminis-

tratifs où sont impliqués... deux inspecteurs de police, qui ont depuis été inculpés de corruption et écroués.

L'affaire n'est pas la première du genre : M^{lle} Marie-Laure Affit, l'avocate parisienne dont la jeune amie d'Abdallah était la secrétaire, aurait « arrosé » deux fonctionnaires de police pour obtenir des cartes de séjour pour certains de ses clients turcs. Entendus par l'IGS, les deux fonctionnaires, MM. Bernard Dorelier et Serge Durand, le premier affecté au commissariat du quatrième arrondissement, le second attaché à la 1^{re} section des renseignements généraux parisiens, ont rapidement reconnu les faits. Mais, expliquent-ils, il s'agissait d'une ruse pour mieux pénétrer les milieux turcs et kurdes de la capitale.

L'argument ne semble pas avoir totalement convaincu le juge, M. Jean-Claude Vuillemin, qui, à la fin de la semaine dernière, a inculpé les deux hommes. Petite angouaise pour les enquêteurs : les deux complices des policiers travaillent toutes deux dans les services de la préfecture de police, l'une à la fondation Louis-Lépine, l'autre, qui a été longuement entendue par les enquêteurs de la brigade criminelle, dans l'équipe administrative du cabinet du préfet de police. Cette dernière audition, qui ne semble pas avoir été suivie d'effet, avait vraisemblablement pour objet de vérifier si la filière d'obtention des papiers avait pu servir aux frères Abdallah.

L'avocate, de son côté, a été inculpée de corruption, mais laissée en liberté sous contrôle judiciaire. Elle nie avoir eu quelque responsabilité dans toute cette histoire qu'elle met sur le compte de la « manipulation » de son ancienne secrétaire. Cette dernière sera à son tour entendue et pourrait être prochainement inculpée par le juge d'instruction.

Ag. Lo. et G. M.

L'affaire du Carrefour du développement

Un chef de bureau inculpé pour faux en écritures publiques

M. Jean-Pierre Michau, le magistrat du tribunal de grande instance de Paris chargé de l'affaire du Carrefour du développement, continue méthodiquement son instruction. Mercredi 1^{er} octobre, ce juge a fait écrouer, à la prison de Fresnes, M. René Trillaud, soixante et un ans, chef du bureau de l'ordonnement des dépenses d'un ministère de la coopération, après lui avoir signifié les inculpations de « faux en écritures publiques et usage, et faux en écritures privées et usage ».

Commandant en retraite, employé contractuel par le ministère, M. Trillaud est accusé d'avoir adressé des lettres pour lesquelles il passait des commandes fictives à plusieurs sociétés. En outre, on lui reproche d'avoir permis à l'association Carrefour du développement de se faire attribuer des fonds du

ministère de la coopération par le biais de fausses écritures comptables. Occupant un poste clé en matière d'attribution de crédits, M. Trillaud serait intervenu dans la plupart des opérations financières effectuées entre le ministère de la coopération et l'association Carrefour du développement.

Une partie des sommes transférées à l'association, évaluées à 50 millions de francs, aurait été utilisée lors du sommet de Bujumbura en décembre 1984.

Tout comme le colonel Victor Tito, chef de la mission militaire au Burundi, inculpé le 19 décembre dernier, M. Trillaud — nouveau inculpé dans cette affaire — se semble pas avoir bénéficié personnellement des manœuvres frauduleuses dont il est accusé.

M. P.

YANNICK LAUDE

LA DROGUE A L'ECOLE

« J'avais rien à foutre, c'était les vacances. Ses parents travaillent, l'étatisme lui tombe la journée, on passe notre temps à fumer du shit, mais comme lui il devait pas de prendre de la weed pour moi. »

TOUTE LA PRESSE EN PARLE...

SCIENCE & TECHNIQUE

SVM

OCTOBRE 86

BANC D'ESSAI COMPLET

APPLE II GS

10 ans après, la renaissance.

VILLERME

Tableaux de l'état physique et moral des salariés en France

La vie en entreprise

Un bilan des conditions de travail au moment où, de gauche à droite, l'entreprise se trouve parée de toutes les vertus.

Des tableaux présentés par un groupe d'inspecteurs du travail.

89 francs

Éditions La Découverte

حکومت الامم المتحدة

هكذا مزاج الأهل

... Le Monde • Vendredi 3 octobre 1986 31

Voici des prix à faire réfléchir ceux qui ne pensent qu'à ça.



BISLET/HAMAR Lit 90 x 200, pin naturel vernis, sans sommier ni literie.
595 F



HERVIK Encadrement de lit 180 x 200, laqué blanc, sans sommier ni literie.
135 F



MAST Commode laqué blanc, L 49, P 40, H 49.
35 F



PARAS Dossieret 90 laqué, anthracite ou blanc, jeu de 4 pieds acier laqué noir, sans sommier ni literie.
585 F



FRÖVI Table de chevet placqué, pin naturel vernis, L 50, P 37, H 55.
475 F



SUNDBORN Encadrement de lit 160 x 200, pin massif/plaqué naturel ou teinté brun noyer, sans sommier.
1970 F



PARAS Table de chevet à roulettes, laqué blanc ou anthracite, L 72, P 36, H 69.
950 F

On ne voudrait pas avoir l'air d'en faire trop, mais nous, on ne pense qu'à ça... Comme on sait, chez IKEA, la nuit dure 6 mois... Ça finit par donner des idées toutes plus excitantes les unes que les autres.

1^{re} idée, le style d'un lit est souvent révélateur des nuits qu'on veut y passer. Et qui... Chez IKEA, il y a tous les lits dont vous avez toujours rêvé. Design, classique, ou pin massif, à vous de choisir. Vu leurs prix, vous ne pourrez pas dire que vos phantasmes sont chers à assumer.

2^e idée, comme on ne met plus son argent sous son matelas, pourquoi le mettre dedans... Chez IKEA, il y a d'excellents matelas pas chers du tout, prêts à soutenir fermement vos ébats échevelés. Quant aux prix de nos sommiers, à ressorts ou à lattes, on aurait tort de ne pas se jeter dessus.

3^e idée, autant éviter aux élans de tendresse de s'empêtrer dans les couvertures. Chez IKEA, il y a des couettes très câlines dont les prix sont aussi légers que les plumes qui sont dedans.

Autre idée, faire un peu de gymnastique avant de passer au lit. Chez IKEA, nous recommandons le montage d'un chevet, d'une commode, voire d'un meuble de rangement. C'est facile. Ça assouplit et vous savez combien ça descend les prix.

Des idées comme ça, nous en avons à revendre chez IKEA. Pas chères du tout, on vous laisse réfléchir.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II : 24C PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.68.20.25 - MAR. 11-20 H - MER. JEU VEN. 11-22 H - SAM. ET DIM. 10-20 H - FERME LE LUNDI ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA EVRY LISSES : 21 LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNÉCY TEL. (1) 64.97.65.65 - LUN. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-20 H. DIM. 10-19 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LYON : CITE CHAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN TEL. 78.73.23.26 - **IKEA VITROLLES** : RN 13 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Religions

Jean-Paul II, hors les murs

(Suite de la première page.)

Porteuse de valeurs inestimables, elle peut proposer une morale à la société. « Il faut réévaluer votre culture », dit Jean-Paul II aux foules qui l'accablent. Cet appel s'adresse particulièrement à l'Europe, qui doit être réunifiée, avec une Eglise servant en quelque sorte de médiateur entre les États et les nations.

Avec de telles idées, on aurait pu imaginer un pape empereur, régnant à Rome à la tête d'une super-administration et cultivant le mystère autour de sa fonction. Jean-Paul II a fait exactement le contraire.

Les derniers reliquats d'un régime de cour ont été à peu près tous supprimés. « Il est impossible de s'agenouiller devant le pape, précise un cardinal français. Il vous serre la main de façon à vous en décourager. » Contrairement à ses prédécesseurs, Jean-Paul II n'est plus seul: il y a toujours des invités à sa messe de 7 heures et à sa table. « Quand il entre dans la pièce, dit un prêtre polonais, transféré de Cracovie à Rome, on se raidit instinctivement. Mais on se détend aussitôt: il n'a pas changé, c'est Wojtyla en blanc. »

De la Terre à la Lune

Jean-Paul II n'est pas encore arrivé en France que ses collaborateurs travaillent déjà — à partir de ses notes manuscrites en polonais — sur les discours qu'il prononcera ensuite en Australie puis en Amérique latine. Ni l'attention dont il a été victime en 1981, ni la contestation qui a marqué sa visite aux Pays-Bas l'an dernier, ne l'ont fait changer de rythme. A soixante-six ans, Karol Wojtyla accepte quasiment toutes les invitations des Eglises locales et dépêche sur place le Père Roberto Tucci — un jésuite tout en finesse, directeur général de Radio-Vatican — pour lui préparer ses voyages.

Avec Jean-Paul II, les vaticanistes sont devenus statisticiens. Ils ont enregistré, en huit ans de pontificat, trente voyages à l'étranger, dans cinquante-deux pays différents, soixante visites en Italie et plus d'une centaine dans les paroisses romaines où le pape va régulièrement passer ses di-

manches après-midi. Selon leurs additions, ce « saint Stakhanov » prononcerait près de cinq mille pages de discours par an et aurait déjà parcouru une distance supérieure à celle de la Terre à la Lune...

Qu'est-ce qui fait courir Jean-Paul II? « Il adore ça », répond un religieux romain. Ne voyageait-il pas déjà aux quatre coins du monde quand il était archevêque de Cracovie? Des voyages qui l'avaient d'ailleurs fait connaître, lui permettant d'être élu pape...

Sans être fausse, l'explication est évidemment un peu courte. Si Jean-Paul II n'arrête pas de sillonner le monde, c'est parce que les voyages, à ses yeux, font partie intégrante de sa fonction. « Je suis le successeur de Pierre, mais aussi de Paul », a-t-il lancé un jour sous forme de boutade.

On l'oublie souvent: ce n'est pas lui, mais Paul VI qui a « inventé » les lointains voyages pontificaux, rendus possibles par l'avion. Et l'enthousiasme des foules d'alors — à Bogota, à Manille ou à Kampala — n'était pas moindre que celui d'aujourd'hui. Mais en multipliant les voyages, en les marquant de signes très médiatiques, Jean-Paul II en a fait un moyen de gouvernement.

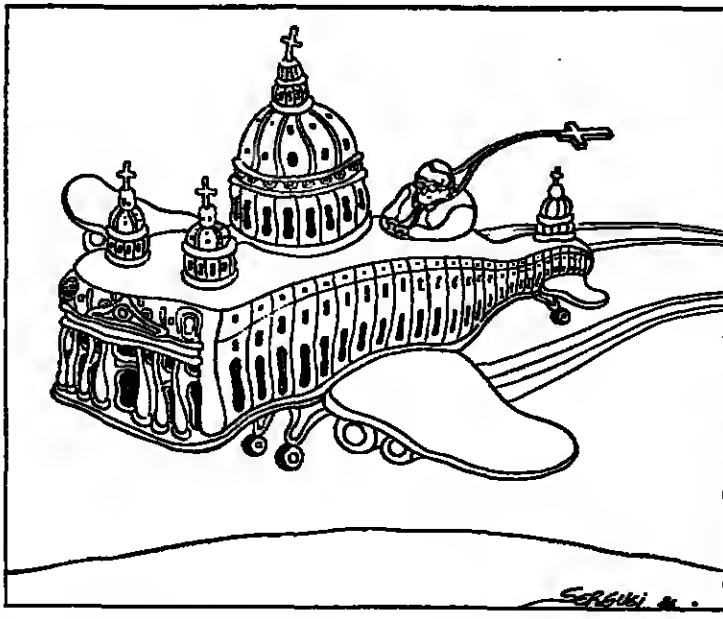
Pour lui, il s'agit d'abord de mobiliser les Eglises locales. De les amener, en préparant son voyage, à se faire connaître, à prendre conscience de leurs forces et de leurs faiblesses. Cette mobilisation est très nette depuis quelques semaines dans la région Rhône-Alpes. Jean-Paul II renvoie à ces communautés une image d'elle-même, parfois inattendue. Pour des catholiques qui sont minoritaires (au Japon, par exemple) ou pensaient être mal aimés (comme au Mexique, ou en Grande-Bretagne), la venue de ce pape superstar peut être un formidable stimulant.

Un autre objectif des voyages est de donner à Jean-Paul II le moyen de mieux connaître l'Eglise universelle. Ayant visité les coins les plus reculés de la planète, où aucun chef d'Etat ne se rendrait à l'aventure, il a des communautés catholiques une expérience que ne possédait aucun de ses prédécesseurs. Ces contacts le conduisent parfois à rectifier le tir: n'avait-il pas écrit

en pleine nuit un discours aux évêques brésiliens, en juillet 1980, après avoir été frappé par les propos de ses interlocuteurs? Et si la Compagnie de Jésus jouit aujourd'hui d'une assez grande liberté après avoir subi un sérieux coup d'arrêt, « c'est aussi, constate un jésuite, parce qu'en voyageant Jean-Paul II s'est aperçu que nous n'avions pas tous une mitrailleuse sous la sautane ».

Les voyages permettent enfin au pape d'être « un messageur de l'Evangile » et d'exercer une « catéchèse itinérante ». Ou si l'on préfère, de souligner de manière éclatante la présence de l'Eglise dans le monde et de donner aux catholiques le sens de l'unité de

leur Eglise. Des conseils aussi et des directives. Jean-Paul II ne s'en prive pas, même si on constate à Rome que sa présence et ses gestes ont plus d'impact que ses discours: « Plus les papes préfèrent le chantier à la chanson. »



Dessin de SERGUEI.

Il y a un chapitre qui pourrait s'intituler « Risques et méfaits des voyages de Jean-Paul II ». Les proches du pape connaissent par cœur ce genre de contestation et devancent les questions pour y répondre.

Un feu d'artifice?

Une mobilisation artificielle, due surtout à la curiosité, et qui ne laisse pas plus de traces qu'un feu d'artifice? « Tout dépend de la suite donnée par les Eglises locales. Leurs propos, répercutés par le pape, prennent une autre dimension. Le voyage de Jean-Paul II à Hattî, par exemple, a été déterminant dans la chute de Duvalier. »

Mais, à l'inverse, le pape n'est-il pas instrumentalisé (utilisé)

par les pouvoirs en place? « Nous l'évitons scrupuleusement, répond-on à Rome. Il n'est pas question, par exemple, qu'un chef d'Etat figure aux côtés de Jean-Paul II dans un quelconque cortège. » M. Chirac d'Estuaire avait réussi à tricher en 1980. Le Bon Dieu ne lui a pas encore tout à fait pardonné.

Les orphelins de la Curie

En réalité, la seule critique qui peut vraiment préoccuper le pape provient des « orphelins de Montini », les responsables romains qui ne se sont pas consolés de la mort de Paul VI. « Le pape, disent-ils, n'est peut-être pas de consacrer l'un de ses prochains voyages à la Curie romaine... » Une Curie qui se sent négligée, livrée à elle-même, sans véritable chef, malgré des hommes de grande qualité.

Fin diplomate, mais peu porté aux luttes de pouvoir, le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat, se cantonne dans un rôle modeste. Son substitut, l'Espagnol Eduardo Martínez Somalo, ne mène pas l'administration à la baguette, comme le faisait l'efficace Mgr Benelli au temps de Paul VI. Seul le cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, émerge un peu.

« Les Polonais de la curie »? C'est un mythe. Le seul à jouer un rôle direct est le secrétaire particulier du pape, le Père Stanislaw Dziwisz. Mais son pouvoir ne s'exerce vraiment que dans le choix des personnes qui seront reçues par Jean-Paul II. Celui-ci n'a pas le petit cercle qu'on imagine autour de lui: ses conseillers sont souvent loin de Rome, comme le cardinal Lustiger, archevêque de Paris.

Karol Wojtyla est un homme de contacts personnels et de grandes foules. Ce n'est pas un manager. Pas plus qu'à Cracovie il ne s'intéresse à l'intendance. Il n'a donc pas imprimé sa marque à la Curie. « Partant du principe qu'il n'y a pas d'administration idéale, il a préféré conserver celle qui était en place », souligne l'un de ses amis polonais.

Cette décontraction n'est pas du goût de tout le monde au Vatican. On reproche au pape de faire traîner les décisions. La réforme des finances, par exemple, est en

panne. Or « les finances sont un désastre », de l'avis d'un des rares prélats ayant accès aux livres de comptes.

Ayant des orientations claires et des idées bien arrêtées, Jean-Paul II aurait pu s'appuyer sur une administration très efficace pour le relayer et mettre en œuvre sa politique. Mais y a-t-il place à Rome pour un autre « homme fort » aux côtés de Karol Wojtyla? Ce pape globe-trotter semble être intimement convaincu que ses voyages ont plus d'impact que toutes les directives romaines. Rome, c'est lui, et Rome se déplace.

En huit ans, Jean-Paul II a modifié le visage de l'Eglise. L'a-t-il transformée pour autant? Les problèmes se posent à peu près dans les mêmes termes qu'en 1978, à la fin du pontificat de Paul VI. Mame Mgr Lefebvre est toujours là...

Karol Wojtyla a accompagné et favorisé un glissement général vers des attitudes plus traditionnelles. Avec cette papauté plus visible, plus concrète, la plupart des catholiques pratiquants ont un plus fort sentiment d'identité. Les bouillons ont été resserrés. Le pape a mis sous surveillance des religieux contestataires, rendu plus difficile le retour des prêtres à l'état laïc, malgré des cas très douloureux, et réclame un catéchisme universel. Il a nommé des évêques d'un nouveau type — religieux, missionnaires ou curés de campagne — plus proches de ses idées. Et il a fait de l'Opus Dei une « prélatrice personnelle », nommant l'un de ses membres directeur de la salle de presse du Vatican...

Cette Eglise plus rigide ne s'est-elle pas éloignée un peu plus des hommes et des femmes qui ne partagent pas ses dogmes et considèrent la vie quotidienne avec de tout autres yeux? Karol Wojtyla le sait probablement. Mais cela le conforterait plutôt dans ses convictions et sa vision d'un Occident décadent, à l'aube d'un troisième millénaire qu'il voit venir à toute allure, comme un rendez-vous capital du premier pape slave avec l'histoire. En 2000, il aura exactement quatre-vingts ans.

ROBERT SOLÉ.

Le Monde
ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2^e arrdt
GRANDS BOULEVARDS
Près. Séjour (3 fenêtres) + cuisine, bain, toilettes, réfrigérateur, 450.000 F. 45-26-59-04.

3^e arrdt
CHATELET Dans hôtel XVIII^e siècle, haut plaf., superbe récept., 2 ch., 105 m² parq. de. DORESSAY - 46-24-93-32.

5^e arrdt
SAY LISSAC 4 p. + service, 60 m², pierre de t., sol. 1.500.000 F. 45-16-87-16.

8^e arrdt
PARC MONCEAU COURCELLES 60 m², pierre de t., 5 p., 270 m² balcon, service. DORESSAY - 46-24-93-32.

12^e arrdt
DAUMESNIL
Dans imm. pierre de taille, 2, 3 ou 5 p. à rénover. Vm, jard. verand., 14 h/15 h/30. 57, RUE DE PICPUS.

FACE MAIRIE 12^e
Bel anc., tapis, sec., 4 p., bain, vue, bain, chaudi. central, 1.100.000 F. 45-44-43-87.

S/AV. DAUMESNIL
Bourgeois, 8^e et esp. GRAND 4 p., TT CFT. 1.500.000 F. 43-43-32-30.

13^e arrdt
EMILE ZOLA, Récent 4 p., tt ch., sol. carrelé, 275.000 F. Tél.: 43-22-61-36.

92 Haute-de-Seine
NEUILLY Près Paris, soliel, verdure, cuisine, liv., 2 à 3 chbres, 105 m², 2.100.000 F. DORESSAY - 46-24-93-32.

PUTEAUX FACE SEINE
PENTHOUSE
160 m² + terrasse 85 m², vue panoramique. 43-58-60-70.

Province
PERPIGNAN centre ville, grand F3, confortable, loggia, balcon, cave, 3^e étage, escalier, plein sud. M. BROU, bois de Serris, Carroussel, 69-71-32-48.

MEGEVE/ROCHEBRUNE
Lux. apt. 3 pièces meubl. Prix: 1.100.000 F. Michel Bernard, 45-02-13-43.

DEMANDES D'EMPLOIS
H. 25 ans, charisme, emploi stable, MONTREUIL P., reconversion PTT, sbordons, réajustement, très expérimenté, adhésions réf. Libre de suite. Tél.: 48-52-99-53.

ORGANISATION ET COMPÉTENCE
J.F. 21 ans, ch. place stable. Exp. bicyclette-secours. 3179-3278, contacts téléphon. niveau de 1^{er} 62 (compas). Ecrits sous la n° 7004.

LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montesson, Paris-7.
J.F. 21 ans, bonne prest., 4 ans exp. ch. poste stable SEC. DIAGN./ACQUIL/STAND. permis, corrép. Libre de suite. Tél.: 46-04-47-03.

capitaux propositions commerciales
PLACEMENTS
ONTARIEN 18 % Garantie s'immuables. 43-48-77-53.

formation professionnelle
ICD propose à des jeunes de moins de 25 ans une formation de 10 mois.

B.T.S.
D'ACTION COMMERCIALE
Alternance entreprises/école. Rémunération 50 à 25 % du SMIC.

Niveau 1^{er} année B.T.S.
Ecr. ICD-BTS en alternance. 63, av. de Villiers, 75017 PARIS ou tél.: 47-88-84-22 (poste 53).

propositions diverses
L'est offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIERS 101, 9.P. 402-09, PARIS CEDEX 09.

appartements achats
MICHEL BERNARD
42, av. Victor-Hugo, 18^e. Tél.: 45-02-13-43.
Recherche: appart. immuables. Toiture, bon standing.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, prnt. 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-87 même la soir.

immeubles
STÉ D'INVESTISSEMENT ch. immeubles PARIS rue cadé-paiement spt. 43-53-78-99.

locations non meublées demandes

Paris
Pour personnel et dirigeants déplacés région parisienne. IMPORTANTS ADIETES FRANÇAISE INFORMATION rech. divers appts 2 à 5 p., studios, 10 h et 15 h, 48-03-30-33 de 10 h à 19 h.

Région parisienne
Etude ch. pour cadres villes toutes banlieues. Loyer garanti. (1) 48-88-89-66, 42-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Sida ou AMBASSADES. 45-26-18-95.

Jeune Médecin cherche en location, studio tout confort, vide ou meublé. Prédérence 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e arrondissements. Tél.: 43-27-13-42, hrs no.

EMBASSY SERVICE
6, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPTA de GDE CLASSE pour CLIENTS ÉTRANGERS, corps diplomatique et cadres de stés multinationales.
Tél.: 45-62-78-99

pavillons
MAISONS-ALFORT CHARANTONNEAU 3/400 m² terrain pavillon s/sol, gd liv., 3 chbres, terrasse, bain, chaudi. centr., gar. 735.000 F. Mica. 43-44-43-87.

propriétés

40 km Paris, près BREUILLET, poss 7-8 p. conf. + chalet 2 p. ch. sur terrain 2.500 m². Après 20 h. (1) 48-87-78-32.

LIMOUSIN
Près de la Vienne. Dans beau site maison 10 pièces de 20 m², cuisine, 6 de bains équipées, w.-c. Terrain 2.800 m². Prix: 450.000 F. 16 (1) 46-63-28-39

fermettes

A très ferme basique à rénover. 35 km Bantz, tout très Hse parren, magnifique vue sur montagne, 5 970 m² de prairie. 7. 59-29-73-29 ap. 18 h.

villas

91 LARDY 400 m REEL, ville 199 m² sur parc 2 607 m², 250 000 F. 80-82-75-31 après 19 heures.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Construction de sociétés et tous services. Tél.: 43-55-17-50.

Déménagement depuis 90 F/m². Rue St-Honoré; 43-10-81-62 ou Paris-12: 43-00-88-50. Construction SARL 2.000 F/HT.

fonds de commerce

Ventes
180.000 F Fonds dpp, glorieux ns Essonne. C.A. 550.000 F annuel avec maison 2 p. aut., s.d. b., tt conf. + garage. Loyer mens. 1.160 F. Canton Trafic reud, outill, et stock. Pub. Sottin payée 38.000 F. Crédit banc, poss. et acqu. prêt 3 mois. Poss. sans outill, stock et véhic. 90.000 F. Tél.: 04-67-53-91 (apr. 20 h).

LE TRAVAIL AU VERT EN VAL DE MARNE
Espaces privilégiés idéals pour PME-PMI
8000 m² à La Queue-en-Brie
20000 m² à Champigny
divisibles en lots
Équipement hôtelier, centre commercial et golf à proximité
Conditions exceptionnelles de financement à l'inauguration
Pour recevoir le dossier complet, appeler (1) 48.45.95.70
PROFIMOB
l'architecture industrielle personnalisée.
72, rue Paul-Volont-Couturier - 93130 NOISY-LE-SEC

La mer à 300 m. Un emplacement privilégié. Les commerces au pied de la Résidence.

PROPRIÉTÉ & LOISIRS

DEUX PIÈCES 289 000 F*
avec loggia de 12 m²

"LES ARCADES DE LA MEDITERRANEE"

Pour recevoir votre documentation sur la résidence "Les Arcades de la Méditerranée" retourner ce bon à: Propriété et Loisirs, 123 Champs-Elysées 75008 PARIS - Tél (1) 47 20.03.27

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____

مكتبة الأمل

Sports

Interdit de rallye par la FISA

Peugeot sort ses griffes au tribunal

Le 2 mai 1986, Henri Toivonen et Sergio Cresto, équipage d'usine d'une Lancia Delta S4 engagée dans le Tour de Corse automobile, sortaient de la route et mouraient dans l'incendie de leur véhicule. Ce tragique accident devait entraîner l'annonce, dès le 6 mai, par le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), d'une modification des règlements du Championnat du monde des rallyes. A compter du 1^{er} janvier 1987, les voitures dites du groupe B - celle de la Lancia Delta S4 mais aussi celle de la Peugeot 205 turbo 16 - ne pourraient plus être engagées dans les épreuves comptant pour le Championnat du monde des constructeurs, que Peugeot avait précédemment remporté en 1985 et vient encore de remporter pour l'année 1986. Cette exclusion est apparue à la société Peugeot comme un oukaze la visant particulièrement et malicieusement.

Aussi bien, demandait-elle, mercredi 1^{er} octobre, au tribunal de Paris, l'annulation pure et simple des décisions prises, invoquant à la fois leur irrégularité dans la forme et un préjudice évalué d'ores et déjà à 30 millions de francs.

C'est pourquoi on plaide devant la première chambre civile, présidée par M. Jean-Michel Guth. Procès assurément technique. Procès d'un homme aussi, de M. Jean-Marie Balestre, président aussi bien de la Fédération internationale automobile, de la Fédération française du sport automobile que de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) et de son comité exécutif.

Pour M. Chrestell, avocat de Peugeot, il est donc celui « qui dirige et régit tout en dictateur du sport automobile ». Pourquoi, ont expliqué les avocats de Peugeot, la société s'est-elle impliquée dans la compétition automobile? Pourquoi a-t-elle préparé cette 205 turbo 16 aujourd'hui interdite de rallye? Parce qu'il lui est apparu, en 1981, qu'une stabilité de la réglementation du Championnat du monde des rallyes lui permettait de préparer, avec les moyens et le temps nécessaires, cette voiture classée en groupe B et

pouvant développer une puissance de 500 chevaux, cette puissance dont aujourd'hui on ne voudrait plus entendre parler. Pour le constructeur, rien n'aurait dû être modifié avant cinq ans. Le comité exécutif de la FISA s'y était engagé d'ailleurs en avril 1982. Si l'on prévoyait alors l'éventualité d'une modification des dispositions prises, il avait bien été précisé que les constructeurs bénéficieraient en tout état de cause d'un préavis de deux ans.

Dans ces conditions, la société Peugeot considère qu'elle est victime d'une agression, « d'une véritable violation de fait résultant d'un détournement de pouvoir ». Que vaut, au reste, pour les avocats de Peugeot, la délibération d'un comité exécutif dont les membres n'ont même pas siégé et furent consultés simplement par télex pour dire s'ils étaient d'accord ou non avec les propositions de M. Balestre?

La réplique de M. Bernard Lotron, avocat de la FISA, est simple. D'abord, la demande de Peugeot devrait être jugée irrecevable. Adhèrent à la Fédération internationale automobile, il doit, comme tous les autres membres, se conformer aux statuts de cette Fédération, qui a prévu une instance internationale pour connaître des contestations de telle ou telle de ses décisions.

D'ailleurs, ce que Peugeot qualifie aujourd'hui de décision du comité exécutif n'est, en fait, qu'une proposition qui doit être soumise, le 3 octobre, à la conférence internationale de la FISA, qui seule pourra lui donner force de loi. Quant à soutenir que M. Balestre a fait fi d'une stabilité des règlements, c'est oublier que les statuts prévoient une possibilité d'y porter atteinte pour des raisons de sécurité. Quant au préjudice invoqué par son adversaire, M. Lotron assure qu'il n'existe pas, car le succès commercial de la 205 de M. Ton-le-monde, dû aux victoires du bolide qu'est la turbo 16, a permis d'amortir largement les dépenses qui ont pu être engagées.

Jugement le 19 novembre.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LES COUPES D'EUROPE DE FOOTBALL

Toulouse se qualifie pour le deuxième tour de l'UEFA

Le football français n'aura que deux représentants au deuxième tour des coupes européennes. Après le Paris-SG en Coupe des champions, Lens et Nantes ont été éliminés, mercredi 1^{er} octobre, en Coupe de l'UEFA. Les Lensois, vainqueurs de la première manche (1-0), se sont inclinés à Dundee (2-0). Les Nantes, sans illusions après leur défaite (4-0) sur leur propre terrain, ont obtenu un résultat nul (1-1) en Italie

contre le Torino. En revanche, les deux clubs du Sud-Ouest ont connu une belle réussite. Après Bordeaux en Coupe des vainqueurs de coupe, Toulouse, qui avait bien résisté à Naples au match aller, a pu refaire son retard en Coupe de l'UEFA pour l'emporter (1-0) et se qualifier dans l'épreuve des tirs au but (4-3) contre l'équipe de Diego Maradona.

Maradona déchu en Ovalie

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Diego Maradona a laissé son habit de lumière dans l'arène du stade Azteca. De retour au pied du Vésuve, le « mino de Oro » argentin s'était retrouvé les manches pour vaquer aux tâches ordinaires de son royaume napolitain. « Le Medico » n'est plus qu'un merveilleux souvenir, disséminé, il s'agit maintenant de penser à Naples et à son avenir. « Calcio et Europe étaient devenus pour le nouveau dieu du football les prochaines étapes d'un palmarès commencé par une apothéose mondiale.

Mais, après la traversée du paradis, la voie royale devient moins carrossable. Semée d'embûches. Dans l'étape de Toulouse, Diego Maradona a dû descendre au marche de son rêve de conquête européenne, victime de son ombre, un certain Benoît Tilly, qui ne l'avait déjà pas lâché d'une semelle au cours du match aller dans le cratère de San-Paolo. Cet inconnu, soldé en fin de saison par un Racing-Club de Paris nouveau riche, a maîtrisé le maître, sauvant même son nouveau club d'une déstabilisation à la cinquante et unième minute, en repoussant sur sa ligne une balle de Carnevale.

Après, Yannick Stopyra, la coqueluche du Stadium de Toulouse, avait honoré à sa façon le rendez-vous manqué de Mexico en ouvrant le score à la seizième minute. En treize matches de coupe

d'Europe, c'était le premier but de cet avant-centre que l'on croyait à tout jamais timoré, mais qui est revenu métamorphosé de sa cure mexicaine. La revanche est encore plus douce pour Beto Marccio, un Argentin « oublié » par le sélectionneur Carlos Bilardo et qui fut à l'origine de toutes les actions dangereuses de Toulouse.

L'ombre d'une ombre

En fait, le Naples de Diego Maradona a été battu, mercredi soir, par une armée des ombres : Ruty, Durand, Despeyroux, Passi, Bellus, Lestage. De jeunes fruits mûris au soleil de Toulouse ou bien de nouvelles recrues proches de l'anonymat. Du deuxième choix trouvé sur le marché dément des transferts par un club en graves difficultés financières, condamné au plus chiche des recrutements. Cette victoire sur la prestigieuse équipe italienne est une aubaine pour les finances du TFC. Maradona a rempli le Stadium de quarante mille personnes, offrant un club toulousain un bénéfice net de 4 millions de francs, soit la moitié en une seule soirée de fête du déficit que le club a cinq ans pour éponger.

Dans son ultime et dramatique face-à-face avec Philippe Bergeron, Maradona s'est-il souvenu que ce gardien était lui aussi présent à « son » Mondial? Ombre d'une ombre. Doublement de la double de Joël Bats. Ici, leur rencontre a tourné à l'avantage du modeste Toulousain. En repoussant le coup de pied au but de l'international italien Baggio,

puis en accompagnant du regard le tir de Maradona sur son poteau droit, Bergeron a reçu pour un seul match la récompense d'une carrière exemplaire.

Le héros de l'aventure toulousaine, Philippe Bergeron, est un symbole de cette ville partagée entre rugby et football. Une capitale un mariage de raison avec le football. Berque de pure souche, Philippe Bergeron est un rugbyman contrarié. Il est devenu « pousse-citrouilles » par l'accident d'un gardien qu'il lui a fallu un jour remplacer au pied levé dans un tournoi de quartier. Il confie d'ailleurs volontiers - avec sacrilège - ne pas acheter France-Foot. La bible hebdomadaire du rugby, Midi-olympique. est, en revanche, sur son chevet. Evoquant la solidarité de l'équipe toulousaine, dont on ne donnait pas cher avant le match, il dit : « Nous avons la mentalité rugby ». Associée à un talent certain, elle a permis d'asphyxier les Napolitains, au point qu'avec un peu plus de réussite les Toulousains auraient pu se dispenser de l'épreuve des tirs au but.

Malgré le premier penalty raté de Stopyra, l'issue ne faisait pas de doute pour Philippe Bergeron. Sous son beau maillot jaune, « le Grand » avait revêtu son maillot fétiche. Celui de l'équipe de rugby de Saint-Jean-de-Luz, cadeau de son épouse. « Je le mets dans les grandes occasions », dit-il. Avec lui, j'ai souvent eu la beraka. Contre cela, toute la science footballistique de Maradona était impuissante.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Le championnat du monde de volley-ball

La France écartée des demi-finales

Le rêve entretenu depuis dix-huit mois par les volleyeurs français a pris fin, mercredi 1^{er} octobre à Toulouse. Battue 3 sets à 1 (15-13, 6-15, 20-18, 15-5) par le Brésil, l'équipe de France ne disputera pas les demi-finales du championnat du monde, samedi au Palais omnisports de Paris-Bercy.

La tâche imposée aux coéquipiers d'Alain Fabiani n'était certes pas facile. Après leur défaite de la veille contre les Bulgares, ils devaient battre par 3 sets à 1 les vice-champions du monde et olympiques. Agressifs, concentrés, ils ont bien abordé ce match, menant même 11-5 dans le premier set. C'était compter sans l'expérience des Brésiliens, qui revenaient inexorablement au score pour l'emporter 14-12.

Ces derniers pouvaient se permettre de souffler un peu dans le deuxième set, mais les Français maintenaient leur pression dans le troisième, où ils menaient 14-7. Que se passa-t-il alors? Ont-ils été trop confiants ou ont-ils été victimes de cette « peur de gagner » qui paralyse parfois les sportifs au moment d'assurer une victoire inespérée? Moins agressifs au service, ils laissèrent alors les Brésiliens sauver... treize balles de set pour égaliser.

La chance des Français était passée. Malgré cinq nouvelles balles de set, le moral n'y était plus. Les Brésiliens l'emportèrent 20-18, s'assurant ainsi une place en demi-finale contre les Américains. Le quatrième set n'était plus qu'une formalité, vite expédiée par les Sud-Américains face à des Français démobilisés et qui devront se contenter de disputer la poule de classement pour les places de cinq à huit.

G. A.

DERNIER NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
sans visa

ILS NE SUPPORTENT PAS L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI



TANT PIS...

Vivement Jeudi!

Mais vous, jugez par vous-même en découvrant le numéro 100

L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI passe la vitesse supérieure



La condition des cadres n'arrête pas de progresser.

1985

Pour les cadres les plus performants, les augmentations étaient imposées jusqu'à 65 %.

1986

De l'espoir !
Bientôt le fisc ne percevra pas plus de 58 %.
Un peu de patience...

AXIVA

Vous garantit beaucoup mieux tout de suite : la motivation à 100 %.

Cadres, pour améliorer votre condition, n'acceptez plus la très classique augmentation. Car que vous rapporte une augmentation rognée de 40, 50, voire 58 % par le fisc ?

Demandez plutôt une augmentation de type AXIVA. L'augmentation que vous recevrez sera à vous. A 100 %. Elle n'est frappée d'aucune cotisation sociale, d'aucun impôt. Elle n'entre même pas dans le revenu imposable. Tout pour vous, rien pour le fisc. Il y a là de quoi vous remotiver.

Mieux encore, votre patron ne paye aucune charge sociale sur les sommes ainsi versées. Et elles sont déductibles des résultats de la société. Une augmentation qui coûte aussi peu cher ne peut pas se refuser.

En contrepartie, le cadre ne disposera de cet argent qu'à sa retraite. Pendant ce temps, ces fonds prospèrent de façon continue et en toute sécurité, puisqu'ils sont gérés par les financiers du Groupe AXA, dont les capacités sont unanimement reconnues par la presse économique. Et, fait appréciable, les revenus des fonds ainsi placés échappent, eux aussi, à l'impôt.

Comment un tel miracle est-il possible en France ? Grâce à la législation de 1985 concernant les déductions fiscales sur les cotisations à des régimes de retraite et de prévoyance. Une législation injustement méconnue, qui va pourtant changer la condition des cadres et de leurs employeurs (qui peuvent aussi en bénéficier).

Des contrats modulables.

Il existe plusieurs systèmes de contrats collectifs AXIVA qui permettent toujours de trouver la solution adaptée à chaque entreprise, et de moduler les versements en fonction de chacune des catégories de personnel qu'elle désire motiver. Dans tous les cas, ces cadres sont assurés de se constituer ainsi un supplément de retraite appréciable ; ce qui est indispensable quand on connaît les menaces qui pèsent sur les régimes de retraite par répartition. Précisons simplement que les rentes versées au cadre, au moment de sa retraite, seront - et c'est normal - soumises à l'impôt. Mais les tranches de cet impôt seront a priori beaucoup plus basses qu'au plus fort de sa période active.

Ce système de rémunération différée va donc constituer, pour les cadres, un puissant outil de motivation immédiatement utilisable.

Nous pouvons vous conseiller sur la meilleure manière d'introduire un tel avantage collectif dans votre entreprise. Envoyez votre carte de visite professionnelle à AXIVA, 17, avenue George-V, 75008 PARIS ou téléphonez simplement à AXIVA au (1) 47.23.61.85.

AXIVA
GROUPE AXA

La motivation à 100 %.

REPÈRES

Commandes de biens manufacturés

Recul de 1,4 % aux Etats-Unis

Les commandes de biens manufacturés ont baissé de 1,4 % en août, leur plus fort recul depuis cinq mois, annonce le département du commerce. Les commandes de biens durables ont chuté de 3,4 %, alors que celles de biens non durables augmentaient de 0,6 %. Ces résultats recouvrent une régression de 26,6 % des commandes militaires, une composante toujours très volatile de cet indice. Les commandes civiles restent en fait stables et ne font apparaître qu'une très modeste baisse de 0,1 %.

APFA

15 % de stagiaires en plus en 1985

L'Association pour la formation professionnelle des adultes (APFA) a accueilli 109 116 stagiaires en 1985, soit 14,8 % de plus qu'en 1984, selon le bilan publié par l'association. Le nombre de stagiaires formés a atteint 78 026 (+ 3,4 %), dont près des deux tiers (52 546) dans des formations donnant un titre professionnel. L'APFA a continué sa réorientation vers de nouvelles formations (niveau et métiers) : si les préparations de niveau CAP (V et V bis) ont accueilli 88 % des stagiaires formés, et les niveaux techniques (III et IV) seulement 12 %, le nombre de stagiaires a augmenté de 21,8 % dans le secteur tertiaire (et informatique). 125

stages pour des formations nouvelles ont été mis en place et 6 000 postes de travail modernisés pour mieux répondre aux offres d'emploi.

Par ailleurs, les psychologues du travail de l'APFA ont informé et orienté 271 647 demandeurs de formation. L'APFA a aussi réalisé 4 680 interventions à la demande de l'administration pour le Fonds national de l'emploi (FNE).

Commerce extérieur

Moindre déficit aux Etats-Unis...

Le déficit commercial américain a représenté 13,32 milliards de dollars en août, contre un record de 16,04 milliards de dollars en juillet. Les marchés financiers, qui entraînent des résultats beaucoup plus mauvais, ont salué cette relative amélioration en allégeant, provisoirement tout au moins, leurs pressions à la baisse sur le dollar. Mais si le secteur du commerce a conclu qu'il pouvait s'agir d'un « tournant » pour le déficit commercial américain, les analystes restent très prudents. La baisse de 13,5 % des importations, qui sont tombées à 30,93 milliards de dollars, paraît résulter en fait de la dépréciation du dollar vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis. En revanche, les exportations restent peu encourageantes et ont enregistré une baisse de 0,6 %, à 17,60 milliards de dollars, en dépit d'une progression de 10,7 % des ventes à l'étranger de produits agricoles. Au total, le déficit commercial, avec un rythme annuel de 173 milliards de dollars en août, reste supérieur au record de 148,5 milliards enregistré pour l'ensemble de 1985.

Mort de l'économiste Nicholas Kaldor

Conseiller des gouvernements travaillistes durant les années 60 et le début des années 70, proche du leader actuel du Labour, M. Neil Kinnock, Nicholas Kaldor est mort à l'âge de soixante-dix-huit ans, a annoncé, le mercredi 1^{er} octobre, la famille de l'économiste. Né à Budapest en 1908, ce représentant de la réflexion post-keynésienne s'était rendu célèbre par ses travaux sur la croissance et la théorie de la distribution des revenus.

Il devait apporter sa contribution à de nombreux pays, comme l'Inde, le Ceylan, la Turquie, la Grèce, l'Iran ou le Venezuela, s'engageant dans les années 50 et 60, sur la voie des réformes fiscales. Des conseils qui lui ont parfois

valu de violentes critiques. Mais il ne devait jamais changer d'avis, estimant que « dans la plupart des pays sous-développés où l'extrême pauvreté coexiste avec de grandes inégalités de richesse et de consommation, la fiscalité progressive reste la seule solution de rebroussement à l'expropriation par la violence et la révolution ».

Les Britanniques garderont de lui le souvenir mitigé des impôts qu'il a contribué à faire instaurer, comme la taxe sélective sur l'emploi, les primes régionales à l'emploi ou les allègements fiscaux sur les stocks. Anobli en 1974, lord Kaldor devait devenir un ardent opposant des ministères et par là même du gouvernement de M. Thatcher.

Renault a trois mois pour trouver 4 milliards de francs pour RVI

Renault, en raison de son statut exorbitant du droit commun, celui de régie, peut se permettre des situations qui ne sont pas tolérables, même pour ses filiales. Ainsi, la Régie vit-elle en position nette négative depuis plusieurs années - (-15 milliards de francs en fin 1985) - sans pour autant que son PDG soit obligé d'aller déposer le bilan au tribunal de commerce de Nanterre. Il n'en va pas de même pour sa filiale poids lourds Renault Véhicules Industriels (RVI). Celle-ci, comme toute bonne société anonyme, ne peut vivre plus de deux ans avec des fonds propres négatifs. Le 31 décembre prochain constitue l'échéance fatidique.

La société mère a donc trois mois pour trouver 4 milliards : la situation nette négative de 2,2 milliards de francs à fin 1985, il faut compter 1,1 milliard de francs de pertes pour 1986 et 700 millions de francs pour doter RVI d'un capital convenable. Pour la moitié de cette somme, la réévaluation d'actifs pourrait faire l'affaire. Reste à dénicher deux autres milliards. Un apport en espèces sonnerait très certainement, mais Renault n'ayant pas le moindre sou vaillant. Sans si l'Etat, qui a quelque peu rempli ses poches grâce à la vente de titres Elf, lui accorderait finalement la rallonge de dotation évoquée dans le collectif

budgetaire d'avril dernier. Renault pourrait alors reverser cette somme dans l'escarcelle de RVI. Encore faudrait-il qu'elle soit au moins de 2 milliards de francs.

Puis, sûrement, Renault peut faire un apport de titres, pour le montant nécessaire, à sa filiale poids lourds : en l'occurrence, la participation de 42 % détenue par Renault Holding dans Mack, le constructeur américain de poids lourds qui représente 250 millions de dollars (soit un peu moins de 2 milliards de francs).

Après avoir apporté à sa filiale 2,86 milliards de francs en 1984 et en 1985, Renault paiera donc encore son tribut au camion en 1986. Mais le redressement affirmé de RVI est encourageant. Pour le cinquième semestre consécutif, RVI réduit ses pertes : de 800 millions de francs au premier semestre 1985 à 460 millions de francs au premier semestre 1986. Et ce malgré un chiffre d'affaires en réduction 3 % (de 8,7 milliards pour le premier semestre 1985 à 8,4 milliards de francs pour le premier semestre 1986. Cette baisse est due à la chute de la grande exportation (-17 %), que ne compense pas l'amélioration du marché français (dont RVI vise 40 % pour 1986) et la croissance de certains marchés européens. Les exportations représentent, pour le

La compagnie aérienne américaine Northwest Airlines a passé une commande pour cent Airbus A-320. Ce contrat représente pour le groupement européen un record tant en nombre d'appareils qu'en termes financiers, puisqu'il s'élève, à 3,2 milliards de dollars (21,4 milliards de francs).

Northwest a commandé ferme dix biréacteurs A-320-200. Ces appareils lui seront livrés en 1990 et en 1991. Elle a pris une option sur quatre-vingt-dix autres exemplaires qu'elle pourra lever à partir de 1987 par séries de quinze avions et qui lui seront livrés de 1991 à 1995.

La compagnie n'a pas encore choisi le type de réacteur qui équipera ses Airbus. Sont en concurrence le moteur CFM 56-5 du groupement CFM International, qui associe l'américain General Electric et le français SNECMA, et le moteur V 2500 du consortium International Aero Engines (Pratt et Whitney, Rolls

Royce, MTU et trois sociétés japonaises). Le V 2500 serait, à l'heure actuelle, mieux placé que son concurrent.

L'Airbus A-320 est un biréacteur de cent cinquante places qui effectuera son premier vol en mars 1987. Utilisant les dernières technologies de l'électronique et des matériaux composites, il consommera 50 % de carburant de moins que les appareils actuels courts et moyens courriers. La version 200 commandée par Northwest est équipée d'un réservoir de carburant supplémentaire dans le caisson central de la voilure et peut franchir une distance de 5 850 kilomètres. A la mi-août, Airbus avait vendu ferme cent trente-quatre A-320 et, en option, cent trente-trois autres à douze clients parmi lesquels figurent Air Inter, Air France, British Caledonian, Panam, Lufthansa et Indian Airlines. La première livraison interviendra en 1988.

Une nouvelle commande « du siècle »

L'Américain Northwest achète cent Airbus

Northwest, qui a racheté en juillet dernier Republic Airlines, se classe à la quatrième place des compagnies aériennes américaines derrière le conglomérat Texas - Air - Eastern - People Express et derrière United et American. Northwest effectuait surtout des vols internationaux. Son installation à Minneapolis et sa bonne santé financière (76 millions de dollars de bénéfices en 1985, soit 510 millions de francs) lui ouvrent les portes de l'économie marchande domestique américaine au moment où les faillites et les concentrations se multiplient dans le monde de l'aviation civile.

La bataille avec Boeing

Il y a un an, Northwest avait signé avec Boeing un autre contrat spectaculaire portant sur dix quadiréacteurs 747-400 et dix biréacteurs 757 pour la somme de 2 milliards de dollars. En annonçant l'accord passé avec Airbus, M. Steven Bothmire, pré-

sident de la compagnie, s'est félicité de la souplesse de ses conditions. « La flexibilité de cet accord nous permettra, a-t-il dit, de multiplier notre offre ou de remplacer nos vieux Boeing 727 et DC-9 selon les besoins du marché, selon la conjoncture générale et selon nos capacités financières ».

Pour Airbus, cette commande record vient à point nommé dans la bataille qui l'oppose à Boeing. Le dernier grand contrat annoncé par le consortium européen remonte à septembre 1984 lorsque Panam programma l'achat de 91 Airbus A-300 et A-320. Depuis lors, McDonnell-Douglas et surtout Boeing avaient enregistré des commandes spectaculaires, la dernière en date étant l'achat, en 1985, de cent dix 737-300 par United. La perçue confirmée d'Airbus sur le marché américain laisse augurer la prochaine rentabilité du programme A-320 et aidera au lancement des nouveaux modèles A-330 et A-340.

ALAIN FAUJAS.

Changement à la tête de Schlumberger

M. Evan Baird remplace M. Michel Vailland

Un an après sa nomination à la tête de Schlumberger, numéro un mondial des services pétroliers, M. Michel Vailland quitte le groupe. Le conseil d'administration de cette société, qui passe pour être l'une des entreprises les mieux gérées au monde, a décidé, le mercredi 1^{er} octobre, d'appeler à la présidence M. Evan Baird, directeur général adjoint, un Ecossais de quarante-huit ans entré dans le groupe en 1960 et dernièrement patron de l'activité reine chez Schlumberger, le logging (évaluation des gisements).

M. Baird était l'un des quatre candidats cités l'an passé pour remplacer Jean Riboud, l'un des plus célèbres patrons français dans le monde des affaires, décédé il y a moins d'un an après, avoir présidé le groupe à partir de 1965. Vingt ans au cours desquels il aura hissé l'entreprise au plus haut niveau de son secteur pour en faire l'un des fleurons de Wall Street.

Maître, aujourd'hui, « Schlumberger » n'est plus tout à fait ce qu'elle était : frappée par les difficultés de la conjoncture pétrolière et par la crise des composants, la multinationale traverse une crise d'identité. Elle a affiché au deuxième trimestre un bénéfice net en baisse de 74 %, tandis que son chiffre d'affaires

n'était plus que de 1,41 milliard de dollars, contre 1,64 milliard un an plus tôt. Le chiffre d'affaires des services pétroliers, activité principale, baissait de 30 %, en raison de la contraction de l'activité d'exploration et de développement dans les champs de pétrole aux Etats-Unis, en Afrique et en mer du Nord. Celui de l'activité « mesure, régulation et composants », autre pilier du groupe, augmentait certes de 16 %, mais la filiale américaine, Fairchild, restait le point noir de ce secteur, avec un chiffre d'affaires inférieur de 3 % à celui de l'année précédente.

La chute du bénéfice net au premier semestre (203 millions de dollars, contre 516 millions de dollars en 1985) et la baisse du cours (230 F le 30 septembre à Paris, contre 547 F à la fin de 1983 et 373 F au 31 décembre 1984) ont donc amené les actionnaires à réagir : les suppressions d'emploi et le recentrage sur les activités pétrolières prônés par M. Vailland ne les convainquaient pas.

Conformément aux règles de gestion « à l'américaine », ils ont donc opté pour un changement d'homme : contrairement à son prédécesseur, poulain de M. Riboud, c'est un homme du sérail qui prend les rênes de Schlumberger. Mais, surtout, contrairement à M. Michel Vailland, M. Evan Baird, polytechnicien ingénieur des mines, haut fonctionnaire passé par la direction des carburants, Evan Baird a débuté comme ingénieur sur le terrain, après un diplôme à Cambridge.

Pour la première fois, la présidence de la société Schlumberger échappe à un Français. La famille Schlumberger décline pourtant encore 25 % du capital et elle a été entièrement associée à la nomination de M. Baird, négociée par son homme de confiance au conseil, M. Paul Leporey. Mais un Ecossais placé à la tête d'un groupe en pleine santé financière que navigue aura-t-il le même intérêt que Jean Riboud, pour certaines activités - telle la CLT - dans lesquelles Schlumberger était entré pour des raisons qui n'avaient rien de financier ?

CLAIRE BLANDIN.

TRANSPORTS

Lufthansa supprime sa classe économique en Europe

A partir du 1^{er} novembre, la compagnie aérienne allemande Lufthansa supprimera la classe économique sur tous ses vols européens. Seules demeureront une première classe et une classe « affaires ». Des modifications seront apportées à l'espace entre les sièges qui sera agrandi de 3 centimètres, au design du siège ainsi qu'à la restauration, servie même sur les liaisons les plus courtes. Cette réforme coûtera 66 millions de francs à la compagnie, qui a choisi de jouer à fond la carte des hommes d'affaires qui représentent 67 % de sa clientèle sur les cinquante et une villes européennes qu'elle dessert. Les personnes ayant payé des tarifs réduits bénéficieront de ces avantages, mais elles ne pourront choisir leur place à bord de l'avion au moment de la réservation.

ENTREPRISES

Alfa Romeo : proposition de Ford et contre-proposition de Fiat

L'intérêt pour Alfa Romeo, le constructeur automobile filiale de l'IRI, holding d'Etat italien, se précise. Le 1^{er} octobre, l'américain Ford a remis officiellement sa proposition de rachat aux dirigeants de l'Industria, branche de l'IRI dont dépend Alfa. Ceux-ci se sont accordés jusqu'au 7 novembre pour répondre. Bien que Ford n'ait pas donné officiellement de détails, on sait qu'il envisage de prendre 20 % d'Alfa Romeo immédiatement et 51 % dans les trois ans (le Monde du 25 septembre). De son côté, Fiat, qui a déjà, par le passé, mené des négociations avec Alfa, a annoncé qu'il présenterait une contre-proposition dès qu'il aurait eu connaissance de tous les éléments nécessaires à sa formulation. Fiat déclare vouloir prendre la contrôle d'Alfa Romeo tout en maintenant l'unité de l'entreprise, ce dont les dirigeants d'Alfa Romeo n'ont pas toujours été convaincus. En dernier ressort, il appartiendra au gouvernement de choisir entre la solution italienne et la solution américaine, et le Parlement sera sans doute consulté puisqu'il s'agit de la cession d'une entreprise du secteur public.

Perrier renforce son emprise sur les caves de Roquefort

Majoritaire avec 53 % des actions depuis quelques années, le groupe Perrier a décidé de faire valoir tous ses droits à la Société des caves de Roquefort. A la dernière assemblée générale des actionnaires le 26 septembre, l'ancien PDG, M. Dupuis, ne s'est pas représenté. Il a été remplacé par M. Jean Pinchon, le candidat du groupe Perrier. En 1971, après l'arrivée du groupe Perrier, la bataille avait été rude. Elle s'était terminée par un accord entre Perrier (25 % des actions) et la Sodagri (Société de développement agricole qui regroupe des responsables professionnels aveyronnais avec 15 %). Perrier et Sodagri s'entendaient pour se répartir les sièges au sein du conseil d'administration et mener une politique définie d'un commun accord. La Sodagri avait obtenu la nomination de M. Jean Dupuis, directeur du département juridique de la Caisse nationale du Crédit agricole, directeur de la société Unigrains, au siège de PDG.

Aujourd'hui, l'accord entre la Sodagri (26 % des actions) et Perrier (52,9 %) n'est apparemment plus d'actualité. M. Jean Pinchon, sobriquet et un ans, est bien connu

des milieux agricoles. A Roquefort, il avait représenté Perrier au conseil d'administration de la Société des caves. M. Pinchon a été secrétaire du président de la FNSEA de 1984 à 1989, conseiller technique au cabinet de M. Giscard d'Estaing, lorsque celui-ci était ministre des finances, directeur de la Sopexa (Société pour la promotion des ventes des produits agricoles et alimentaires), directeur de cabinet de M. Edgar Faure ministre de l'Agriculture, directeur puis administrateur du groupe céréalière Louis-Dreyfus. (Corresp.).

Total acquiert des réserves de gaz aux Etats-Unis

Total va doubler ses réserves de gaz en Amérique du Nord en achetant les actifs d'exploration et de production d'hydrocarbures détenus par la société américaine Lear Petroleum Partners. L'opération effectuée par Minstone Corp., filiale à 100 % de Total, s'effectuera au prix d'environ 115 millions de dollars. Lear Petroleum Partners détient des champs essentiellement en Louisiane et au Texas. Le groupe français entend saisir d'autres occasions qui se présenteraient aux Etats-Unis.



La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

E.C.S.
29, avenue Mac Mahon 75017 PARIS
Tél. : (1) 47.63.12.30

SCIENCE & VIE MICRO

LOGICIELS PROFESSIONNELS
CINQ COMPTABILITES SUR MACINTOSH
Un expert-comptable a testé pour vous les principaux logiciels de comptabilité.

OCTOBRE 86

مكتبة الأمل

Economie

La reprise de l'investissement se confirme

Amorcée en 1985, la reprise de l'investissement devrait se confirmer en France cette année et l'an prochain, mais son profil devrait se modifier, d'après les diverses communications présentées lors d'un colloque organisé les 1^{er} et 2 octobre à l'université de Paris-X-Nanterre. L'investissement productif des entreprises non financières, qui avait augmenté, en volume, de 2,2 % en 1985, devrait progresser de 4,6 % cette année et de 5,3 % en 1987, selon la direction de la prévision du ministère de l'économie.

Ce dynamisme de l'investissement traduit une reprise dans le secteur des services et du commerce (+ 7,2 % en volume en 1986 et + 7,7 % en 1987) ainsi que dans l'agriculture, et le bâtiment et les travaux publics. En revanche, dans l'industrie, les experts de la direction de la prévision, comme la plupart des autres conjoncturistes, prévoient une décélération sensible. Après avoir augmenté de 10,8 % en volume l'an dernier, l'investissement productif dans l'industrie ne devrait croître que de 6,9 % cette année et de 6 % en 1987.

Compte tenu des performances du premier semestre (une stagnation de l'investissement des entreprises au premier trimestre, une progression de 4,5 % au second d'après

l'INSEE) et de l'état de leurs carnets de commandes, les fabricants de biens d'équipements français émettent quelque doute à l'égard de ces prévisions. « La vigueur s'évanouit », estime-t-on à la Fédération des industries mécaniques.

Les prévisions du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques), présentées à Paris le 26 septembre à l'occasion d'une journée organisée par Euro-Invest (un groupe d'instituts européens de conjoncture), retiennent également pour la France une reprise de l'investissement total (+ 0,9 % en 1986 et + 2,7 % en 1987). Leur calcul diffère des prévisions officielles pour l'industrie, où, après avoir augmenté de 3,1 % cette année, l'investissement devrait croître de 6,1 % l'an prochain. Alors que la progression de l'investissement industriel devrait se ralentir chez ses principaux partenaires européens (Allemagne, Belgique, Italie et Pays-Bas), elle s'accroîtrait en France — comme au Royaume-Uni. La France enregistrerait ainsi une croissance de l'investissement industriel supérieure à celle de l'ensemble de ces six pays (respectivement + 6,1 % et + 5,7 %) l'an prochain, toujours selon Euro-Invest.

E. L.

AGRICULTURE

Agitation paysanne dans le Centre-Ouest

Les éleveurs de moutons dénoncent une « situation catastrophique »

LIMOGES

de notre correspondant

Turbulences dans le Centre-Ouest : tomates contre gaz lacrymogènes devant la sous-préfecture de Blaise (Indre), RN 20 Paris-Toulouse perturbée par des barrières filantes, liaisons ferroviaires Paris-Limoges-Toulouse interrompues pendant plusieurs heures par des barricades enflammées de pneus et de boîtes de paille en gare de Celon (Indre), sous-préfecture de Bellac occupée puis évacuée sur intervention des gendarmes mobiles. Les manifestations étaient venues d'une dizaine de départements du Limousin, du Poitou, des Charentes et du Centre. Tous, éleveurs de moutons, entendaient protester contre la situation qui leur est faite et exigeaient des mesures d'urgence pour sauver une production ovine qu'ils estiment délibérément sacrifiée par la Communauté économique européenne.

La tension s'est manifestée d'abord à la foire des Hérolles, point de jonction des plaines de l'Ouest et du Massif Central, centre géographique de la première région française pour la production des agneaux de boucherie. Cette foire

est l'un des secteurs stratégiques de l'approvisionnement en viande ovine de la région parisienne et des grandes concentrations. La mévente prend des allures de catastrophe. Sur un apport de 35000 agneaux lundi 29 septembre, il y eut plus de 30 % d'invendus, à des prix de boucherie : 12 F à 13 F le kilo vif alors que, selon les producteurs, les coûts d'élevage dépassent les 15 F le kilo. L'an dernier, déjà considéré comme une année déplorables, ces mêmes cours se situaient vers les 15 F ou 16 F.

Face à cette situation, les éleveurs de moutons du Centre-Ouest veulent imposer le contrôle des importations (en provenance de Grande-Bretagne et de la péninsule ibérique) dans lesquelles ils voient l'origine de leurs maux.

Une telle revendication est évidemment contradictoire, a priori, avec la logique européenne. C'est pourquoi les éleveurs ovins du Centre-Ouest ne s'attendent pas à la voir facilement prise en compte par Bruxelles. Ils en déduisent qu'il faut maintenir la pression.

Ils devaient être reçus ce jeudi par le ministre de l'Agriculture.

GEORGES CHATAIN.

ÉTRANGER

Selon l'OCDE

La Turquie ne peut pas se permettre d'abandonner la voie de l'austérité

Près de dix ans d'austérité ont permis à la Turquie d'améliorer sa situation économique. Mais, comme le soulignent les auteurs du dernier rapport annuel de l'OCDE consacré à ce pays, une croissance forte de 4,2 % en moyenne depuis le début des années 80, et sans doute de 6,5 % cette année, n'a pas empêché le chômage de s'aggraver et le revenu national par habitant — 1 000 dollars — de rester le plus faible de tous les pays membres de l'Organisation. Un double handicap que les autorités turques ont tenté de surmonter en libérant le commerce extérieur, en mettant en place un code d'investissement attractif pour les étrangers et en adoptant une politique de dépréciation continue du taux de change.

Mais, tant que les deux plaies de l'inflation et des déficits publics continueront de faire des ravages, limitant la crédibilité financière d'un pays confronté à une dette extérieure de 18 milliards de dollars, Ankara verra sa marge de manœuvre singulièrement limitée. Au point que les experts du château de la Muette prévoient un coup de frein supplémentaire à la demande intérieure, en dépit du coût social qu'une telle politique ne manquerait pas d'avoir.

Certains éléments de la conjoncture pourraient être favorables cette année : la production agricole, qui n'avait progressé que de 2,5 % en 1985, devrait profiter de bonnes conditions climatiques pour augmenter de 6 % à 7 % en 1986. De même, les primes à l'investissement et les subventions accordées depuis novembre 1985 aux secteurs et aux

régions jugées prioritaires ont encouragé les investisseurs turcs, et le taux de croissance de la production industrielle pourrait dépasser 10 %.

En revanche, la Turquie sera défavorisée à l'exportation. Le réajustement de marchés aussi importants que ceux du Moyen-Orient annulera « largement », selon les auteurs du rapport, les nouvelles perspectives qui se dessinent dans les autres pays de l'OCDE, et tout particulièrement dans la Communauté européenne, en raison de l'élargissement des contingents textiles dont disposent Ankara.

En outre, l'inflation devrait finir par s'apaiser quelque peu. Mais, dans un premier temps, les autorités turques ont choisi de limiter leur déficit budgétaire et de relever les taxes sur les produits énergétiques, annulant l'effet bénéfique de la chute des cours du pétrole. De 42,9 % en 1985, sans doute de près de 33 % cette année, la poignée des prix restera impressionnante.

Cette situation rend prudents les investisseurs étrangers. Les entrées de capitaux n'ont guère dépassé 100 millions de dollars par an. Cette réticence risque de durer tant que la Turquie n'aura pas réussi à éliminer le déficit d'une balance des comptes courants qui pourrait encore représenter 1,2 milliard de dollars en 1986, une très sensible amélioration cependant par rapport au niveau « insupportable » de 3,4 milliard de 1980. Mais cette amélioration sera difficile à conforter, compte tenu d'un déficit du commerce extérieur évalué à 2,6 milliards en 1986, qui illustre l'ampleur de la tâche restant à accomplir.

SIEMENS

AUTOMATISATION :

Siemens participe au confort et à la sécurité des passagers du RER.

Les roues de tous les trains, tramways, métros qui parcourent des milliers de kilomètres au contact des rails s'usent. Celles du RER n'échappent pas à cette fatalité.

Les phénomènes d'écrouissage, de formation de criques, altèrent progressivement la qualité du profil et de la bande de roulement qui est déterminante pour le confort et la sécurité des passagers.

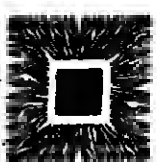
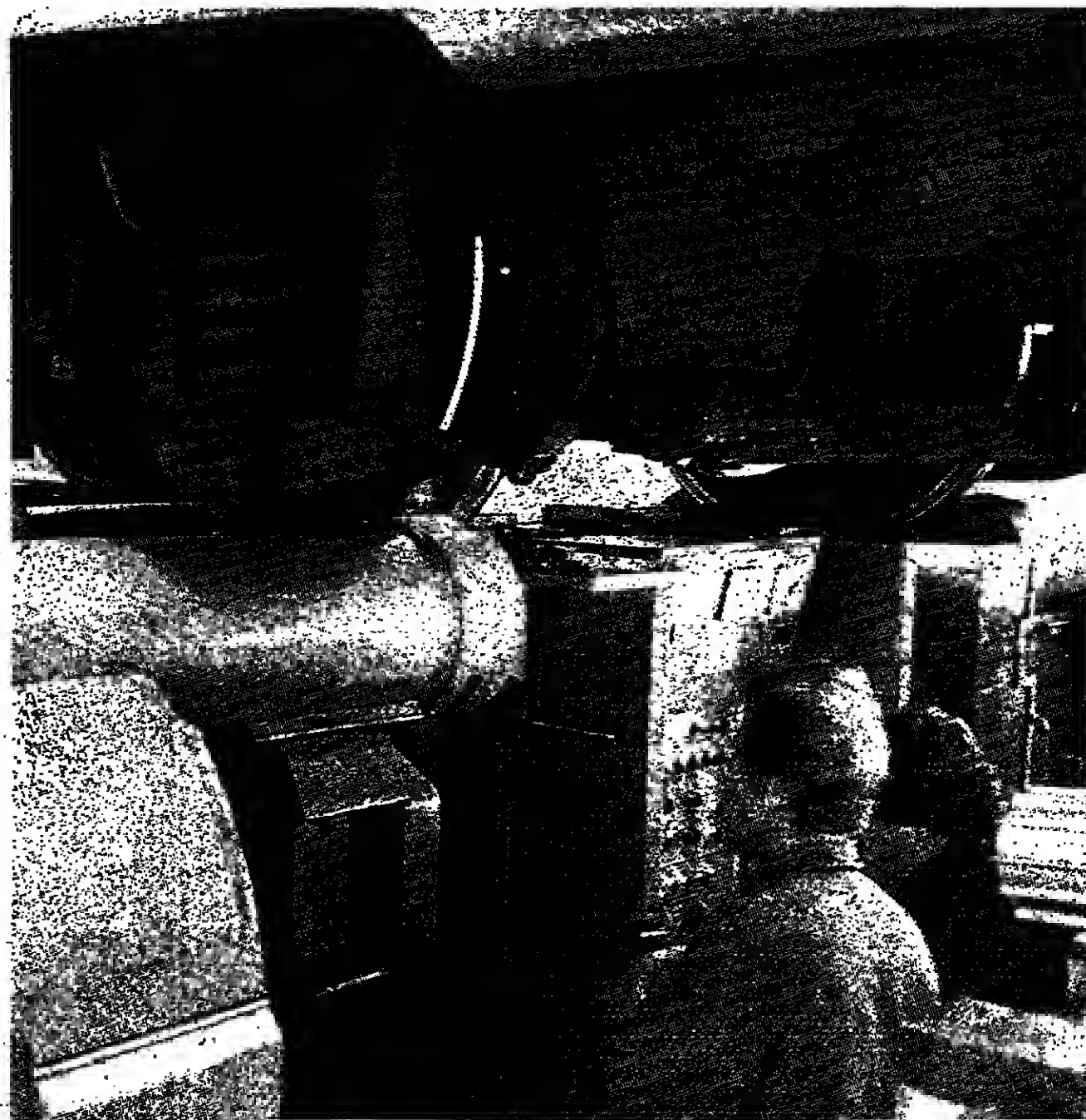
Pour reprofiler les roues du RER, dans les meilleures conditions, la RATP a réalisé à Massy-Palaiseau une importante installation qui réalise ce travail sans démontage des essieux. Le train arrive sur une voie équipée d'un tour en fosse de la Société

SCULFORT, chaque boggie repose sur des galets mis en rotation et les deux roues d'un essieu sont reprofilées en même temps.

Cette installation est pilotée par une commande numérique SINUMERIK System 3 et par un automate programmable SIMATIC S5 fournis par Siemens SA.

Siemens, 2^e constructeur mondial de commandes numériques, a déjà livré plus de 13.000 SINUMERIK System 3 dans le monde entier.

Siemens en France : 3.000 personnes 20 agences - 3 usines - 2,2 milliards de F de CA dont 16 % à l'export - 1,3 milliard de F d'achats à des firmes françaises.



Siemens,
l'électronique au quotidien.

Offre publique de rachat (O.P.Ra.) des obligations 15,20% janvier 1983 GAZ DE FRANCE

par paiement d'une somme en
numéraire et remise de bons de
souscription à des obligations à
émettre en Décembre 1986



BANQUE NATIONALE DE PARIS BANQUE STERN

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DU GAZ

remercient les personnes qui ont apporté leurs titres à l'O.P.Ra. et
contribué au succès de la première opération de ce type sur le
marché obligataire domestique.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER SEMESTRE 1986



Le conseil d'administration, dans sa séance du 25 septembre 1986,
a examiné l'activité et les résultats de la société au 30 juin 1986.

Le chiffre d'affaires des six premiers mois 1986 s'établit à 689 mil-
lions de francs contre 1 047 millions de francs à fin juin 1985. La com-
paraison d'un exercice à l'autre n'est pas significative en raison de la
cession de l'activité Piles grand public de SAFT au 1^{er} septembre 1985.
A structures comparables, le chiffre d'affaires du premier semestre
1986 marque une légère progression par rapport à la période correspon-
dante de 1985.

Le résultat courant avant impôt du premier semestre 1986 s'établit
à 18,3 millions de francs contre 13,1 millions de francs en 1985 tandis
que le résultat net s'inscrit à hauteur de 13,9 millions de francs contre
11,6 millions de francs en 1985.

Malgré les effets défavorables que fait peser sur l'activité la baisse
importante des cours du dollar et de la livre sterling, le bénéfice net de
l'exercice 1986 de SAFT devrait progresser par rapport au bénéfice net
1985 calculé hors plus-values sur la cession de l'activité Piles grand
public et qui s'était établi à 25,1 millions de francs.

Le résultat net consolidé 1986 de SAFT et de ses filiales
devrait également s'améliorer par rapport au résultat hors élé-
ments exceptionnels de 1985 qui s'était élevé à 33,3 millions de francs.



En 1985, les ÉDITIONS BELFOND ont
réalisé un C.A. de F. 93 millions contre
F. 75 millions en 1984, soit une
progression de 24 %, et le bénéfice net
consolidé a atteint F. 7,58 millions contre
F. 6,13 millions en 1984 (+ 24 %).

Ces très bonnes performances des
ÉDITIONS BELFOND (labels Pierre
Belfond et Pré-aux-Clercs) et des
PRESSES DE LA RENAISSANCE ont
permis de confirmer la position du
Groupe aux premiers rangs de l'édition
française de par sa rentabilité, avec
une marge nette supérieure à 8 %.

L'attribution gratuite de 130.000 actions
de 10 F nominal, jouissance 1^{er} janvier
1986, à raison d'une action nouvelle
pour cinq anciennes, décidée par
l'Assemblée Générale Extraordinaire du
27 juin 1986, est devenue effective le
18 août 1986.

Le Capital Social a ainsi été porté par
incorporation de réserves, de F. 6,5
millions à F. 7,8 millions.

Cette politique, qui sera poursuivie dès

lors que les résultats du Groupe le
permettront, va contribuer à étayer le
marché de l'action BELFOND, introduite
sur le Second Marché de la Bourse de
Paris le 15 octobre dernier.
Plus de 100.000 titres circulent
déjà dans le public.

Conformément aux prévisions, l'exercice
1986 s'annonce très favorablement
pour le Groupe BELFOND, compte tenu
à la fois :

- de l'impact sur les ventes qu'aura la
programmation de nombreux
livres télévisés, tirés de livres au
catalogue (« l'espace d'une vie », « Anno
Domini », rediffusion de « Les oiseaux se
cachent pour mourir », « Tous les fleuves
vont à la mer ») ;
- de la qualité et de la variété des titres
nouveau déjà lancés avec succès ou
programmés pour la rentrée (« Les
fosses carolines » de Cavanna, « A nous
deux », « Manhattan » de Judith Krantz,
« L'obscur miroir des jours heureux » de
Karleen Koen, « Alors, c'est tout » de Bob
Geldof, « La vierge rouge » d'Arrabal) ;

Economie Marchés financiers

Baisse du volume des grands contrats au premier semestre

Le volume de commande des
grands contrats civils signés par la
France avec les pays étrangers
continue de fléchir. Au premier
semestre 1986, ces contrats repré-
sentaient 30,9 milliards de francs,
contre 39 milliards sur la
moyenne de 1985. Le ministère
du commerce extérieur souligne
que la baisse est particulièrement
sensible dans le secteur des com-
plexes énergétiques (1,7 milliard
de francs au premier semestre
1986, contre 4,2 milliards en
moyenne semestrielle 1985), et
dans les secteurs des prestations
de services et des biens individua-
lisés (5,6 milliards contre
10,4 milliards).

La chute des commandes des
pays pétroliers n'est pas entière-
ment compensée par la reprise
accordée vers les pays de l'OCDE.
Les commandes en provenance de
ces pays représentent, pour ce
premier semestre 35 % des com-
mandes totales de la France avec
une forte concentration sur le sec-
teur aéronautique.

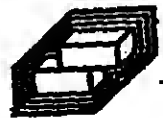
En 1981 et 1982, les com-
mandes de grands contrats civils
étaient de l'ordre de 50 milliards
de francs en moyenne semes-
trielle. Elles ont presque diminué
de moitié à partir de 1983 ne se
redressant que légèrement en
1985 (78 milliards sur l'année).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES

La société civile fondatrice de parti-
cipation (SCFP), société cotée à
99 % par Bouygues, décline 483 875 ac-
tions de Bouygues, soit 10,04 %
du capital de la société.

Cette participation a été acquise pro-
gressivement depuis le début de l'année
1985.



Le conseil d'administration d'Immo-
office s'est réuni le 26 septembre 1986
sous la présidence de M. de Feydeau
pour faire le point de l'activité de la
société et examiner les comptes au
31 août 1986.

Ces derniers font apparaître un bé-
néfice d'exploitation de 46,1 millions de
francs et un bénéfice net de 46,6 mil-
lions de francs. Les chiffres correspon-
dants de l'exercice précédent étaient de
39,8 millions de francs pour le bénéfice
d'exploitation et de 41,2 millions de
francs pour le bénéfice net.

Compte tenu de l'augmentation de
capital consécutive à la distribution en
actions d'une partie du dividende de
l'exercice 1985, le bénéfice d'exploita-
tion par action au 31-8-86 est en pro-
gression de 12,7 %, et le bénéfice net
par action de 10 %.

Les engagements de la période se sont
accrus de 376,9 millions de francs, dont
22,9 millions de francs en crédit-bail et
354 millions de francs en location sim-
ple. Ils atteignent un montant global de
1 875,6 millions de francs.

Sauf imprévu, le bénéfice par action
pour l'ensemble de l'exercice 1986
devrait enregistrer une progression sen-
siblement plus forte que le taux de
l'inflation.

SAGA

Réuni le 24 septembre 1986, sous la
présidence de M. Jean-Luc Flinois, le
conseil d'administration a pris connais-
sance des résultats de la société réalisés
au cours du premier semestre 1986, et a
examiné les comptes sociaux prévision-
nels révisés de l'exercice en cours.

Le niveau d'activité du groupe est
globalement du même ordre de gran-
deur que l'an dernier et les résultats de
SAGA en juin atteignent 24,5 MF après
provision pour impôt, contre 21,3 MF au
30 juin 1985.

Les perspectives pour le second se-
mestre, dont la contribution aux ré-
sultats annuels est, chaque année, plus fai-
ble, permettent d'envisager à ce jour un
résultat net en léger dépassement sur les
prévisions, et en progression sur celui de
l'exercice précédent, qui n'avait pas eu à
supporter l'impôt.

Il apparaît encore prématûr d'établir
une estimation fiable du résultat consoli-
dé 1986.



GROUPE GENERALE DES EAUX

Le conseil d'administration de la
Compagnie générale des eaux, réuni le
jeudi 25 septembre 1986, a désigné
comme administrateur M. Paul-Louis
Girardot, directeur général de la Com-
pagnie générale des eaux, en rempla-
cement de M. Alain Milla, démissionnaire.

PARIS, 1^{er} octobre ↑ Regain d'animation + 140 %

La Bourse de Paris a percuté avec le
humain le 1^{er} octobre, l'indice de
tendance gagnant 1,40 % au son de
cloche final. Le marché s'est trouvé
revigoré après le refroidissement
intervenu la veille à Wall Street. L'an-
née ambiante, avec l'annonce par
Bouygues qu'il détiendrait plus de 10 %
de Spie-Batignolles, les mouvements
sur Saint-Louis Bouchon, et la possi-
ble contre-offensive de Jimmy
Goldsmith sur les Presses de la
Cité, ont eu un effet bénéfique sur
l'activité.

Mais l'événement attendu de la
journée était la reprise des cotations
du titre Elf-Aquitaine, suspendu la
semaine passée à 339 F. Après vingt-
cinq minutes de cotation (cette-ci dure
habituellement cinq minutes), le prix
s'est établi à 310 F, en repli de 5,6 %
sur le dernier cours connu. Les
demandes ont été très importantes.
Elles ont été suivies par l'interrup-
tion de la charge spécialisée de la
valeur Elf-Aquitaine. Le prix coté se
situe à un juste milieu, au-dessus du
cours offert (306 francs), mais pas
trop, de façon à ne pas prêter le flanc
aux critiques des sociétaires sur le
thème du bridage. Un prix nettement
supérieur à 306 F aurait en effet pu
laisser penser que le plancher choisi
était trop bas.

Autour de la corbeille, on notait
encore les replis du certificat Elf, de
Elf, Vuitton, Hecheta, Dessault et
Moulinex d'ailleurs.

En hausse figurent Promodis,
Lafarge, Bouygues, ainsi que Molt,
Spie-Batignolles et Schneider.

Le marché obligataire s'est de son
côté raffermi, en sympathie avec
l'évolution des Etats-Unis. Au MATIF,
le carnet à échéance juin 1987 se
trouvait à 111,65, en progression de
0,17 %.

Lignes : 90 950 F (+ 1 550 F) ;
navigation : 542 F (- 5 F).

NEW-YORK, 1^{er} octobre ↑ Nouvelle hausse

Wall Street a de nouveau gagné
de terrain le 1^{er} octobre, l'indice
Dow Jones cédant à 1 782,50, en
hausse de 15,33 points. Des prises
de bénéfices en fin de séance ont
cependant empêché le marché de
consolider ses gains initiaux, qui
étaient de l'ordre de 28 points.
Signe encourageant, la hausse s'est
effectuée avec un volume d'activité
important : 145 millions de titres
ont été échangés, contre 124,88 mil-
lions la veille. 1 045 actions étaient
en progression, 535 reculaient, 376
restaient inchangées.

Autour du Big Board, l'anticipa-
tion de nouvelles baisses des taux
d'intérêt a renforcé la tendance. Les
sociétés montrant que l'écono-
mie américaine est moins robuste
que prévu relancent l'espoir d'un
prochain abaissement du taux
d'escompte. Les commandes pas-
sées à l'industrie américaine ont en
effet rebondi de 1,4 % en août, et le
chiffre de juillet a été révisé en
baisse. Une étude de la firme Stan-
ard & Bradstreet a par ailleurs signalé
une forte diminution de l'opinion des
dirigeants d'entreprise sur la conjoncture américaine.

Parmi les valeurs les plus tra-
quées, on notait USX Corp. (9,150
millions de titres) et Overnite
Transportation (2,215 millions).

VALEURS	Cours du 30 sept.	Cours du 1 ^{er} oct.
Alcoa	37	38 1/4
A.T.T.	22 3/4	23
Chrysler	24 3/8	24 3/8
Chrysler Bank	28 3/8	27
De Post de New York	80 1/8	81 1/4
Exxon	80 1/8	84 1/2
GenCorp	67 1/4	67 7/8
IBM	63	64
General Electric	71 3/4	72 5/8
General Motors	67 7/8	68 1/8
Johnson	34 3/8	34 3/8
U.S. Steel	124 1/2	122 3/8
AT&T	49 3/8	49 1/8
Marl	37	37 1/8
Shell	30 1/2	30 1/2
Chrysler	23 1/2	23 1/2
U.S. Steel	86 1/2	86 1/2
Union Carbide	20 1/2	21
U.S. X Corp.	82 1/2	84 1/4
Westinghouse	81 1/2	82

INDICES BOURSISERS

PARIS	
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)	
30 sept.	1 ^{er} oct.
Valeurs françaises	1445 1465
Valeurs étrangères	1115 1117
C ^o des agents de change	
(Base 100 = 31 déc. 1981)	
Indice général	379,5 382,5

NEW-YORK	
(Index Dow Jones)	
30 sept.	1 ^{er} oct.
Industrielles	1767,58 1782,98
LONDRES	
(Index « Financial Times »)	
30 sept.	1 ^{er} oct.
Industrielles	1227 1251,7
Mines d'or	319 321,5
Fonds d'Etat	82,89 82,83

TOKYO	
1 ^{er} oct.	2 oct.
Nikkei Dow Jones	17564,4 17569,7
Indice général	1492,1 1493,16

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 1^{er} octobre
Nombre de contrats : 4 671

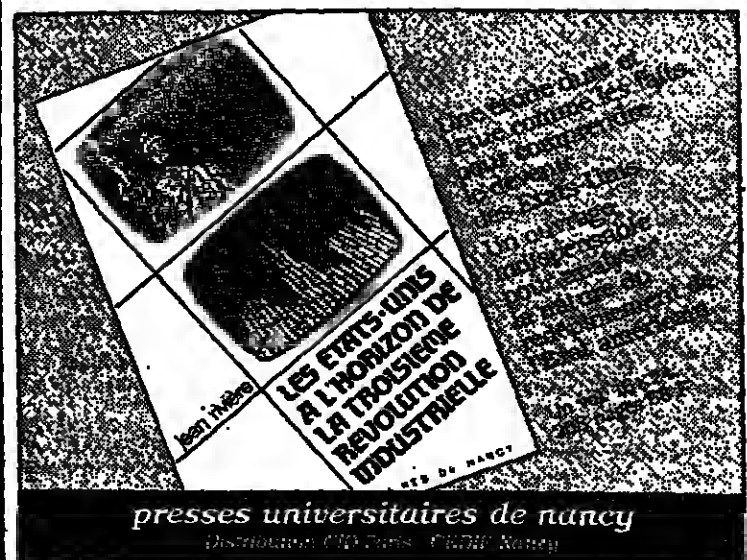
ÉCHÉANCES				
COURS	Oct. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dériver	110,95	112,10	112	111,65
Préférent	110,95	111,75	111,78	111,40

AUTOUR DE LA CORBEILLE

**HAUSSE DU RÉSULTAT
SEMESTRIEL DE LAFARGE-
CORPÉE.** - Le bénéfice net de
Lafarge-Corpée (part de groupe)
au premier semestre 1986 a atteint
576 millions de francs, contre
176 millions de francs sur la même
période de 1985, soit une progression
de 227 %. Selon les dirigeants du
groupe français de ciment, cette
hausse provient d'une amélioration
de sa productivité et de l'absence
d'une provision pour restructuration
qui avait grévé le résultat de 1985,
alourdissant les charges financières.

Le chiffre d'affaires consolidé a
reculé au premier semestre 1986 à
7,964 milliards de francs contre
9,238 milliards de francs en 30 juin
1985 (- 14 %). Le bénéfice net par
action a pour sa part progressé de
219 % dans le même temps, passant
de 20,21 F à 64,53 F.

**PROGRESSION DE 59 % DU
RÉSULTAT SEMESTRIEL DE
LYONNAISE DES EAUX.** - Le
groupe Lyonnais des eaux a réalisé
un bénéfice net (part de groupe) de
172 millions de francs au premier
semestre 1986, en hausse de 59 %
sur le premier semestre 1985.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

1^{er} OCTOBRE Cours relevés à 17 h 33

Cotation		VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Réglement mensuel												Comparaison		VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
Competition							VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Competition				VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-	Competition				VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% +/-																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
1800	4.5 \$ 1973...	1740	1730	1748	+ 0.46	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110	1110

Comptant (sélection)

[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
A.E.P. S.A.	1045	1336	Dow Jones	1180	1355	Molins	256	282
AGF SA	690	745	Dowell	832	832	Monnet-Dumas	781	781
B.A.P.	624	625	Ducrocq-Mansueti	578	582	On. Gen. Fin.	420	436
B.L.P.	720	720	Edison Belvéd.	580	580	Pennwalt-P.D.	318	318
B.L.P.	1278	1278	Elco S. Dumas	880	880	Perli Basse	215	220
Bellat Yvelines Ind.	1070	1100	Expanso	380	380	Perlefort	468	460
Bellat	850	822	Filipacis	780	780	Reno	880	925
Bellat de Ligne	918	918	Genetec	408	408	St-Henri Emballage	1280	1280
Calumet	572	585	Genetec	510	500	St-Henri Emballage	252 80	252 80
Carfil	2780	2880	L.C.C.	307	307	S.A. S.A.	518	518
Cayrol-Supel	2245	2270	M. Ind. Ind.	380	380	Sara-Mann	570	580
C.A.R.E.	750	745	Le gel en rose	345	352	S.E.P.	1180	1120
C. G. S. S. S.	216	216	Low-Investment	354	354	S.E.P.P.	1800	1536
C.E.L.I.O.	1400	1400	Martin Domestica	448	442	S.M.T. Group	287	282 d
C.B.I. International	952	951	Molins	145	143 80	St-Henri	258 50	253 50
C. O. Ind. Pommery	121	121	Molins	145	143 80	Sara-Mann	570	580
C. O. Ind. Pommery	177	172	M.M.B.	705	705	St-Henri	258 50	253 50
D.A. S.A.	1775	1848				St-Henri	258 50	253 50

SICAV (selection)[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	22 85	72 40
Canal	198 50	201
Cofid, Fonderie France ..	250	201
Personel Ricard	240	249
Total	10.20	10 80
Souscription		
Oréal II.1	0 58	0 61

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 1/10	COURS DES BILLET	
			Achat	Vente
Etat-Uni 6 1/8	6 022	6 040	6 300	6 650
Etats	6 046	6 046		
Allemagne (100 DM)	327 810	327 480	377	387
Autriche (100 S)	16 760	16 792	1620	16 650
France (100 F)	260 860	260 520	260	260
Italie (100 L)	81 840	81 840	82 600	82 600
Belgique (100 B)	81 130	81 950	82	82
Canada (100 Cdn)	6 610	6 692	6 200	6 600
Chili (100 \$)	4 917	4 989	4 600	5 000
Colombie (100 L)	4 738	4 737		
Indonésie (100 Rp)	468 480	468 740	467	411
Israël (100 L)			92	96
Arabie Saoudite (100 r)	46 746	46 690	45 100	47 650
Espagne (100 pes)	4 676	4 574	4 790	4 250
Portugal (100 esc)	4 521	4 516		
Grèce (100 dr)	4 371	4 370	4 650	5
Canada 5 cts U	4 296	4 295	4 190	4 290

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 1/10
Or fin (à la livre)	83300	30000
Or fin (au gramme)	89400	10350
Pièces d'or (20 gr.)	547	5/2
Pièces d'or (10 gr.)	270	2/6
Pièces d'or (5 gr.)	676	8/5
Pièces d'or (2 1/2 gr.)	516	3/1
Souverains	652	8/1
Pièces de 20 dollars	320	3/50
Pièces de 10 dollars	160	1/50
Pièces de 5 dollars	1005	5/5
Pièces de 50 pence	3405	34/55
Pièces de 10 pence	681	5/7
Or Londres	49830	425/50
Or Zurich	49830	424/50
Or Hongkong	42337	429/5
Argent Londres	5 6/8	5/5

Expense-Indust.	752 02	717 92
Expense-Inter.	629 47	612 62
Expense-Land-Tenure ...	1765 43	1718 16

Engine Oil	206.70	200.19
Engine Valve	1185.63	1194.73
Engine Water	419.93	405.69
Exterior	1351.17	1328.34
Exotic	10223.15	10072.07
Eye-Glasses	544.65	529.70
Food	1525.78	1518.21
Footwear	27367.65	27495.78
Fossil Placement	65820.25	65932.74
Fossil Transported	1165.42	1145.18
Fossil Validation	13542.77	13176.70
Fossil Insurance	1132.29	1164.67
Fossilize	267.35	274.27
Fossilize Exp. Plan	10398.80	10395.84
Fossilize-Goggles	320.04	319.40
Fossilize-Sunglasses	554.98	529.73
Fossilize-Net	127.37	129.11
Fossilize-Oil-Goggles	478.68	473.94
Fossilize-Oil-Sunglasses	262.58	361.80
Fossilize-Transported	1283.97	1283.17

e : coupon détaché
 o : offert
 • : droit détaché
 d : demandé
 ♦ : prix précédent
 ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Les pays arabes demandent une réunion du Conseil de sécurité sur la guerre Iran-Irak. 5 Togo : les parachutistes français pourraient être retirés dans les prochains jours. 7 Grande-Bretagne : les travailleurs et l'énergie nucléaire.	8 et 10 La fin des journées parlementaires du RPR et du PS. 12 Nouvelle-Calédonie : les dirigeants du FLNKS s'efforcent de modérer les réactions de leurs militants. DÉBATS 2 Morale et politique.	30 Une conférence internationale à Bruxelles : prostituées sans maquillage. — Trafic de documents à la préfecture de police. 32 Religion : Jean-Paul II hors les murs. 33 Sports : les Coupes d'Europe de football.	14 Danse : le Ballet du Bolchoï au Palais des congrès. — Théâtre : la Comédie sans titre, d'Irène Sève. 15 Cinéma : la reprise de Sur les quais, d'Elia Kazan. — Rock : les Woodentops. 12 Communication.	35 La compagnie américaine Northwest achète cent Airbus. 36 L'avenir de la construction navale. 37 La reprise de l'investissement. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision 17 Petites annonces 32 Carnet 18 Météorologie 17 Mots croisés 17 Programmes des spectacles 16

La lutte contre le terrorisme

M. Chirac : La France ne cédera pas au chantage

Le premier ministre, dans son discours de Vittel, a déclaré : « Le gouvernement a affirmé une ligne politique parfaitement claire : aucun compromis, aucune négociation avec les terroristes ou des extrémistes. Nous menons contre le terrorisme une lutte sans merci. La France n'a pas à être le refuge de gens exaltés, souvent idéologues. On en est-on ? Personne ne peut dire si les actes de terrorisme vont se poursuivre ou non. Il faut donc rester très strictement vigilant. Tout désigne un petit groupe terroriste, les FARL, comme auteurs des attentats, avec des complicités intérieures ou extérieures difficiles à définir. Naturellement, nous avons des soupçons. Certains groupes ou individus de l'extrême gauche française font l'objet d'un examen précis de leur activité, et il y a aussi des complicités sans aucun doute extérieures. Mais venant d'où ? Naturellement, le doigt pointe vers les pays du Proche-Orient. Il y a une probabilité forte. Mais gardons notre sang-froid. Rien ne nous permet aujourd'hui d'accuser tel pays d'être complice des attentats. Je ne suis pas pour autant naïf. C'est vrai que nous soupçonnons largement les pays qui sont cités et d'autres qui ne le sont pas. Si le terrorisme devait se développer et si nous avions des preuves suffisantes, il faut savoir que, quels qu'ils soient, nous engagerions à leur égard des rétorsions de différentes natures, politiques et

économiques, qui seraient lourdes de conséquences. Nous n'hésiterions pas un seul instant et nous agirions de façon implacable. Nous l'avons fait savoir. La France ne changera pas sa politique à l'égard du monde arabe. Elle a été formulée par de Gaulle et poursuivie sans modification notable par tous les présidents de la République jusqu'à aujourd'hui. M. Chirac, évoquant la visite de Mgr Capucci à Paris, indique : « Je ne le connais pas et je ne suis pas de ceux qui l'ont reçu. J'en connais d'autres qui l'ont reçu en dehors de ceux qui l'ont reçu pour des raisons professionnelles. » A propos des relations avec la Syrie, il déclare : « Les relations avec elle sont anciennes et pas toujours faciles, mais rien ne permet de l'accuser de quoi que ce soit. » Le message que M. Aurillac a porté à Damas se plaçant dans le cadre de « relations normales » mais consistait à dire : « Voilà ce que risquent ceux qui aident les terroristes. » Concernant l'Iran, M. Chirac a souligné une solution au contentieux qui existe avec « ce grand pays », et il a ajouté : « Le désir ardent de voir nos otages retrouver la liberté n'est en rien de nature à modifier notre politique étrangère. » Il a affirmé : « La France ne cède pas au chantage et ne saurait négocier quel que ce soit. Nous trouverons les coupables et nous les châtierons de façon exemplaire. »

Le gouvernement mise sur l'enquête policière et la négociation avec Damas

Le voyage à Damas le vendredi 26 septembre de M. Bernard Gérard, directeur de la DST, montre que le gouvernement a bien choisi une double attitude dans sa lutte contre le terrorisme : accuser explicitement le clan Abdallah, que l'on sait lié à certains services spéciaux syriens, mais discuter avec la Syrie en se refusant à la mettre en cause officiellement. Il ne semble pas que ce choix ait donné les résultats escomptés. C'est le sens de l'amertume manifestée, le mardi 30 septembre, à son départ de Paris, par Mgr Capucci et aussi des inquiétudes gouvernementales sur une possible reprise des attentats.

Aucun nouvel ultimatum explicite ne serait parvenu aux autorités françaises depuis le repli du clan Abdallah et du réseau FARL-CSPPA au nord du Liban, sous contrôle syrien. Mais les policiers ont alerté le gouvernement, déjà soucieux du climat difficile des discussions avec la Syrie et du pistonnement des négociations financières avec l'Iran. « Quinze jours, c'est suffisant pour reprendre son souffle », après la pause des bombes — depuis le 17 septembre — les spécialistes s'accrochent pas que d'autres preuves du rôle du clan Abdallah, aujourd'hui fort ciblé par la police française.

Dans cette course de vitesse, où s'entremêlent police et diplomatie, deux autres voyages sont significatifs. L'un est officiel : M. Robert

Paillard, après avoir accompagné le premier ministre au Maroc, devrait se rendre la semaine prochaine aux États-Unis durant trois jours, pour discuter de la lutte antiterroriste.

Le second est subordonné à un accord des autorités chypriotes : deux policiers français devraient se rendre prochainement à Larnaca, pour vérifier la piste d'Emile Abdallah, soupçonné d'être l'un des auteurs de l'attentat de la rue de Rennes et d'avoir quitté Paris le soir même pour Chypre via Vienne. Le juge d'instruction, M. Alain Marsaud, hésite à les accompagner.

Si les vérifications officielles ont été officiellement négatives, les policiers français n'en désistent pas moins continuer leurs recherches. Après le témoignage d'une hôtesse au sol de l'aéroport d'Orly, un membre du personnel de l'aéroport de Vienne aurait aussi reconnu Emile Abdallah comme un passager récent des lignes Austrian Airlines, sans cependant se souvenir de la date exacte.

Ce témoignage va à l'encontre des affirmations des frères Abdallah, selon lesquelles ils n'auraient pas quitté le Liban depuis plusieurs années. Il en va de même d'un autre témoignage, celui d'une jeune Française qui assure avoir été la « petite amie » de Robert Abdallah, à Paris, de décembre 1985 à août dernier.

« Ils mentent : ils ne sont pas restés dans leur montagne », dit-on à la police judiciaire, où l'on assure entrer désormais « dans une longue enquête routinière qui aboutira ». Aussi les nouvelles déclarations de Joseph Abdallah, le chef du clan, assurant à Kobayashi, qu'avec ses frères il avait l'intention d'interrompre les procès aux autorités françaises, font-elles sourire les enquêteurs.

EDWY PLENET

Vingt et unième partie

Ajournement et incertitude

Ché, a joué... hxp4 (un coup trouvé plus tard par Youssouf).
Le champion du monde avait pour idée d'échanger le maximum de pièces, ce qui lui permettait de faire un sacrifice, et Karpov de conserver son léger avantage positionnel, sans prendre aucun risque, ce à quoi il est parvenu. Il lui reste à conclure victorieusement, ce qui n'est pas fait d'avance.

B. de G.

Blancs : KARPov
Noirs : KASPARov
Vingt et unième partie
Défense ouest-indienne

	1. d4	2. e4	3. Cf3	4. g3	5. f4	6. f5	7. f6	8. g4	9. Cf5	10. f3	11. Cf4	12. Cf2	13. f4	14. h4	15. f5	16. Df7	17. Cf1	18. Cf5	19. Fd4	20. Fg5	21. Cf4	22. Tf1
	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7	Cf7

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

Position à l'ajournement
BLANCS : Rd3, Fc2, Cf2, Fc4, f4, g3 et h4.
NOIRS : Rd6, Fc6, Ch6, Fc7, e5, f5, g7 et h6.



Karpov a-t-il une chance de remporter la vingt et unième partie ajournée par Karpov le mercredi 1^{er} octobre et qui devrait être reprise ce jeudi ?

Pour Bronstein, la nullité est probable et, ajoute-t-il, « il se peut même que les deux champions se mettent d'accord pour ne pas reprendre le jeu ». Pour Goufeld, Karpov a un avantage psychologique : « Il ne peut pas perdre tandis que Karpov ne peut pas gagner. » Sur l'échiquier, la légende supérieure des Blancs tient au meilleur placement de leur roi et, surtout, dans la faiblesse du pion noir g7. Si Karpov parvenait à forcer l'échange des fous, la situation de Karpov pourrait alors devenir désagréable. On imagine le travail des seconds — surtout ceux de Karpov — car pour le challenger faire mille équivalents (presque) à une défaite et l'obligerait à tout miser sur la vingt et unième partie, la dernière où il aura les Blancs.

Avant d'en arriver là, on a assisté, mercredi, à une curieuse partie. Karpov, c'était prévisible, a abandonné la Gruenfeld pour l'ouest-indienne, défense que connaît admirablement Karpov, qui l'employa sept fois dans le premier match de Moscou, faisant cinq nuls, subissant une défaite et obtenant une victoire avec les Noirs dans la sixième partie. Et justement, c'est cette sixième partie que les deux joueurs ont répétée jusqu'au quinzième coup, où Karpov, au lieu de

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1986 a été tiré à 497 516 exemplaires

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 octobre

Nouvelle hausse : + 0,96 %

La Bourse de Paris s'est de nouveau inscrite en hausse le 2 octobre en séance du matin. L'indice coteur gagnait 0,96 %. Parmi les valeurs les mieux orientées, on trouvait Crozet (+ 6 %), Lafarge (+ 3,2 %), Pernod (+ 2,5 %), Midi (+ 2 %) et Thomson (+ 2 %).

Valeurs françaises

	Cours	Précédent	Dernier
Autor	444	445	448
Agropar	1800	1800	1807
Al. Liquide	752	749	753
Alstom	326	326	326
Banque Paribas	1130	1130	1130
Banque	2110	2130	2126
Bouygues	1400	1418	1420
B.S.N.	4180	4210	4230
Carrefour	3176	3280	3310
Chapman S.A.	1320	1337	1325
Club Méditerranée	572	580	580
Danone	1851	1870	1885
Sanofi	1380	1370	1380
ELF-Aquitaine	320	324	324 80
Emile	3170	3200	3230
Lafarge-Capelle	1405	1450	1450
Michelin	2675	2700	2680
Mitsui	1595	1595	1595
Midi-Homme	2220	2230	2230
Renault	106	106	106
Oréal	2590	2600	2670
Paro-Ricard	882	1000	1008
Peugeot S.A.	1110	1125	1130
Sanofi	710	710	712
Saurat-Pontier	785	795	794
Télécom	2850	2840	2845
Thomson C.S.F.	1585	1585	1585
Yves-Robert	458	457	457
T.B.T.	2820	2820	2820
Valeo	630	638	638

SCHÖN !
L'ALLEMAND DE A à Z
Le répertoire qui sait tout.
HATIER

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES REMISES D'INTERNATIONAL COMPUTER
LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur IC20 SCSI 29.426 F HT et 34.900 F TTC.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.03.

Trois vieilles dames assassinées à Nancy

NANCY de notre correspondant

Trois femmes âgées ont été assassinées dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 octobre, dans un quartier résidentiel de Nancy. Les propriétés d'une maison de la rue Giono-Viard, M^{me} Odette et Michèle Gattiot, deux quinquagénaires, ont été mises vraisemblablement à coups de couteau, de même que leur locataire de l'étage supérieur, une retraitée âgée de soixante-dix-neuf ans, M^{me} Lucienne Grandjean.

Selon plusieurs témoignages, des bruits de voiture débarrant en trombe se sont produits entre 3 heures et 4 heures du matin. C'est le beau-fils de M^{me} Grandjean qui a découvert le drame, à 8 h 30, jeudi matin.

Pour l'instant, l'hypothèse retenue est celle d'un cambriolage qui aurait mal tourné.

J.-L. B.

FILM DE SECURITE 3M
Élimine les projections d'éclats de verre en cas de bris, explosion, vandalisme.
Information immédiate après de la SIA REFLECTIV
4, Pl. M. de Fontenay - 75012 PARIS
Tél. : (1) 43 47 53 53
APPLICATEURS ASSEES

EUROPE ECHECS
Karpov/Kasparov
Les parties commentées
En vente en kiosque, 25 F

A B C D E F G

Sur le vif
Flics de Mimi

On est là, on a les chocottes, on tient pas tellement à aller dans les grands magasins, sur les Champs-Élysées, au cinéma, on tremble dans nos frocs... on a peur des attentats. Ou'est-ce qu'on dirait à la place de Mitterrand ou de Chirac ? Vous savez ce qui est arrivé hier ? Les mecs de la sécurité rapprochée l'ont regardé, mon Mimi. Si, si, je vous jure, ils l'ont peiné.

Ils se pointaient à Sainte-Eulalie. On inaugurait une nouvelle mairie. Et ils demandent à la carteronne : Où c'est qu'il est, le président ? Alors, la maire a raconté ça très drôlement, ça metait au miroir de RTL : On l'attend, il va arriver pour l'ouverture de la cérémonie.

On attend, on attend... Rien. L'aide de camp s'inquiète quand même un peu, il va de groupe en groupe, il s'adresse aux conseillers municipaux par le revers de leur veston : Pardon, m'sieur, c'est bien vous qui nous avez appelé pour assurer la protection du président ? La protection, on sait pas, mais le président, il devrait être là.

Il a fini par se pointer, en effet, mais c'était pas le bon. Dans ce

pays de dingues où tout le monde est président de quelque chose, il y avait un erreur sur la personne. Il ne s'agissait pas du président de la République mais du président du conseil général. Le conseil général de l'Arche. Et c'est pas à Sainte-Eulalie, dans l'Arche, qu'il était allé, mon Mimi, c'est à Sainte-Eulalie, dans la Lozère. Il assistait au baptême d'un arrière-petit cousin.

Ouais, ouais, je sais, vous allez me dire, c'est pas à vous qui arrivez pas de faire ce genre de bêtises, qui savez même pas où est Toulouse, dans quel département, tout ça, de nous donner des leçons de géographie !

O.K., O.K. ! J'espère simplement que, dans le métro, quand mon Mimi a changé à Concorde pour aller au Salon de l'auto, ses gorilles ne se sont pas trompés de quel faut pas prendre Belard-Créteil. C'est pas ça. C'est Mairie d'Issy-La Chapelle. Station Porte-de-Versailles. La porte de Paris, hein, attention ! Pas celle du château !

CLAUDE SARRAUTE.

M. Barre prend la défense du Conseil constitutionnel

Dans un post-scriptum à l'éditorial de sa lettre mensuelle *Faits et arguments* de septembre-octobre, M. Raymond Barre exprime « ses vives désapprobations des critiques formelles récemment à l'encontre du Conseil constitutionnel ».

Louant « la mesure et la continuité » des décisions du Conseil depuis sa création, le député de Lyon se montre sévère à l'endroit de « la classe politique » : les critiques dirigées contre le Conseil constitutionnel, hier comme aujourd'hui, manifestent cette sorte d'incapacité dont fait preuve la majeure partie de la classe politique d'accepter l'existence d'institutions indépendantes du pouvoir. Aujourd'hui, elles constituent aussi un aspect du retour à un régime des partis « qui s'effectue insidieusement depuis mars 1986 sous le manteau de la Constitution de la V^e République et qui est préoccupant pour l'avenir ».

...et se prononce pour une aide fiscale à l'investissement

« Il est, à l'heure actuelle, de la plus grande importance que la baisse de la fiscalité profite essentiellement aux entreprises ». Tous les jours dans sa lettre, M. Barre, critique ainsi la répartition de la baisse des impôts retenue par le gouvernement de M. Jacques Chirac pour 1987 (une réduction de 15 milliards sur les ménages et de 11 sur les entreprises).

Pour l'ancien premier ministre, les perspectives de croissance restent modérées : cette croissance « ne paraît pas devoir être supérieure à 2 % cette année et ne pas être beaucoup plus forte en 1987 ». La reprise attendue des investissements reste insuffisante pour réduire « le retard de la France par rapport aux évolutions enregistrées à l'étranger ». La dégradation régulière depuis 1984 de l'excédent des échanges industriels traduit selon lui « la détérioration grave de la compétitivité de l'industrie française ».

Dans ces conditions, M. Barre écrit : « Il est, à mon avis, préférable (plutôt que de soutenir la consommation par une baisse des impôts aux ménages) d'alléger la taxe professionnelle en en corrigeant les effets pervers sur l'emploi et l'investissement et d'autre part une incitation fiscale appropriée les entreprises à investir, une aide qui ne doit pas être rendue « superflue » par la baisse acquise de l'impôt sur les sociétés ».

Le premier ministre et M. Guellec présentent un plan pour la marine marchande

M. Jacques Chirac et Ambroise Guellec, secrétaire d'État à la mer, devraient rendre public, ce jeudi 2 octobre, une série de mesures en faveur de la marine marchande. Un qui plan concernera les années 1987-1988.

Des primes de restructuration seront accordées aux armateurs qui auront élaboré, à l'image du groupe public CGM, un plan d'entreprise abondant à la fois les questions financières, sociales et commerciales. Le système des subventions à l'investissement sera rendu plus attractif.

Le gouvernement s'est engagé d'autre part à alléger substantiellement le poids de la taxe professionnelle versée par les armateurs. Au plan juridique, les pouvoirs publics proposent aux partenaires sociaux — armateurs et syndicats — une vaste opération de rénovation du code de travail maritime dont le texte initial remonte à 1926. Pour défendre, enfin, le pavillon français sur les lignes entre la métropole et les DOM-TOM (notamment les territoires du Pacifique) un projet de loi sera déposé prochainement.

F. Gr.

LEE HANG-SUNG
PARIS CENTRE CULTUREL CORBEN
2, rue de la Harpe, 75005 Paris
du 4 au 12 septembre 1986
organisateur
THE MUSEUM OF ART AND JAPANESE
JOURNAL MAINICHI SHIN SHUN
7 septembre 1986
Musée du SEIBU TRESURY, Tokyo

MINITEL
SPECIAL IMPRIMANTE, MICRO, TELE, MAGNETO, RADIO.
CONNECTEZ-LES A VOTRE MINITEL
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

RECUPAGE EN BASIC
LE PETIT CHARCUTIER ELECTORAL
Un programme en basic pour découper vous-même la carte électorale.
OCTOBRE 86

سكينة المصطفى